

Avec ce numéro, un cahier Emploi

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14048 - 4,50 F

MERCREDI 26 MARS 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

## Renaissance en Hongrie

QUELQUE peu éclipsées aux yeux du monde par l'élan unificateur allemand et les audaces lituanaises, les premières élections libres organisées en Hongrie depuis 1945 sont remarquables à plus d'un titre. D'abord par une campagne électorale que l'on a parfois pu qualifier de « modérée » : ici, pas de soit de vengeance, pas de suspensions obsessionnelles, pas - ou si peu - de coups bas, le jeu démocratique a fonctionné presque spontanément, comme si les rouages étaient à peine rouillés.

Les quelques excès nationaux-istes ou antisémites enregistrés sont finalement restés marginaux. Les électeurs, que l'on craignait déjà blasés, ont montré, par une bonne participation (plus de 70 %), que le démocrate ne leur était pas indifférent, même si elle fut, pour ce premier exercice, bien compliquée : le mode de scrutin le plus complexe avait été choisi, et les partis politiques firent tout pour accroître la confusion en gommant leurs différences.

À majorité s'est prononcée pour le centre, pour la démocratie, pour le rejet de l'ancien régime. C'est, en quelque sorte, un résultat de transition. Les grandes formations politiques vont devoir mettre à l'ordre dans leurs différentes tendances et se redéfinir. Le parti social-démocrate hongrois, officiellement soutenu par les partis occidentaux de l'Internationale socialiste, a été laminé : une place est donc à prendre, qui pourrait être occupée soit par l'Alliance des démocrates libres (SDS), soit par le Parti socialiste, ex-communiste.

Les Hongrois vont pouvoir mettre à l'épreuve, dans les semaines qui viennent, leur science infinie du compromis et de la négociation : le premier tour des élections du 25 mars, s'il a confirmé la fin du régime communiste comme tout le monde s'y attendait, n'a pas permis en revanche de départager clairement les deux grands partis qui se disputent les faveurs des électeurs : le Forum démocratique hongrois (MDF) et l'Alliance des démocrates libres.

MANŒUVRES et surenchères ont donc déjà commencé en vue de la formation d'une coalition, aucun parti n'étant en mesure de gouverner seul. Pour beaucoup de gens, à Budapest, une « grande coalition » susceptible de réunir ces deux mouvements constitue la seule chance de sauver la Hongrie de la catastrophe économique. Mais elle présente aussi l'inconvénient de prolonger les ambiguïtés que ces deux partis ont laissées planer ces derniers mois sur leurs véritables orientations politiques. Le MDF tend à se présenter comme un rassemblement de centre-droit, le SDS a plutôt des allures de rassemblement de centre-gauche : leurs conceptions économiques, toutefois, ne correspondent pas nécessairement à ce type de classification. Or des décisions cruciales vont devoir être prises sur le rythme et la nature des réformes. Sauront-ils alors s'entendre ?

Lire les informations page 4

M 0147 - 328 0 - 4,50 F



## Nervosité croissante à Vilnius

### L'armée soviétique multiplie les harcèlements en Lituanie

La nervosité était grande, mardi 27 mars en Lituanie, où l'armée soviétique multiplie les harcèlements - elle a occupé peu avant l'aube le siège du comité central du PC lituanien et s'est d'autre part emparée, par la force, dans les hôpitaux, de jeunes Lituanais considérés comme « déserteurs ». Une manifestation pro-russe était convoquée pour

mardi après-midi. « Nous ne savons pas maintenant ce qui va se passer », a déclaré le président lituanien, M. Vytautas Landsbergis, qui a évoqué une « collusion de l'Occident avec Moscou ». M. Landsbergis s'est inquiété des propos tenus par M. Gorbatchev selon lesquels la force pourrait être employée si des vies humaines étaient menacées.

de notre envoyé spécial

C'étaient les communistes contre les communistes, et un coup d'œil suffisait à tout comprendre. A l'intérieur de ce même bâtiment du comité central qui allait être investi par l'armée, ce mardi 27 mars à l'aube, siégeait, lundi 26 mars, le plénum du Parti communiste indépendantiste. Vers 4 heures de l'après-midi, à la suspension de séance, ses membres étaient sortis hâtivement sous l'auvent quand apparurent les fidèles de l'autre parti, dit Pro-Union - celui qui a refusé la rupture avec le parti soviétique, et que les militaires appuient maintenant ouvertement. Les premiers étaient en haut des marches ; les

seconds, en bas. Cela ne tenait qu'aux circonstances, mais une masse d'hommes dans la force de la quarantaine, costumés et cravatés, dominait ainsi un groupe de vieilles femmes peuvrement vêtues, misérablement parfois, qu'encadraient quelques petits bureaucrates menacés de chômage. En haut, les diplomates, les cadres assez jeunes et cultivés. En bas, les petits, ceux qui avaient cru au parti, c'est-à-dire éventuellement au communisme et, assurément, aux avantages de s'en réclamer et, qui, soudain, se retrouvent perdus sur le bas-côté de la route.

Politiquement peut-être, socialement certainement, ceux d'en haut s'en sortiraient, tandis que pour ceux d'en bas, c'est fini.

Russes, ils ont peur de n'être demain plus chez eux, peur, dit une dame, qu'ils nous jugent et nous tuent si ce n'est plus ici l'URSS. Lituanais (il y en a quelques rares), ils pensent avoir mis trop longtemps sur Moscou pour pouvoir retomber sur leurs pieds, et tous espèrent encore l'impossible : empêcher l'indépendance. D'en haut, on les regarde comme les marquis la pèche. D'en bas, on brandit de dérisoires pancartes vengeresses et, comme les dissidents d'hier, on s'accroche à la presse occidentale pour dénoncer le pouvoir qui violerait les conventions internationales sur les droits de l'homme, bafouerait les minorités nationales, et la démocratie.

BERNARD GUETTA

Lire la suite page 3

## Avant de le soumettre aux partis politiques

### M. Rocard présente un plan antiraciste

Après avoir reçu un rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, mardi 27 mars, M. Michel Rocard devait soumettre aux principaux partis politiques des mesures ambitieuses pour lutter contre le racisme et la xénophobie. Par ailleurs, M. Jean-Marie Le Pen a été inculpé par un juge de Nanterre d'« outrage » envers le ministre de la fonction publique et des réformes administratives, M. Michel Durafour, qu'il avait qualifié de « Durafour-crématoire ».



Lire pages 8 et 9 les articles d'ALAIN ROLLAT et de ROBERT SOLÉ

## Les bûchers de Faafit

Pour avoir brûlé six « possédés du démon », vingt-quatre accusés devant les assises

Ils voulaient chasser les démons. Pour cela, ils ont jeté sur un bûcher six des leurs et s'apprêtent à continuer lorsque les autorités de la Polynésie française sont arrivées sur cet atoll du bout du monde : Faafit. Cela se passait en septembre 1987. Vingt-quatre accusés comparaissent depuis le lundi 26 mars devant la cour d'assises de Papeete.

PAPETE

de notre envoyé spécial

D'abord, il y a eu Silvia, formidable matrone quinquagenaire tout droit débarquée de Tahiti « pour propager la foi et la joie ». Divine Silvia ! Les visites sont rares à Faafit, infime bande de sable d'un kilomètre de long perdue au beau milieu de l'Océan Pacifique. Accompagnée

de deux amies qui lui préparent ses repas et la secondent, elle va séjourner durant trois semaines, en août 1987, parmi les deux cents habitants de ce village battu par les flots, à 500 kilomètres de Tahiti.

Qu'on l'imagine, impériale, souveraine ! Elle vient de la « ville », de la « capitale ». « Je suis envoyée par le Renouveau charismatique », annonce-t-elle. Tant pis si c'est faux, si les responsables du très officiel mouvement catholique l'ont au contraire, à plusieurs reprises, sermonnée pour ses dérapages. Les braves pêcheurs de Faafit croient qu'elle représente l'évêque et l'accueillent comme une reine. Silvia, c'est un tempérament, un mélange détonnant de prêtresse et de pythoïse.

LAURENT GRELSAMER

Lire la suite page 15 - section B

## Le Zimbabwe en noir et blanc

Si la majorité noire détient les rênes de la politique les Blancs - 1 % de la population - contrôlent toujours l'économie

Des élections législatives et présidentielle ont lieu au Zimbabwe mercredi 28 et jeudi 29 mars. Dix ans après l'indépendance, les dirigeants de l'ancienne Rhodésie avaient ensuite, à contre-courant de l'évolution mondiale, instauré un régime de parti unique.

HARARE

de notre envoyée spéciale

« Quand j'étais gosse, le seul Blanc que je connaissais, c'était le prêtre. On le voyait une fois par mois. Sinon, il y avait les soldats, qu'on regardait défilier pendant les parades... Et c'était tout, je crois. L'homme d'une voix puissante. « Pour moi, un Blanc était une créature fragile, ajoute-t-il. J'ai été complètement abasourdi la première

fois que j'ai vu l'un d'entre eux qui faisait un travail manuel : je croyais qu'un Blanc ne pouvait pas tenir une bêche sans s'écrouler de fatigue et mourir. »

Nicholas Ndebele, un des animateurs les plus actifs de la Commission catholique pour la justice et la paix, qui siège à Harare (ex-Salisbury), avait vingt-six ans au moment de l'indépendance. Il en a aujourd'hui trente-six. La fameuse « réconciliation » entre Noirs et Blancs - revendiquée, ici et là, comme un des plus grands succès du régime socialiste de Robert Mugabe - le laisse profondément rêveur. « Je suis né trop tôt », s'excuse-t-il laconiquement.

ville du pays), est à peine plus âgée que Nicholas Ndebele. Seulement, Betsy Fulton est née... du blanc côté du manche. « J'ai été élevée dans la mentalité « rhodé », c'est-à-dire que, pour nous, tous les Noirs étaient des sortes de sauvages, des êtres inférieurs », explique-t-elle simplement. « Je n'aurais jamais cru que j'allais travailler un jour pour un politicien noir ! » s'exclame-t-elle en riant. C'est pourtant ce qui lui arrive aujourd'hui.

Militants du Conservative Alliance of Zimbabwe (CAZ), créée par l'ancien premier ministre, M. Ian Smith, Betsy Fulton a suivi à la lettre les consignes du « parti » blanc, en pleine décomposition.

Betsy Fulton, employée de bureau à Bulawayo (seconde

CATHERINE SIMON

Lire la suite page 6

DEMAIN

GERARD DEPARDIEU

CYRANO

D E B E R G E R A C

UN FILM DE JEAN-PAUL RAPPENEAU

UGC DOLBY STEREO

<b>Violences en Afrique du Sud</b> La police a tiré sur des manifestants (huit morts)	page 6
<b>Restructuration à Paribas</b> M. André Lévy-Lang président du directoire de la Compagnie financière	page 23 - section C
<b>Un entretien avec le président de la FNSEA</b> Sécheresse, pollution, défense de l'espace rural... les propositions de M. Raymond Lacombe	page 25 - section C
<b>La conservation du patrimoine audiovisuel</b> Guerre des images autour de la Bibliothèque de France	page 11 - section B
<b>SCIENCES ♦ MÉDECINE</b>	
■ Radioscopie d'un hôpital de province	
■ Les dix ans d'Arianespace	
■ Artistes préhistoriques : la palette des magdaléniens	
■ Le temps éclaté	
pages 17 à 19 - section B	
« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 38 - section C	

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Danemark, 2,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.800 L. ; Libye, 0,400 DL. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,40 S. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 336 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,80 F. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (autres), 2 \$.



Les révolutions à l'Est

## Vers la grande Europe

par Maurice Duverger

Il y a qu'une Europe, destinée à s'unir un jour de l'Atlantique aux bouches du Danube, du cap Nord à Héraklion : cinq millions de kilomètres carrés, cinq cents millions d'habitants, trente nations, une civilisation. Certes, la géographie étend l'Europe jusqu'à l'Oural, en y incorporant une partie de la Russie. Mais celle-ci ne peut entrer pleinement dans un ensemble qu'elle écraserait de son poids. Au fur et à mesure qu'elle évoluera vers la démocratie, la maison commune de M. Gorbatchev pourra se développer sous forme d'une coopération prolongeant l'Union européenne vers l'Est, sans se confondre avec elle.

Naturellement, une autre coopération continuera vers l'Ouest, rapprochant les deux rives de l'Atlantique nord. Ni la neutralité de l'Allemagne ni le découplage avec les États-Unis ne seraient admissibles. Mais l'alliance changera de sens au fur et à mesure que l'URSS aura rompu avec la dictature et que le pacte de Varsovie s'effondrera. En évoquant le souvenir de la conférence de Helsinki au soir du 31 décembre dernier, François Mitterrand a fait entrevoir l'image d'une immense coopération allant de San Francisco à Vladivostok. Au cœur de cet espace, l'Europe proprement dite est déjà l'élément le plus fort par la masse de sa population et par son appareil de production. Même réduite à la seule Communauté des Douze, elle est le premier des Grands. Du moins, elle le serait si elle pouvait parler d'une seule voix.

Elle en reste malheureusement très loin. La destruction du mur de Berlin, l'ouverture du rideau de fer, la marche des ex-démocraties populaires vers la démocratie véritable ont paralysé les gouvernements de la Communauté au lieu de les pousser à l'action. En France, on voit réapparaître les vieilles querelles qu'on n'avait même pas de mettre au goût du jour. Edouard Balladur et Jean-Pierre Chevènement exhumant les attaques gaulliennes contre les autorités communautaires sans comprendre que la réunification de l'Allemagne pose le problème dans un cadre nouveau dont le général aurait mesuré l'importance pour notre pays.

## Deux hypothèses

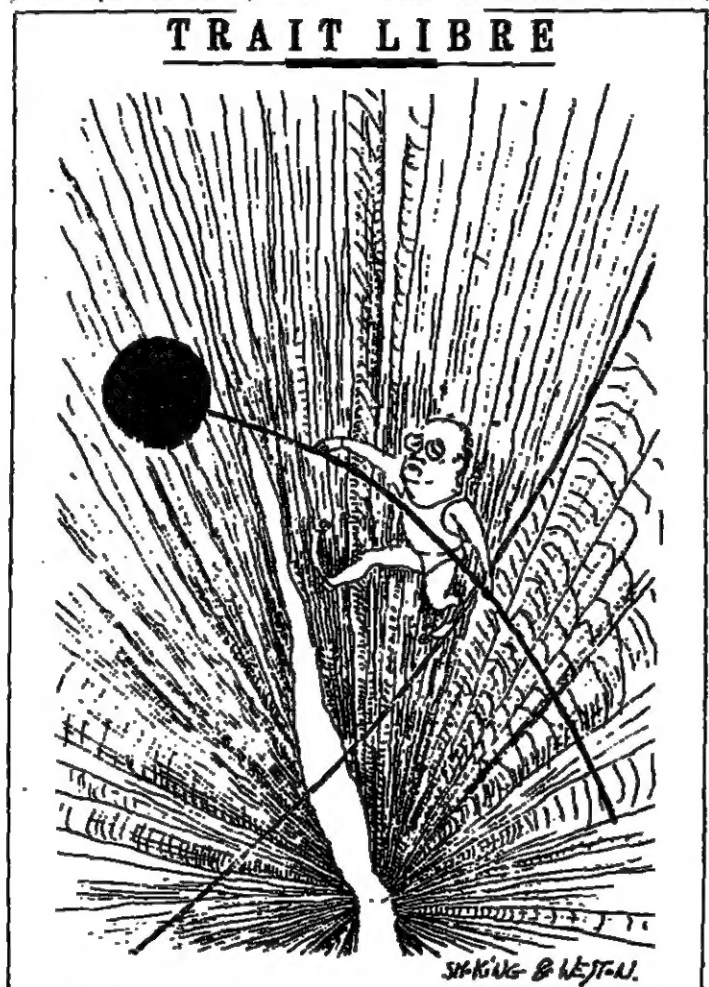
Les révolutions de 1989 n'ont pas seulement la liberté en Pologne, en Hongrie, en RDA, en Tchécoslovaquie, en Bulgarie, en Roumanie. En mettant fin à un ordre injuste, elles lui substituent un immense désordre qui pourrait provoquer d'énormes dangers. Chaque pays de l'Est se trouve brusquement confronté à une situation économique déplorable qu'il supportait jusqu'ici par la pression d'une tyrannie dont le voilé dérivé. Il ne faut pas sous-estimer les risques d'une fuite vers les démons du nationalisme, classés dans de telles circonstances, ou les voit déjà surgir avec violence. Au lendemain des premières élections libres, des gouvernements inexpérimentés et divisés devront faire face à des problèmes gigantesques sans avoir les moyens de les résoudre.

Il se tournent naturellement vers la Communauté, qui représente pour eux l'espoir d'une Europe unie dont elle est l'axe et le moteur. Mais elle ne peut encore que leur apporter des aides financières et techniques. Tel qu'il est, actuellement enclenché, le mécanisme du grand marché tend plutôt

à rendre leur situation plus difficile car ils seront incapables avant longtemps d'affronter la concurrence intégrale qu'il établit. Sur cette lancée, l'après-1992 risque de ressembler au libre-échangeisme des débuts du dix-neuvième siècle, qui a engendré à la fois une énorme expansion de la production et un formidable accroissement de l'injustice d'où est sorti le marxisme révolutionnaire.

Dans une telle perspective, les pays de l'Est seront naturellement portés à se raccrocher à la grande Allemagne unifiée qui développe déjà avec eux des liens économiques importants. Autour d'elle, ils inséreront peu à peu le modèle de l'Allemagne unifiée par les pays germaniques au siècle précédent. La France, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne et les petites nations des Douze vont-elles enfin comprendre que l'Europe ne peut évo-

luer que dans deux directions après la tornade des révolutions de 1989 ? Celle d'une domination de l'Allemagne appuyée sur le mark. Ou celle du développement d'une Communauté qui ne soit pas un marché purement libéral, mais un espace organisé où des institutions quasi fédérales disposent des instruments de régulation conjoncturelle et de lutte contre les inégalités analogues à ceux que les social-démocrates ont développés à l'intérieur des États depuis 1945 : cette intégration économique se situant dans le cadre d'une Union politique dont François Mitterrand vient de souligner la nécessité.



luer que dans deux directions après la tornade des révolutions de 1989 ? Celle d'une domination de l'Allemagne appuyée sur le mark. Ou celle du développement d'une Communauté qui ne soit pas un marché purement libéral, mais un espace organisé où des institutions quasi fédérales disposent des instruments de régulation conjoncturelle et de lutte contre les inégalités analogues à ceux que les social-démocrates ont développés à l'intérieur des États depuis 1945 : cette intégration économique se situant dans le cadre d'une Union politique dont François Mitterrand vient de souligner la nécessité.

Simultanément, la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, la Roumanie pourront entrer dans le Conseil de l'Europe dès que ces pays auront établi des institutions démocratiques solides, garantissant les droits de l'homme. Un aménagement du statut du

devrait être unies dans la Communauté, étendue à la RDA. Les autres pays de l'Est pourraient lui être associés sous des formes différentes en attendant un adhésion, quand leur développement économique le permettrait.

Tout cela suppose que la réforme des institutions communautaires se déroule au même rythme que l'unification de la RFA et la RDA, afin que la grande Allemagne se constitue en même temps que la grande Europe. Jacques Delors a défini la route à suivre. Il est essentiel que la Conférence intergouvernementale établisse l'union économique et monétaire avant la fin de 1991. M. Thatcher comprendra-t-elle qu'il n'y aura pas d'équilibre européen sans la participation de la Grande-Bretagne ? Se décidera-t-elle à faire entrer la livre dans le SME, ce qui marquerait à la fois une étape et un symbole ? Mais on n'a pas assez remarqué que M. Poehl, président de la Bundesbank, a souligné voici deux mois (1) qu'une monnaie européenne unique pourrait être établie rapidement, même en l'absence d'un membre de la Communauté. Qu'attend-on pour le prendre au mot ?

(1) Le Monde, 18 janvier 1990.

**Eurostaf**  
Europe Stratégie Analyse Financière

**vous annonce ses dernières études parues :**

- Le Second Marché : prévisions 1990 et comparaisons sectorielles

Cette étude des sociétés industrielles et commerciales cotées au Second Marché, est issue d'une base de données financières, historiques et prévisionnelles, créée en 1987 et régulièrement actualisée. Elle aborde deux aspects complémentaires :

- des prévisions financières et boursières détaillées pour chaque valeur,
- une analyse sectorielle, assortie d'un diagnostic comparant chaque société à son échantillon

- Les grandes banques européennes
- Les banques moyennes françaises
- Le capital risque en France
- Le crédit automobile en Europe

Ces études sont en vente à : EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 28, boulevard des Italiens, 75002 Paris. Pour en recevoir gratuitement la présentation, tél. : 49 24 80 80. Téléc. : 282 632.

**Le Monde**

Édité par le SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992), André Laurens (1992-1995)

Administrateur général : Bernard Woutas

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Claude Solas

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-87-27

Télécopieur : (1) 46-23-08-81 ; Telex 650672 F MONDPAR

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-30-40

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 281311 F MONDISR

Le quarantième anniversaire de la mort du philosophe

## Actualité d'Emmanuel Mounier

par Olivier Mongin

entre la revendication individualiste et la soumission à la loi émanant du seul pouvoir politique.

Dans un autre langage, Mounier évoque les utopies minuscules grâce auxquelles la volonté de puissance de chacun et l'hédonisme mensonger ne sont pas une fatalité. Qui ou non, sommes-nous capables dans nos démocraties « repues et vieillissantes », selon certains, de favoriser l'émergence d'un monde où la solidarité ne soit pas un slogan politique, et de prendre au sérieux l'avenir de l'humanité ?

A l'utopie minuscule de la personne répond d'autre part l'utopie majuscule, celle des valeurs susceptibles de donner corps à une Histoire digne de ce nom. Ces valeurs, que nous avons apprises à nommer droits de l'homme, irriguent l'Histoire mondiale depuis une vingtaine d'années et donnent effectivement à l'individu démocratique la dimension d'une personne à part entière. Depuis que des hommes se sont levés à l'Est pour dénoncer le péril de mort encourus par l'humanité. Pour évoquer cette chaîne humaine des victimes, le corrélateur de la charte 77, Jan Patocka, a parlé de la « solidarité des ébranlés ». Les valeurs humaines défendues à ce moment, éprouvées dans la chair, profondément incarnées, sont à l'origine d'une relation inédite entre l'éthique et le politique mais aussi de nouvelles formes de spiritualité qui ne sacrifieront pas les sens religieux traditionnels.

## Respect de l'humanité

En effet le pouvoir politique doit respecter les ressorts de l'humanité et renoncer à la prétention de produire d'une main de fer l'homme nouveau : la démocratie, la défense de l'Etat de droit et le combat pour les droits de l'homme sont désormais inséparables. Qu'ils s'appellent Michnik, Giermek, Mazowiecki, Havel, Heydaneck, Kis ou qu'ils demeurent des « sans-nom » nos amis de l'Est, dont certains se proclament avec fierté disciples de Mounier, entendent ce refrain dont ils font une histoire : les libertés politiques ne sont plus un simulacre quand le respect de l'humanité demeure la valeur suprême et la ligne d'horizon de l'Histoire. Alors que les démocraties tentent d'inventer les valeurs susceptibles de lier les individus entre eux, de donner un peu de chair à la société, les démocraties naissantes inaugurent des valeurs irriguant à nouveau des communautés historiques.

Accompagnant souterminement ces glissements historiques des pans entiers de la réflexion de Mounier suscitent un intérêt chez ceux qui ne se contentent plus des vulgates, des images d'Epinal, et même du même coup que les gisements d'une pensée ne dépen-

dent pas d'une seule couche géologique. Mais ce regain intervient particulièrement en Amérique latine où la revendication communautaire traduit la volonté de préserver les jeunes démocraties des ravages d'un libéralisme débridé. Pourquoi la défense inconditionnelle des libertés politiques aurait-elle pour unique destin de légitimer la conquête de toutes les sphères de la société par les seuls intérêts marchands ?

Si l'alternative socialisme/capitalisme a laissé place au couple démocratie/totalitarisme, rien n'autorise à se complaire dans un égoïsme satisfait de la bonne démocratie. A observer les difficultés qu'elle rencontre à l'Ouest, au Sud et déjà à l'Est, une pensée évidemment marquée par les années 30 peut encore nous éclairer.

Sans nous laisser sur nos capacités d'un sort, de dépasser la crise, la relecture de son œuvre s'impose à ceux qui veulent comprendre les vices et les vertus de la démocratie, ses impasses et sa grandeur. Comme d'autres, j'aime relire Mounier à travers un penseur intrinsèque, Paul-Louis Landisberg, qui exerce une influence profonde sur le personnalisme. Cet auteur insistait vigoureusement sur la part tragique de nos sociétés, sur la persistance du mal, de la bêtise, et de la petitesse dans notre monde bercé par les illusions de la raison et de la technique. Mais la reconnaissance du tragique n'interdit pas de rêver.

« Je rêve souvent d'un monde, écrivait Mounier dans une lettre du 5 février 1933 à Paulette Lecroix, sa future femme, où l'on pourrait arrêter le premier venu au tournant d'une rue, et, égal du premier coup à tout ce qu'il est, continuer avec lui sans autre étonnement qu'une conversation intérieure. » Celui qui renonce à ce rêve quotidien de nos sociétés habite déjà sur une autre planète, là-bas où il ne se passe rien !

(1) Voir par exemple le débat entre Denis de Rougemont et la revue *Esprit* sur le fédéralisme et l'Europe dans l'immédiat après-guerre, C. J. Pierre Gervais, dans *Un personnalisme au défi du monde européen*, éd. L'Esprit, 1989.

(2) Sur ce point, on peut se reporter au travail de Bernard Comte, *L'Esprit des cadres d'Uriage*, à paraître chez Fayard.

(3) Voir *Nouvelles approches de la personne*, dans *Esprit* mars-avril 1990. Et surtout, *Soi-même comme un autre*, Seuil, 1990.

On lira également le témoignage de la veuve d'Emmanuel Mounier sur les débuts d'*Esprit* dans le numéro déjà cité.

► Olivier Mongin est directeur d'*Esprit*.

## Les « petites peurs » européennes

par Olivier Abel

que nos débats de politique vraiment trop « intérieure ».

Pour lui, seule une telle exigence est capable de radicaliser notre conception du droit, et de répondre à l'affaiblissement de la communauté entre les forces impersonnelles de la technocratie et l'affirmation absurde des forces tribales. Et n'est-ce pas notre situation aujourd'hui, quand les sociétés de l'Est de l'Europe ne parviennent pas à s'arracher aux brumes d'un « rêve » collectif, et quand celles de l'Europe de l'Ouest, de notre Europe, ne parviennent pas à décoller de ce qu'elles prétendent être les contraintes objectives du « réel » (le marché).

Dire sans autre que l'Est a perdu, alors qu'à l'Ouest s'étend la logique implacable d'une société d'opale, cet état de violence « où chacun meurt et se désolument aujourd'hui, sans barricade, dans l'ordre, des millions d'êtres » (Mounier), est d'une insupportable arrogance, et d'une terrible naïveté. Emmanuel Mounier, qui visita en 1946 aux jeunes intellectuels personnalistes de la revue *Wies*, dont Tadeusz Mazowiecki fut rédacteur en chef avant de l'être pour *Solidarnosc*, aurait su nous le dire.

On peut parler de « décevement » à l'Est, qui fait que dans les ruines du décor communiste ne surgissent que les vieux démons des nationalismes ethniques et religieux. Mais que dire de nos bons pays de libre pensée (et surtout de libre-marché de la pensée) si, au moment où précisément il nous faudrait de véritables idées, de l'imagination politique et culturelle, on ne trouve que les copeaux toujours ressortis de vieilles querelles vides, et que l'on répète d'autant plus volontiers que l'on n'a plus rien à dire ! Au fond ce n'est pas tant à la mémoire d'Emmanuel Mounier que je voudrais que nous fassions appel qu'à son imagination. La revue *Esprit* fut certaine-

ment un laboratoire de ruptures avec les logiques du fascisme et du colonialisme, du communisme et du marché ; c'est de ce laboratoire que sortirent d'importants débats. Par exemple, sur le fédéralisme européen ; ou sur la possibilité d'une démocratie qui développerait vraiment la responsabilité des personnes ; sur les rythmes de l'agir tendu entre un pôle politique et un pôle prophétique ; ou sur la nécessité de tisser pour les personnes comme pour les communautés l'embrassement de l'identité avec la transcendance de l'altérité ; sur le sentiment géographique et planétaire de la responsabilité. Et tous ces débats sont encore les nôtres.

Mais ce qui nous manque le plus, ce ne sont même pas les idées de Mounier, ce sont des hommes tels que lui : des hommes capables d'un minimum de mémoire, dans ce pays balayé par les modes et où les mémoires ne sont jamais européennes ; des hommes capables d'un agir solidaire là où les intellectuels ne semblent le plus souvent chercher que leur prestige ; des hommes capables d'imagination, pour une époque qui semble vouloir s'abriter dans l'interminable sensation de son propre passé. En face d'un monde à repenser ensemble, et pour sortir de l'alternance captieuse entre le discours cynique et le discours apocalyptique, il nous manque de secouer enfin ce qu'Emmanuel Mounier appelait si bien « la petite peur du XX<sup>e</sup> siècle ».

(1) Titre du premier éditorial de la revue *Esprit*.

► Olivier Abel est doyen de l'Institut protestant de théologie.







## EUROPE

HONGRIE : la droite en tête aux élections législatives

## Premières escarmouches entre les vainqueurs

Bien que les résultats des élections législatives qui se sont déroulées dimanche 25 mars en Hongrie ne soient pas encore entièrement connus, il apparaît nettement que la gauche sort grande perdante de la consultation. Le rapport des forces entre les partis de droite et de centre droit reste encore en revanche mal défini. Un second tour doit avoir lieu le 8 avril.

BUDAPEST

de notre envoyée spéciale

Le premier tour des élections législatives hongroises a commencé à clarifier un peu le débat politique dans ce troisième pays d'Europe centrale à basculer à droite à la suite d'élections libres. Mais si les résultats montrent clairement que la gauche, c'est-à-dire le Parti socialiste hongrois (ex-Parti communiste) sera cantonnée dans l'opposition avec à peine plus de 10 % des suffrages, ils ne permettent pas de prévoir les contours de la future coalition gouvernementale, aucun des deux grands partis de l'opposition ne pouvant, comme prévu, réunir une majorité parlementaire.

En revanche, ces deux partis de centre droit ont dès lundi 26 mars fait savoir haut et fort ce qui les sépare.

Les résultats encore partiels lundi soir, mais portant sur 80 % des suffrages exprimés, donnent le Forum démocratique hongrois (MDF) gagnant avec 24,05 % des voix, suivi par l'Alliance des démocrates libres (SDS), avec 21,2 %. Ces résultats portent sur le dépouillement des listes départementales, sur lesquelles sont désignés 152 députés puis, suivant un système de compensation, 58 autres députés choisis sur les listes nationales présentées par les douze principaux partis (le reste des 386 sièges que compte le Parlement étant attribué suivant le système majoritaire uninominal, par circonscription). Dimanche, six de ces douze partis ont été éliminés, n'ayant pu réunir plus de 4 % des voix. Parmi les députés élus par circonscription, seuls cinq l'ont emporté dès le premier tour, ayant réuni plus de 50 % des voix : le premier ministre Miklós Németh, trois candidats du MDF et un indépendant. Cent soixante-trois sièges devront donc être pourvus au second tour, le 8 avril.

Malgré ces imprécisions sur la composition finale de la Chambre, les présidents des deux principaux partis ont à nouveau réaffirmé qu'ils ne souhaitent pas collaborer au sein d'une « grande coalition » et ont soutenu qu'ils essaieront d'abord de former une coalition

avec leurs « alliés naturels », c'est-à-dire les autres partis entrés au Parlement. Pour le MDF il s'agit, selon son président, M. József Antall, du Parti des petits propriétaires (qui a recueilli 12,1 % des voix alors que les sondages lui en donnaient de 15 à 20 %), et des chrétiens-démocrates (6,4 % des voix). M. Antall a ajouté que le MDF est mieux placé que le SDS « pour améliorer encore sa performance au second tour », qu'il serait content d'emporter 33 % des sièges et qu'il est en tout état de cause « trop tôt » pour parler d'alliance éventuelle avec d'autres formations, car il y a des députés indépendants prêts à travailler avec le MDF. Quant au SDS « c'est un parti rival, et nous ne pensons pas qu'il soit opportun de former une coalition avec lui », a-t-il dit.

Un avis partagé par le président du parti concerné, M. János Kis, qui estime que les Libres démocrates peuvent encore gagner à l'issue du second tour. Leur allié naturel, la Fédération des jeunes démocrates (FIDESZ), a eu 8,8 % des voix, ce qui met ces deux partis, dans l'état actuel des votes, dans l'obligation de chercher d'autres alliés. Pour M. Kis, il peut s'agir des petits propriétaires, ce qui donne à ces derniers un rôle clé dans les tractations qui s'engagent.

En même temps, le SDS a lancé des ouvertures en direction du MDF, lui proposant lundi un plan en quatre points par la voix d'un porte-parole s'exprimant à la télévision. Celui-ci, M. Ivan Pető, a proposé de « mettre fin aux attaques et calomnies mutuelles » entre les deux partis, d'organiser un débat public à la télévision sur trois grands sujets avant le second tour, et de renforcer l'unité des onze partis qui avaient conclu la semaine dernière un pacte excluant la question de la minorité hongroise en Roumanie de la campagne électorale. Enfin, il a proposé de commencer à élaborer un programme économique commun aux deux grands partis.

Intervenant peu après, un porte-parole du MDF a, certes, accepté de mettre fin aux « campagnes de calomnies mutuelles », mais a repoussé tous les autres points, au nom du refus d'exclure les autres partis de ce plan proposé par son rival.

Dans cette lutte ouverte pour le pouvoir qui s'est engagée en Hongrie, le plus sérieux apparaît maintenant l'ancien maître : « Nous formerons une opposition constructive, nous ne nous opposerons pas nécessairement » aux mesures économiques qui seront proposées par le nouveau gouvernement, surtout si celles-ci prennent suffisamment en compte les aspects sociaux, a expliqué en substance le leader du PSD, M. Imre Pozsgay.

SOPHIE SHINAB

## Une nouvelle impulsion aux réformes économiques

Quel que soit le nouveau gouvernement qui accède au pouvoir à Budapest, il lui faudra donner une nouvelle impulsion aux réformes économiques. Les priorités s'imposent : la lutte contre l'inflation, la réduction des déficits internes et externes, la restructuration de l'industrie et la gestion du chômage sont autant de problèmes auxquels les nouveaux dirigeants vont se trouver confrontés.

En novembre, l'adoption d'un programme très rigoureux, et voulu comme tel par le Fonds monétaire international, a failli provoquer une crise parlementaire. Finalement, le texte est passé, consacrant, sur le papier, une diminution du déficit de 2,5 à 0,5 % du produit national brut. En conséquence, des coupes budgétaires massives (en particulier dans les secteurs de l'administration, de la défense, et de l'investissement) ont été décidées, et de fortes hausses de prix sont intervenues en janvier, provoquant un dérapage de l'inflation. Prévue à 19 % en début d'année, la hausse des prix de détail a déjà atteint 24 % en rythme annuel au cours des deux premiers mois de 1990, contre 17 % l'an dernier. « Le dérapage de l'inflation est considéré comme le plus grand danger pour le nouveau gouvernement », déclare M. Bela Kadar, directeur de l'institut de planification économique, qui rappelle que l'expérience hongroise d'hyperinflation en 1945-1946 a durablement traumatisé le pays.

L'exemple polonais prouve que l'on peut passer rapidement et

presque sans s'en apercevoir d'une inflation à deux chiffres. Toutefois, la fraction libérale-radical, favorable à une « opération chirurgicale » à la polonaise, de l'économie, se retrouve au pouvoir. Selon le *Daily News*, le journal en langue anglaise publié à Budapest, l'Alliance des démocrates libres (SDSZ) se borne à promettre de limiter la hausse des prix à moins de 20 % avant 1991, avant de la réduire à 5-6 % en 1993-1994.

L'appel à l'étranger

La Hongrie avance à petits pas depuis les années 1960 sur la voie des réformes. Aujourd'hui, plus qu'aucun autre pays d'Europe de l'Est, elle a réussi à se débarrasser d'un grand nombre des attributs des économies planifiées : le système des prix commence à mieux refléter l'offre et la demande, les dirigeants sont parvenus à signer juste avant les élections un accord supprimant le commerce en roublies avec l'URSS à partir de l'an prochain. Mais même si de nombreux dirigeants hongrois considèrent que l'économie de marché est déjà présente, plusieurs débats devront être tranchés rapidement. En premier lieu, le chômage. Le gouvernement table cette année sur un nombre de sans emplois de moins de 50.000, soit 1 % de la population active, un pourcentage destiné à augmenter considérablement, surtout dans les secteurs de la mine, de l'acier, et des industries

lourdement dépendantes des exportations vers l'URSS. Une véritable politique d'indemnisation et de reclassements est donc nécessaire.

Pour l'instant, la structure de l'industrie a subi peu de transformations, malgré l'arrivée des capitaux occidentaux et la création de presque un million de sociétés mixtes. En Hongrie, on compte beaucoup sur les étrangers pour réaliser la modernisation et la transformation de la structure des entreprises. On dit souvent que les dirigeants dans leur pays voyagent à l'étranger avec une liste des sociétés prêtes à être vendues.

La Hongrie subit également les contraintes des pays lourdement endettés (sa dette extérieure brute atteint 21 milliards de dollars). Elle a enregistré en 1989 un déficit des paiements courants de plus d'un milliard de dollars, alors que le service de sa dette atteint 2 milliards annuellement. Jusqu'à présent, le pays a réussi à éviter d'entrer dans la spirale des réajustements de dette. Mais si la situation économique se dégrade brusquement, il n'est pas certain que les nouveaux dirigeants puissent éviter d'entamer des négociations avec leurs créanciers, réduisant ainsi considérablement leur marge de manœuvre en matière de politique économique. D'ores et déjà, la dette hongroise se négocie entre grands banquiers internationaux et à l'instar de celle des pays latino-américains, avec une décote de 20 %.

F.L.

## Les dessous d'une transition

Dans un entretien accordé au *Monde* à Budapest, M. Karoly Grosz, l'ancien numéro un hongrois, raconte comment le processus de réformes s'est emballé après la chute de Kadar, le contrainquant à adopter le multipartisme avant de lui coûter sa place.

BUDAPEST

de notre envoyée spéciale

« J'avais amorcé un changement de modèle, pas un changement de système », M. Karoly Grosz, l'homme qui, après avoir fait tomber Janos Kadar en 1988, présida à la première phase de la transition hongroise avant d'être dépassé par les réformateurs radicaux du parti, n'était pas candidat aux élections historiques du dimanche 25 mars : « Je ne veux pas participer à la démolition de ce système et de ses acquis », a-t-il expliqué dans un entretien au *Monde* pendant la campagne électorale.

Ce petit homme à l'œil perçant, qui fut un moment l'homme le plus puissant de Hongrie en cumulant les fonctions de premier ministre et de secrétaire général du parti communiste, reçoit maintenant sans solennité dans sa villa de la Colline aux Roses, quartier résidentiel de Buda, ornée de trophées de chasse, et se résigne à subir les invectives, voire les crachats et les bousculades des ses adversaires en allant soutenir les candidats communistes en province. Lorsqu'il succéda à Kadar en mai 1988, on le définissait aussitôt comme un homme d'appareil suffisamment pragmatique pour assurer la transition. Mais soupçonné-il que cette transition serait si rapide et si radicale ? Et qu'il en ferait les frais ?

« Mépris des intellectuels »

Aujourd'hui, M. Karoly Grosz reconnaît que les choses ne se sont pas passées comme il l'avait prévu. Car lui n'avait finalement en tête qu'un kádàrisme amélioré, adapté aux exigences des temps modernes — il rangea parmi les erreurs de Kadar une « mauvaise politique industrielle », qui favorisait l'industrie lourde non rentable pour une paix sociale à tout prix, et le mépris des intellectuels, auxquels il n'a pas donné la place qui leur revenait. En tout état de cause, explique M. Karoly Grosz, le processus de renouvellement avait trop traîné : « Il avait été lancé

non pas en 1988 mais, par exemple, en 1978, l'aile gauche du parti aurait pu se reconstituer et poursuivre le chemin de Kadar, qui était devenu trop vieux pour le continuer de manière dynamique ». La dégradation de la situation économique et l'agitation des intellectuels devaient faire le reste, accélérant la chute du pouvoir communiste.

La version de M. Pozsgay

Grand rival de M. Karoly Grosz au sein du parti, le réformateur Imre Pozsgay, le réformateur, a raconté dans une interview au quotidien *Magyar Nemzet*, comment les « dauphins », parmi lesquels tous deux figuraient, décidèrent de se débarrasser de Kadar à la conférence nationale du PSOH de mai 1988 : « C'était la dernière possibilité d'une transition pacifique, le pouvoir devait changer de mains, dit-il. Kadar, qui voulait maintenir à distance le pouvoir la génération qui le suivait, a commencé à manœuvrer, nommant Grosz premier ministre pour l'enchaîner à cet incroyablement état de crise. Mais Grosz, qui voyait bien qu'il ne pouvait pas résoudre les problèmes comme premier ministre, ne renonça pas à ses ambitions de secrétaire général. Il avait de bonnes relations avec l'appareil du parti, et il apparut que c'était lui qui pouvait faire changer le pouvoir de mains lors de la conférence. Cela se fit assez facilement, grâce à une excellente organisation du parti. Mais Grosz se révéla incapable de diriger le pays. Pour moi, il devint clair assez vite qu'on ne pouvait plus éviter le multipartisme et qu'il fallait réaliser un changement de système ».

La Hongrie devint donc le premier pays du camp socialiste à se prononcer pour le multipartisme, au cours d'un plénum extraordinaire du comité central en février 1989, réuni d'ailleurs à la suite de déclarations volontairement provocantes de M. Pozsgay sur la révélation de l'insurrection de 1956. Par pur pragmatisme, et non pas par conviction idéologique, M. Karoly Grosz se rangea à l'idée du multipartisme : « En mai 1988, j'étais pour le parti unique. En février 1989, j'ai voté pour le multipartisme. En dix mois, j'avais modifié ma position, à partir de mon expérience à l'intérieur du pays et de mes voyages à l'étranger. À la suite notamment de mes entretiens avec Gorbatchev, Kohl, Thatcher et d'autres,

j'avais compris qu'avec le multipartisme nous pourrions obtenir l'appui et les subventions internationales grâce auxquelles on pouvait envisager de surmonter la crise économique. » C'est dans le souci d'alléger les charges économiques hongroises, dit-il, qu'un accord avait été passé en juin 1988 avec M. Gorbatchev sur le retrait de dix mille soldats soviétiques et la réduction des effectifs de l'armée hongroise. Pourtant, c'est à partir de ce tournant de février 1989 que M. Karoly Grosz commença à perdre le contrôle du processus de réforme, jusqu'à être écarté de la direction du PSOH au bout de quelques mois par MM. Pozsgay et Nyers. « Ni l'ancienne nomenclature ni les dirigeants de ces nouveaux partis n'étaient prêts [pour ce tournant], estime-t-il. Nous, qui avions lancé ce changement de modèle, n'avons pas su formuler de position unitaire : l'aile gauche au sein du parti, qui aurait pu empêcher le changement de système, s'est affaiblie jusqu'à se désintégrer ».

Gorbatchev nous a dit : « C'est votre affaire »

Si l'on avait reconnu la nécessité du changement beaucoup plus tôt, « la crise économique n'aurait pas été si profonde et nous n'aurions pas passé nos dix-huit premiers mois au pouvoir à combler les trous les plus gros comme pour un navire en train de sombrer. Ce travail d'urgence nous a épuisés, et a même détérioré les relations humaines entre nous. C'est cela, plus l'ambition excessive de certains, qui nous a empêchés de concevoir une direction unitaire pour l'aile gauche ».

Si l'on en croit M. Pozsgay, les dirigeants hongrois prirent alors, en innovant, des risques énormes : « Nous devions élargir les limites du possible et nous hasarder dans des sables mouvants à la recherche d'un bout de terrain stable : la doctrine de Brejnev, par exemple, était-elle encore en vigueur ou non ? La Hongrie a assumé ce rôle et nous, qui avions amorcé ce processus de réformes, voulions le mener jusqu'à son terme. » Le témoignage de M. Karoly Grosz est beaucoup moins dramatique, puisqu'il alla directement demander son avis au maître du Kremlin : « Oui, dit-il, nous avons eu des consultations [sur l'introduction du multipartisme]. Gorbatchev nous a dit, c'est votre affaire, si vous considérez que votre argument est valable, que

le multipartisme est nécessaire pour l'épanouissement de la Hongrie. Il m'a dit aussi que ce n'était pas la voie qu'ils avaient choisie, aux Soviétiques, qu'il ne comptait pas introduire le multipartisme en URSS. Et il a ajouté avec un grand sourire qu'il avait déjà quinze partis... Il était évident que sa position différait de la nôtre, mais il ne voulait pas exercer d'influence sur nous. D'une certaine manière maintenant, lui aussi est amené à modifier sa position. » Admiratif, M. Karoly Grosz l'est sans doute pour M. Gorbatchev, en qui il voit « un grand pragmatique : si son expérience le convainc qu'il faut changer de politique, il a le courage de le faire. » Mais il n'est pas enclin à lui prédire un destin plus radieux que le sien : « Bien sûr, je suis inquiet pour lui. Je ne doute pas que sa pensée vaille, mais la question qui se pose est de savoir si cette victoire se fera avec ou sans lui... Et quel sera le prix à payer ».

Aujourd'hui, M. Karoly Grosz porte un regard impitoyable sur ses anciens alliés — tout particulièrement sur M. Miklós Németh, un « menteur », qu'il a fait premier ministre et qui l'a trahi en rejoignant M. Pozsgay — et semble ne pas prendre la mesure de la portée des bouleversements dans la région. Non, jure-t-il, le socialisme n'est pas mort, et « vers 1995-1996 », lorsque le bouillonnement politique hongrois se sera décanté, le Parti socialiste ouvrier (PSOH), qu'il a reconstitué à y a trois mois, sera « l'une des pierres angulaires de la gauche hongroise ».

Mais pour cela ne faudrait-il pas que le PSOH rompe clairement avec le passé ? « Pourquoi donc ? s'étonne-t-il. Le PSOH de Kadar a déjà rompu avec Rakosi. Nous avons aussi pris nos distances avec les procès illégaux d'après 1956. Malheureusement, bien que je ne considère pas Imre Nagy comme un héros national, ni comme un grand idéologue, j'ai reconnu que sa condamnation à mort était tout à fait illégale. On s'est étonné de tout cela. De quoi faut-il se démarquer encore ? » Mais surtout, en Europe centrale et orientale, objecte-t-on, les peuples rejettent ces quarante dernières années... « Ce n'est pas du tout mon impression », rétorque M. Grosz : le peuple hongrois ne veut pas nier ces quatre dernières décennies. Il a reçu plus de bien en trente ans qu'en plusieurs siècles. »

SYLVIE KAUFFMANN

RDA : malgré les « affaires » de la Stasi

## Les chrétiens-démocrates veulent former un gouvernement de coalition avant Pâques

Les deux principaux partis issus des élections du 18 mars en RDA, chrétiens-démocrates et social-démocrates, ont l'un et l'autre fait savoir, lundi 27 mars, qu'ils entendaient poursuivre les discussions sur la formation du futur gouvernement en dépit des accusations portées contre plusieurs de leurs dirigeants par collaborateurs de la Stasi.

BERLIN-EST

de notre envoyée spéciale

La responsabilité de ces discussions est désormais assumée chez les sociaux-démocrates par le vice-président du parti, M. Markus Meckel, et le vice-président du groupe parlementaire, M. Richard Schröder. M. Ibrahim Böhm, qui cumulait ces deux fonctions au SPD a annoncé au cours d'une conférence de presse qu'il préférait se mettre en retrait en attendant de pouvoir se défendre contre sa mise en cause par l'hebdomadaire *Der Spiegel* (*Le Monde* du 27 mars). Il a indiqué qu'il mettrait d'ici là tous ses mandats « entre parenthèses ».

Les dirigeants chrétiens-démocrates, de l'Est comme de l'Ouest, ont souligné lundi qu'il leur paraissait urgent de former le futur gouvernement, si possible avant Pâques. Le chef de la CDU est-allemande,

M. Lothar de Maizière, a indiqué qu'il tablait sur la réunion du parlement en session constitutive pour la semaine prochaine et sur la formation du gouvernement une semaine plus tard.

Bien que mis en cause lui-même dans les affaires de la Stasi, M. de Maizière a été confirmé lundi comme candidat à la présidence du gouvernement par son groupe parlementaire. Les conversations engagées par la CDU avec les libéraux d'une part, les sociaux-démocrates d'autre part, vont se poursuivre et la personnalité de M. de Maizière ne fait pas difficulté. M. Meckel a estimé lundi qu'il s'agissait d'un homme « qui se préoccupe de la situation du pays ». Le vice-président du SPD de RDA a confirmé le refus officiellement formulé par son parti d'entrer dans une coalition avec l'aile droite de l'« Alliance pour l'Allemagne », à savoir l'Union sociale allemande (DSU), soutenue par la CSU bavaroise. Il a affirmé avoir rencontré la « compréhension » de son interlocuteur. Cette question ne semble plus devoir être déterminante. Les avis sont partagés sur l'importance à lui accorder au sein du Parti social-démocrate. Mais la DSU est loin non plus de faire l'unanimité chez les chrétiens-démocrates, où son radicalisme lors de la campagne électorale, a souvent heurté les consciences.

L'affaire de la Stasi rend d'autant plus urgente une progression rapide des discussions. Elle empêche un climat qui n'est déjà pas très bon en

raison de l'impénitence que les promesses faites pendant la campagne a suscitées dans la population. Tous les petits partis issus de la dissidence, balayés ensuite par les urnes, accusent déjà les nouveaux dirigeants politiques de vouloir gommer le passé le plus vite possible. Dans une déclaration dédaignant ces « accusations anonymes et non fondées », le parti social-démocrate a exprimé le « soupçon » d'une action concertée pour « jeter l'opprobre sur le premier parlement élu librement, répandre l'incertitude dans la population et déstabiliser ainsi le pays ».

Une coalition de fait est en train de se constituer entre les partis élus pour limiter le rôle des comités de citoyens et autres instances jusqu'à présent chargées de faire la lumière sur les affaires de la Stasi.

Ce mouvement va de pair avec une volonté de revenir à plus de sérénité dans le débat sur les responsabilités dans les « crimes » du passé, qui est assez largement partagée dans la classe politique. La haine qui s'est encore exprimée ce week-end à l'égard de M. Erich Honecker montre qu'il y a encore fort à faire. Le parquet est-allemand a néanmoins annoncé lundi l'abandon des poursuites pour haute trahison lancées contre l'ex-numéro un et plusieurs membres de l'ancien bureau politique du Parti communiste, les estimant légalement non fondées.

HENRI DE BESSON

سكنا من الامل



## DIPLOMATIE

### M. Rocard s'est entretenu avec M<sup>re</sup> Thatcher des conséquences de l'unification allemande

LONDRES

de notre correspondant

Les Britanniques restent plus réservés que les Français face à la réunification de l'Allemagne, mais les uns et les autres éprouvent un besoin croissant de se consulter. Telle est la conclusion qui se dégage de la brève visite effectuée lundi 26 mars à Londres par M. Michel Rocard. Le premier ministre français a eu un entretien, suivi d'un déjeuner de travail, avec M<sup>re</sup> Thatcher. Il avait précédemment rencontré M<sup>re</sup> John Major, chancelier de l'Echiquier (ministère de l'économie et des finances), Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, et Tom King, ministre de la défense.

Dans une interview publiée le 25 mars par le *Sunday Telegraph*,

publié le 25 mars, M<sup>re</sup> Thatcher avait à nouveau fait l'inventaire des problèmes suscités par la course à l'unité de l'Allemagne, aussi bien pour la sécurité des voisins de cette dernière que pour l'économie européenne. « Ceux-ci étaient faciles à prévoir, et pourtant personne n'avait essayé de les aborder. Voilà pourquoi j'ai grogné et ronchonné, et finalement on s'est soucié de ces problèmes », avait-elle remarqué.

La « Dame de fer » avait dans le même entretien pris ses distances avec l'idée de « confédération européenne » lancée par M. Mitterrand. M<sup>re</sup> Thatcher estime qu'il existe déjà un forum adéquat, celui des trente-cinq pays signataires des accords d'Helsinki, et elle ne voit pas la nécessité de créer une structure nouvelle.

On indique au 10 Downing Street que l'unité allemande et ses conséquences ont été au centre des entretiens entre M<sup>re</sup> Thatcher et M. Rocard, et qu'il n'existe pas de divergences à ce sujet entre Londres et Paris. Il y a pourtant une nuance de taille. Les Britanniques répètent inlassablement qu'il n'est pas question qu'un seul des deux budgets communautaires soit consacré à l'intégration de la RDA dans la CEE, alors que les Français sont beaucoup moins catégoriques.

M<sup>re</sup> Thatcher reste toujours aussi opposée à la création, qu'elle juge irréaliste, d'une monnaie européenne commune. Sa position à propos de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le système monétaire européen ne semble pas avoir évolué. M. Rocard a jugé qu'elle était plus positive sur le principe lui-même de l'adhésion au SME, même si l'échec reste toujours aussi vague. La doctrine officielle, ici, est que la Grande-Bretagne entrera dans le SME lorsque son taux d'inflation sera comparable à celui des autres pays européens et que les mouvements de capitaux seront entièrement libres entre tous les partenaires de la CEE.

M<sup>re</sup> Thatcher souhaite une coopération politique plus étroite entre Londres et Paris et estime que des progrès en ce sens ont été accomplis depuis sa rencontre à Paris avec M. Mitterrand le 20 janvier dernier. La réflexion commune sur les questions de sécurité se poursuit également, même si elle reste entourée d'une très grande discrétion. La prochaine étape sera la visite à Londres du président français, le 4 mai prochain.

DOMINIQUE DHOMBRES

### L'OTAN serait prête à réduire son arsenal nucléaire en Europe

Les pays de l'OTAN sont prêts à réduire d'un tiers la moitié de leur arsenal nucléaire en Europe, fort de 4 000 ogives de tous modèles, a-t-on appris lundi 26 mars de sources diplomatiques concordantes. Les experts du groupe à haut niveau de l'OTAN (HIG, high level group) sont également tombés d'accord sur la nécessité de se préparer à de futures négociations avec le pacte de Varsovie sur les armes nucléaires tactiques (SNF, moins de 500 km).

La modernisation des fusées sol-soi Lance de 110 km de portée avait profondément divisé les alliés l'année dernière. Un compromis avait été trouvé selon lequel des négociations sur la réduction de l'arsenal nucléaire tactique ne pourraient s'ouvrir qu'une fois conclu un premier traité de désarmement conventionnel avec le pacte de Varsovie. Mais, avec l'accélération de l'unification allemande et des discussions de

Vienne sur les armes conventionnelles, la modernisation des Lance de l'OTAN déploie en RFA devient hautement improbable.

L'accent serait mis désormais sur les missiles air-sol tirables à distance (50 à 600 km) depuis des chasseurs-bombardiers, plus que sur des fusées sol-soi, comme les Lance. D'autre part, l'artillerie nucléaire, d'une portée de 15 à 30 km, plus dangereuse qu'efficace et politiquement devenue inacceptable, serait pratiquement rayée des arsénaires. Elle compte aujourd'hui pour la moitié du total, soit 2 000 ogives nucléaires.

Pour l'instant, dans leur majorité, les alliés n'envisageraient pas d'aller au-delà d'une dénucléarisation partielle, qui leur ferait conserver une dissuasion minimale. La question sera discutée par les ministres de la défense de l'OTAN, lors de la session semestrielle du Groupe des plans nucléaires, les 8 et 9 mai à Calgary (Canada). - (AFP)

### La Mongolie établit des relations diplomatiques avec la Corée du Sud

OULAN-BATOR

de notre envoyé spécial

La République populaire de Mongolie et la Corée du Sud ont établi, lundi 26 mars, des relations diplomatiques, selon un communiqué conjoint publié à Oulan-Bator à l'issue de la visite de M. Lee Ki-jun, vice-ministre sud-coréen des affaires étrangères. Oulan-Bator suit ainsi le chemin ouvert par l'Europe de l'Est au détriment de la Corée du Nord. Des sources officielles mongoles reconnaissent que Pyongyang « n'est pas satisfait » de cette décision. Les Nord-Coréens ont d'autant moins de raison de se

réjouir que la Mongolie est le premier allié de Moscou en Asie à effectuer ce geste.

La Corée du Sud devient le deuxième pays non communiste d'Extrême-Orient, après le Japon, à ouvrir, à une date encore non précisée, une ambassade à Oulan-Bator. En Occident, la Mongolie n'a d'ambassade qu'à Paris, Londres et Washington. Elle a établi des relations diplomatiques avec la CEE en juillet 1989, dans l'espoir de profiter des retombées commerciales de l'intégration européenne.

F. D.  
Lire page 7 l'article de Francis Deron : « La Mongolie à l'heure du grand débailage ».

## AMÉRIQUES

### Campagne électorale sous la menace au Pérou

Les attentats se multiplient à l'approche du scrutin du 8 avril que les guérilleros du Sentier lumineux s'efforcent, une nouvelle fois, d'entraver

LIMA

de notre envoyé spécial

Tournant dramatique dans la campagne pour les élections générales du 8 avril : une vague spectaculaire d'attentats et l'assassinat de plusieurs candidats au nouveau Parlement ont brutalement remis la violence terroriste au premier rang des préoccupations péruviennes.

Dans la classe politique, c'est la consternation. Plusieurs dizaines d'aspirants à la députation, en particulier à Huancayo dans la sierra centrale, ont l'intention de renoncer. Tous les candidats réclament une protection accrue que les autorités, de leur propre aveu, sont bien en peine de leur accorder.

« Je suis menacé de mort, je le sais : cela fait partie des risques », déclare Alfonso Barrantes, ancien maire de Lima, candidat à la présidence pour la Gauche socialiste, coalition la plus modérée de ce qui reste d'une gauche déchirée, qui va à la bataille du 8 avril en ordre dispersé. L'écrivain Mario Vargas Llosa, candidat du Frente (Front démocratique), grand favori de l'élection présidentielle et qui dispose de moyens financiers très importants, ne se déplace pas sans une forte escorte de gardes du corps. Mais il mène sa campagne tambour battant du nord au sud du pays, sur les marchés populaires de la capitale comme dans les bourgades des Andes, en prenant des risques évidents. Lui aussi, bien sûr, est menacé de mort. Ce qui lui a valu un coup de chapeau inattendu d'un autre écrivain, qui n'est plus spécialement de ses amis politiques : « Je l'admire, dit Gabriel García Márquez, moi, je ne le ferais pas ».

Etat d'urgence

Aucune personnalité politique n'est à l'abri d'un mauvais coup dans cette campagne suivie jusqu'à présent sans passion excessive par une population sceptique. Il est vrai que les Péruviens pensent d'abord à lutter pour leur survie.

EN BREF

■ Le sommet de l'Amérique centrale reporté au 1<sup>er</sup> avril. - La réunion des chefs d'Etat des cinq pays d'Amérique centrale aura lieu du 1<sup>er</sup> au 3 avril à Managua, a annoncé lundi 26 mars le ministre des affaires étrangères costaricien, M. Rodrigo Madrigal. Il a souligné que « quelques différends entre le Nicaragua et le Salvador » avaient empêché l'organisation de ce sommet vendredi et samedi prochains comme initialement prévu. Selon M. Rodrigo Madrigal, les cinq présidents discuteront « principalement » au Nicaragua de la passation de pouvoir dans ce pays et de la démolition de la contre-attaque sandiniste. - (AFP)

■ BRÉSIL : dynamitage des aéroports clandestins. - Le président brésilien Fernando Collor de Melo a ordonné, lundi 26 mars, le dynamitage des aéroports clandestins utilisés par les chercheurs d'or sur le territoire des Indiens Yanomamis, dans la forêt amazonienne. Le chef de l'Etat s'était rendu samedi dans la région avec le secrétaire à l'environnement, M. José Lutzenberger. D'après les médecins qui ont visité les villages Yanomamis, sur les quelque dix mille Indiens qui comptent cette tribu au Brésil, environ quinze cents sont morts de maladies apportées par les chercheurs d'or qui affluent actuellement dans la région. - (Reuters)

■ HAÏTI : mission de l'ONU pour l'organisation des élections. - Une délégation de quatre experts de l'ONU a commencé, lundi 26 mars à Port-au-Prince, une mission de coopération technique de dix jours, à la demande du gouvernement haïtien, en vue de l'organisation des prochaines élections dans un délai de 90 jours, selon la Constitution, sous la supervision du Conseil électoral permanent, formé des neuf représentants des principales institutions du pays, qui doit en fixer la date. - (AFP)

■ Cambodge : le Vietnam prêt à discuter avec la Chine à Bangkok. - Le Vietnam est prêt à participer à une rencontre avec la Chine à Bangkok pour discuter du problème cambodgien, a affirmé, lundi 26 mars à Hanoï, le ministre vietnamien des affaires étrangères,

affrontant « les sept plaies d'Égypte », comme le dit Manuel d'Ornelas, directeur du journal *Expresso*, qui fait allusion non seulement à la violence mais aussi à une situation économique catastrophique.

Les risques accrus d'un attentat au plus haut niveau ont incité l'état-major du Frente à réclamer, dimanche 25 mars, l'accélération d'un processus électoral très long, avec un second tour très probable pour le scrutin présidentiel, le 10 juin, et une transmission des pouvoirs le 28 juillet. Ce délai implique un vide du pouvoir qui peut favoriser une escalade de la violence. L'ancien président Fernando Belaunde, leader du Parti d'action populaire (PAP), membre de la coalition du Frente, a suggéré que « tous les candidats à la présidence se désistent des mandats en faveur de M. Vargas Llosa » dont la victoire finale, dit-il, « ne fait aucun doute ».

« Prendre le risque d'un deuxième tour, ajoute-t-il, ne ferait que prolonger l'agonie du Pérou. » Cette proposition a évidemment peu de chance d'être prise en considération par les autres partis politiques. Mais le « tout pour la victoire au premier tour » est maintenant le slogan principal du Frente.

Le Sentier lumineux, que l'on disait « silencieux » depuis trois mois, du moins à Lima, a semblé-il décidé de porter l'essentiel de son offensive contre les élections dans la capitale. Un rapport du ministre de l'Intérieur, passé à peu près inaperçu, l'a laissé entendre à la mi-mars. M. Agustín Mantilla parlait d'une « complot » visant à l'assassinat « des candidats de plusieurs partis politiques ». Le début d'exécution de ce « plan systématique » a incité le gouvernement à prendre plusieurs mesures. L'état d'urgence a été décrété pour trente jours dans la capitale et dans la province voisine. Toutes les forces de l'ordre disponibles ont été mobilisées à Lima pour tenter de répondre au nouveau défi des fanatiques et imprévisibles partisans de l'organisation maofiste. D'autant qu'un commando du Sentier - qui a brièvement occupé, samedi, une station de radio - a annoncé une

« grève armée » (arrêt du travail, sous peine de représailles violentes).

Le mouvement insurrectionnel le plus farouche et le plus hermétique de toute l'Amérique latine continue de surprendre les observateurs. Il avait menacé de paralyser les élections municipales de novembre 1989. Selon un rapport confidentiel américain, près de six cents maires et conseillers municipaux, élus en 1986, ont abandonné leurs fonctions, l'an dernier, alors que soixante-quinze autres ont été assassinés. Pourtant, cette précédente campagne de terreur du Sentier - banc d'essai de l'actuelle offensive - avait échoué. Les municipales, marquées par un spectaculaire recul de l'APRA au pouvoir et une progression notable du Frente, ont eu lieu sans incident notable, du moins à Lima et dans les villes du littoral.

Dix ans de guerre

Le Sentier était considéré par certains experts comme « en recul » depuis novembre, sauf dans son bastion andin. Et il serait sur la défensive dans la vallée tropicale du Huallaga, où les petits producteurs de coca sont maintenant soutenus par les autorités civiles et militaires.

Mais l'alerte est encore venue d'Ayacucho, au cœur du principal bastion du Sentier. Celui-ci a déclenché avec succès, la semaine dernière, une de ces « grèves armées » qui s'apparentent à une opération « ville morte », où il est bien difficile de distinguer les sympathisants et les activistes des citoyens simplement prudents. Dans la même cité andine, submergée par des dizaines de milliers de réfugiés, venus de l'intérieur du département pour échapper au feu croisé des guérilleros senderistes et des forces de l'ordre, un candidat régional du Frente a été assassiné. A Huancayo, c'est la tête de liste de l'APRA pour la députation qui est tombée à son tour sous les balles d'un commando du Sentier. Le lendemain, le préfet de la ville

démisionnait, laissant un avis à sa porte : « Fermé jusqu'à nouvel ordre ».

Cependant, après dix ans d'une guerre sournoise, cruelle, sanglante et souvent « sale » (qui a fait 18 000 morts et provoqué environ 15 milliards de dollars de dégâts, selon le dernier rapport de la commission d'enquête du Sénat dirigée par le socialiste Enrique Bernaldes), les attentats de « l'intérieur » sont encore souvent jugés « routiniers » à Lima.

Dix ans d'une violence politique en constante progression n'ont pas encore comblé le fossé traditionnel entre Lima et une sierra qui apparaît lointaine, inaccessible à la plupart, presque une autre planète. « Nous sommes en hyperinflation », dit un professeur de l'université catholique, « compris pour le taux de mortalité infantile. Mais nous sommes aussi en hyperinflation de morts, de violence et pourtant on parle peu de pacification dans cette campagne électorale ». Les attentats de la fin de la semaine dernière, à Lima, et surtout l'assassinat d'un candidat du Frente aux législatives ont donc secoué une léthargie relative.

Cette émotion illustre la capacité d'oubli d'une capitale pour les drames de l'intérieur. En fait, la violence, au plan national, est en hausse constante depuis huit ans. « Quatre cent cinquante morts depuis le début de cette année », dit M. Bernaldes. Le sénateur fait état d'une « militarisation de la violence » en dénonçant aussi les massacres entre combattants, dans les Andes, et les exactions commises par les milices d'autodéfense paysannes, armées par les autorités. « Des conflits sanglants, ajoute-t-il, qui sont souvent de véritables rituels pour le terre ». Mêmes observations dans un rapport qui vient d'être préparé à Lima pour le département d'Etat de Washington. Un rapport qui dénonce la « barbarie » du Sentier mais aussi les exactions commises par les groupes paramilitaires, comme le « commando Rodrigo Franco », soupçonné d'être en relation avec « des éléments » de l'APRA. Une accusation qui n'est pas nouvelle.

MARCEL NIEDERGANG

M. Nguyễn Co Thach, au cours d'un entretien avec le général Chaowalit Youngchaiyuth, commandant en chef de l'armée thaïlandaise (le Monde du 27 mars). M. Thach a proposé d'y associer les factions cambodgiennes. Le général Chaowalit, qui effectuait une visite d'une journée à Hanoï, a souligné qu'un climat de confiance entre le Vietnam et la Thaïlande « devrait permettre de résoudre non seulement le problème cambodgien mais aussi les problèmes bilatéraux et ceux de la région ». - (AFP)

■ TCHAD : le gouvernement dénonce une « agression caractérisée » de la Libye. - Alors que les ministres des affaires étrangères tchadien et libyen entamaient, lundi 26 mars à Libreville, une réunion de deux jours dans le

cadre de la médiation gabonaise sur leur différend territorial, un conseil des ministres réuni à N'Djamena a dénoncé une « agression caractérisée » de la Libye contre les troupes tchadiennes stationnées le long de la frontière soudanaise. Le communiqué dénonce les « efforts conjoints de la Libye et du Soudan » pour remettre en question le processus de paix. - (AFP)

■ SOUDAN : arrestation du correspondant de Reuters. - Les autorités soudanaises ont arrêté le correspondant de Reuters à Khartoum, M. Hamza Hendawi, dit rapporté, lundi 25 mars, des diplomates en poste dans la capitale soudanaise. M. Hendawi, ressortissant égyptien, semble avoir été appréhendé vendredi dernier à l'aéroport de

Khartoum, à son retour du Caire, ont-ils précisé. Les autorités n'ont, quant à elles, pas donné d'informations à ce sujet, ne confirmant pas que le journaliste était en état d'arrestation. - (Reuters)

■ ISRAËL : prochaine reprise des relations diplomatiques avec la Bulgarie. - La Bulgarie devrait annoncer « dans les prochaines semaines » le rétablissement de ses relations diplomatiques avec Israël, a-t-on indiqué, mardi 27 mars, de sources proches du ministère israélien des affaires étrangères. La Bulgarie sera ainsi le quatrième pays d'Europe de l'Est à rétablir ses relations diplomatiques avec l'Etat hébreu, après la Hongrie en septembre 1989 et la Tchécoslovaquie ainsi que la Pologne depuis le début de 1990. - (AFP)

MARIE-CHRISTINE D'WELLES

Folle moi?

LE REGARD DES AUTRES

Récit/Stock

Hier soir sur TF1 un témoignage bouleversant.

A verser au dossier de Monsieur Evin.

Contre l'internement abusif : un cri d'alarme.

312 p 92 F

Stock



## AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : huit morts dans une township

La tension croît  
avant les pourparlers du 11 avril

De nouvelles violences ont fait, lundi 26 mars, au moins huit morts et près de quatre cents blessés à Sebokeng, une cité noire située à 60 kilomètres au sud de Johannesburg. La police a tiré sur des manifestants qui réclamaient une baisse des loyers et la fin de l'apartheid.

La township de Sebokeng est devenue un véritable champ de bataille pendant plusieurs heures. Les protestataires érigeant des barrières et y mettant le feu pour bloquer les unités anti-émeutes.

Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogènes, de balles en caoutchouc et de balles réelles pour disperser des milliers de manifestants, dont la marche avait été déclarée illégale par les autorités locales. La foule se serait attaquée à l'hôtel de ville auquel le feu a été mis avant de s'en prendre au commissariat qui a été bombardé à coups de pierre. A l'origine, les manifestants venus de Sebokeng, de Sharpeville et d'Evaton, trois cités proches, avaient l'intention de marcher sur le siège du Parti National à Vereeniging, la ville blanche située à proximité, pour faire part de leurs revendications. Des centaines de policiers anti-émeutes les en ont empêché.

Les affrontements ont été très violents, rappelant ceux des années 1983 et 1986, qui avaient fait au moins 2500 victimes. C'est d'ailleurs dans ces townships, celles d'Evaton, de Sebokeng et de Sharpeville, situées dans la zone industrielle du triangle du Vaal, que les troubles avaient commencé, le 3 septembre 1984, au cours d'une marche de protestation contre une hausse des loyers. Des violences qui ont embrasé tout le pays et conduit à un premier état d'urgence en juillet 1985, puis sur tout le territoire, en juin 1986. Un régime qui est toujours en vigueur et dont les mouvements anti-apartheid réclament la levée.

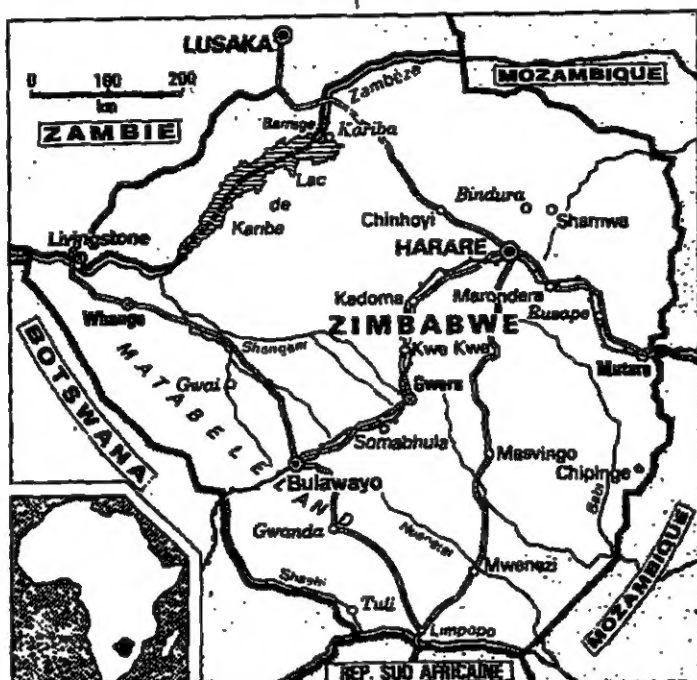
L'hôpital « inondé »  
de blessés

Le ministre de la Loi et de l'Ordre, M. Adriaan Vlok, prenant la parole lors d'un rassemblement près de Sebokeng, a affirmé que la police n'hésiterait pas à prendre des mesures contre les manifestants qui violent les règles de l'état d'urgence. M. Vlok a parcouru le secteur pour s'efforcer de calmer les esprits de la population blanche. L'appelant à ne pas se substituer aux forces de l'ordre. Une psychose de la peur s'est emparée de nombreux habitants qui craignent, de plus en plus, de voir resurgir les troubles d'il y a cinq ans.

L'hôpital de Sebokeng a été « inondé » de blessés. « On se serait cru dans une zone de guerre », a déclaré un porte-parole de l'UDF (Front démocratique uni). Le MDM (Mouvement démocratique de masse) a estimé, dans un communiqué, que « la présence policière avait exaspéré la situation ». Selon plusieurs témoignages, nombreux sont ceux qui ont été blessés dans le dos.

Ce regain de violence augure mal

des pourparlers qui doivent débiter, à partir du 11 avril, entre le gouvernement et les dirigeants de l'ANC (Congrès national africain) qui commencent à rentrer d'exil. Ces négociations ont justement pour but, entre autres, de discuter des moyens de mettre fin à l'état d'urgence ce que les autorités se refusent à faire tant que les violences subsistent notamment dans le Natal. Cette nouvelle irruption de la tension dans la zone sensible du triangle du Vaal ne va pas faciliter les choses à moins que M. Nelson Mandela et l'ANC n'arrivent à calmer les esprits, ce qu'il ne sont pas parvenus à faire jusqu'à présent malgré de nombreux appels aux calmes.

Le Zimbabwe  
en noir et blanc

Le Zimbabwe, anciennement la Rhodésie, colonie britannique, est devenue indépendante le 18 avril 1980. D'une superficie de 390 245 km<sup>2</sup>, ce pays compte 9,5 millions d'habitants dont 100 000 blancs. La population noire est principalement d'ethnie Shona (77 %), le reste étant Ndebelé (18 %). L'agriculture est la ressource essentielle de plus de 70 % des habitants. Le bétail, le coton, le tabac et le maïs sont les principales denrées. Le Zimbabwe est aussi un pays minier, le Nickel, le charbon et l'étain étant les productions prépondérantes.

Suite de la première page

Plutôt que de risquer une déconfiture totale aux élections générales des 28 et 29 mars, le CAZ a préféré donner son soutien à l'opposant vedette du gouvernement, M. Edgar Tekere, leader sulfureux du ZUM (Zimbabwe Unity Movement), qui prône le multipartisme et dénonce, à tour de bras et de meetings, la « corruption » des dirigeants actuels et leur « incompétence ». Un programme suffisamment flou et virulent pour recueillir l'incrédible paradoxe : à la fois les applaudissements d'une frange de la minorité blanche et ceux des étudiants « gauchistes » de l'Université d'Harare.

La personnalité de M. Tekere ne paraît pas plus effrayante aux militants du CAZ que la future « ère du pays ». Cet alcoolique fraîchement repent, ancien « com-

COTE-D'IVOIRE

## Reprise de l'agitation à Abidjan

ABIDJAN

correspondance

Plus d'une centaine de chercheurs et enseignants ivoiriens ont été interpellés, lundi 26 mars à Abidjan, alors qu'ils manifestaient pacifiquement contre les réductions de salaire de la fonction publique. Parmi eux, figurent le professeur Marcel Ette, secrétaire général du syndicat des enseignants du supérieur, le professeur Francis Wodje, représentant de la section ivoirienne d'Amnesty international, et M. Emile Boga, enseignant à la faculté de droit et avocat du professeur Laurent Gbagbo, le plus connu des opposants ivoiriens.

Ces incidents sont survenus au moment où le syndicat des cadres de la santé (SYNASSCI) entamait un mouvement de grève en réaction aux mesures d'austérité dont le détail sera annoncé en fin de

semaine. Le gouvernement a fait savoir que tout rassemblement était interdit sur l'étendue du territoire et notamment aux abords des hôpitaux.

L'interpellation des enseignants du supérieur et la grève des cadres de la santé marquent un net durcissement de ton entre les autorités et les rares syndicats indépendants de la centrale UGTCL, inféodée au parti unique, le PDCI-RDA.

Les autorités, qui redoutent le spectre de la grève générale, doivent annoncer prochainement le détail des mesures concernant la baisse des salaires et la réduction des prix sur les produits de première nécessité. Un accord a été trouvé avec le patronat après que ce dernier ait déploré le manque de concertation à propos du plan d'austérité recommandé par le FMI et la Banque Mondiale.

ROBERT MINANGOY

tanniques - a été infiniment moins massive et brutale que dans bien des pays de la région. Sur les quelque 200 000 Blancs encore présents en 1980, il en est resté un peu plus de 100 000 et « l'exode » semble aujourd'hui stabilisé. Une nouvelle hémorragie, si jamais elle se produisait, pourrait avoir des conséquences redoutables.

Qu'il s'agisse des professions libérales, du commerce, des banques ou de l'agriculture, les blancs, bien qu'archi-minoritaires, demeurent en effet parmi les citoyens les mieux qualifiés et les plus performants. Les efforts considérables qui ont été déployés, notamment dans le domaine de l'éducation, n'ont pas encore suffi à produire une jeune génération de cadres « africains » capables de prendre tous les relais.

Si plus de 9 millions de Noirs et 100 000 Blancs habitent côte à côte, ils sont loin encore de vivre dans le même monde. « Prenez une carte de Bulawayo, vous verrez, c'est très simple. Avant l'indépendance, toute la partie est de la ville était habitée par les Blancs : c'était évidemment le quartier riche. Toute la partie ouest était habitée par les Noirs : c'était les townships ». Aujourd'hui, c'est pareil, sauf que vous avez quelques familles noires aisées qui ont déménagé à l'est. Mais, pour l'immense majorité, rien n'a changé. » Cont Mhlanga, 32 ans, est, bien sûr, né à l'Ouest. C'est dans une de ces banlieues pauvres de Bulawayo qu'il a été, avec d'autres jeunes Noirs de son âge, la troupe de théâtre « Amakhosi ». La langue que la troupe utilise pour jouer et chanter porte un nom mélangé : le « Ndebelish » - contraction de « ndebélé » (langue régionale) et de « english ».

Vieux réflexes  
rhodésiens

Le métissage s'arrête là : « Jamais un acteur blanc, adulte, c'est à dire un « Rhodé », ne viendra travailler avec nous, sous la direction d'un metteur en scène noir », affirme Cont. « Deux ou trois jeunes, des lycéens, ont essayé de jouer avec nous - on ne demande pas mieux ! Mais ce sont leurs parents qui leur ont interdit de continuer : ils disaient que c'était « dangereux » pour leurs enfants de fréquenter des Noirs... ». La culture zimbabwéenne serait-elle condamnée à n'exister - ou, plus exactement, à végéter - que selon les anciennes règles du « développement séparé » ? Les phénomènes musicaux à la Johnny Clegg (le « zoulou blanc » sud-africain) ou à la Tina Turner (que l'on entend rugir dans tous les fast-foods d'Harare) semblent pour le moment exclus de l'horizon zimbabwéen.

Tout comme le sont les mariages « mixtes » entre nationaux de couleurs différentes. « On ne se marie déjà pas entre nous, je veux dire entre tribus noires, et vous voudriez qu'on le fasse avec les Blancs ! », s'exclame l'évêque de Mutare, quatrième ville du pays. Même perplexité amusée dans les yeux pâles de Betty Fulton : « Que ma fille se marie avec un Noir ? Ça m'honorerait, mais pourquoi pas ? ce sera une bonne façon de voir, à ce moment-là, ce que me reste de mes vieux réflexes rhodésiens... ». Les mentalités tribales ont encore, semble-t-il, de beaux jours devant elles. Les nouvelles générations, élevées dans les écoles mixtes, verront sans doute les choses autrement. A bientôt... dans dix ou vingt ans peut-être ?

CATHERINE SIMON

## PROCHE-ORIENT

ISRAËL : la recherche d'un nouveau gouvernement

Ainsi parlait  
Eliezer Schach...

Le rabbin Eliezer Schach, chef spirituel du parti religieux Deguel Hatorah, fondateur du parti sépharade Shas et qui contrôle huit sièges à la Knesset, n'a pas voulu départager le Likoud (droite) et les travaillistes, qui tentent de former le prochain gouvernement.

TEL AVIV

de notre correspondant

La télévision ouvrait l'événement en direct et lui a consacré, lundi 26 mars, la totalité de son journal : le rabbin Eliezer Schach, guide spirituel de deux des partis ultra-orthodoxes, ces formations-chambrées, parlait, il sortait enfin de sa yeshiva - école talmudique - et d'un long silence et, appuyant l'un ou l'autre des grands partis, allait départager Likoud et travaillistes et donner forme au prochain gouvernement israélien. Du moins l'espérait-on.

Tentatives d'exégèse  
hésitantes

Le vénérable sage de Bnei Brak, où il régit sur la yeshiva lituane de Poniovit, la plus grande du monde, avait réuni ses fidèles du parti Deguel Hatorah (le drapeau de la Torah - deux députés) au stade de Tel-Aviv. C'est là qu'ont habituellement lieu les grandes manifestations israéliennes. Le service d'ordre était celui des concerts rock : très exceptionnellement, les policiers portaient la cravate. Aucun drapeau israélien ne pouvait se lever - reste d'une tradition sioniste de moins en moins significative puisque les partis orthodoxes participent de plus en plus aux affaires de l'Etat. Mais aucune femme n'avait été admise, ni dans l'assistance ni dans les rangs de la presse - honneur de la midot respectées.

Le stade avait fait le plein : 10 000 hommes « en noir » et chapeau feutre occupaient les tribunes. Les chroniqueurs de la presse nationale assuraient qu'aucun dirigeant politique israélien - hormis M. Begin, peut-être - ne saurait déplacer pareille foule. Une assemblée courtoise et attentive. La convention ne commença ses travaux qu'après avoir récité en chœur la prière du soir. Pour être guide spirituel, on n'en est pas moins politique averti : le rabbin prit la parole à 21 heures, à

l'ouverture précise du journal télévisé. Une silhouette frêle, voutée, deux gros volumes sous le bras, se dirige vers le podium, au milieu d'une tribune centrale où ont pris place quelques-uns des plus illustres rabbins du monde orthodoxe. Eliezer Schach, dépositaire de l'ancestrale tradition du judaïsme lituanien, est d'un âge biblique : quatre-vingt-trois ans pour une moitié de la presse écrite, quatre-vingt-seize pour quatre-vingt-dix sept ans pour l'autre, cependant que la radio a opté pour une formule plus générale, la quantité de « presque centenaire ».

Son discours va prêter à interprétations multiples, et les tentatives d'exégèse étaient, mardi matin, encore hésitantes. Prononcé en mauvais hébreu avec des passages en yiddish (ce que la télévision devait traduire), il fut essentiellement à tonalité religieuse. Mais, comme le vieux rabbin s'en prit vivement à la culture laïque de la gauche - « ces enfants des kibboutz qui ne savent même plus le Yom Kippour » - très nombreux étaient les commentateurs à estimer qu'il fallait voir un coup dur et net porté aux efforts du chef travailliste.

Léger avantage  
au Likoud ?

M. Shimon Peres a été chargé par le président de l'Etat de tenter de former le prochain gouvernement. Il cherche à constituer une majorité restreinte gauche-partis religieux. Il s'est déjà attaché l'un des partis orthodoxes, l'Agoudat Israël, mais il lui faut absolument le concours, ou au moins la neutralité, des deux autres - le Shas (séfarade, six députés) et Deguel Hatorah, ceux-là mêmes qu'inspire le rabbin Schach.

Les travaillistes n'ont pas voulu céder au pessimisme, faisant valoir que le rabbin, dans une apparente critique du Likoud, avait aussi souligné que « ce n'est pas la seule terre qui suffit à faire un pays ». L'adhésion signifierait une disposition au compromis territorial en Cisjordanie et à Gaza - un principe assez largement partagé parmi les orthodoxes. La presse était perplexe avec, tout de même, un léger avantage accordé au Likoud. Le rabbin n'en a pas dit plus. Il a regagné Bnei Brak et sa yeshiva, laissant toute liberté d'interprétation à des fidèles bien embarrassés.

ALAIN FRACHON

Solicitee par l'Irak

La Ligue arabe justifie l'exécution  
du journaliste de l'« Observer »

TUNIS

de notre correspondant

Il est des prises de position à usage interne qu'il serait préférable de ne pas rendre publiques. C'est ce à quoi aurait dû songer la Ligue arabe après avoir convoqué, lundi 26 mars, un « Conseil extraordinaire » pour examiner « la campagne inique » contre l'Irak suscitée en Europe par l'exécution, le 15 mars, du journaliste de l'Observer, Farzad Bazoft (d'origine iranienne mais détenteur de documents britanniques), prisonnier à Bagdad comme un espion (Le Monde du 16 mars). Cette exécution, après un procès expéditif, avait soulevé une vague d'indignation à l'étranger, y compris en URSS, mais à l'exception du monde arabe.

Brandissant « le soutien et l'attachement des Etats arabes aux droits de l'homme et des peuples » et n'hésitant pas à considérer que le procès du journaliste avait été « conforme aux règles légales internationales reconnues », le Conseil de la Ligue arabe a « flétri » cette campagne, « déclenchée par le gouvernement britannique », qui constitue à ses yeux « une ingérence dans les affaires intérieures arabes ».

Pour la Ligue, les critiques dont

Bagdad a fait l'objet en Grande-Bretagne, ainsi que dans « certains Etats » de la CEE, ne servent pas les relations euro-arabes, que le monde arabe, affirme la Ligue, tient pourtant « à développer et à entretenir ». Arguant d'« aveux » « recueillis » par la « justice » irakienne, la Ligue assimile l'exécution du journaliste à « un acte de souveraineté et de défense légitime (...) contre les actes d'espionnage et de sabotage ».

M. D.

N° 129 - Mars 1990

Jeune Afrique  
ÉconomieAu sommaire de  
ce numéro :

Exclusif :

- Côte d'Ivoire : Houphouët-Boigny parle.
- Cameroun : les maquis de l'essence.
- Banques : l'année des grandes manœuvres.
- Horizon 2000 : matières premières dernières chances ?
- Un « coup de cœur » de Henri Lopes.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.



C'est à l'indépendance - proclamée en 1980 et dont on célébrera le 18 avril, le dixième anniversaire - que le glas a lentement commencé à sonner pour les politiciens blancs et que s'est éteinte, peu à peu, la domination politique des anciens « Rhodés » de M. Ian Smith. Cet effacement en douceur s'est réalisé dans le cadre des accords de Lancaster House, signés en 1979 par les Britanniques et par l'actuelle équipe dirigeante. Toutes les clauses ont été scrupuleusement respectées, y compris celle qui prévoyait le maintien des sièges de députés « réservés aux Blancs » jusqu'en 1987. Ce glissement progressif du pouvoir constitue, à lui seul, un événement exceptionnel dans l'histoire du continent.

L'émigration des « non Africains » pour reprendre le jargon délicatement perfide hérité des Bri-

AFRIQUE DU SUD :  
DECOUVERTE  
MUTUELLE

Le développement des relations de toutes sortes entre la R.S.A. et le reste du continent était déjà de notoriété publique. L'accélération de la « prérévolution » renverse toutes les données géopolitiques et géo-économiques au sud du Sahara.

Dans le numéro de mars de Géopolitique africaine en librairie (diffusion Albin Michel) 12, rue du 4-Septembre 75002 PARIS

سكنا من الاميل



## ASIE

MONGOLIE : démocratisation et contestation

### L'heure du grand déballage

OULAN-BATOR

de notre envoyé spécial

La Mongolie est devenue une piste de danse pour la valse des tyrans. Deux de la variété communiste sont sur le départ : leur mentor moustachu soviétique est carrément vomi, et l'un des plus terribles qu'on ait connus de l'histoire de l'humanité est redevenu un héros. Prenons-les dans cet ordre.

Comme dans tout pays communiste digne de ce nom, un mausolée de marbre trône au nord de la place centrale d'Oulan-Bator. Il se visite sur rendez-vous. S'y dressent les effigies de Soukhé Bator, le libérateur à qui tout ce qui compte — du billet de banque à la salle du Parlement — est consacré, et de Horoglyn Choybalsan, l'homme qui présida aux destinées du pays de 1937 à sa mort, en 1952. La dépouille mortelle du premier n'est plus là. Mais celle du second reste en place. De même que la statue, pour ne parler que d'elle, érigée à sa gloire devant l'entrée de l'université d'Etat, à quelques centaines de mètres de là.

Mais la mémoire de Choybalsan en prend, ces jours-ci, un sacré coup. A la même distance, dans la direction opposée, le Musée de l'histoire de la révolution a ouvert une petite exposition entièrement consacrée aux atrocités commises sous le règne du Staline local. Quand nous l'avons visitée, s'y trouvaient une trentaine de jeunes bidasses en uniforme, ébahis d'en apprendre de telles sur le règne de terreur associé à son nom. Un spot lumineux attire l'œil dès l'entrée, qui éclaire le chiffre « trente mille », sans autre explication. Il s'agit du nombre officiel de morts, victimes des purges d'inspiration stalinienne au sein de la direction mongole, entre 1933 et 1941. (Voir le Monde du 18 janvier 1989).

Le premier fut Lkhumb, accusé d'avoir collaboré avec le Japon militariste, qui venait de prendre possession de la Mandchourie voisine. Puis ce furent les Boryats (Mongols de Russie tsariste) revenus dans les années 20, le premier ministre Genden, accusé en 1936 de sabotage industriel, le premier ministre Amar, nationaliste convaincu, assassiné en URSS en 1941. Des charettes accompagnèrent chacune de ces purges, et, bien sûr, les moines et les lamas furent déshonorés et leurs moines sacrés, mais aucun chiffre fiable de victimes n'est disponible.

Un engin de torture est exposé : un tabouret

très étroit et élevé sur lequel le « traître » était tenu de demeurer assis jusqu'à deux semaines d'affilée devant son interrogateur. Dans un coin, le bureau de Choybalsan en beau bois massif. Sous une vitrine, une lettre écrite par un communiste limogé, en prison, sur une étoffe blanche, à l'aide de son sang : « Je suis toujours fidèle à mes convictions. »

« Mais Choybalsan, au moins, a toujours résisté au désir de Staline de faire de la Mongolie une République soviétique intégrée à l'URSS », dit, comme tout Mongol qui se respecte en cette heure où l'on sort les cadavres des placards, un fonctionnaire trop jeune pour avoir connu cette époque. « Tandis que Tsendalbat, lui, n'était même pas à cela près. » Car, après son Staline, la Mongolie eut son Brejnev : M. Yumjagijn Tsedenbal, limogé en 1984 alors qu'il se trouvait en vacances en Union soviétique.

#### L'épouse russe du dictateur

Le grand déballage en cours tend à faire de celui-ci le méchant le plus néfaste pour la Mongolie. Si aucune exposition ne lui a encore été consacrée, c'est sans doute que ses contemporains s'ignorent encore au bureau politique, du pas loin. Mais, déjà, on s'attaque dans les médias au personnage, qui vit toujours, âgé de soixante-cinq ans, à Moscou. L'exploitation par l'URSS des ressources naturelles, l'incurie du régime, la corruption, le népotisme, tout lui est jeté à la figure. Une équipe de la télévision nationale a fait le voyage à Moscou pour tenter de l'interviewer. Elle s'est heurtée au barrage infranchissable de son épouse, Anastasia Ivanovna Filatova, russe comme son nom l'indique. La caméra n'a rien pu filmer de l'intérieur de la résidence du dictateur exilé, mais le rumeur publique décrit le vieil homme comme mal en point physiquement et entièrement sous l'empire de sa femme, croisement d'Imelda Marcos et d'Elena Ceausescu, occupée du temps de son règne à gérer le sérail.

Pour les journalistes étrangers venus à Oulan-Bator assister à la démocratisation du système, le régime a ouvert sa datcha, minable sur le plan esthétique, mais située dans une vallée superbe à l'extérieur de la ville. Les cars viennent brouter la pelouse au pied du bâtiment, au flanc des collines. Troupeaux de chevaux et de bovins se partagent l'espace, d'un calme

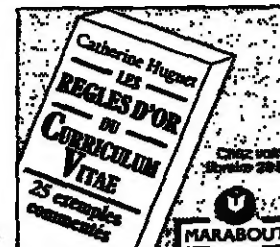
absolu. L'endroit, qui servait de résidence au cercle restreint du pouvoir, a été récemment « donné » aux syndicats. Un cerbère en costume traditionnel, chargé d'actionner la grille électrique de l'enceinte à plusieurs kilomètres du corps principal de bâtiments, regarde, médusé, les voitures de la presse étrangère franchir en toute liberté ce qui fut un temps l'entrée du saint des saints.

Staline, on le devine, est une cible de choix. Tout le système politique qu'on est en train de démolir lui est imputé normalement, qu'on parle aux membres de l'administration, à l'opposition ou même au clergé bouddhiste. En revanche, le héros du jour n'est autre, évidemment, que Gengis Khan. Honk, le groupe de rock local en vogue, s'est fait son chantre. Le spectacle de ces jeunes musiciens contestataires issus des rangs de la bureaucratie (deux sont journalistes) culmine avec une galopade simulée, à la batterie, dans un crescendo annonçant la descente, à l'arrière de la scène depuis les cintres, d'un portrait du leader historique, unificateur des chefferies mongoles, qui vécut de 1167 à 1227.

Enkhbayar, le préposé aux claviers, se gratte bien un peu la tête quand on lui apprend que Gengis Khan n'est pas tout à fait aussi populaire en Europe. Son partenaire est prompt à lui fournir la réponse, qu'on entend au demeurant partout : « En dépit de la violence de son règne, Gengis a fait ce pays. C'est notre Napoléon. Toutes les nations ont besoin de s'identifier à un personnage... ». Gengis, donc, se vend sous toutes les formes imaginables en ville, de l'effigie pour tasse à thé au badge et à la statuette en plastique.

La Mongolie va produire un film en huit épisodes reconstituant sa vie. Le quotidien japonais Yomiuri Shinbun finance, par ses filiales et sous son patronage publicitaire, une opération de recherche conjointe avec le gouvernement mongol afin de déterminer l'emplacement de sa tombe, observations satellitaires à l'appui (le Monde daté 16-17 août 1987). Comme elle s'ouvre au monde extra-soviétique, la Mongolie apprend, peu à peu, les ficelles de la promotion commerciale. L'hôtel moderne qui accueillera bientôt les touristes au centre d'Oulan-Bator ne devra plus rien au culte de la personnalité des dirigeants du passé, Choybalsan ou Tsedenbal. Il s'appellera, évidemment, le Gengis Khan.

FRANCIS DERON



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### RAPPORT ANNUEL 1989 DE LA BANCA COMMERCIALE ITALIANA

Le Conseil d'administration de la Banca Commerciale Italiana de Milan (Italie), dans sa séance du 26 mars 1990, a approuvé le projet de rapport annuel arrêté au 31-12-1989 avec un bénéfice net de 420,3 milliards de lire. Il sera proposé à l'assemblée générale de distribuer un dividende de 200 lire aux actions ordinaires (180 lire en 1989) et de 230 lire aux actions privilégiées (210 lire en 1989) et d'affecter une somme de 204 milliards de lire aux réserves consolidées.

Le produit d'exploitation bancaire, excluant toutes les plus-values réalisées lors de cessions de participations, s'élève à 1 013,9 milliards de lire, soit une augmentation de 211,7 milliards correspondant à une croissance de 26,40 % par rapport à 1988 déjà en augmentation de 20,60 % par rapport à l'exercice 1987. La progression des résultats est due à une forte expansion des activités de la banque et à un contrôle très rigoureux des charges et des frais.

Le taux de couverture de l'ensemble des engagements sur les pays éprouvant des difficultés de paiement a été conforté de manière très significative en passant de 50 % à 60 % à la fin de l'exercice 1989 (le taux de couverture effectif peut être estimé à 75 % environ, si l'on tient compte qu'une partie de ces réserves est sujette à des impôts et que toute perte éventuelle réalisée serait considérée comme déductible).

Les dépôts de la clientèle s'élèvent à 90 390 milliards de lire et les crédits à la clientèle à 77 234 milliards de lire. Les fonds propres consolidés, après affectation du résultat de 1989, atteignent 3 681 milliards de lire.

Les chiffres-clés des comptes consolidés du groupe BCI au 31-12-1989 sont les suivants : dépôts de la clientèle, 98 200 milliards de lire ; crédit à la clientèle, 83 700 milliards de lire ; fonds propres, 4 550 milliards de lire.

## INSTANTANÉ D'UN NOUVEAU COMMUNICANT.

Le nouveau communicant ne se fait pas de souci. Il sait qu'avec Alphapage, il peut être joint par Minitel... et du monde entier!

Le nouveau communicant a la liberté dans le sang. Avec Alphapage il peut être joint 24 h sur 24 aux quatre coins de son territoire.

Même s'il a la tête en l'air, le nouveau communicant n'a pas de trou de mémoire. Stockpage, un service Alphapage, conserve 24 h minimum tous les messages qui lui ont été envoyés.

Les yeux du nouveau communicant lui permettent de voir le signal lumineux l'avertissant de l'arrivée d'un message en toutes lettres sur son Alphapage.

Le nouveau communicant a du nez. Il a tapé 3614 code Alphapage sur son Minitel, et depuis il est au courant de tous les services Alphapage.

La poche du nouveau communicant contient systématiquement un récepteur Alphapage, parfois les clés de chez lui, éventuellement d'autres accessoires.

Alphapage, le secret du nouveau communicant vous donne la liste de ses distributeurs en tapant 3614 code Alphapage sur votre Minitel.

Attention! Le nouveau communicant est très rapide à la détente. Informé grâce à son Alphapage, il peut réagir à la seconde près.

Stutter Courville

TELECOM SYSTEMES MOBILES  
filiale de COGECOM - groupe FRANCE TELECOM

RENDEZ-VOUS 18H

FRANCE TELECOM

ALPHAPAGE, LA RADIOMESSAGERIE EN TOUTES LETTRES





## POLITIQUE

La lutte contre le racisme, la xénophobie et les positions

## M. Rocard veut soumettre un plan antiraciste aux principaux partis politiques

La Commission nationale consultative des droits de l'homme devait remettre à M. Michel Rocard, mardi 27 mars, un rapport sur la lutte contre le racisme et la xénophobie en France. S'appuyant sur ce texte, le premier ministre envisage de proposer aux principaux partis politiques des mesures ambitieuses, qui seraient discutées en commun, pour renforcer la prévention et la répression.

M. Rocard prend donc l'initiative, en choisissant la voie du consensus. Il a été doublement encouragé. D'abord, par le président de la République, qui, à la suite des récentes agressions racistes, a souhaité une action énergique dans ce domaine. Puis par le RPR et l'UDF, dont plusieurs responsables ont plaidé, ces derniers temps, pour une entente politique à propos de l'intégration des immigrés.

Bien entendu, le Front national ne fait pas partie de cette ébauche de consensus : le premier ministre s'arrangera pour la mettre de côté en ne tendant la main qu'aux partis représentés par un groupe au Parlement.

Depuis quelques semaines, M. Rocard est engagé dans une nouvelle politique d'intégration. Son plan antiraciste en est un prolongement. Les deux notions ne se confondent pas forcément. Pour être français et intégrés, les Antillais par exemple, n'en sont pas moins victimes de discriminations. A l'inverse, de nombreux Asiatiques qui refusent l'intégration n'ont jamais été victimes du racisme... Cela dit, les deux ques-

tions restent intimement liées et figurent ensemble dans le débat parlementaire que le premier ministre a promis d'organiser le mois prochain.

L'initiative de M. Rocard n'est pas une réponse circonstancielle aux agressions mortelles de Roanne et de Saint-Florentin. Depuis quelque temps, déjà, les pouvoirs publics s'inquiètent d'une certaine banalisation du racisme et de l'antisémitisme. Ils disposent aujourd'hui de données chiffrées qui les incitent à agir.

## Un bilan chiffré

Quantifier le racisme - ou l'antisémitisme - est une gageure. Un immigré peut être victime d'une agression de droit commun, de même que la profanation d'un cimetière juif peut relever du vandalisme. Il existe, d'autre part, toute une série de discriminations - par exemple dans l'octroi d'un emploi ou d'un logement - qui sont difficiles à comptabiliser, à démontrer ou même à caractériser.

M. Rocard possède néanmoins une première évaluation sérieuse qui a pu être dressée grâce à plusieurs sources : la gendarmerie nationale, le ministère de l'Intérieur, le ministère de la Justice... Il apparaît que les actions racistes (attentats, agressions contre des personnes, coups de feu, incendies criminels, etc.) n'ont pas augmenté dans des proportions très significatives mais que, en revanche, les menaces racistes (tracts, graffiti, injures, appels téléphoniques anonymes, etc.) se multiplient.

La France a enregistré l'an dernier cinquante-trois actions violentes à caractère raciste (ayant fait un mort et trente blessés), contre

soixante-quatre actions en 1988 et quarante-six en 1987.

C'est une courbe en dents de scie, avec toutefois une constante très nette : cette violence s'exerce à 80 % contre les Maghrébins, et plus d'un quart des agressions sont dues à des « skinheads ».

Pour ce qui est des menaces et des manifestations injurieuses, écrites ou orales, la courbe ne cesse de grimper depuis trois ans : soixante-dix-sept faits recensés en 1987, cent trente-cinq en 1988 et deux cent trente-sept en 1989. Certains événements, comme l'affaire Rusdine ou la potémie sur le foudard islamique, ont provoqué une flambée de racisme ou de xénophobie. On constate un phénomène semblable pour l'antisémitisme : même s'ils relevaient du terrorisme international, les attentats contre la synagogue de la rue Copernic, en octobre 1980, et contre le restaurant Goldenberg, en août 1982, ont provoqué une sorte de contagion en France, relayée en 1987 par le procès de Klaus Barbie. Là aussi, les menaces, les propos et les attitudes discriminatoires sont beaucoup plus importants que les actions violentes : des tabous tombent, la parole se libère, un racisme « mou » se banalise...

Le premier ministre possède, à ce propos, les résultats assez préoccupants d'un sondage réalisé par CSA à la demande de Matignon. Neuf Français sur dix s'y montrent persuadés que le racisme est « plutôt répandu » ou « très répandu » en France. Mais plus grave que ce constat est le fait que 76 % des personnes interrogées sont d'accord pour dire que « les comportements de certains peuvent parfois justifier qu'on ait à leur égard des réactions racistes ». D'une manière générale, les Fran-

çais pensent qu'il faut lutter énergiquement contre le racisme mais s'en remettent au gouvernement et ne semblent pas prêts à se mobiliser personnellement pour cette cause.

## Retoucher encore les textes

Parallèlement à son plan pour l'intégration des immigrés, déjà en cours, M. Rocard entend proposer aux principaux partis politiques deux sortes de mesures : les unes pour mieux coordonner la prévention du racisme, les autres pour affiner la répression.

Pour ce qui est de la prévention, de nombreuses actions sont déjà conduites, par les pouvoirs publics ou par les associations. Une meilleure coordination est jugée nécessaire, ainsi qu'une plus grande décentralisation. Le gouvernement veut mettre l'accent sur l'éducation, la formation et l'information du public.

En matière de répression, de multiples réformes législatives sont intervenues depuis la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1972. Elles ont eu pour effet de modifier le code pénal, le code de procédure pénale, la loi sur la presse et la loi sur les publications destinées à la jeunesse. M. Rocard entend aller plus loin, pour dissuader certains journaux, favoriser les poursuites engagées par des associations antiracistes et donner une plus grande publicité aux condamnations. L'objectif n'est pas seulement de rendre les lois plus sévères mais de les faire appliquer, dans l'esprit de la circulaire du 6 juillet 1989 qui demandait aux magistrats du ministère public d'examiner attentivement le contenu de la presse et de prendre l'initiative des poursuites.

ROBERT SOLE

## M. Le Pen est inculpé d'« outrage » envers M. Durafour

La justice suit son cours contre le président du Front national : après la levée de son immunité parlementaire par l'Assemblée de Strasbourg, M. Jean-Marie Le Pen a été inculpé, le jeudi 22 mars, d'« outrage » envers le ministre de la fonction publique et des réformes administratives, M. Michel Durafour, qu'il avait qualifié, en 1988, de « Durafour-crématoire ». Cette inculpation lui a été notifiée par M<sup>me</sup> Nelly Delbos, juge d'instruction près le tribunal de Nanterre.

C'est le 3 septembre 1988 que le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, avait pris la décision d'engager une action judiciaire contre le chef de file de l'extrême droite en estimant que M. Le Pen avait « publiquement désigné en termes graves et injurieux » M. Michel Durafour. Les faits étaient parfaitement établis, la bande vidéo du discours prononcé par M. Le Pen au Cap d'Agde (Hérault), le 2 septembre 1988, ne laissant place à aucune équivoque sur la réalité du propos incriminé. A l'occasion de l'université d'été de son mouvement, le président du Front national avait émis un entretien avec le ministre de la fonction publique publié, la même semaine, par l'« Evénement du jeudi », et il avait dit : « M. Durafour et du moulin, obscur ministre de l'ouverture dans laquelle il a d'ailleurs immédiatement disparu, a déclaré : « nous devons nous allier aux élections municipales, y compris avec le Parti communiste, car le PC, lui, perd des forces, tandis que l'extrême droite ne cesse d'en gagner. » Interrompu par les applaudissements, M. Le Pen avait alors lancé : « M. Durafour-crématoire, merci de cet aveu ! » Confronté aux protestations émanant de tous les milieux politiques, il avait ensuite parlé de « tempête dans un verre d'eau » en

affirmant : « Dans huit jours il ne sera plus question de cette affaire. »

Le parquet de Nanterre, dont dépend le domicile de M. Le Pen à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) avait reçu, le 5 septembre, l'ordre « d'engager d'office l'action publique pour injures envers un ministre », comme il est prévu par l'article 31 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse. Le même jour, le parquet général de la cour d'appel de Versailles avait transmis au ministère de la Justice la requête visant à demander la levée de l'immunité parlementaire de M. Le Pen auprès de l'Assemblée de Strasbourg. Un peu plus d'un an plus tard, le 11 décembre 1989, le Parlement européen avait voté, par 198 voix contre 91 et 18 abstentions, la levée de l'immunité parlementaire du président du groupe technique des droites européennes.

M. Le Pen - qui va être aussi poursuivi pour ses propos postérieurs sur « l'Internationale juive », également sanctionnés par le Parlement européen - est passible, en application de l'article 30 de la loi de 1881, d'une peine de huit jours à un an d'emprisonnement et d'une amende de 300 francs à 300 000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Fallait-il vraiment poursuivre en justice M. Le Pen ? Certains socialistes en avaient douté en s'interrogeant sur l'effet boomérang que risquerait d'avoir, in fine, un jugement favorable au président du Front national. Le gouvernement a tranché en considérant qu'il s'agit plus possible de laisser le champ libre à un homme qui érige l'outrage en système à des fins électorales. Cette prise de conscience s'est traduite au vaste dispositif de combat arrêté par M. Michel Rocard pour donner une ampleur nouvelle à la lutte contre la montée des thèses xénophobes et racistes.

ALAIN ROLLAT

## M. Harlem Désir pris à partie à Marseille

Harlem Désir a été violemment pris à partie, lundi 26 mars à Marseille, par des militants du Front national à l'occasion du lancement de la semaine nationale d'éducation contre le racisme organisé par SOS Racisme.

Une centaine de manifestants s'étaient rassemblés devant le lycée Daumier, où avait lieu un débat avec les lycéens, pour protester contre « la politisation de l'enseignement et l'embrigadement des jeunes » que constituait, à leurs yeux, la présence de Harlem Désir.

Celui-ci dut avoir recours à la protection de la police pour regagner sa voiture au milieu d'une foule qui frappait la carrosserie en menaçant de lui « faire la peau ».

La venue du président de SOS-Racisme dans un collège de La Ciotat et dans un lycée marseillais n'a pas non plus été du goût du Conseil régional Provence-Côte-d'Azur.

Dans un communiqué, son président, M. Jean-Claude Gaudin

(UDF) « désapprouve et désapprouvera toute initiative de ce type visant à prendre les lycéens en otage ou en caution ».

« Je trouve scandaleux que M. Harlem Désir, qui est facteur d'agitation (...) subventionné par le gouvernement, qui n'a aucune légitimité démocratique car il ne s'est jamais présenté à aucune élection, puisse aller faire sa propagande de gauche dans les écoles », a déclaré mardi Jean-Marie Le Pen.

Invité mardi matin de RTL, M. Le Pen a précisé qu'il avait « l'intention, en qualité de président du Front national, de porter plainte pour excès de pouvoir contre les chefs d'établissement et contre le ministère de l'Éducation nationale qui autorisent M. Harlem Désir à se produire et ainsi à troubler les élèves de l'enseignement ».

## Une militante de SOS-Racisme agressée près de Grenoble

GRENOBLE

de notre correspondant

M<sup>me</sup> Louise Zimour, quarante-cinq ans, membre de SOS-Racisme, a porté plainte contre X... auprès du procureur de la République, de Grenoble lundi 26 mars à la suite de l'agression dont elle a été victime le 17 mars. Comme chaque dimanche vers 6 heures du matin, cette mère de famille de quatre enfants effectuait un footing autour du parc des sports de Saint-Martin-d'Hères. Après avoir croisé sur son trajet un homme d'apparence jeune, vêtu d'un blouson de cuir, elle fut brutalement renversée à l'aide, semble-t-il, d'un lasso puis rouée de coups portés principalement à la tête avec un « poing américain ». L'homme, dont le visage était alors dissimulé par un foulard bleu-blanc-rouge, devait pointer son action, raconte la victime, par ces propos : « Tiens pour SOS-Racisme ! Tiens pour le PS ! De la part de Le Pen. » M<sup>me</sup> Louise

Zimour est en effet membre de SOS-Racisme depuis deux ans et militante socialiste.

D'origine algérienne, mais de nationalité française, cette ancienne assistante sociale s'efforce depuis plusieurs années, dans le quartier sud de Saint-Martin-d'Hères, où elle réside et qui compte un fort pourcentage de population immigrée, de participer à l'animation sociale et culturelle à travers plusieurs associations, dont SOS-Racisme.

Hospitalisée durant quatre jours à la suite de l'agression et très fortement traumatisée, M<sup>me</sup> Zimour se sent confiée à la police qu'une semaine plus tard. La section grenobloise de SOS-Racisme, qui a été portée partie civile, a exprimé mardi 27 mars son inquiétude devant « la montée de la haine raciale dans certains quartiers-ghettos de la région grenobloise et la multiplication des actions des groupuscules, comme Action française ou des partis d'extrême droite. »

CLAUDE FRANCILLON

Le RECOURS déplore le « silence » de M. Mitterrand sur « l'immigration ». Le RECOURS, une organisation de rapatriés, a regretté lundi que M. Mitterrand n'ait pas saisi l'occasion offerte par son intervention pour traiter au fond le grave problème posé par l'immigration. « Les Français étaient en droit d'être honorés d'une réponse claire et précise (...) quant aux solutions à mettre en œuvre pour éviter que l'immigration ne se transforme en psychodrame », a ajouté le RECOURS.

que dire le droit, M<sup>me</sup> Martine Laroque, en a trouvé deux : la rupture d'égalité entraînée par la mesure contestée entre les différentes écoles maternelles selon la nationalité des enfants qu'elles accueillent, et la violation de l'obligation faite par la loi aux communes d'assurer le fonctionnement des écoles maternelles.

Le Conseil d'Etat a suivi M<sup>me</sup> Laroque, et a donc confirmé le sursis à exécution de la décision du conseil municipal. La ville de Montfermeil devra donc accorder à toutes les écoles maternelles de la commune les fournitures dues, en attendant que la justice administrative se prononce sur le fond du dossier. Mais ce premier jugement indique déjà clairement de quel côté est le droit.

THIERRY BRÉHIER

Le Conseil d'Etat donne tort au maire de Montfermeil  
La commune devra continuer à financer les maternelles accueillant des immigrés

L'égalité de tous, y compris des étrangers, devant la loi, est un des principes fondamentaux du droit français. Le Conseil d'Etat vient de le rappeler au maire de Montfermeil (Seine-Saint-Denis) M. Pierre Bernard (divers droite).

Depuis le mois de septembre 1989, M. Bernard a entrepris une croisade contre les inscriptions d'enfants d'immigrés dans les écoles maternelles de sa ville. Après avoir ordonné aux enseignants de refuser de les recevoir, il avait décidé, devant le refus de celles-ci, de cesser d'accorder à deux écoles les fournitures, en dehors du chauffage, que toute commune doit fournir aux classes maternelles. Le 20 décembre, puis le 10 janvier, le conseil municipal avait approuvé cette décision.

Les lois de décentralisation permettent aux collectivités locales de s'administrer librement. Seulement le préfet est là pour contrôler la légalité des actes pris par celles-ci. Lorsqu'il estime que la loi est violée, il peut saisir la justice administrative et même lui demander un sursis à exécution, pour éviter que des décisions illégales ne s'appliquent tant que les tribunaux ne se sont pas prononcés sur le fond. C'est ce qu'a fait M. Raymond François Le Bris, préfet du département.

Le tribunal administratif de Paris lui a donné raison, le 23 janvier. M. Bernard a fait appel, mais a été débouté par le Conseil d'Etat le lundi 26 mars. La loi permet aux magistrats de prononcer le sursis à exécution si, dans la requête du préfet, apparaît un motif « sérieux et de nature à justifier l'annulation de l'acte attaqué ». Or le Commissaire du gouvernement, qui ne fait

La visite à Lyon de M. Franz Schönhuber, dirigeant d'extrême droite  
« J'ai eu le passé normal de 90 % d'Allemands »

LYON

de notre bureau régional

L'interdiction d'utiliser une salle municipale notifiée par M. Michel Noir (le Monde du 24 mars) n'avait pas dissuadé le front national d'accueillir à Lyon, lundi 26 mars, M. Franz Schönhuber, député européen et chef du Parti républicain allemand (extrême droite). C'est pourtant un programme minimum que M. Bruno Gollnisch, conseiller régional et leader local du FN proposa à son collègue du groupe technique des droites européennes au Parlement de Strasbourg : visite éclair et discrète à la Foire de Lyon, sans même croiser une délégation officielle du Bade-Wurtemberg, déjeuner avec « des personnalités économiques et culturelles », qui « préféraient garder l'anonymat » et promenade dans Lyon avec « photo de famille » sur le parterre de l'hôtel de ville.

## « C'est votre histoire pas la mienne »

Devent les journalistes, M. Schönhuber affirma ne s'être jamais vanté d'avoir été Waffen SS mais assura qu'il n'en avait « pas honte », en ajoutant : « J'en ai alors dix-huit ans et j'ai eu le passé normal de 90 % d'Allemands. Je répète, comme je l'ai fait mille fois, que, pour moi, le régime nazi était un régime criminel. » En exprimant son respect pour les « vrais résistants français », il reprocha au patron du Figaro d'être un « ancien collaborateur » dont il refuse d'être « l'élève ». L'ancien chef adjoint de la télévision bavaroise évoqua de lui-même le cas Barbie pour dire : « Il a été condamné, bon, le procès était correct, je ne vais pas jeter une pierre. (...) On peut seulement se demander s'il était légal de le transfé-

rer de Bolivie en France. L'histoire française est votre histoire, pas la mienne. »

Interrogé sur les révélations de la presse allemande, selon lesquelles M<sup>me</sup> Johanna Grund, responsable au sein de son parti des questions féminines, serait un transsexuel, M. Schönhuber a estimé qu'il s'agissait d'une « tragédie personnelle pour cette dame ». « Je suis très déçu qu'elle n'ait pas dit la vérité », mais « j'ai pitié de cette dame parce que sa vie est détruite ». « Elle est maintenant une femme. Laissez-la tranquille », a-t-il indiqué.

## « Pas de SS à Lyon »

En fin d'après-midi, alors que M. Gollnisch réunissait les « cadres » de son parti autour de son hôtel, quelque trois cents personnes, répondant à l'appel des associations juives, soutenu notamment par le PS, le PCF, la CFDT, la CGT, la Ligue des droits de l'homme et le MRAP, manifestèrent à proximité du siège villeurbannais du Front national, ceinturé par d'importantes forces de police.

Dernières des banderoles - « Pas de SS à Lyon », « B'nai B'rith » et « PCF Fédération du Rhône », - le cortège, silencieux, rejoignit la place de l'Hôtel-de-Ville de Villeurbanne, où, devant le monument aux morts, plusieurs gerbes « à la mémoire des victimes du nazisme » furent déposées par le docteur Marc Aron, président d'honneur du CRJF, le grand rabbin de Lyon, Richard Wertheim, M. Gilbert Chabroux, maire PS de Villeurbanne, et la présidente d'une association d'anciens déportés.

ROBERT BELLERET

صلى الله عليه وسلم



## POLITIQUE

### de l'extrême droite

#### M. Blot (FN) prêche pour une « régénération de l'Etat par le peuple »

L'association pour le développement de la démocratie directe (ADD), que préside M. Yvan Blot, député du Front national au Parlement européen, a tenu samedi 24 mars à Paris, un colloque consacré à la nécessité de « la démocratie directe » pour « la protection des Français » devant « les dangers externes que constitue l'immigration sauvage et les dangers internes que constitue la criminalité et la violence ». Contre « la dénaturation de l'Etat par le constructivisme », l'association a plaidé pour la « régénération par le peuple », grâce à l'utilisation du référendum, que ce soit à propos du Code pénal, sur des questions fiscales ou sur les questions de l'immigration.

Au cours de cette journée d'étude, M. Jean-Yves Le Gallou, conseiller régional d'extrême-droite d'Ile-de-France et député national du FN, a d'ailleurs développé « les expériences de démocratie directe en matière d'immigration » qui sont « concentrées aux seuls cas de la Suisse et du Liechtenstein ». Dans le cas de la Suisse, M. Le Gallou a cité le référendum « progressiste » de 1981 sur « un programme d'immigration à la française » à savoir « le renouvellement automatique de l'autorisation de séjour » et le développement du droit des immigrés, « droit d'établissement, droit d'association, droit au regroupement familial ».

« Ce programme qui donnait la priorité à l'intégration a été repoussé », a indiqué M. Le Gallou. « En France, la majorité de la classe politique se garde bien de consulter les Français sur ce sujet (...) alors que tous les sondages

montrent qu'ils le souhaiteraient et qu'il s'agit d'une très nette majorité, favorable à une politique de retour », a poursuivi le responsable du Front national. M. Le Gallou a ensuite qualifié de « formidable imposture » la proposition de référendum sur le droit de vote des immigrés qu'avait lancée le RPR. « Du fait de notre code de la nationalité, les immigrés ont déjà ce droit de vote, par le fait de l'accès automatique à la citoyenneté française, qui permet en même temps de conserver la nationalité d'origine ».

M. Jean Mottin, conseiller d'Etat, sollicité à titre d'expert sur les questions d'immigration, a indiqué que « les socialistes n'ont pas oublié le leçon de 1936 où le Front populaire l'a emporté (...) par le vote en faveur de la gauche et de l'extrême gauche des 530 000 électeurs naturalisés de fraîche date ».

« Le président Mitterrand a commencé à recueillir les fruits de cette politique lors de sa réélection de 1988 », a ajouté M. Mottin. « Le nombre des naturalisés était de 2,6 millions (...). On voit de quel poids ils ont pu peser sur cette élection quand on observe que le président Mitterrand a été élu avec un excédent de voix de 2,4 millions. La tendance sera irréversible si les modérés ne font rien pour réagir », a prévenu M. Mottin.

« La démocratie directe est nécessaire moralement pour que le peuple français reprenne le contrôle de l'Etat qui est le sien (...) elle est aussi nécessaire scientifiquement afin d'utiliser les milliards d'information contenus dans les expériences quotidiennes de tous les Français », a conclu M. Blot.

G. P.A.

### Le Front national se retire de la majorité au conseil régional d'Aquitaine

BORDEAUX

de notre correspondant

Il n'y a plus de majorité au conseil régional d'Aquitaine. L'exécutif RPR-UDF, présidé par M. Jean Tournier (RPR), ne peut plus compter que sur une majorité de circonstance de dix sièges. En effet, les quatre élus du Front national se sont retirés de la majorité, lundi 26 mars. Ils ont pris prétexte de trois conventions pour le développement social des quartiers dégradés qui incluent une aide active « à l'intégration des populations étrangères ».

Le Front national accuse ses anciens partenaires de s'être fait « prendre au piège du plan Rocard pour l'immigration ». Il prend ses distances à un moment où il est contesté par une partie de sa base. En Gironde, deux conseillers municipaux du Front ont quitté le parti lepeniste en accusant leur chef de file régional, M. Jacques Colombier, de « compromission avec la droite ».

Dans le premier quart d'heure de séance, lundi, M. Colombier, qui occupait la vice-présidence à l'urbanisme, à la santé et aux sports, a demandé le retrait, ou du moins l'examen immédiat, du dossier du développement social des quartiers. Devant le refus du président Tournier de bousculer l'ordre du jour, le vice-président FN s'est démis sur-le-champ de sa délégation.

Un autre élu du Front national, M. Alexis Arette a, lui aussi, démissionné de la présidence de la

commission culture. M. Colombier ne s'est cependant pas, pour l'instant, démis de son poste de vice-président.

Réduits à l'UDF et au RPR, l'exécutif régional ne peut désormais plus compter que sur trente-huit voix. L'assemblée compte quatre-vingt-trois sièges. Dans l'opposition, le Parti communiste dispose de huit sièges. Le PS-MRG en a treize-dix, auxquelles s'ajoute la voix du centriste Yves Lecaudrey récemment passé de la droite à la gauche.

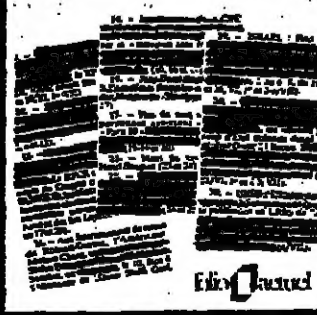
Dès lundi, des divergences sont apparues sur la manière de procéder entre M. Tournier et son premier vice-président, M. Didier Borotra, qui revendique l'étiquette « centriste de l'UDF ». M. Borotra a pris M. Tournier de court en séance publique d'une part, en répondant sans ménagement au discours anti-immigration du Front national, d'autre part, en esquissant une stratégie de rapprochement avec l'opposition. M. Tournier, lui, s'apprête à « gérer sa minorité de gestion » en comptant sur une majorité de circonstance, au gré des dossiers.

Dès lundi, le Front national, bien que dans l'opposition, a voté un dossier de politique agricole. L'appel du pied de M. Borotra a été accueilli avec méfiance. Aux yeux du Parti communiste, c'est la confirmation que se prépare « un pacte de gestion entre la droite et le Parti socialiste ». « Pas de tentative de récupération ! », s'est exclamé M. Jean-Louis Carrère (PS).

GINETTE DE MATHA

### 1989 DANS LE MONDE : L'ANNÉE DE TOUS LES BOULEVERSEMENTS.

Edouard Masurat  
L'année 1989 dans Le Monde  
Les principaux événements de l'année 1989 à l'étranger  
Préface d'André Fontaine



260 pages  
27,50 F

Un ouvrage de référence, avec un index détaillé.  
Le rappel indispensable d'un passé encore présent.

### Réunion du comité de coordination de l'opposition

## RPR-UDF : l'union à pas comptés

Précédée d'une convocation du bureau politique de l'UDF, la réunion du comité de coordination de l'opposition qui s'est tenue lundi 26 mars a confirmé que les chemins menant à l'union étaient tortueux.

L'atmosphère y fut certes détendue, mais pour beaucoup cette sorte de détente confinait plutôt à l'indifférence. M. Valéry Giscard d'Estaing s'est présenté une fois de plus comme le véritable maître de maison, ce qui a le don de crispier M. Jacques Chirac et, fait nouveau, M. François Léotard s'est montré fort zélé envers l'ancien président de la République, ce qui a plongé ses voisins dans un nouvel abîme de perplexité.

Cette réunion aurait pu facilement dégénérer. Les prétentions affichées la semaine dernière en Arles par M. Chirac d'avoir un groupe de députés RPR tout puissant en 1993 n'ont guère été du goût de l'UDF. M. Pierre Méhaignerie s'est plaint ouvertement de cette « nouvelle tentation hégémonique » du RPR et, dans le *Figaro* du mardi 27 mars, M. Gérard Longuet lui a

emboîté le pas en avançant que « suivre Jacques Chirac sur la prémence au sein de l'opposition était la certitude absolue de l'échec ». Chirac veut donc, pour l'instant, se dispenser de suivre M. Chirac et, au cours de cette réunion du CCO, la plaisanterie aura servi d'échappatoire provisoire. Il en alla ainsi dans le débat que tenta d'entretenir M. Chirac sur le projet de « Force unie » de MM. Noir et Léotard.

#### Quatorze porte-parole

S'adressant directement au président du PR, le président du RPR est l'homme du moment. « Cette force unie, révélez-le, on voit bien ce que c'est : la moitié du PR plus six parlementaires RPR de Rhône-Alpes, dont cinq démissionneront quand je le leur dirai. Ce ne sera plus que la fusion du PR avec le PR plus Michel Noir... » On prit le parti de rire du bon mot et, comme M. Léotard lui-même paraît moins convaincu de sa propre démarche, l'affaire en resta là.

Dans un tel climat de « détente », les uns et les autres s'efforcèrent donc à quelques résolutions. Tout le monde paraît avoir ainsi travaillé

assidûment afin d'éviter tout dérapage au cours de la convention sur l'immigration des états généraux de l'opposition, qui doit se tenir samedi 30 mars et dimanche 1<sup>er</sup> avril à Villepiatte (Seine-Saint-Denis). Le sujet est évidemment fort délicat, et le grand écart qu'il faudra faire entre thèses centristes et options de la droite nécessite quelque entraînement.

Cette réunion devait également permettre de procéder à la nomination de porte-parole communs au RPR et à l'UDF pour disposer d'une expression officielle sur tous les thèmes majeurs. Dix noms devaient être présentés. On est passé subitement à quatorze et, si tout va bien, ces porte-parole seront connus jeudi 29 mars, au terme des journées parlementaires de l'UDF et de l'UDC. En réalité, ce retard est la conséquence de divergences sur la finalité de ces choix. Aucun de ces porte-parole ne devrait avoir exercé dans le passé de fonctions ministérielles. Devraient-ils dès lors former la préfiguration d'un « shadow cabinet » proposé par M. Chirac, lequel a rappelé au passage qu'on avait eu le tort « de tourner en ironie » cette initiative, ou bien n'être que de simples porte-voix en face du chœur

gouvernemental socialiste ? La question n'est d'évidence point tranchée.

Des divergences se confirment également sur les modalités d'organisation de la convention des élus de l'opposition. Sa tenue avait été souhaitée par les promoteurs de la « Force unie » semble être compromise, et M. Léotard ne s'en est pas outre mesure ému. Manifestement, le RPR freine désormais des quatre fers pour éviter que cette convention ne soit le début trop spectaculaire d'une fusion générale de l'opposition, et il est tout aussi net que les centristes marchent vers ce rendez-vous à reculons. Dès lors, il serait hasardeux de parler d'enthousiasme. Il a été simplement décidé lundi que cette convention serait précédée de conventions décentralisées. Pour ce qui est de la réflexion de fond sur la stratégie globale de l'opposition, une journée de séminaire à huis clos du CCO se tiendra mardi 24 avril. On n'y réfléchit jamais trop !

DANIEL CARTON

### Après l'entretien télévisé du président de la République La droite condamne le jugement de M. Mitterrand sur le libéralisme

M. Valéry Giscard d'Estaing a estimé lundi 26 mars que M. François Mitterrand commettait « une erreur historique fondamentale » en « mettant sur le même plan l'effondrement du communisme et ce qu'il appelle l'échec du libéralisme ». S'exprimant « au nom des libéraux européens », dont il préside le groupe au Parlement européen, M. Giscard d'Estaing a affirmé, dans un communiqué, qu'il « récusait le jugement sommaire du président François Mitterrand ».

M. Raymond Barre a jugé que « le jugement du président de la République sur la faillite du libéralisme économique paraît contestable ». « Il est vrai qu'un certain libéralisme excessif et sommaire est voué à l'échec », a affirmé lundi l'ancien Premier ministre. « Mais le libéralisme social apporte le progrès et la prospérité. C'est pour s'être progressivement et discrètement ralliés à cette conception depuis 1983 que les gouvernements socialistes peuvent aujourd'hui se prévaloir du redressement économique de la France », a-t-il ajouté.

M. Jacques Chirac a exprimé la crainte que les cinq ans qui viennent « ne soient difficiles pour la France ». « Sur l'avenir, M. Mitterrand n'a rien dit. Je trouve que dix ans c'est déjà beaucoup mais cinq ans de plus, sans idées et sans projets, je crains que ce ne soit difficile pour la France », a déclaré le président du RPR.

Le comité de coordination de l'opposition, qui a réuni lundi à

Paris le RPR et l'UDF, a condamné « la stupéfiante affirmation du président de la République qui voit le libéralisme à bout de souffle ». Dans une déclaration commune, les deux formations de l'opposition ont estimé que « le changement radical en Europe de l'Est disqualifie » le propos de M. Mitterrand.

M. François Léotard, président du Parti républicain, s'est déclaré, lundi soir sur la 5, « surpris que M. François Mitterrand ait parlé pendant trente minutes, devant des millions de Français, de la situation du parti au pouvoir, au moment où se passent les événements de l'Est ». M. Léotard a par ailleurs trouvé M. Mitterrand « plutôt sévère » pour le premier ministre, M. Michel Rocard. « Lorsqu'il a dit : « il est très bien là où il est, il a des qualités pour faire ça », cela sous-entendait qu'il n'avait pas les qualités pour faire autre chose. Si j'avais été M. Rocard j'aurais été un peu inquiet », a dit le président du PR.

M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, a demandé « plutôt pour les partis », lundi, sur M6, après « les méchancetés » proférées selon lui par M. Mitterrand à l'encontre des formations politiques. Le maire d'Epinal a estimé que « si les partis sont sortis d'une période d'infantilisme et d'affrontement, ils traversent une crise de croissance » et qu'il « n'est pas de bon ton de les accabler ».

#### En Guadeloupe

### L'UPLG se convertit à l'indépendance-association

POINTE-A-PITRE

de notre correspondant

L'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG) s'est prononcée, dimanche 25 mars, à l'issue de son troisième congrès, pour « un nouveau statut politique reposant sur le partage de la souveraineté entre la collectivité guadeloupéenne et l'Etat fran-

#### le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par le Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

#### LA CULTURE EN QUESTION

Envoyer 40 F (timbre à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

## La géographie dans l'Histoire

Michel Korinman  
Quand l'Allemagne pensait le monde



418 p.  
170 F

Avec la perspective de la réunification des deux Etats qui la composent et la divisent, l'Allemagne s'apprête à renouer avec sa géographie... Aussi l'essai de Michel Korinman sur la manière dont les Allemands ont « pensé » leur géographie tombe-t-il à point... Michel Korinman n'a pas publié un gros et savant volume pour nous conforter dans de vagues idées générales. Au contraire, son étude vise à nuancer, à situer avec précision, à éclairer les différents moments de cette relation, tantôt étroite, tantôt distante, entre la géographie, comme science, et la politique allemande.

André Laurens, *Le Monde*.

Livre excellent, parfaitement informé.

Pierre Enckell, *L'Evénement du Jeudi*.

FAYARD

E. N.



# savoir tourner la page

## LA PRESSE FRANÇAISE

Pierre Albert

Pierre Albert  
Collection Notes et  
Études Documentaires  
178 p., 75 F.  
Les structures,  
les institutions,  
les mécanismes.  
Un outil de  
référence.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

## LA PRESSE FRANÇAISE

Pierre Todorov  
La presse française  
à l'heure  
de l'Europe

Pierre Todorov  
Rapport au Ministre  
délégué chargé de  
la communication  
124 p., 65 F.  
Comment insérer  
la presse française  
dans le cadre  
communautaire?

## Le livre, mutations actuelles

François Libère  
Collection Problèmes  
Politiques et Sociaux  
64 p., 26 F.  
Logiques  
économiques  
et exigences  
culturelles: l'avenir  
du livre français  
en question.

## Pour une Europe du livre

Rémy Lillet  
Rapport au Secrétaire d'État  
aux relations  
culturelles  
internationales  
152 p., 75 F.  
Pour la première  
fois, l'état de  
l'édition en  
Europe.

29 Quai Voltaire 75007 Paris  
Tél. (1) 4015 7000 - 3615/3616 Doctel

La documentation Française



## POLITIQUE

### Un entretien avec M. Charles Millon

L'Etat n'est fort que « s'il est libéré de certaines tâches de gestion »  
nous déclare le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale

Les parlementaires UDF qui se retrouvent à Aix-les-Bains, ce mardi 27 mars, consacreront la journée du mercredi 28 à la décentralisation. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale et président du conseil régional de Rhône-Alpes, plaide pour un « Etat fort » qui se libérerait de ses tâches de gestion.

« M. Mitterrand se montre volontiers ironique envers ceux qui, hier, s'opposaient à la décentralisation et qui aujourd'hui dénoncent une recentralisation. Ne vous sentez-vous pas vus ? »

« Non, car depuis deux ans, il y a une montée en puissance d'un néo-cobainisme et une tentative de reprise en main, par le gouvernement, des collectivités territoriales. Cela s'explique par trois raisons. La première, c'est qu'en 1982, les socialistes ont voulu la décentralisation avec un objectif idéologique : permettre aux collectivités territoriales de s'engager dans un interventionnisme économique qu'ils jugeaient alors souhaitable ; sur ce point, ils vu que ce n'était pas réaliste.

« La deuxième, c'est qu'ils pensaient constituer pour eux-mêmes des bastions. Maintenant ils constatent que ces contre-pouvoirs sont en majorité entre les mains de l'opposition.

« Il y a une troisième raison, plus fondamentale : la gauche, pour une grande part, est d'option jacobine ; l'égalitarisme est à la base de sa doctrine et incite les socialistes à revenir à une centralisation uniformisante au niveau du pays.

« La relance de la décentralisation nous apparaît donc indispensable ? »

« Oui, car la morphologie administrative et politique de la France reste très en retard par rapport à sa morphologie et sociale. La France a complètement assimilé l'économie sociale de marché et est dotée de multiples centres de décisions alors que sur le plan administratif et sur le plan politique elle est encore excessivement centralisée. Nous sommes dans la préhistoire de la décentralisation, au regard de ce qui se passe dans les pays étrangers. Il convient de raisonner en terme d'efficacité et de choisir entre un Etat fort et décentralisé qui retrouve ses fonctions essentielles et se débecte de celles qui le sont moins, et un Etat qui continuerait à s'inscrire dans la tradition jacobine. Veut-on un Etat gestionnaire et interventionniste ou un Etat stratège qui s'appuie sur une organisation décentralisée ? »

« Plus concrètement, dans un dossier brûlant comme l'immigration, quelles seraient les orientations à retenir ? »

« L'immigration, c'est évidemment un problème national qui exige de la part de l'Etat des décisions très importantes, comme le contrôle aux frontières du flux des immigrants, des accords avec les pays étrangers. En revanche, l'insertion sociale, l'intégration des immigrés et le soutien scolaire sont des problèmes qui ne pourront être résolus que dans le cadre de structures décentralisées. Il convient de faire confiance aux collectivités locales et de leur donner plus de compétences dans ce domaine là.

« Prenons un autre exemple : l'université ? »

« Les universités, dont la situation est angoissante, nécessitent non seulement un effort considérable de construction, mais aussi une nouvelle conception de leur organisation. Cela pourrait relever largement les régions. L'Etat doit se départir de certaines « compétences » qui sont souvent des tâches de coordination universitaires s'il n'y a pas parallèlement autonomie des universités. Il n'y aura pas un certain nombre de dérogations aux lois actuelles.

« Le gouvernement envisage comme solution que les régions se fédèrent pour traiter le problème financier. C'est toujours cette maladie traditionnelle de vouloir imposer d'en haut. Je préférerais la démarche totalement inverse : qu'on donne les compétences aux régions, à charge pour elles de se coordonner pour avoir une plus grande efficacité.

« Vous avez annoncé une contribution des députés UDF à une relance de la décentralisation. Où en êtes-vous ? »

« Le groupe UDF va étudier mercredi 28 mars les éléments de plusieurs propositions de loi. Parmi les thèmes qui seront privilégiés figurent : la modernisation et la décentralisation de l'Etat ; la coopération intercommunale ; le transfert quasi-total aux régions des compétences en matière de formation continue ; la décentralisation de l'enseignement supérieur et l'autonomie des universités.

Maintenir le mode de scrutin cantonal

« Pour sortir de la « préhistoire », que préconisez-vous ? »

« Essentiellement une réforme fiscale car il n'y aura de vraie décentralisation qu'à compter du jour où chaque collectivité aura sa propre fiscalité. La décentralisation souffre, actuellement du fait qu'il n'y a pas d'impôt spécifique pour chaque collectivité, que les charges transférées sont pour une grande part financées par des dotations de l'Etat.

« Comment concevez-vous le rôle de l'Etat ? »

« Je suis pour un Etat fort. Pour que l'Etat soit fort, il doit être libéré de certaines tâches de gestion. Je ne suis pas si l'Etat français et son gouvernement sont beaucoup plus forts pour peser sur la scène internationale ou pour assumer les fonctions régaliennes telles que la justice, la défense, les affaires étrangères, les finances lorsqu'ils sont obligés de gérer l'environnement, le tourisme, le logement, l'organisation universitaire, la formation, la santé... Rhône-Alpes est jumelée avec le Bade-Wurtemberg, la Lombardie et la Catalogne. Ces collectivités ont des compétences qui vont bien au-delà de celles que nous assumons en France. Leurs gouvernements ne sont pas pour autant affaiblis sur la scène internationale ! »

« A l'autre bout de la chaîne, il y a les communes. Vous les oubliez ? »

« Non. Dans l'organisation du territoire, il conviendra de favoriser au mieux la coopération intercommunale. Aujourd'hui, il y a des communes qui, par leur dimension ou leurs ressources financières insuffisantes, sont incapables de faire face à leurs charges obligatoires. Réfléchissons à une incitation à la coopération intercommunale... »

« ...qui s'arrêterait à la fusion ? »

« S'il y a des communes qui veulent fusionner, je n'y suis pas opposé.

« Une réforme du mode de scrutin cantonal est envisagée dans le souci d'établir plus de justice dans la représentation des élus d'un même département. La souhaitez-vous ? »

« S'il s'agit d'un redécoupage des circonscriptions cantonales, il doit se faire en complet accord avec les conseils généraux. Mais pour le mode de scrutin, je ne suis pas bien qualifié pour les intentions du gouvernement. Certains sont favorables au scrutin majoritaire, d'autres à la proportionnelle. Je ne suis pour le maintien du scrutin tel qu'il existe car je crois qu'un conseiller général représente non seulement une population, mais aussi un territoire et l'un des grands atouts de la France est d'avoir de l'espace.

« Autre réforme envisagée : l'organisation dans le cadre régional et non plus départemental, des élections régionales. Y êtes-vous favorable ? »

« Oui, ainsi qu'à une prime majoritaire pour la liste en tête.

« Il y a des structures, il y a les hommes. En quoi la décentralisation est-elle un atout politique ? »

« La décentralisation peut permettre la régénération de la politique grâce à l'arrivée sur scène de nouveaux responsables. Jusqu'à maintenant le personnel politique français émergeait essentiellement à travers les partis politiques ou grâce à des promotions à des postes de gouvernement ou de responsabilité nationale. Il est souhaitable qu'il y ait d'autres viviers pour faire émerger de nouveaux responsables politiques. La décentralisation peut fournir un vivier en permettant à des présidents de conseils généraux, à des maires, à des présidents de régions, de démontrer leurs capacités à affronter un certain nombre de problèmes importants, de démontrer qu'ils sont capables d'assumer des fonctions à un plus haut niveau.

Propos recueillis par ANNE CHAUSSEBOURG

### La mort de Roger Grégoire père du statut de la fonction publique

Roger Grégoire, conseiller d'Etat honoraire, qui fut l'un des inspirateurs du statut général de la fonction publique est décédé à Paris le dimanche 27 mars. Il était âgé de soixante-seize ans, (nos dernières éditions du 27 mars).

Roger Grégoire, né à Paris le 29 août 1913 était un de ces « grands commis » de l'Etat qui ont marqué l'administration française. Reçu au concours du Conseil d'Etat en 1939, prisonnier de guerre, il étudia auprès de M. Michel Debré, à qui le général de Gaulle a confié cette mission la réforme de l'administration au lendemain de la Libération.

Il devient en 1945, à trente deux ans, le premier directeur de la fonction publique alors que Maurice Thorez est son ministre de tutelle. Il demeurera à ce poste pratiquement durant toute la IV<sup>e</sup> République, jusqu'en 1954. Il est notamment l'un des inspirateurs de la « grille » des rémunérations des agents de l'Etat et l'un des principaux auteurs du statut général de la fonction publique dont les modifications successives ne changeront pas l'esprit général. Ces véritables monuments juridiques qu'il a élaborés ont permis à l'administration française d'assurer la continuité de l'Etat malgré les changements fréquents de gouvernement.

En quittant ses fonctions pour devenir directeur de l'agence européenne de productivité de l'OCDE, il publie un ouvrage sur « la fonction publique », qui, pour la première fois, lance l'idée d'une gestion moderne des ressources humaines de l'administration, conception qui devait connaître le succès non seulement dans le secteur public mais aussi dans le privé.

Réintégré au Palais-Royal et nommé conseiller d'Etat en 1961, il participe à la Semaine sociale de Chen où il dénonce à la fois la

« paresse des experts » et le « péril technocratique ». A la demande de Georges Pompidou, il préside, en 1964, une commission (qui porte son nom) sur les salaires des entreprises publiques pour constater qu'ils ont pris du retard par rapport au secteur privé. Il est ensuite chargé de gérer les premiers fonds consacrés à la formation professionnelle et à la promotion sociale. Il sera fréquemment consulté par les gouvernements successifs sur leurs projets de réforme. Président la commission de l'équipement sanitaire et social au commissariat au Plan, il appartient, de 1970 à 1972, au cabinet de M. Olivier Guichard, alors ministre de l'éducation nationale.

En 1976, il devient président de la section des travaux publics au Conseil d'Etat où il demeurera jusqu'à sa retraite, en 1982. Il continuera ensuite à être consulté par le gouvernement, notamment pour l'adaptation des réglementations publiques françaises au Marché commun européen. Roger Grégoire était l'époux de la journaliste de radio Meline Grégoire.

ANDRÉ PASSERON

« BEAUVAIS : les adjoints communistes suspendus. - Les délégués des trois adjoints communistes de Beauvais (Oise) ont été suspendus vendredi 23 mars par le maire socialiste de la ville, M. Walter Amsalem. Au cours de la réunion du conseil municipal au terme de laquelle le budget primitif a été voté, M. Claude Aury, au nom du groupe communiste, a déclaré que ce budget était marqué « par des choix politiques nationaux qui étranglent les communes » et que, par conséquent, il ne le votait pas. « Vous ne pouvez pas gérer un budget que vous n'avez pas voté », a répliqué M. Amsalem. - (Corresp.)

صلى الله عليه وسلم



12. Les secrets de la vieillesse  
13. Le patrimoine des Français 1989

14. Justice : disculpé par autopsie  
15. Le livre blanc de l'île-de-France

16. Le dopage dans les sports d'hiver  
17. Sciences : Médecine

## La conservation du patrimoine audiovisuel Guerre des images autour de la Bibliothèque de France

La Bibliothèque de France que doit construire l'architecte Dominique Perrault, près du pont de Tolbiac, à Paris, devrait ouvrir ses portes en 1995. Cet établissement sera d'un type nouveau, déclarait le président de la République en annonçant son projet, un lieu ouvert à toutes les formes de connaissances, à toutes les techniques de consultation et de diffusion, à la curiosité de tous les publics. Il doit accueillir tous les médias. Le livre, bien sûr, puisqu'il hérite de la vieille Bibliothèque nationale, mais aussi l'image et le son. Le message élyséen autorise toutes les interprétations. Et les problèmes les plus techniques deviennent soudain des enjeux quasi institutionnels. Ainsi la nécessaire refonte du dépôt légal qui fait s'affronter rudement les intérêts les plus divers. Les responsables du chantier, eux, s'impacitent.

Photo

LE chantier qui s'ouvre à Tolbiac ne se réduit pas au béton, à l'acier et au verre. Le fracas des excavatrices ne retient pas encore que, déjà, dans la coulisse, le tumulte grandit. Les discussions s'enveniment : de paisibles institutions se sentent même menacées dans leur existence. En lançant la construction de la Bibliothèque de France, le président de la République a ouvert une véritable boîte de Pandore. Et les problèmes qui en sortent contraignent les administrations les plus diverses à remettre à plat un système remontant au seizième siècle, bricolé au fil du temps sans jamais être repensé en profondeur : le dépôt légal (voir encadré).

C'est en 1537 que François I<sup>er</sup>, par l'Édit de Montpellier, contraint les éditeurs à déposer, dans ce qui allait devenir la Bibliothèque royale, un exemplaire de chacun de leurs ouvrages imprimés. Cet acte fondateur, simple mesure de police au départ, appliqué par la suite à tous les supports, de l'estampe au film, a permis de constituer un patrimoine inestimable, véritable mémoire de la France.

### Tout conserver

Conserver ? Mais quoi ? Tout ! C'est le parti choisi par le département des imprimés, qu'il a trouvé l'espace supplémentaire pour engranger les 80 000 volumes dont la Bibliothèque nationale s'enrichit chaque année. 80 000 volumes auxquels viennent s'ajouter les journaux - du quotidien national au bulletin paroissial -, les affiches, les photos, les disques, les cassettes et les bobines de films. La règle d'or est de ne rien choisir. Comment connaître dès aujourd'hui les centres d'intérêt des chercheurs de demain ? A eux de déchiffrer et de découvrir dans ces millions de documents ceux qui seront utiles à leurs travaux.

Mais à cette marée de papier, de vinyle et de rubans magnétiques, il faudrait ajouter tout ce que les ondes nous apportent chaque jour d'impalpable. Des documents immatériels et cependant indispensables à la compréhension de notre siècle. C'est ainsi que, l'insoluble. Nous sommes loin du canal de télévision unique et de l'antenne nationale. Un millier de stations diffusent vingt-quatre heures sur vingt-quatre sur le seul territoire national. Les sept chaînes de télévision sont déjà concurrencées par des antennes locales, régionales, par satellite. Des milliers d'heures de programmes sont oubliées tous les ans. L'Appel du 18 juin 1940 n'a laissé aucune trace dans les archives de la BBC.

Sélectionner est donc inévitable. Mais ne résout pas tout. Encore faut-il répondre à d'autres questions : qui garde ? Où garde-t-on et comment ? Qui finance ? « Ce dossier est un véritable cauchemar, un échec politique, technique et juridique inévitable », soupire un juriste qui travaille sur ce dossier. Car, si pour l'imprimé il n'y a guère de problèmes - le système qui fonctionne rue de Richelieu sera transposé à Tolbiac - le casse-tête commence avec le film et s'amplifie avec les images et les sons diffusés. Il a fallu quarante ans pour que le dépôt légal du film entre dans les faits. Aussi les collections demeurent-elles incomplètes, morcelées et bien souvent dépendantes d'initiatives privées. En radio et télévision, la situation est plus complexe. Avec l'éclatement de l'ORTF, en 1974, l'INA (Institut national de l'audiovisuel) hérite de ses archives et se voit attribuer, partiellement, celles des chaînes publiques. En revanche, rien n'est prévu pour les radios et télévisions privées. TF 1, privatisée en 1987, échappe à son tour à toute obligation de conservation. La Une comme la Cinq et Canal plus se contentent jusqu'à présent de contrats fragmentaires et révoquables à tout moment.

Pour répondre ce casse-tête, toutes les institutions concernées - Bibliothèque nationale, Bibliothèque de France, INA, Centre national de la cinématographie, les ministères - culture et communication, grands travaux, finances, multiplient les études et les commissions. Le rapport Bourdalis-Dufau contredit la mission de réflexion confiée à Christian Bourgeois, tandis que Dominique Jamet



En 1988, la Vidéotheque de Paris demande à l'Institut national de l'audiovisuel (INA), des extraits des journaux télévisés consacrés à la cérémonie d'investiture de François Mitterrand au Panthéon en mai 1981. Surprise ! La rose est devenue blanche. La mauvaise qualité du support vidéo et les trop nombreuses populations effacent le souvenir de l'événement. Heureusement, il restait une copie.

commande un livre blanc à Christian Delage. L'oracle élyséen n'a pas encore ouvert la bouche, mais ce silence lui-même est interprété de mille façons. Les réunions de cabinets se succèdent sans grands résultats. Le secrétariat aux grands travaux s'en inquiète, qui voit s'accumuler les retards et se rapprocher la date fatidique de l'ouverture de la Bibliothèque de France.

Une logique rigoureuse voudrait qu'il existe un dépôt légal pour l'ensemble de l'audiovisuel et qu'une institution patrimoniale unique se charge de sa collecte, de sa conservation comme de sa communication. C'est d'ailleurs ce que préconisait en décembre 1989 un rapport de l'UNESCO. C'est également ce que propose Christian Bourgeois en réclamant la création d'une « Agence du patrimoine audiovisuel ». C'est encore ce que défendent les partisans d'une Bibliothèque de France coiffant l'ensemble des dépôts légaux, de l'imprimé à l'image télévisée et devenant ainsi une super Média-thèque nationale.

### Procès d'intention

Les tenants d'une telle solution plaident pour l'unicité du patrimoine et de sa conservation : « Conserver est un métier. Seuls des gens formés à cette discipline rigoureuse seront capables de gérer l'incroyable diversité des stocks que l'avenir nous promet. La protection du patrimoine ne souffre pas la confusion des genres. » Ainsi le CNC, défenseur des professionnels du cinéma, ne saurait en même temps les contraindre à satisfaire une obligation légale. Ainsi l'INA, qui vit de la commercialisation du fonds d'archives dont il est propriétaire, ne saurait prétendre à une gestion désintéressée du patrimoine. Les multiples conflits qui l'ont opposé aux sociétés d'auteurs, aux réalisateurs et aux artistes-interprètes en seraient la preuve. « Conserverait-on le dépôt légal du livre à Gallimard ? »

L'administrateur général de la Bibliothèque nationale, M. Emmanuel Le Roy Ladur, ne dit pas autre chose lorsqu'il réclame, le 6 décembre 1989, dans une lettre à

André Bourdalis-Dufau, « une loi unique pour l'ensemble des documents concernés (...), la centralisation de la gestion de ce dépôt en un lieu unique qui ne peut être que la Bibliothèque nationale. (...) La nouvelle loi ne doit traiter que de son strict propos et non pas être adaptée aux besoins momentanés de telles ou telles institutions dont la mission est plus commerciale que patrimoniale ».

Ce procès d'intention fait sur-sauter M. Georges Fillioud, le nouveau PDG de l'INA, qui plaide l'histoire et la compétence contre la logique abstraite. L'Institut n'est-il pas déjà riche de 800 000 heures de programmes ? N'est-il pas dépositaire d'un grand nombre d'archives dont il n'a pas les droits d'exploitation ? « Depuis quelques années, explique Georges

Fillioud, nous n'avons même plus la propriété des œuvres de fiction produites par les chaînes publiques. Il est donc faux de prétendre que l'INA est un établissement purement commercial. L'Institut en revanche possède un savoir-faire, dispose d'équipes et d'un outil technique unique en France. » Son cahier des charges précise même au détour d'un paragraphe que le dépôt d'archives dans ses réserves est réputé satisfaire aux obligations du dépôt légal. « Nous sommes prêts à assurer cette fonction pour tout l'audiovisuel, indique Georges Fillioud. Nous n'avons pas la vocation de magasiniers. L'INA est déjà la mémoire de la radio et de la télévision. Son amputation ou son démantèlement serait dommageable à la mémoire de la France. »

Démembrement ? Dominique Jamet,

le président de l'Etablissement public de la Bibliothèque de France, ne veut pas se donner des airs de coupeur de têtes. Son intention n'est pas de dépouiller l'INA ou le CNC, mais de réfléchir aux moyens de communiquer ces documents audiovisuels aujourd'hui d'un accès difficile, voire impossible : les tarifs de consultation pratiqués par l'INA (5 000 F par jour) sont prohibitifs pour le commun des chercheurs. « Le fait que la Bibliothèque de France en organise la communication n'implique pas qu'elle ait le monopole de la conservation », dit Dominique Jamet. L'impartialisme n'est pas notre souci. L'ambition du nouvel établissement public est plutôt d'apporter aux publics - et donc aux chercheurs - une information sur les archives existantes, de réfléchir à la complémentarité entre l'audiovisuel et l'écrit, de communiquer enfin un choix significatif de ces enregistrements. On est bien loin de l'universalité un temps envisagée. Même l'idée d'y intégrer un musée de l'image et du son semble avoir fait long feu. Soucieux d'un programme cohérent, les pouvoirs publics s'y opposent.

Laissons les faux débats, estimons au ministère de la culture et de la communication. Il importe peu qu'un organisme soit seul chargé du dépôt légal ou que cette responsabilité soit déléguée à plusieurs institutions. L'important est de conserver et de communiquer dans les meilleures conditions. Pour Francis Beck, chargé du dossier rue de Valois, le seul vrai problème est d'ordre financier : qui doit payer pour la collecte de ces archives ? Le public, par le biais de la redevance radio-télévision ? L'Etat, par des crédits directs ou décentralisés ? Les professionnels, comme c'est déjà le cas pour l'imprimé et comme le prévoit le rapport Bourdalis-Dufau ? Que ne diront pas, alors, les producteurs indépendants et les responsables des chaînes privées, qui dénoncent les obligations nouvelles les asphyxiant chaque jour davantage ? Prudence donc. « On était parti pour tout changer, explique Francis Beck. Nous nous contenterons sans doute d'améliorer ce qui existe. » Même modestes, ces changements exigent des modifications législatives. Notamment pour prendre en compte les exigences des auteurs qui demandent un réaménagement de leurs droits.

L'INA comme la CNC peuvent être rassurés. Leur sacro-sainte indépendance ne paraît plus menacée. La Bibliothèque de France sera d'abord consacrée aux livres. Le puissant lobby de l'imprimé, dont Elisabeth Badinter, Jacques Julliard et Pierre Nora ont été les représentants remarquables lors du colloque de la Bastille, semble l'emporter. Moins par la force de leur argumentation que par le poids des réalités.

PIERRE-ANGEL GAY  
ET EMMANUEL DE ROUX

### Le colloque de Bordeaux

Du jeudi 23 mars au samedi 31 mars, se tient à Bordeaux un colloque international : « Ecoute-voir... la communication du patrimoine audiovisuel ». Les organisateurs ont invité la Bibliothèque de France et l'Institut national de l'audiovisuel.

Parmi les participants, outre Dominique Jamet, Georges Fillioud et Emmanuel Le Roy Ladur, on remarque notamment la présence de Ron Simon du Museum of Broadcast of New York, de Klaus Yakusht, directeur exécutif du Broadcast Programming Center of Japan, et de Leslie Hartcastle, responsable du Museum of the Moving Image de Londres.

Les débats seront centrés autour de la confrontation des expériences étrangères et françaises dans ce domaine (quelles collections pour quels publics ; techniques de consultation et de diffusion ; la communication, à quelle condition et à quel prix...). La séance de clôture sera consacrée aux perspectives purement françaises, et notamment à la réforme du dépôt légal.

Claude Grallier  
Philippe Bilge

## LE BESOIN DE JUSTICE

Un essai de transparence judiciaire.

Jean Carbonnier

Un dialogue d'une profonde bonhomie. Vous n'étudiez rien, vous allez au fond des choses.

Gilles Perrault

200 pages, 95 F

**ENQUÊTES, TÉMOIGNAGES, DOCUMENTS**

L'Enfance violée (R. Zucchelli, D. Bongibault)  
La Longue peine (J. Expert, E. Laurentin)  
La Peste informatique (A. Acco, E. Zucchelli)

**EDITIONS PLEINE**



## COMMUNICATION

Faute d'accord sur un plan d'investissement

## Radio France s'enfonce dans la grève

Faute d'accord entre la présidence et les syndicats CFDT, CGT, CGC, CFTC sur les revendications salariales du personnel, Radio France connaît, mardi 27 mars, son sixième jour de grève. Une grève dure touchant l'ensemble des personnels techniques et administratifs – auxquels certains journalistes se sont ralliés – et qui est déjà une des plus longues qu'ait connues la « maison ronde ».

Les auditeurs de Radio France apprécient, dit-on, plus que les autres, la musique classique. C'est une vraie chance. Car, depuis jeudi 22 mars, ils n'ont plus guère le choix : les programmes d'Inter, France Culture, France Musique, France Info, Fip ou Radio Bleue, ont été coupés simultanément pour faire place au fil musical d'Hector, ce programme de musique classique conçu pour une diffusion sur le satellite TDF 1. Il est des auditeurs pour se satisfaire du changement et en féliciter la direction de Radio France. Mais il en est d'autres, plus nombreux, que cette grève très dure, sans programme minimum (il, désorienté et exaspéré. Syndicalistes et PDG en sont conscients, surpris eux-mêmes de la durée du conflit, de son étendue à l'ensemble des catégories de personnels (y compris, fait unique, les agents du nettoyage et de la sécurité) surpris surtout de la résolution des troupes comme en témoignait lundi soir l'insistance d'une poignée de grévistes à occuper le quatrième étage de la direction, quitte à y passer la nuit.

L'objet du conflit est d'ordre salarial. Convaincu d'avoir participé de façon intense ces dernières années à l'expansion de la maison Radio France, avec la création de stations comme France Info, le développement des radios locales, l'extension des heures de programmes (comme à Radio Bleue), le personnel souhaite faire les comptes et voir reconnus – et récompensés – les gains de productivité et les efforts consentis malgré des suppressions d'emplois et dans un climat souvent contraignant. « Il est temps de mettre les pendules à l'heure », dit Michel Chapeau, secrétaire national de la CFDT Radio Télévision. La réussite de Radio France et sa modernisation sont l'œuvre de tout le personnel qui a accepté l'augmentation de la charge de travail, l'information des services, l'endurance de nouvelles technologies. Reconnaître ce travail, c'est désormais le payer correctement. On ne peut bafouer davantage la dignité des gens... »

## Un sentiment d'amertume

Le malaise, bien sûr, est plus profond. Il tient à une série d'interrogations sur l'identité de Radio France et l'aspiration à une gestion plus moderne, un encadrement moins bureaucratique, des méthodes de recrutement moins archaïques. Bref, « un management plus dynamique et plus souple, selon un jeune gréviste, peut-être plus audacieux, plus proche d'une entreprise privée ». Il tient aussi à la place spécifique de Radio France dans le paysage audiovisuel français. « On la presse, on vante ses vertus, on énumère ses fonctions multiples... et on s'en moque finalement royalement. Ce n'est que de la radio, après tout, pense le tuteur, les yeux fixés sur l'audimat et l'oreille attentive au moindre soupire d'une chaîne de télévision ».

Des laissés-pour-compte, voilà comment beaucoup se considèrent.

## Bernard Krief candidat au rachat d'une filiale conseil de Saatchi

Le groupe Bernard Krief Consultants, spécialisé dans le recrutement et le conseil en communication, a lancé une offre d'achat de 120 millions de dollars (environ 695 millions de francs) sur Hay Group. Cette société américaine, filiale du groupe publicitaire britannique Saatchi and Saatchi, s'occupe de conseil en management et en gestion et a réalisé, selon certains analystes londoniens, un chiffre d'affaires de 110 à 115 millions de livres (plus de 1 milliard de francs) et un bénéfice de 3,5 à 4 millions de livres (40 millions de francs) en 1989, soit cinq fois plus que Bernard Krief Consultants, dont le chiffre d'affaires l'an dernier était de 200 millions de francs. Hay Group est en vente depuis l'été dernier. Ses cadres avaient déjà proposé

avec un vif sentiment d'amertume et d'injustice. D'où cette volonté de voir pris en compte les efforts consentis depuis 1987 par une prime de productivité chiffrée à 500 francs par mois (6 000 francs par an) égale pour tout le personnel. « C'est peu au regard des sacrifices accomplis. Mais ce serait la reconnaissance concrète d'un travail collectif », affirme Michel Chapeau. Une revendication fermement réassurée lors des nombreuses assemblées générales qui depuis bientôt une semaine réunissent, plusieurs fois par jour, dans le grand studio 105, de deux cents à quatre cents collaborateurs de Radio France. Et un slogan scandé dans les timides manifestations organisées autour de la maison ronde pour rendre populaire le mouvement : « Irréaliste », a jugé d'entrée de jeu M. Jean Maheu. Le PDG de la société a, en revanche, fait, lundi, deux autres propositions. D'abord celle d'un accord d'intérêt – « une première » dit-il, pour une entreprise publique non commerciale – à négocier à l'appui du projet d'entreprise. Il suggère la signature d'un accord-cadre permettant le versement immédiat d'un à-valoir de 800 francs sur les résultats d'intérêt de 1990 (connus normalement en mars 1991). Une proposition qui rencontre l'approbation du ministère de la communication, lequel avait réuni le 2 février dernier les directeurs généraux des sociétés publiques pour les inciter à réfléchir sur les modalités des contreparties d'intérêt. La seconde proposition de M. Maheu concerne uniquement les bas salaires (agents de nettoyage, ouvriers sans qualification, soit 240 personnes) dont on rehausserait légèrement le niveau. Le tout pouvant être financé sur le budget de Radio France sans intervention de l'Etat.

« L'accord d'intérêt est conforme à la politique de la maison », dit-il, et se tourne délibérément vers l'avenir », commente M. Maheu, opposé en revanche à la prime de productivité « une voie fermée », étant donné l'apurement récent de l'accord salarial signé en 1989.

Le geste du PDG d'abord été plutôt bien accueilli lundi matin par les représentants syndicaux qui y voyaient l'amorce d'une négociation. « Que de temps perdu ! Mais néanmoins certains en évoquant les quatre jours de grève précédents », a avancé vite maintenant. Mais le ton, lundi, n'était pas encore à la discussion. Visages tendus, propos tranchants. L'écart entre les propositions était encore béant. La réunion de l'après-midi s'est éteinte en échec. Les négociations furent brutalement interrompues et quelques grévistes, dépités, s'en allèrent assiéger l'étage directeur que M. Maheu quittait tardivement. Pendant ce temps, les journalistes qui, dans leur majorité, n'étaient pas cette fois partie prenante au mouvement, discutaient de la manière d'illustrer à leur tour leur solidarité, eux qui, quelques semaines avant, avaient fait grève pour réclamer l'alignement de leurs salaires sur ceux d'Antenne 2. A leur ralliement – peu spectaculaire – certains préféraient le versement d'un jour de salaire à une caisse ouverte pour les grévistes.

(1) Les dispositions de la loi de 1982 concernant le programme minimum ont été transformées par la loi de 1986 dont les décrets d'application n'ont pas été publiés. La direction de Radio France n'est donc pas habilitée à requérir, comme par le passé, le personnel nécessaire à la fabrication de trois journaux radiophoniques.

de le racheter. Bernard Krief Consultants négocie son rachat depuis sa mise en vente et dispose du soutien financier de la City Bank. Hay Group avait été racheté par Saatchi and Saatchi en 1984.

IP chargée de la régie publicitaire de la télévision est allemande. – La société Information et publicité (IP), qui gère déjà la publicité de RTL, RTL Plus, du réseau Radio Fun, a signé lundi 26 mars un accord avec la télévision allemande Deutsche Fernsehbank. IP gère la publicité des deux chaînes de la télévision allemande, sur lesquelles elle sera introduite le 18 avril.

## CINÉMA

## Cyrano ? Bravo !

De la Comédie héroïque en cinq actes, de Rostand, Jean-Paul Rappeneau a fait un film, un vrai, un grand. Avec un Depardieu époustouflant.

Ne pas jouer les esprits, ne pas paraphraser platement Rostand, ne pas se lancer, pédant, dans : « Ce film ? Un événement ! Mieux, un événement ! Et même un monument ! Que dis-je un monument ?... C'est une cathédrale ! Non. Dire avec simplicité, avec sincérité, l'enthousiasme éprouvé, le bonheur devant le pari gagné.

Jean-Paul Rappeneau, l'homme qui laisse du temps au temps (cinq films en vingt-cinq ans) a réussi parce qu'il a su conjuguer l'impossible : la fascination du théâtre et la passion du cinéma, le respect sans servilité du texte et l'exaltation sans concession de l'image, il a réussi parce qu'il a fait un film, un vrai, un grand film d'aventure et d'amour, où l'on s'émeut et s'émerveille, où l'on court dans les rues et entre qu'à voir les courus, où l'on saute de près le muraille des aventures et le fracas des batailles. Un film aussi irrésistible dans la façon de Marcelline aux oreilles d'un insomnie, qui réveille en chacun de nous un patriotisme doux, une mémoire délicate d'alexandrins toujours sus, jamais appris, « le vol de la nuit qui des traits de son maître a déduit l'harmonie ! Il en rougit, le théâtre ! »

Dès la première scène, on est subjugué. Hôtel de Bourgogne comme si l'on y était, la foule dense, vivante, Montfleury sur l'estrade qui s'écrit et sous la lumière des chandelles, sous les cols de dentelle, des Frans Hals qui s'animent. Du cinéma, rien que du cinéma, si fort, si maîtrisé que l'on met un moment à réaliser que tout ce beau monde n'est que des acteurs, sans bazar, sans briser sa scénale métrique, couper par ci, rester par là. Et Cyrano, en virtuose, n'a plus en alors qu'à concocter quelques passerelles rimées de son cru, indiscernables à l'oreille nue, du grand art.

## Un grand rôle et un grand nez

Tout est prêt pour l'entrée du héros. Qu'un enfant émerveillé va longtemps suivre et contempler, bouche bée. Magnifique trouvaille de mise en scène – de cinéma – que cet enfant spectateur, qui est notre regard. Notre regard en effet émerveillé devant Gérard Depardieu, sa puissance et sa fragilité, son plaisir énorme à porter ensemble un grand rôle et un grand nez. Il réinvente tout, les souffrances et les

beautés, les audaces et les timidités de ce soubard-poète déjà passé à la postérité, mais qu'il élève, triomphant, à la modernité. Amour de lui, rajeunis, ravagés, dépossédés du manteau gris de la convention, les autres acteurs de la « comédie héroïque en cinq actes » resuscitent eux aussi. Christian cesse d'être un play-boy analphabète pour devenir un séducteur suicidaire à qui il ne manque que la parole. Et Vincent Perz est un Christian exemplaire. De Guiche cesse d'être une ganache prétentieuse pour devenir un jaloux élégant. Et Jacques Weber est doublement – jaloux et élégant – un De Guiche exemplaire (lire notre encadré).

Quant à Roxane, elle cesse d'être une petite garce prétentieuse pour devenir une adolescente cultivée, rêveuse, que l'adoration par procuration dispense du grand saut dans le feu de la réalité amoureuse. Et

Anne Brochet, lumineuse, d'une exquise cruauté, se jouant des traîtres hemistiches avec un naturel confondant est une Roxane exemplaire. Jusqu'aux cadets qui cessent de jouer les milites et de croiser le fer comme des jeunes filles pour apparaître, solides et gascons, de la glaise aux talons, ferraillant dans la nuit ou à la guerre, meurtrière, et qui envahit l'écran de si vaste façon, qu'on se dit, impossible, ce siège d'Arras là, c'est du Rappeneau, c'est du Rostand ! Et non, c'est du Rostand. Quatrième acte. Une sentinelle en dehors : « Venez-bien ! Qui va là ? » La voix de Cyrano : « Bergez ! »

Du Rostand transcendé, jamais trahi, si bien servi. Tout concourt au plaisir, les décors d'Ezio Frigerio, les costumes de Françoise Squarapino, la photo de Pierre Lhomme, la musique de Jean-Claude Petit. Tout le monde, on le voit, on le sent, on

le sait, on l'entend à marché du même pas.

Et la fin, que c'est bien ! Quand le cinéma, librement, avec panache, cède la place, et que le théâtre reprend ses droits. Parce que cette scène, la dernière, hyperbolique et sublime a besoin de la cour, du jardin, de la cloche qui sonne, du carton pâte soudain, pour que Cyrano « dans la lune opaline » puis monter enfin. Alors, sous ce trop grand arbre et le jour agonisant, on n'élude pas, on ose, le bandage sous le chapeau, les convulsions en pantoison, les feuilles mortes en tourbillon, et la redoutable Camarade que Depardieu dans un souffle apostrophe : « Oui, vous m'arrachez tout, le laurier et la rose... »

Ah ! Le brigand, il nous a réduit à sa merci, merci, merci. C'est fini, plus rien à faire, qu'à applaudir, les larmes aux yeux, le cœur content.

DANIEL HEYMANN



Cyrano-Depardieu et Weber-De Guiche

## Jacques Weber : Depardieu « la bombe qui tombe de la Lune »

La première apparition de Cyrano est amenée comme celle d'un héros d'opéra : on l'annonce, on l'attend, puis on l'entend, enfin on le voit. La scène se passe dans un théâtre. De sa loge, où il se tient en compagnie de Roxane, de Guiche regarde, visiblement agacé, d'une part, bien que marié, il est amoureux de la belle Précieuse, trop intéressée, à son goût par le Gascon flamboyant. D'autre part, de Guiche, c'est Jacques Weber, qui on s'en souvient a porté le nez lui aussi, et magnifiquement, au théâtre, dans le spectacle de Jérôme Savary à Mogador, en 1983.

C'est vrai, reconnaît-il, la première fois que j'ai vu Depardieu dans le costume, j'ai eu un pincement au cœur. Il y a eu comme un flottement. Dix minutes pas davantage. Il est tellement Cyrano que je me suis formidablement senti de Guiche. Je suis réellement content de l'avoir fait. J'en ai reçu un vrai plaisir, c'était nécessaire pour me débarrasser complètement de ce personnage. Je ne l'aurais jamais rejoint d'ailleurs, il ne faut pas revenir sur ce genre de chose. Maintenant, ce que j'aimerais peut-être, c'est mettre en scène la pièce.

Je crois que sans Depardieu je n'aurais pas accepté le film. Ma fascination pour le personnage et l'acteur est la même. Quand j'entends qu'on parle le rôle-remonte, ça m'énervé. C'était fatal tout simplement. Cyrano est un rôle merveilleux, mais enfin ça n'est pas Hamlet. Gérard s'est montré tout aussi magnifique dans bien des cas. Il y a eu des films comme Trop belle pour toi, où, à mon avis, il est exceptionnel.

Là, il est vraiment la bombe qui tombe de la Lune, il explose de partout. C'est drôle, on a l'impression qu'il ne se concentre pas. Il a ses méthodes toutes simples, comme ces personnes géniales qui connaissent plein de recettes de grand-mère et n'ont

jamais besoin d'antibiotiques. Au début, je me posais des questions, le cinéma a toujours été pour moi une terre étrangère. Je savais qu'on devait répéter longtemps, comme au théâtre, et je m'attendais à ce qu'on approfondisse les personnages, les situations. Pas du tout. Rappeneau nous disait : « Gardez du plaisir pour le tournage ».

Il se définit lui-même comme « un fou du swing ». Il nous a obligés à bouger sans arrêt et vite, tout en parlant ce texte en vers dont on devait faire comme prendre chaque mot. C'est un sacré décalage. En ce moment, je travaille avec Jean-Pierre Vancourt sur une pièce d'Yvane Daoudi, Le Chant du départ. De temps en temps, il nous fait filer les scènes à tout vitesse, sans rien mettre en place, pour que ça vienne malgré soi. J'ai pu m'habituer un peu à donner ce rythme absolument pas naturel.

Gérard a réussi tout de suite et nous a donné l'exemple. On se trompe si l'on pense qu'il a peur des classiques. Il a suivi les cours de Jean-Laurent Cochet, et à l'exception peut-être d'un Boulevard, a toujours joué de grands textes. Il excelle la générosité, sa délicatesse est rare. Dans les scènes de violence, il déploie une force redoutable, mais vous effleure sans vous toucher. Il a des mains de boucher et des sourires de Cendrillon.

## Tradition romantique

Rappeneau a eu l'intelligence de demander les décors à Frigerio. On en parle peu, c'est quand même le scénographe de Strether. Le théâtre qu'il a fait construire était une merveille avec ses vraies machineries, qu'on entraperçoit une seconde... Quand on l'a démonté, j'en étais malade. On aurait pu y jouer pendant cinquante ans. C'était important de faire appel à des gens de scène, à Jean-

Claude Carrière qui connaît le théâtre aussi bien que le cinéma et les comédiens. Rappeneau a réuni, une distribution à l'anglaise, avec de bons acteurs solides autour de Depardieu. Il fallait ça.

« La pièce est écrite pour les acteurs. Roxane, la figure féminine centrale, révèle les blessures de trois hommes : Christian, qui n'est pas un freluquet, il est courageux, il veut tout bouffer, il est le seul à oser affronter Cyrano. Mais devant les femmes, il perd ses moyens, le sait, en souffre jusqu'à en mourir. Chez de Guiche, ce James Bond de Louis XIII, l'amour dévoile le macho ridicule. Il se transforme en pantin, se prend les pieds dans le tapis quand il pense obtenir enfin sa nuit d'amour... Pour Cyrano, je pense que les analyses qu'on fait actuellement de son masochisme, de ses névroses, sont un peu poussées. Il y a quand même le texte de Rostand, et il est colossal parce qu'il est dans la grande tradition romantique.

C'est étonnant comme la scène du balcon, qui est dans la pure convention théâtrale, a été réalisée dans la convention cinématographique : il y avait la machine à vent, il pleuvait, il fallait attendre entre deux averse. Le balcon est un pan de mur installé dans un jardin municipal, et on a dû post-synchroniser parce qu'on n'entendait pas du tout le texte. Le film en entier a été fait comme ça. Par exemple, la sortie du théâtre au début a été tournée au Mans, et l'intérieur dans un studio de Budapest, trois mois et demi plus tard. La même chose pour la scène des cadets... C'est toute la magie du cinéma.

Propos recueillis par COLETTE GODARD

**créteil**  
ORCHESTRE NATIONAL DE FILLE  
CLAUDE CASADESUS  
BERLIOZ, BEETHOVEN  
49.80

**14 NIVEAUX**  
de l'American Center  
se trouve maintenant dans le 6e et le 8e.  
3e trimestre : du 2 avril au 30 juin  
Omnibus de films du 9 au 22 avril  
Public Speaking - English for Economics and Trade - Film Course  
- Medical English - Write Right!  
- American Today - Video - Popular Writing and the American Press  
- Sound English  
Sessions intensives  
Préparation au bacc  
Préparation au TOEFL  
F.P.C.  
1 place de l'Odéon, 47 rue Pierre Curie  
75002 Paris  
Tel: 46 33 18 52 Tel: 42 50 25 49

سكينة الامل







## EDITION

Le dixième Salon du livre

## La librairie en panne de jeunes

Si le dixième Salon du livre est plutôt souriant, ce n'est pas seulement parce que les éditeurs, les auteurs et leurs visiteurs ont retrouvé le cadre agréable du Grand Palais. C'est d'abord parce que, globalement, la santé de l'édition française est aujourd'hui plutôt bonne. Même si le tirage moyen des livres continue de baisser — surtout dans la catégorie « romans » —, même si l'on appréhende l'après-Pivot, le livre a plutôt bien traversé la crise et résisté à l'expansion des nouveaux loisirs audiovisuels. Ce n'est plus le grand « boom » des années 60-70, mais le marché, dans ses grandes lignes, reste stable.

La journée des professionnels, qui s'est déroulée le 23 mars et qui avait attiré au Salon du livre des centaines de libraires et de bibliothécaires venus de toute la France, a néanmoins porté l'accent sur le foyer principal d'inquiétude quant à l'avenir du livre français : les menaces qui pèsent sur le réseau des librairies.

Certes, à l'abri de la loi Lang, ce réseau s'est transformé et modernisé depuis dix ans. La naissance du système Electre de transmission des commandes, la généralisation de la gestion informatique des stocks, la création de groupements de librairies comme L'Éclat de la lettre ou Clés ont redonné du dynamisme et de l'efficacité commerciale à des entreprises souvent vieillottes et inadaptables au commerce moderne.

La création de l'Association pour le développement de la librairie de création (ADELC), qui regroupe une vingtaine d'éditeurs, inaugure un nouveau type de rapports entre les producteurs de livres et leurs distributeurs. Le ministère de la culture et sa direction du livre ont décidé de faire porter leur effort principal sur la sauvegarde et le renouveau du réseau.

Mais, privées ou publiques, ces initiatives expriment aussi l'inquiétude des professionnels. Un groupe de réflexion, l'Association des libraires de France (ALIFRA), qui réunit — et c'est un exploit dans une profession très divisée — la quasi-totalité des syndicats, associations et groupements de libraires, a publié à l'occasion du salon un premier document, amorcé d'une réflexion plus générale qu'elle a entreprise sur l'avenir de la librairie.

Il s'agit d'une analyse des besoins de financement en librairie. Mais au-delà des aspects techniques et proprement financiers de l'étude, les auteurs abordent les problèmes de fond : si l'édition « maintient sa politique de remises, si elle ne prend pas conscience rapidement des difficultés que rencontrent la librairie de détail dans sa vie quotidienne, elle condamne 60 % d'entre elles à disparaître dans les dix ans à venir (...). Sans une marge brute de 38 % une librairie ne peut actuellement vivre et dégager le financement qui lui permettrait de s'adapter aux nouvelles techniques de gestion et de communication d'un commerce qui se voudrait performant ».

## Faible plus-value

Face à la poussée des grandes chaînes et des rayons de livres des grandes surfaces, chacun s'accorde à dire que la librairie traditionnelle ne dispose que d'un atout : la compétence de ses animateurs. Mais quel jeune, aujourd'hui, disposant d'une solide bagage universitaire, d'une bonne formation commerciale, de locaux assez vastes et bien situés et d'un petit capital va se lancer dans l'aventure d'un commerce où les bénéfices sont si faibles ?

Les baux, dans le centre des grandes villes, se sont élevés considérablement depuis quelques années ; l'installation d'un système

informatique adapté coûte environ 300 000 F. Sans le stock, l'aménagement complet d'une librairie revient de 6 000 à 8 000 F le mètre carré.

Ensuite, il faut acheter les livres. Et le moins qu'on puisse dire est que les conditions que posent la plupart des distributeurs ne sont guère encourageantes : un libraire qui débute est considéré comme un client « prioritaire » fiable qu'il convient de mettre sous surveillance. Le jeune libraire est donc soumis aux conditions financières les plus draconiennes. Ouvrir une librairie dans les nouveaux centres d'activités commerciales relève de la plus folle témérité.

Repandre une librairie à un commerçant désireux de prendre sa retraite est une autre forme d'exploit : le livre est un produit encombrant, de rotation lente, de plus-value faible. Mis en concurrence avec des marchands de vêtements ou d'articles de sport, le libraire potentiel ne pourra l'emporter qu'en supportant des conditions de location très lourdes qui pèseront dangereusement sur l'équilibre de son exploitation.

« L'intérêt bien compris de la profession est de promouvoir de jeunes professionnels qualifiés en leur facilitant l'accès à la direction d'une librairie », écrit le rapport de l'ALIFRA. Tout le monde est d'accord. Mais qui va payer ? L'État est désireux d'aider à la modernisation du réseau. Des prêts bonifiés pourraient être consentis, ainsi que certains allègements fiscaux, notamment pour la prise en compte des stocks. Mais ces bénéfices ne guérissent pas le malade. La santé ne peut venir que de véritables contrats de développement passés entre les éditeurs et les libraires. D'un côté et de l'autre, aucune organisation professionnelle ne dispose d'une autorité suffisante pour établir un véritable dialogue.

PIERRE LEPAPE

## JUSTICE

## Disculpé par autopsie

Après un mois et demi de détention, Patrick Morel a été remis en liberté : une opération chirurgicale serait à l'origine du décès de l'homme avec lequel il s'était battu

Patrick Morel, trente ans, est resté détenu un mois et treize jours à la prison de Remiremont (Vosges), accusé de la mort d'un homme avec lequel il s'était bagarré la veille. Aujourd'hui, l'autopsie l'a disculpé : le décès était lié à la déconnection du tuyau d'oxygène du débimètre pendant l'opération.

## GÉRARDMER

de notre envoyée spéciale

Patrick Morel n'a gardé qu'un souvenir de la prison : une lettre à l'écriture maladroite qui n'a pas quitté son portefeuille depuis sa libération, le 10 avril 1989. « Il ne faut pas l'en faire, lui écrivait alors un ami. Tu sortiras bien un jour. Il ne faut pas perdre le moral car ce n'est pas de ta faute s'il y a eu un mort. » Jean-Paul Sasso, quarante-cinq ans, était décédé quelques semaines auparavant. Par sa faute, croyait Patrick Morel. Le 22 février, il l'avait rencontré au Stop-bar, un petit café situé à l'entrée de Gérardmer. Quelques verres de trop, une parole déplacée, et la bagarre avait éclaté. « Il me tenait par le col en me traitant de voleur de bois », explique aujourd'hui Patrick Morel. Je lui ai donné deux coups de poing. Un dans la mâchoire et un dans l'estomac. » Jean-Paul Sasso, étourdi, tombait à terre et heurtait violemment le bord du trottoir. Fracture du fémur.

Jean-Paul Sasso, qui avait alors 2,65 grammes d'alcool dans le sang, était emmené à l'hôpital de Gérardmer par le patron du bar. Le lendemain matin, à 9 h 30, il était opéré par l'équipe du docteur

Scaulière. L'opération, qui devait durer plus de deux heures et demie, se déroulait normalement. A 10 h 30, pourtant, l'équipe s'inquiétait. La tension artérielle de Jean-Paul Sasso, sous anesthésie grâce à une perfusion de Penthotal et de Dropleptan, atteignait 19 et le malade s'agitait et transpirait de manière anormale. Nouvelle anesthésie. Troubles du rythme cardiaque à 10 h 33. L'intervention était alors arrêtée.

La tension du patient était à 6 et brusquement l'équipe se rendait compte que Jean-Paul Sasso ne recevait plus d'oxygène, le tuyau du débimètre était encore en place mais il était déconnecté. Les médecins tentaient de le réanimer pendant plus d'une heure en compagnie du cardiologue de l'hôpital, venu immédiatement, mais leurs efforts restaient vains. Jean-Paul Sasso décédait sur la table d'opération. « L'équipe était effondrée », raconte M. Jacques Lorange, qui dirige l'hôpital de Gérardmer depuis 1979. Beaucoup n'avaient jamais vu de décès sur table au cours de leur carrière.

## Attendre l'autopsie

Le directeur de l'hôpital réunissait le médecin anesthésiste et le chirurgien le jour même. Pour « comprendre », dit-il aujourd'hui. « L'anesthésiste ne m'a pas caché le problème du tuyau d'oxygène », explique Jacques Lorange, mais nous n'étions pas sûrs qu'il s'agissait de la cause du décès. Il nous fallait attendre l'autopsie. » Le 24 février, une information judiciaire était ouverte au tribunal de Saint-

Dié.

Le lendemain, les gendarmes de Gérardmer interpellèrent Patrick Morel. « Ils m'ont dit que j'avais tué Jean-Paul Sasso en le frappant à la sortie du bar », explique-t-il. Au début, j'avais du mal à y croire, mais ils le répétaient sans cesse. A la fin, moi aussi, j'y croyais. Patrick Morel, qui reconnaissait sans mal avoir frappé Jean-Paul Sasso, était inculpé de « coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner ». Ce soir-là, il dormait pour la première fois dans sa cellule de la maison d'arrêt de Remiremont. « J'y pensais tout le temps à cette histoire, surtout la nuit, raconte-t-il. Je me disais que je l'avais tué pour de bon avec mes deux coups de poing. Je me voyais partir pour cinq ou dix ans. Tout ça, ça me mettait à plat. »

Le dossier médical de l'hôpital était immédiatement saisi, et le 27 février, le juge d'instruction demandait une autopsie afin de savoir « si les coups étaient directement à l'origine du décès ou s'il avait été marqué par la nature du traitement médical qui s'en était suivi ». Le corps déposé à l'obituaire de l'hôpital de Saint-Dié était autopsié le jour-même et le docteur Pierre Bernheim, médecin expert près la cour d'appel de Nancy, recevait l'anesthésiste le 7 avril. « La mort est due à une anoxie, concluait le rapport. Les coups éventuels ne sont pas directement à l'origine du décès. Il a été provoqué par le traitement qui s'en est suivi. » Par prudence, d'autres causes étaient envisagées. Toutes ont été exclues. « Les examens pré-opératoires ont été réalisés et aucune négligence ne peut être relevée, note le docteur Bernheim. Le docteur Scaulière est un chirurgien de renom, lent et méticuleux, qui n'a réalisé sur le blessé aucun acte, aucune manœuvre susceptible de provoquer un choc. »

## Morel, paquetage !

Le rapport était remis au juge d'instruction le 8 avril 1989. Deux jours plus tard, Patrick Morel, qui venait de passer un mois et treize jours en prison pour une bagarre dont l'issue lui avait échappé, était libéré. « Un matin, j'ai vu le gardien arriver et il m'a simplement dit « Morel, paquetage », raconte-t-il. Je lui ai demandé pourquoi, il m'a dit que je sortais. » Patrick Morel repartait alors vers son village et s'installait chez un paysan de Tervilleville qui le logeait avant son incarcération. Quelques regards de travers. Quelques changements de trottoir. « Les gens ne savaient pas trop quoi en penser. »

Dans la région, beaucoup disent Patrick Morel un peu « simplet ». « Un pauvre bougre qui n'a pas très bien compris ce qui lui arrivait. » Issu d'une famille de dix-huit enfants, Patrick Morel vivait seul, comme un « vagabond », depuis des années, errant de village en village à la recherche de petits travaux. Un peu de menuiserie, du

ramassage de bois, des journées de jardinage. De quoi survivre l'hiver, lorsque le froid était rude et qu'il lui fallait un toit. « La prison, ça passait lentement, se rappelle-t-il. Surtout le samedi et le dimanche, quand on ne travaillait pas. »

Patrick Morel est libéré, mais l'hôpital craint désormais les inculpations. Dans une lettre du 12 avril 1989 transmise au cabinet du préfet, M. Jacques Lorange annonce que la mise en cause de l'hôpital sera sans doute « effective ». Au début de l'année 1990, les policiers du service régional de police judiciaire de Nancy (SRPJ) viennent interroger les médecins de Gérardmer, qui leur confient une nouvelle fois leur « trouble ». « Croyez-moi, cette année-là, nous avons passé des heures à manipuler des prises et des tuyaux », explique M. Jacques Lorange. Quand ils sont mal enclenchés, ils tombent tout de suite par terre. Comment ce tuyau a-t-il pu tenir une heure avant de se désaccorder ? Des questions, des soupçons, mais M. Lorange admet sans peine les conclusions du docteur Bernheim. « C'est la seule explication possible. »

Aujourd'hui, l'hôpital de Gérardmer attend, mais la direction a déjà tiré les premières conclusions de ce décès qu'elle dit « incompréhensible » : le mois suivant l'opération, le débimètre de l'opération, qui datait de 1981, a été remplacé par un nouveau modèle doté d'un signal sonore. Tout manque d'oxygène est maintenant immédiatement repéré. « A l'époque du décès de M. Sasso, nous avions quatre débimètres, soupire M. Lorange. Trois d'entre eux avaient un signal sonore, qui n'est d'ailleurs pas obligatoire. Ce jour-là, nous avions utilisé le seul qui n'était pas équipé. »

Patrick Morel, lui, a désormais un toit. Un appartement de trois pièces situé à Corcieux, dans un petit immeuble HLM aux volets verts. « Un luxe », dit-il. La mort, qui lui a accordé le revenu minimum d'insertion, lui demande tous les mois cent heures de travail qu'il consacre au ramassage du verre, au débarras des caves, et au nettoyage des trottoirs. Il continue toutefois à « bricoler » dans son appartement. Patrick Morel, qui a construit la plupart de ses meubles, a installé un atelier où il répare les vélos des enfants du quartier. « J'attends, dit-il maintenant. Au moins, je suis dehors. » Bernard Messias, le juge d'instruction de Saint-Dié qui a repris le dossier, n'a pas encore prononcé de nouvelles inculpations. « Pas encore », précise-t-il.

ANNE CHEMIN

La tentative d'évasion par hélicoptère à Fresnes : trois personnes interpellées. — Trois hommes soupçonnés d'être les auteurs de la tentative d'évasion de Fresnes le 18 février ont été défilés dimanche 25 mars, au parquet de Paris. Bruno Viard, vingt-six ans, Francis Jaccottet, trente-trois ans et Claude Cousseau, quarante-cinq ans, sont considérés comme des « braqueurs » chevronnés par les services de police. Ils auraient organisé la tentative d'évasion manquée par hélicoptère au cours de laquelle un détenu Émile Dieudonné était mort (le Monde du 20 février).

Mort de Christian Jubin, auteur de la première prise d'otage d'un magistrat. — Condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, Christian Jubin, quarante-neuf ans, qui accomplissait sa peine à la centrale de Châteaufort (Indre), est mort, vendredi 23 mars, à l'hôpital du Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne), où il avait été admis après un malaise cardiaque.

Le 10 avril 1972, avec deux autres détenus, Georges Segard et Evelyne Segard, il avait pris en otage, au Palais de justice de Paris, un juge d'instruction, son greffier et sa secrétaire. Les trois malfaiteurs exigeaient de quitter leurs locaux de justice, où ils avaient été emmenés pour être interrogés sur une série de braquages. Après négociations, ils obtenaient une voiture et relâchaient leurs prisonniers. Quarante-huit heures après cette prise d'otage, la première en France d'un magistrat, ils étaient arrêtés à Paris, au moment où ils s'apprêtaient à voler une voiture.

NOSTALGIE présente

ADAMO  
au  
CASINO  
DE PARIS

du 27 Mars au 8 Avril

Location 49 95 99 99



sur place de 11 h à 18 h - 16, rue de Clichy  
et FNAC, agences, Virgin Megastore, Billel, 3615 THEA

Dessine-moi le Coran

Il fallait oser...  
L'événement de l'année  
en matière de Bandes  
Dessignées est présent au  
Salon du Livre. Trois  
albums, sur dix, déjà  
parus

Si le Coran m'était conté  
LES EDITIONS ALEF  
Stand J 17 - Balcon

سورة من القرآن



# SOCIÉTÉ

## JUSTICE

### Les bûchers de Faaité

Suite de la première page

Elle annonce le pire si on ne lui obéit pas. Un cyclone, par exemple, propre à engloutir l'atoll, ou « une trombe d'eau », ou encore l'un de ces ébranlements majeurs capables de faire dériver l'atoll vers le diable.

Sans répit, elle passe de maison en maison, organise des séances de prières et de repentances publiques, finit par hypnotiser les plus récalcitrants. « Je suis le Seigneur », dit-elle. Les pauvres bûchers de Faaité gobent la bonne nouvelle. « Marie est parmi nous, chamo-t-elle en transe. Elle est en train de donner une rose à Joseph. » Les bons chrétiens de Faaité se prosternent. « Mécritain, tu as trompé ta femme », accuse-t-elle, le doigt vengeur pointé sur quelque coureur de jupons impénitent. L'adultère, confondu, se confesse.

La présence de Silvia, son agit-prop religieux sur cette terre de mission, voilà le vrai cyclone. Cela fait maintenant cent cinquante ans que l'on prie ici Jésus-Christ, que l'on prie à s'en étourdir parce que la peur, un effroi métaphysique, étirent cette poignée d'hommes échevelés sur ce grand désert bleu liquide. Ici, à défaut d'autres divertissements, on lit la Bible, on catéchise à tour de bras. Les enfants biberonnent la sainte religion entre deux sauts dans le lagon.

Soudain, le christianisme, greffé en 1849 sur la religion des ancêtres, vibre encore plus fort. Non seulement les villageois se rendent aux matines et aux vêpres, mais ils récitent les psaumes en se tenant par la main, psalmodient des incantations de leur cru dans des langues étrangères et inconnues comme le fait si bien Silvia, leur nouvelle déesse.

Il suffit d'un léger souffle pour rendre la foi de ces croyants incandescente. Silvia s'y emploie. Le terrain est libre : le maire est en déplacement à Tahiti-la-lointaine

et le Père Nicolas Jakimowicz, seul prêtre affecté à ce bout d'océan vaste comme un continent, ne passe qu'une fois par an. Voilà donc l'atoll sous overdose religieuse, secrètement convaincu qu'un grand péril menace et qu'il lui faut à tout prix se garder du mal, c'est-à-dire du Malin. La chasse aux démons et ses cruelles cérémonies vont pouvoir commencer.

Justement, Silvia pile bagage le 27 août et s'embarque à bord d'une vedette rapide. Elle laisse derrière elle sept impétrants qu'elle a intronisés, leur léguant ses dons de voyance et de guérison, un maigre baluchon où s'entrement des trésors de religiosité et de superstition. Elle quitte un flot chamboulé, frissonnant déjà d'une terreur sauvage et sans pitié.

Deux jours plus tard, le 29 août, une vedette de quatorze ans puis une villageoise se sentent « possédées ». Tout Faaité accourt, s'agenouille et prie une nuit durant. Doucement, sèchement, la tragédie fait son entrée. Car les sept disciples désignés par Silvia ne tardent pas à vouloir utiliser les pouvoirs qui leur ont été conférés. Au paralytique de l'atoll, l'un d'eux lance : « Je suis Lazare. Lève-toi et marche ! » Le paralytique déobéit ! Un autre s'avise de raisonner l'idiot local qui se promène revêtu d'une robe blanche, un chat égaré entre ses mains. L'idiot persévère dans son idiotie !

Ah ! l'évidence leur apparaît, aussi aveuglante que ce soleil qui les domine et les accable : les démons ont infesté Faaité. L'heure de la purification a sonné. Le maire adjoint, Ioane Harrys, a semblé se moquer d'eux à l'office, priant très fort et désignant publiquement le catholique chef des chrétiens du village. Il le conduisit vers le lagon pour une immersion, puis devant l'atoll pour qu'il demande pardon.

Mais son pardon est-il sincère ? N'est-ce pas un faux pardon inspiré par Satan ? Les sept pages le soumettent au test du regard, aussi imparable pour eux que le test du BCG pour nous. On regarde Ioane Harrys dans les yeux : s'il détourne le regard, la possession est garantie.

Pour son malheur, le maire adjoint est « positif ». On le plaque à terre, on le roue de coups pour faire sortir les démons, on lui crève un œil avec la croix d'un chapelet et on l'étrangle. Le corps est jeté sur un bûcher dressé à la hâte sur le terrain de volley-ball, à deux pas de l'église.

Qui doute vraiment que Satan rôde et menace à cet instant ? Faaité tremble et claque des dents sous l'emprise d'une fièvre religieuse tropicale longtemps refoulée. Purifier, il faut purifier, arracher le Mal enkysté dans l'enveloppe charnelle des possédés. Trois fois, le soleil s'écoupe dans les eaux bleues. Trois fois, Faaité se débat dans une pénombre sanglante, à l'écoute du moindre balbutiement.

La petite Tatania, vingt et un mois, gazouille « a tui ». Tout le monde traduit « a tui » (brûler). C'est en fait de Tatu Tokoragi, dont le sort était précisément en question. Au bûcher !

#### Trois nuits de cauchemar

Trois nuits de douleurs, de monstruosités, de cauchemar. C'est le fils qui conduit sa mère au sacrifice en s'écriant « Dégage, Satan ! », c'est le frère qui traîne le cadet vers la « purification » définitive, ce sont des cousins qui s'entre-tuent au nom du Père tout-puissant.

Miraculeusement, tout de même, certains se réchappent. Une immersion dans l'océan, ou encore un passage à tabac suffisent pour éloigner le Malin. Mais le vendredi 4 septembre, au fin d'après-midi, quatre hommes et deux femmes ont déjà été jetés au bûcher par des jeunes déterminés, ivres de fanatisme et de fatigue. Et leur besogne ne fait que commencer.

Ainsi, lorsque Mareko Hanuani fait sa prière en compagnie d'amis et qu'il est victime d'une « crise »,

il confie avec douleur être possédé par sept personnes dont il livre les noms. Dans les vingt-quatre heures, deux d'entre elles sont sacrifiées. Les cinq autres ne doivent vraisemblablement la vie sauve qu'à l'arrivée, le 4 septembre, des gardarmes, du maire et du Père Hubert Coppenrath, responsable du Renouveau charismatique en Polynésie française, prévenus par un appel radio désespéré d'un habitant.

#### Responsabilités morales

Deux heures plus tard, le docteur Jean-Pierre Quéau, médecin-chef de l'archipel des Tuamotu, découvre une population hétéroclite et bien décidée, pour une partie, à délivrer le maire et le Père Coppenrath de leurs démons. Une messe de réconciliation et d'apai-

sement est alors dite, et le praticien administre massivement des calmants.

Sans doute les deux semaines d'audiences prévues ne seront-elles pas de trop pour déterminer les responsabilités respectives des vingt-quatre accusés au cours de ces longues nuits d'insomnie et d'hystérie collective (une dizaine de non-lieux ont été prononcés récemment). Mais tout au long des débats, les magistrats ne pourront pas oublier qu'ils jugent aussi la santé de la population masculine adulte d'un atoll dont la majorité des habitants attend le retour.

Faaité, on l'a compris, incline pour le pardon. Faaité, qui croit toujours dur comme fer aux esprits malins (version païenne) et au diable (version catholique), souhaite le retour de ses hommes pour pêcher le poisson qui attend de l'être et tirer le coprah des noix de coco.

Le paradoxe de ce procès veut aussi que Silvia, sorte de Torquemada en jupon, ait aujourd'hui le livre de toute poursuite judiciaire après avoir été inculpée. La cour d'appel de Papeete a certes souligné sa « responsabilité morale », mais les magistrats ont renoncé à l'incriminer. « A aucun moment elle n'a donné de directives tendant directement ou indirectement à infliger des violences aux réfractaires ou à provoquer la mort », peut-on lire dans l'acte de renvoi.

Des prêtres viendront déposer à la barre dans les prochains jours. Ils diront, bien sûr, leur peine et leur effarement. Mais jamais, jusqu'à présent, la hiérarchie ecclésiastique n'a été aussi loin que le président de l'Eglise évangélique affirmant haut et fort après la tragédie que « le témoignage de l'Eglise a été, à Faaité, un drame, un échec ».

LAURENT GRELSAMER

## ENVIRONNEMENT

### Débat sur le Livre blanc de l'Ile-de-France

Faut-il élaborer un nouveau schéma directeur d'aménagement de la région parisienne ? La question venait malicieusement à l'esprit à l'issue du débat organisé lundi 26 mars sur le thème de l'environnement à propos du Livre blanc de l'Ile-de-France. Plus justement, faut-il élaborer un nouveau schéma directeur ? Oui, est-ce possible ? Non.

Dans un amphithéâtre de la Sorbonne aussi plein à craquer qu'une ruche de RER à 18 heures, plus de 300 personnes, militants et responsables écologistes pour la plupart, avaient répondu à l'invitation du préfet de région. Trois heures d'objections, dont quelques-unes moins habituelles que les autres : si l'on continue d'urbaniser les terres agricoles plutôt que les friches industrielles, il n'y aura bientôt plus d'agriculture en Ile-de-France. L'urbanisation a imperméabilisé des sols qui, aujourd'hui, précipitent les eaux de ruissellement et accélèrent les crues, notamment. Les forêts entrecoupées d'auto-

routes vont devenir des parcs sans gibiers. L'Ile-de-France manque de granulats pour fabriquer son béton et se comporte en prédateur des régions voisines. Des accusations aussi, du genre : on répète comme un rituel d'exorcisme, « priorité aux transports en commun » puis l'on construit des autoroutes.

Quelques rares cris venus des participants sans mandat ont rompu les discours reproduits par les associations patentes réclamant une fois de plus la suppression de la voiture dans la ville, ou un moratoire de la construction routière. Un jeune chercheur a souligné, par exemple, la pauvreté des équipements d'accueil pour les étudiants de l'agglomération parisienne alors que l'on se flatte d'une ambition culturelle pour la capitale.

Les auteurs du livre blanc, MM. Michel Rousselot, directeur régional de l'équipement, Pierre Pommelet, directeur de l'institut d'aménagement de l'Ile-de-France, et Nathan Stackman, directeur de

l'Atelier parisien d'urbanisme, écoutaient, intéressés et perplexes. Les critiques sont contradictoires : le livre blanc fait des choix qui stérilisent tout débat, le livre blanc ne choisit rien et promet tout à tout le monde. Ces contradictions leur confirmaient qu'ils n'ont penché à l'excès ni d'un côté ni de l'autre et que tout reste ouvert. Intéressés aussi parce qu'ils savent - un sondage leur a rappelé le matin même - que les Franciliens se déclarent prêts à s'impliquer dans la lutte contre la pollution. Perplexes pourtant après avoir entendu tant de mises en garde et d'admonestations, y compris celle d'un archéologue déconseillant de toucher au sous-sol. M. André Holleaux, conseiller d'Etat, avait raison : l'écologie est un regard transversal sur tout l'aménagement. Sinon, comment pourra-t-on concilier les inconciliables et élaborer un nouveau schéma d'urbanisme ?

CHARLES VIAL

## Le Monde

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
7, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-37-27  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-30-00  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

---

Édité par la SARL Le Monde

Dirigé de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile « Les Rédacteurs du Monde »
- Société anonyme des lecteurs du Monde
- M. Germaine Beuve-Méry, M. André Fontaine, gérants.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 137  
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-80-67.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

---

**ABONNEMENTS**  
11, rue Jean-Mamet, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	594 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO.

**SERVICE À DOMICILE :**  
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à fournir leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

---

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## DIAGONALES

MERcredi 21 MARS. « Les Info », je les prends à sept heures du soir, pendant le petit déj. » Les informations de ce genre envahissent à grande vitesse le langage parlé. Elles viennent à l'évidence des argots professionnels et notables. Non-professionnels et parents d'élèves croient, en les lisant, se donner des airs pressés, dans le coup.

A force, des confusions menacent. Le jeu, car c'est un jeu, s'en trouve relancé. Cette désigne indifféremment un volier à plusieurs coques, s'il est au masculin, et, au féminin, catastrophe, par exagération exclamation, souvent précédée de l'article défini. Exemple : « Ce cata(maran), c'est la cata(strophe) ! »

Parl' peut vouloir dire performance ou perfusion, selon qu'on parle tennis ou médecine. Les personnels soignants ont des excuses à manier l'élision ou l'initiale. Un « néo » ou une « A.G. » inquiétant moins patients et familles qu'une tumeur maligne ou une anesthésie générale. Les alcooliques comateux du dimanche soir n'ont pas à savoir si la jeune fille dont on lave l'estomac en priorité pour cause de « T.S. » a tenté de se suicider...

JEUdi 22 MARS. Le souci d'autrui : cette prescription négligée depuis le déclin des discours religieux et dont la jungle de la vie citadine atteste la désuétude, aucun endroit n'en conserve la majesté comme l'hôpital.

La nuit, quand la douleur du monde ne se signale plus à notre attention que par quelques ampoules bleutées, derrière des murs de briques sales, des milliers d'infirmières plus désignées que le dernier des docteurs courent d'un incognito à l'autre, agissant des perf', rajoutant du coliment, présentant un poignet, essuyant un front, tapotant une joue, prénant à la blague telle anxiété, lançant une plaisanterie épuisée, parlent de sortie prochaine, de tension artérielle, de printemps en marche, etc., tout cela pour trois fois rien, pour moins que ne gagne la plus hétéroclite des speak'eries !

Pourquoi, cette chose à quoi elles refusent de donner le mot, vieillit, de dévouement ? Par goût pour une technique, d'abord ; mais aussi, dirait-on, parce que, dans la frénésie d'égotisme et de cupidité où la culture ambiante nous oblige à vivre, ce cotétoient volontaire du malheur, de l'absurde malheur, est ce qu'on peut faire,

somme toute, de moins dérisoire. La morale et le mérite sont passés de mode, dit-on. Reste l'esthétique. Face aux bobos dont se plaint le gent artistique omniprésent, quelle suprême élégance, tout à coup, dans ces gestes mal payés, dans ces sourires gratuits, dans cette fraternité d'autant plus sympathique qu'on la sait plus rare, en suris !

VENDREDI 23 MARS. Hasards des lectures de chevet emportées à la hâte parmi les derniers arrivages.

En ouvrant la biographie d'Emmanuel Barl par Bernard Morino (La Manufacture, 416 p., 185 F), revient une curiosité ancienne, comme si toute vie tournait autour d'un mystère unique. Qu'un intellectuel juif serve de « nègre » pour les premiers discours de Pétain : passe encore, l'amitié politique

### Petites ampoules bleues

produit souvent ce genre d'arrangements contre nature. L'inconcevable, c'est qu'à quelques semaines des mesures de Vichy qui feront de lui un errant traqué pour marque de gibbe aux pieds, Barl souffla au Maréchal la formule devenue fameuse, et sournoisement négatrice de la Loi : « La terre, elle, ne ment pas. » Limites dangereuses du buco-lisme anti-industriel, dont a hérité l'écologie d'aujourd'hui !

Quand donc en sortira-t-on, de cette période et des supputations qu'elle engendre ? Pas de sûr, il semble. Les mêmes éditions de La Manufacture ont demandé au grand mauricien Jean Touzot un *Maurice sous l'Occupation* (372 p., 185 F), qui réveille, lui aussi, une vieille perplexité : les écrivains devaient-ils s'interdire de publier quoi que ce fut dès lors que les confrères juifs, francs-maçons et communistes en étaient empêchés ?

A part la *Pharisienne*, que ses adversaires lui ont tant reprochée, Maurice a choisi de ne rien faire paraître qui n'eût trait aux combats en cours. Certains, comme André Chémson, se sont abstenus de toute publication. Ils furent peu nombreux, tant le besoin de public se mêle au désir d'écrire. La plupart de ceux qui publièrent alors, ou qui signèrent dans des feuilles infâmes, le firent en per-

sont ne rien cautionner, pour la bonté d'être lus. En nos temps où le parâtre obsède les plumes, qui aurait le cran de se taire et de se tordre ? Mieux vaut n'y pas penser.

SAMEDI 24 MARS. Frédéric Dard raconte sa vie à Jean Durieux (Renaudot éd., 358 p., 120 F). En 1940 - encore ! - il ne se cache pas d'avoir mis de vagues espoirs, durant quelques semaines, dans le vainqueur de Verdun. Il a vite viré ensuite. De toute façon, l'adhésion, l'appartenance, ce n'est pas son genre ; même à l'égard de l'actuel président de la République, qu'il a, comme il dit, « à la bonne ».

Son seul engagement suivi, c'est l'écriture, avec le style bousculé, fracassé, que l'on connaît. Pourquoi avoir choisi ce que, comme Céline, Dard appelle pudiquement sa « musique », son « truc », son « machin », de préférence à la langue ordonnée d'autres rebelles comme Genet ? Cotteau appelle ce flot langagier du « verbotisme ». Dans verbotisme, il y a verboten, et dans verboten il y a interdit. Dard écrit contre l'usage en place. Il a besoin de cette opposition de principe. La correction, il pense, comme Claudel de la tolérance, qu'il y a des maisons pour cela.

La colère sans laquelle les proses languissent, Dard la destine à une cible unique : la mort. Chacune de ses phrases est une déclaration de guerre au néant qui mine nos joies les plus humbles et le menace sans cesse de dépression. Subitement, entre deux plats succulents, entre deux farces écoulées comme les cultivent les vrais amis, l'œil bleu s'effile. Cette saloperie d'évidence le rattrape au tournant : que tout cela va profiter sous peu aux asticoles.

DIMANCHE 25 MARS. Par chance, l'inconscient, lui, s'en bat l'œil, de la mort. Il ignore superbement la fin biologique : tous les savants vous le diront. De là que nous rêvons rarement notre propre disparition, sinon en parodie, présents dans le public de nos funérailles, et gagnés. De là qu'au pire de la douleur et du découragement nous sommes prêts à tout croire et le contraire, à l'ébahissement de nos proches.

Il paraît que la psychanalyse se porte mal. Pourvu que le subconscient lui survive. Il en va de notre foi dans les miracles.

BERTRAND POIROT-DELPECH  
de l'Académie française



## SOCIÉTÉ

## DÉFENSE

Avant la fin de l'année

## La France et l'Allemagne fédérale réuniront leurs fabrications d'hélicoptères

Avant la fin de l'année, la division « hélicoptères » du groupe Aérospatiale division « hélicoptères » de Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB), qui relève du groupe Daimler-Benz, auront créé un holding franco-allemand qui sera chargé de coordonner leurs activités.

Ce holding aura son siège à Paris et sera contrôlé à 60 % par l'Aérospatiale et à 40 % par MBB. Sous la dénomination « Eurocopter », ce holding contrôlera, à son tour, 100 % des activités des divisions « hélicoptères » des deux groupes aéronautiques ainsi concernés.

MARGINAIRE

de notre envoyé spécial

Le président du groupe Aérospatiale, M. Henri Martre, avec à ses côtés M. Heinz Plüschmann, directeur de la division « hélicoptères » de MBB, a annoncé, lundi 26 mars à Marignane (Bouches-du-Rhône), « ce rassemblement structurel sans fusion », à l'occasion de la sortie d'usine du tronçon central - entièrement en matériaux composites - du prototype de l'hélicoptère de combat franco-allemand Tigre.

Ce prototype, conçu par les deux sociétés selon un accord intergouvernemental qui a lancé le programme en décembre 1987, volera pour la première fois en avril 1991. Il doit être suivi de la construction, entre 1991 et 1993, de quatre autres prototypes, qui serviront aux essais en vol du Tigre.

En association avec d'autres Européens

Pour les besoins des deux armées de terre, qui ont prévu de commander au total quatre cent vingt sept exemplaires, le Tigre existera en deux modèles : une version d'appui et de protection, destinée à l'escorte et à l'appui au sol, qui sera prête en 1997 pour un coût à l'unité de 16 à 17 millions de deutschmarks aux conditions économiques de décembre 1986 (soit environ 54 millions de francs), et une version de lutte antichars, proposée à partir de 1999 au prix de 18 à 19 millions de deutschmarks aux mêmes conditions (soit 61 millions de francs). Ce contrat est forfaitaire, mais révisable six mois après la sortie du premier prototype.

Installés à Coblenz, en Allemagne fédérale, une agence « exécutive » et un bureau de programme traiteront avec les industriels auxquels sont déjà asso-

ciés - sans que l'armée britannique ait commandé de Tigre à ce jour - le groupe Rolls Royce (pour le moteur) et le groupe British Aerospace (pour le missile), à hauteur de 15 % à 20 % de l'ensemble du projet.

Les discussions en cours pour la constitution du holding dépassent largement le cadre de cette agence de Coblenz. En effet, l'alliance entre les divisions « hélicoptères » de MBB et d'Aérospatiale devrait reposer à la fois sur le programme Tigre et sur un second projet d'hélicoptère, le NH-90, voué au soutien logistique et à la lutte antiaérienne, pour lequel l'Italie et les Pays-Bas rejoindraient l'Allemagne fédérale et la France.

Les répartitions financières et industrielles ne sont pas définitivement arrêtées, mais le schéma du partenariat retenu - pour une commande globale de six cents exemplaires - pourrait être le suivant : 36,5 % chacun pour l'Italie et la France ; 21,7 % pour l'Allemagne fédérale et 3,7 % pour les Pays-Bas. « Nous sommes très optimistes sur le lancement de cet hélicoptère », a dit M. Martre.

Sur la base de ces deux programmes, le holding franco-allemand Eurocopter, tel qu'il est en discussion, permettrait d'avoir une politique commune de gamme de produits réunissant autour de MBB et d'Aérospatiale les autres industriels européens qui le souhaitent : la société italienne Agusta et la société britannique Westland qui cherche, selon M. Martre, à « équilibrer ses alliances européennes et américaines ».

Le président du groupe Aérospatiale ne se montre pas inquiet des répercussions de la unification allemande sur le regroupement des forces européennes en matière de fabrication d'hélicoptères civils et militaires. « L'Allemagne fédérale, estime M. Martre, est un partenaire fiable. Quand il est lancé par lui, tout programme est poursuivi. Avec MBB, la coopération est saine. Je ne pense pas que ces deux programmes d'hélicoptères en cours soient remis en question. »

JACQUES ISNARD

## ÉCHECS

Ayant écrasé Timman (6,5-2,5)

## Karpov retrouvera Kasparov en finale du Championnat du monde

En gagnant, lundi 26 mars à Kuala Lumpur (Malaisie), la neuvième partie de son match contre Timman, Anatoli Karpov a remporté la finale du tournoi des candidats et le droit de rencontrer, en octobre à New-York puis, à partir de novembre à Lyon, Garry Kasparov à qui il esalera, pour la troisième fois, de ravir le titre mondial que lui arracha « l'aigle de Bakou » en 1985.

Si personne (et peut-être pas Timman lui-même) n'imaginait une défaite de Karpov, nul ne pensait que le grand maître néerlandais puisse subir un pareil écrasement : 6,5 à 2,5 en neuf parties seulement soit quatre victoires (1<sup>re</sup> et 9<sup>es</sup> parties avec les Noirs, 4<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> avec les Blancs) et cinq nulles pour l'ancien champion du monde. Il est vrai que le jeu de Timman, durant les neuf parties (sur les douze prévues), a été soit brouillon soit téméraire convenant bien à l'expérience et à la solidité de Karpov qui s'est, en somme, contenté de contrer les offensives courageuses mais vaines de son adversaire et de ramasser la mise.

Ce ne sera pas facile contre Kasparov, qui entend lui « régler son compte une fois pour toutes ». Si l'écart, au classement ELO, entre Timman et Kasparov est de 50 points, il est entre Karpov (2730) et Kasparov (2800) de 70 points. Rudes journées, à venir pour le challenger. Belles journées pour les amateurs.

B. de C.

## RELIGIONS

## Le Ramadan a commencé en France

Une commission d'imams et de responsables d'associations musulmanes en France a décidé, lundi soir 26 mars à la mosquée de Paris, après consultation des pays musulmans, que le Ramadan devait commencer, pour les trois millions de musulmans en France, le mardi 27 au lever du jour.

La fixation du début du Ramadan n'est jamais facile, compte tenu des conditions atmosphériques. Le jeûne commence le lendemain de la nuit, appelée « nuit du doute », où apparaît le premier croissant de lune. C'est pourquoi la tradition islamique commande qu'un grand nombre de personnes dignes de confiance aient vu l'astre pour que le Ramadan puisse commencer.

Ces dates provoquent toujours de vives discussions dans les pays musulmans et dans l'émigration, en France notamment où chaque association préférerait jusqu'à ce jour se fier aux décisions de son pays d'origine.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 26 et mardi 27 mars 1990 :

## UN DÉCRET

● N° 90-267 du 23 mars 1990 relatif à l'importation, à l'exportation et au transit de déchets dangereux de nuisances.

## DES ARRÊTÉS

● Du 19 mars 1990 fixant pour l'option internationale du baccalauréat les dates et horaires des épreuves d'examen de la session de 1990.

● Du 14 mars 1990 relatif à l'aide financière accordée aux théâtres lyriques et aux orchestres et groupes vocaux professionnels.

## UNE LISTE

● Des élèves ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de l'École nationale supérieure des industries agricoles et alimentaires, option industries alimentaires régionales.

## SPORTS

## HIPPIQUE : l'inculpation de quatre entraîneurs

## Blanchir sous le harnais

L'inculpation de quatre entraîneurs et d'un vétérinaire pour infraction à la législation sur les substances vénéneuses et les stupéfiants a mis en émoi les milieux hippiques, qui cherchaient à restaurer leur image de marque avant la désignation d'un nouveau président du PMU.

En janvier 1989, un fait sans précédent s'était produit dans le domaine de la répression antidopage hippique (le Monde du 20 mars).

En quelques jours, à Vincennes, huit chevaux de trot étaient déclarés « positifs » en clenbuterol, une molécule de la ventipulmine, produit auxiliaire de la respiration mais aussi à propriétés anabolisantes. Leurs entraîneurs mis en cause étaient d'abord sanctionnés d'une amende de principe puis blanchis sous la pression des socioprofessionnels majoritaires dans les instances dirigeantes de la spécialité.

Pour préserver les apparences, une commission d'enquête était créée, présidée par le docteur Rouzaud, commissaire de la société. Elle était chargée de revoir la procédure d'expertise et ses modalités mais surtout de faire oublier ses péripéties.

Ce laxisme avait déçu aux experts du laboratoire d'analyse mais encore plus aux fonctionnaires de la police des courses et des jeux. Certains que les faits n'étaient pas dus au hasard ni à la loi des séries, mais en liaison les uns avec les autres. Sur commission rogatoire, ils entamaient une enquête serrée voilà plus d'un an. Elle a débouché la semaine dernière sur une série de descentes de police à Chantilly et à Grosbois, centres d'entraînement de galop et de trot.

Différents professionnels.

« clients » du docteur Han Georg Stihl, étaient interpellés. Celui-ci apparaissait rapidement comme le personnage central de l'affaire. Vétérinaire suisse de renommée internationale, à la fois chirurgien et praticien, c'est un spécialiste des soins des jambes des chevaux. Il est très connu, depuis des années, autant dans le milieu des courses que des concours hippiques, puisqu'il a été, notamment vétérinaire pour l'équipe olympique allemande aux Jeux de Séoul.

Pourtant, Han Georg Stihl est persona non grata en France faute d'équivalence entre nos diplômes et ceux de la Suisse. De plus, très jaloux pour ses résultats par beaucoup de ses confrères car trop apprécié de nombreux entraîneurs, il aurait eu la fâcheuse habitude de transporter lui-même sa pharmacie : des médicaments suisses dont l'efficacité est bien connue.

Il les aurait ainsi importés illégalement chez plusieurs des personnes mises en cause : Jan Kruthof, l'un des plus importants professionnels du trot avec une grosse clientèle étrangère notamment, madame la marquise de Moratalla, propriétaire de Potin d'Amour, un cheval à problèmes, héros malheureux du dernier prix d'Amérique (une plainte pour son distancement dans cette course venait d'être déposée quelques jours plus tôt) ; Pierre Levesque, d'une grande famille du trot, jeune driver très populaire, de même que son cousin Bertrand de Folleville, fils d'un vice-président de la Société du cheval français ; Emmanuel Chevalier du Fau, qui entraînait quelques chevaux de M<sup>re</sup> Stihl.

Ces quatre personnes ont été présentées à M<sup>re</sup> Michèle Luga, juge d'instruction, qui les a inculpées d'infraction à la législation sur les substances vénéneuses et les stupéfiants. Il s'agit surtout

d'anti-inflammatoires. Mais aucun médicament, qu'il soit destiné aux hommes ou aux animaux, ne peut légalement être détenu à domicile sans ordonnance. Depuis, dans les centres d'entraînement, les armoires à pharmacie se sont vidées et les poubelles se sont remplies.

Pour Jan Kruthof, les faits seraient plus graves. Il est également accusé de tentative d'escroquerie, sa jument Tatiana de Chennu ayant été positive dans la fameuse raffle de l'année dernière.

Les sociétés de courses sont très ennuyées par ce tapage. Du côté du trot, on déclare seulement que les effectifs des entraîneurs mis en cause seront systématiquement contrôlés. Pour le galop, les commissaires ont évoqué le dossier samedi 24 mars. Ils ont publié un communiqué où ils ont reproché à la presse une interprétation erronée : « Pour avoir notamment parlé de dopage, ce qui n'est pas exact au pied de la lettre puisqu'il ne s'agit pas de faits concernant directement la régularité des courses. »

Quant aux entraîneurs, qui se déclarent tous solidaires de leurs confrères, ils sont désemparés et inquiets. Dans la compétition acharnée, les capitaux ou le jeu sont énormes. Beaucoup ont du mal à équilibrer leur budget. Pour retenir les propriétaires, il faut des résultats. Or un cheval de course, grand athlète, très fragile, doit en permanence être suivi médicalement.

Tous les mentors cherchent donc le meilleur vétérinaire, les médicaments les plus performants. Selon le code, tous les soins sont permis à condition que le cheval ne soit pas « sous influence » pendant la course. Aux États-Unis, dans plusieurs États, on va plus loin dans la frontière qui sépare les soins du dopage puisque les traite-

ments sont autorisés même avant la course à condition d'être officiellement déclarés aux organisateurs et connus du public.

Car dans ce débat, il ne faut pas oublier les parieurs. Ce type d'affaires les met en colère mais les laisse également sceptiques. Sont-ils tentés pour autant de moins jouer ? Dimanche 25 mars, à Auteuil, le chiffre d'affaires a été médiocre, en baisse sur l'année dernière. Comme nous le faisons remarquer à un dirigeant, il répondait, imperturbable : « L'affaire que vous évoquez n'y est pour rien. Si les jeux sont en diminution, c'est à cause de l'heure d'été. » En somme, c'est toujours la faute des autres : les entraîneurs se sont laissés surprendre par le passage du laitier et les turfistes ont oublié de mettre leurs pendules à l'heure.

GUY DELABROSSE

## FOOTBALL : la situation des Girondins de Bordeaux

## M. Chaban-Delemas soutient M. Claude Bez

BORDEAUX

de notre correspondant

Les conseillers socialistes de Bordeaux, qui siègent dans l'opposition à M. Jacques Chaban-Delemas, ont repris l'offensive contre le président des Girondins de Bordeaux, M. Claude Bez et la direction du club. Ils s'appuient sur le rapport général du commissaire aux comptes concernant l'exercice 1988-1989. Arrêté au 30 juin 1989, ce rapport indique une perte d'exploitation de 113 957 728 F. Les emprunts du club s'élevaient à 137 321 968 F (le Monde du 27 mars).

Lundi 26 mars le débat s'est poursuivi au cours du conseil municipal qui votait le budget primitif 1990. En l'absence du leader de l'opposition locale, M. Jacques Chaban-Delemas a repris l'avantage.

« Parler de faillite est une erreur flagrante », s'exclama le député maire de Bordeaux, il faut parler de dettes. « Selon loi le déficit de 120 millions doit être diminué de 50 millions, de francs qui représentent l'évaluation des « stocks joueurs » à comptabiliser dans le résultat d'exploitation en cas de liquidation du club. »

Pour ce qui concerne la subvention municipale, qui selon l'opposition devrait être portée de 8 millions à 14,5 millions de francs, le maire a indiqué : « Ces 14,5 millions représentent l'ensemble des subventions aux clubs de haut niveau. Notre subvention aux Girondins de Bordeaux reste inchangée à 8 millions de francs. C'est l'une des moins élevées de France. » Le député et maire de Bordeaux a également volé au secours de Claude Bez : « C'est la cheville ouvrière du club. »

Cependant le débat n'est pas clos. La ville de Bordeaux devrait prochainement être sollicitée pour garantir un nouvel emprunt pour le club, dans l'hypothèse où il voudrait « acquiescer » de nouveaux joueurs pour participer à la Coupe d'Europe.

GINETTE DE MATHA

## RÉSULTATS

BOXE

Championnat d'Europe des super-welters

Le Français Robert Delé a conservé le titre européen des super-welters en battant, lundi 26 mars, au pavillon Bataud de Nogent-sur-Merne, l'Irlandais Terry Magee par abandon à la troisième reprise.

SKI ALPIN

Championnats de France masculins à Val d'Isère

Slalom spécial. - 1. Bianchi (Savoie), 1 mn 31 sec 48 ; 2. Barvet (Mont-Blanc), 1 mn 31 sec 93 ; 3. Tussior (Italie), 1 mn 32 sec 52. Slalom géant. - 1. Duvalier (Mont-Blanc), 2 mn 21 sec 48 ; 2. Noviant (Pyrénées-Est), 2 mn 21 sec 64 ; 3. Gaidet (Savoie), 2 mn 21 sec 70. Super-G. - 1. Noviant (Pyrénées-Est), 1 mn 28 sec 52 ; 2. Cretier (Savoie), 1 mn 29 sec 45 ; 3. Roy (Dauphiné), 1 mn 29 sec 49 ; 4. Picard (Savoie), 1 mn 30 sec 37.

Entreprises, institutions, jeunes, parient sur l'avenir et gagnent ensemble en prouvant que qualité et créativité vont de pair grâce à DEFI Jeunes.

Comme ces jeunes de l'Aveyron, de la Moselle ou de la Martinique, DEFI Jeunes a établi les contacts entre plus de 3 000 jeunes, les Directions Départementales jeunesse et sport, 3 000 entreprises, 150 associations.

DEFI Jeunes aide les jeunes à réaliser des projets originaux dans tous les domaines.

DEFI Jeunes : un dispositif en pleine évolution.

Aujourd'hui : le Ministère des DOM-TOM, le Ministère du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Ministère de l'Agriculture et de la Forêt, le secrétariat d'Etat chargé des Droits des Femmes, la Délégation aux Rapatriés, le Conseil Général de l'Essonne, la Ville de la Rochelle, l'Agence Nationale pour l'insertion et la promotion des Travailleurs d'Outre-mer, la Ligue Française de l'Enseignement et de l'Éducation permanente, la société Air France, la société Seiga Mitsubishi France et la Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts s'associent au secrétariat d'Etat chargé de la jeunesse et des sports pour développer l'opération DEFI Jeunes et fonder le premier

## GROUPEMENT NATIONAL POUR L'AIDE A L'INITIATIVE DES JEUNES

Le 28 mars 1990, six projets déjà primés dans l'armée seront récompensés au plan national lors de la III<sup>e</sup> Nuit des Défis au Théâtre de l'Empire à Paris. Cette manifestation montrera combien les attentes sont réciproques et les réussites possibles lorsque les contacts sont établis.

AVEC NOUS, METTEZ LE CONTACT !

DEFI Jeunes

(1) 48 285 285

DEFI JEUNES TIENT TOUT PARTICULIÈREMENT A REMERCIER LES 3 000 ENTREPRISES LOCALES QUI ONT CONTRIBUÉ DEPUIS TROIS ANS AU SUCCÈS DE L'OPÉRATION EN SPONSORISANT LES PROJETS DES JEUNES DE 18 A 25 ANS.

50.12.11.11



## SCIENCES • MEDECINE

# La palette des magdaléniens

Les techniques modernes d'analyse montrent désormais que les artistes préhistoriques maîtrisaient un très subtil savoir-faire

LES peintres préhistoriques qui ont orné les parois de dizaines de grottes de bisons, de chevaux, de vaches, de bouquetins étaient de merveilleux artistes. Leur sursaut de main, leur art du modelé, leur aptitude à profiter des reliefs naturels de la roche, sont universellement admirés depuis près de cent ans.

En revanche, les techniques étaient peu connues et la datation de ces chefs-d'œuvre parfois assez incertaine.

Or on sait maintenant que l'équipement du laboratoire de recherche des Musées de France (LRMF), complété l'année dernière par AGLAE (accélérateur Grand Louvre d'analyse élémentaire), peut apporter aux préhistoriens des informations extraordinaires sur les peintures que nous ont laissées nos lointains ancêtres.

Etant entendu que les prélèvements nécessaires aux analyses sont microscopiques, au sens littéral du terme, et ne portent donc pas atteinte à l'intégrité des œuvres à étudier.

Deux spécialistes du LRMF, MM. Philippe Walter et Michel Menu, ont étudié en 1989, dans un microscope électronique à balayage couplé avec une microsonde, des peintures rouges et noires ornant dix objets d'art mobilier de la grotte de la Vache (1) du Magdalénien final (11 000-10 000 avant Jésus-Christ) conservés au Musée des antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye.

### Une réflexion et un travail préalables

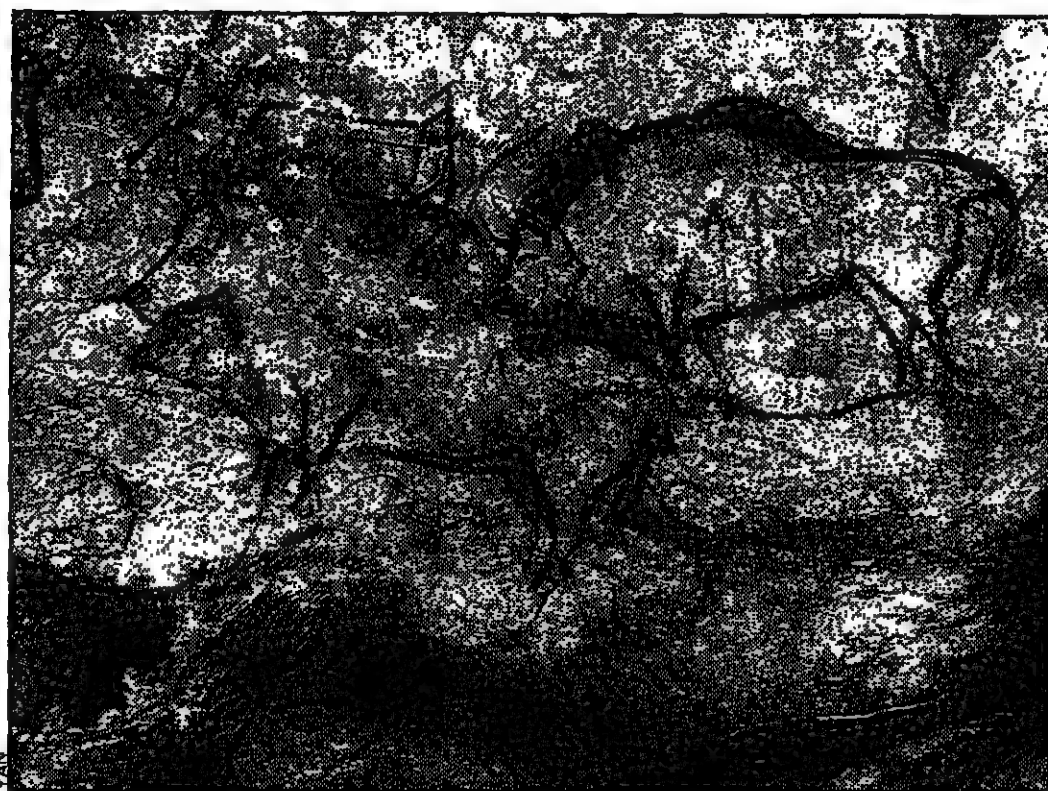
Les résultats des analyses ont été très surprenants. Jusqu'alors, on pensait que les couleurs utilisées par les artistes préhistoriques étaient seulement un pigment écrasé et délayé dans de l'eau : de l'hématite (oxyde de fer) pour le rouge, de l'oxyde de manganèse ou du charbon de bois pour le noir. Or ces études ont montré que la composition des peintures de la grotte de la Vache est bien plus complexe.

Il y a le pigment, bien sûr, mais aussi d'autres minéraux écrasés : biotite - une variété de mica noir - et feldspath potassique faisant office de charge épaississante et un liant liquide encore indéterminé (2).

Des expérimentations ont prouvé que ce mélange nécessitait moins de pigment, s'étalait mieux et évitait que la peinture se craquelle au séchage.

Péindre vers 12 000-10 000 avant Jésus-Christ supposait donc une réflexion et un travail préalables nécessitant des processus mentaux complexes.

A la vue de ces résultats inattendus, MM. Walter et Menu sont



Dans la grotte de Niaux (Ariège), la salle des bisons.

venus faire soixante-cinq prélèvements de quelques dixièmes de milligramme chacun sur les peintures de la grotte de Niaux et du réseau René-Claudes (Ariège), sous la conduite de M. Jean Clottes, directeur des antiquités préhistoriques de Midi-Pyrénées et avec l'accord, bien évidemment, de la sous-direction de l'archéologie du ministère de la culture.

A Niaux, on a trouvé trois « recettes » de peintures. La première a la même composition que celle de la grotte de la Vache ; la deuxième, utilisée pour deux ou trois animaux seulement, a une charge de talc ; la troisième n'a que du feldspath potassique comme charge.

Quant aux peintures du réseau René-Claudes, elles sont faites selon une seule « recette », celle de la grotte de la Vache.

### Différences chronologiques ou culturelles ?

Pourquoi les peintres ont-ils utilisé des recettes différentes ? Pourquoi n'y a-t-il qu'une recette dans la grotte de la Vache et dans le réseau René-Claudes et trois dans la grotte de Niaux ?

Bien entendu, on ne peut émettre que des hypothèses fondées sur la chronologie ou sur la culture. C'est-à-dire que les peintures n'ont pas forcément été faites à la même époque ou qu'elles ont été

l'œuvre de groupes particuliers (ethnies, jeunes, vieux, femmes, hommes, etc.).

Pour essayer de trouver une réponse, d'autres analyses ont été faites sur les peintures de sept objets mobiliers venant de la grotte d'Enlène et de dix autres venant de celle du Mas-d'Auzil (3), situées, elles aussi, en Ariège.

### Des impuretés révélatrices

Les deux grottes sont bien datées comme étant du Magdalénien moyen (12 000-11 000 avant Jésus-Christ). Toutes les peintures analysées ont une charge faite seulement de feldspath potassique.

Faut-il conclure qu'au Magdalénien moyen la « sauce » ne comprenait que du feldspath potassique et que, au Magdalénien final, elle avait été complétée par de la biotite ?

Si c'était vrai, il faudrait admettre que les peintures de Niaux ont été faites en plusieurs étapes s'étalant sur quelques millénaires. Déjà l'abbé Henri Breuil (1877-1961), le « pape » de la préhistoire, l'avait suggéré. Mais André Leroi-Gourhan (1911-1986) avait ensuite pensé que les peintures de Niaux étaient toutes du même style et donc de la même époque.

MM. Menu et Walter ont alors utilisé plusieurs appareils, dont AGLAE, pour analyser quinze peintures du panneau central du

« salon noir » (le fond d'une des galeries de Niaux), toutes faites, selon la même recette que les peintures de la grotte de la Vache. Ils y ont trouvé de très subtiles différences dans les impuretés (barytine, rutile, albite, etc.) présentes inévitablement à l'état d'éléments traces dans tous les minéraux naturels (4).

Trois de ces peintures ont des impuretés différentes de celles des douze autres. Cela est dû, très probablement, à des « pots de peinture » mélangés - selon la même recette - à des moments successifs, mais par les mêmes artistes, ou au même moment mais par plusieurs artistes ou « ateliers ».

(1) Les grottes de la Vache et de Niaux sont en Ariège, à 150 mètres l'une de l'autre. La grotte de Niaux est longue de plus de 2 kilomètres. Elle communique actuellement avec le réseau René-Claudes par une série de galeries et de lacs longue de près de 1 kilomètre.

(2) M. Claude Pepe (laboratoire de spectrométrie moléculaire de l'université parisienne Pierre-et-Marie-Curie) essaye actuellement de trouver la nature de ce liant.

(3) Ces objets étaient présentés au Grand Palais dans la récente exposition « Archéologie de la France, trente ans de découvertes ».

(4) AGLAE a montré que ces impuretés représentent, à elles toutes, un pour mille de la masse des peintures.

ayant des sources différentes de matières premières. La poursuite de cette étude conduira à l'identification géographique de ces sources.

Un échantillon, prélevé dans le « salon noir » et analysé au LRMF, s'est révélé être un mélange curieux de charbon de bois et de peinture à base d'oxyde de manganèse.

Ce résultat puis l'examen à la loupe binoculaire de la peinture *in situ* ont montré que ce dessin analysé et la plupart des autres animaux du « salon noir » avaient été faits en deux étapes : d'abord une première esquisse a été tracée au fusil (un bout de charbon de bois).

Ensuite, cette esquisse a été couverte par de la peinture. Cette

façon des artistes magdaléniens de travailler en deux temps ne se retrouve pas dans les autres galeries profondes de Niaux : là, il n'y a que des dessins, admirables certes, mais rapides, « de chic ». Pour M. Clottes, on peut en conclure que les dessins des galeries profondes ont été tracés, selon une inspiration subite, lors de brèves incursions.

Pour les animaux du « salon noir », la peinture appliquée après le dessin au fusil témoigne d'une pensée réfléchie, élaborée, justifiée si l'on imagine qu'il s'agissait là de sanctuaires.

YVONNE REBEYROL

Lire la suite page 19

## Fissures et fission

Onze ans après le terrible accident qui conduisit, le 28 mars 1979, à la fonte partielle de son réacteur n° 2, la centrale nucléaire américaine de Three Mile Island fait toujours l'objet d'une surveillance étroite. Pourtant, 99 % des quelque 150 tonnes du combustible contenu dans le cœur de ce réacteur ont été évacués, réduisant ainsi de façon importante les risques de contamination par des matières nucléaires, tandis que tout a été mis en œuvre pour maintenir l'installation sous cocon pour une période de treize ans. Coût de l'opération : un milliard de dollars.

Si ces actions et ces dépenses sont de nature à rassurer une opinion fortement ébranlée depuis par la catastrophe de Tchernobyl, il n'en reste pas moins que la tranche n° 2 de la centrale de Three Mile Island demeure pour les spécialistes de la sûreté un formidable laboratoire. Car voilà un réacteur qui a connu l'un des pires scénarios catastrophes imaginés par les experts (perte d'alimentation en eau de refroidissement) sans que l'environnement ou les populations voisines aient eu à en souffrir.

C'est la raison pour laquelle l'Agence pour l'énergie nucléaire (AEN), en plus de travaux menés par d'autres agences, patronne deux études internationales dans le but de mieux comprendre l'accident et de pouvoir ainsi contribuer à l'amélioration de la sûreté des réacteurs de ce type.

La première de ces études,

aujourd'hui achevée, a consisté à prélever des échantillons du cœur pour déterminer le comportement de ces matières très radioactives et donc très dangereuses que sont les produits de fission.

La seconde, pour laquelle 7 millions de dollars ont été déboursés par la Commission américaine de réglementation nucléaire (NRC), a porté sur le prélèvement dans des conditions extrêmement difficiles (rémanipulations sous 12 mètres d'eau) de quinze échantillons sur la face interne de la cuve d'acier du réacteur. Si l'accident a pu être contenu, c'est bien grâce à la résistance de cette pièce dont les parois de 13 centimètres d'épaisseur sont couvertes d'une couche d'acier inoxydable.

Comment cette couche de protection a-t-elle résisté ? C'est tout le but de cette nouvelle étude à laquelle se sont associés, outre le Japon, plusieurs pays européens (République fédérale d'Allemagne, Belgique, Espagne, Finlande, France, Italie, Royaume-Uni, Suède et Suisse).

Les résultats de ces examens ne seront pas connus avant 1992, mais l'on sait déjà, pour l'avoir vu sur les films des caméras introduites dans le cœur du réacteur, que des fissures de 15 centimètres de long, larges de 2,5 millimètres et profondes de 1,5 millimètre se sont produites au moment de l'accident ! Ce qui en dit long sur les contraintes de pression et de chaleur que la cuve a eu à supporter.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

## Le temps éclaté

La biologie et la physique modernes donnent des définitions différentes du temps

UN magasin de porcelaine, dévasté, réduit en miettes. Entre - à reculer - un éléphant. Lorsqu'il quitte les lieux quelques minutes plus tard, tout est en ordre, les porcelaines intactes sur leur rayonnage...

Imaginons de même une tasse de café se réchauffer spontanément, un être vivant rajeunir - ou un galet sortir de l'eau, comme éjecté par des milliers de goutelettes, pour venir atterrir dans une main humaine... Impensable bien sûr, sauf à considérer un film se déroulant à rebours : dans la vie courante, les phénomènes naturels sont rarement réversibles, et la « flèche » du temps impossible à inverser. Paradoxe : le monde que décrit la science, lui, est apparemment rempli de processus réversibles. « Pour nous autres physiciens convaincus, la distinction entre le passé, le présent et le futur n'est qu'une illusion », soutenait Einstein. Alors ? L'irréversibilité du temps, mirage ou réalité ? La

question divise depuis plusieurs siècles les scientifiques, physiciens autant que biologistes.

Avant Galilée, pourtant, tout était simple. Le temps médiéval réglait certes la vie des hommes, mais ne jouait pas un rôle réel dans les phénomènes scientifiques - pour la bonne raison qu'on ne savait pas encore le mesurer de façon suffisamment précise. A cette époque, d'ailleurs, l'esprit ne distinguait pas vraiment le temps de l'instant - défini simplement par Aristote comme la limite entre l'avant et l'après. Pas plus qu'il ne concevait, imprégné de culture biblique, les intervalles de temps supérieurs à quelques milliers d'années.

Après des siècles de tradition aristotélicienne, et grâce au développement de la chronométrie, les physiciens, dès la Renaissance, purent progressivement aborder la décomposition des mouvements physiques. Ce fut Galilée, et la chute libre des corps ; puis Newton, avec la loi de la gravitation

universelle et la conception mécaniste de l'univers. Moins d'un siècle plus tard, la dimension temporelle des sciences de la nature sortait elle aussi du dogmatisme religieux : avec le géologue Charles Lyell et le biologiste Charles Darwin, le monde, brusquement, s'installait dans une durée de plusieurs millions d'années. Le temps, définitivement, devenait une composante essentielle de la pensée scientifique.

On en était là, lorsque Einstein, au début de ce siècle, introduisit la théorie de la relativité générale et la notion d'espace-temps à quatre dimensions. En moins d'une dizaine d'années s'écroulait ainsi l'édifice établi par Newton, fondé sur le découplage entre l'espace cartésien et le temps universel. E-mc<sup>2</sup> : le temps perdait son caractère absolu, devenait capable de se dilater.

CATHERINE VINCENT  
Lire la suite page 19

## SPECIAL FLORIDE

### VOL PARIS ORLANDO

AVR 2.990F\*

Vois affrétés par Jet'America auprès d'Air Charter, avec repas, rafraîchissements, écouteurs et projection de film gratuits.

### SEJOUR A ORLANDO

3.700F\*

Séjour 9 jours/7 nuits avec transport aérien, 7 nuits à l'hôtel Quality Inn Plaza et location de voiture.

**Jet'america**

Renseignements : (1) 47.05.01.95



Catalogue disponible dans toutes les agences de voyages.



## SCIENCES • MÉDECINE

## Radioscopie d'un hôpital de province

Le nouvel établissement de Draguignan installé sur le versant d'une colline où l'on essaie d'humaniser la souffrance et parfois la mort

Draguignan

De notre envoyé spécial

C'EST juste un hôpital : l'observatoire anodin de la vie et de la mort, et de leur no man's land incertain. Une collection d'impuissances et de petits miracles, l'acheminement à la fois de l'effort, du fatalisme et de l'entêtement, avec la trousse pour tout mouvement de rotation perpétuel et une technologie assemblée comme seule espérance. Juste un hôpital, en France, en 1990.

Où alors autre chose, un musée, une maison de la culture, un espace moderne posé sur un décor euphorisant de collines de pins qui retardent, repoussent l'évocation de l'enfermement par la maladie. Le centre hospitalier de Draguignan, ouvert en 1985, a voulu rendre sa fonction « humainement supportable ». Un concours d'architecture avait été lancé pour une création de pointe, et le projet a abouti à ce logo de modules cubiques et de terrasses, une sage audace administrative qui doit se situer entre les bâtisses de type Duquesne, comme à Hyères, et Fontenoy (1000 lits), comme l'hôpital nord de Marseille.

Des malades prennent le soleil, en robe de chambre, allongés sur l'herbe des pelouses, au milieu de sculptures. L'air est doux, et le centre hospitalier s'étire, dehors, par les promenades de ses patients sur les pentes mauves du haut Var. Au loin, invisible, mais obédiente, la mer. Ni mur ni avertissement au passant : « Hôpital, silence ». Un arrêt de bus. Des bancs. Un discret panneau « Urgences », guide les ambulances jusqu'à l'arrière des bâtiments. Ici, par la porte principale, on entre, on sort sur ses jambes, face aux paysages optimistes de la campagne dracénoise. La colline a pour nom Malmont. Le quartier, les Sales Noms inutilisables. Alors, le centre s'appelle simplement l'hôpital public.

Des malades fument, échappés du service de pneumologie, assis sur les marches, entre un plan d'eau et des bacs de fleurs. Une jeune toxicomane fait les cent pas, sans déranger les réveries tabagiques. « Il ne peut plus nous arriver grand-chose, dit un des fumeurs. Alors, ils nous laissent griller quelques cigarettes tous les jours. J'espère que cette fille aura plus de chance. Elle a quel âge ? Vingt ans ? »

Le hall ressemble à celui d'un théâtre. Des mobiles pendent du plafond. Partout, des tableaux ou des reproductions de contemporains, traits de vie sur des murs aux couleurs gaies. Le marchand de journaux expose des peluches. « Je ne peux vendre que de la meilleure

qualité », explique-t-il. Le restaurant est plus design qu'un « Mc Do ». Dans les étages, les couloirs s'évasent, s'arrondissent, parce que les angles droits soulignent trop l'angoisse.

La directrice, M<sup>me</sup> Marie-Christine Escrivà, déplore que les chemises des patients ne se fermentent toujours qu'au moyen de lacets. « C'est humiliant, dit-elle, surtout pour les malades des chambres doubles. » Ces chemises laissent voir les chairs. Les pensionnaires ne se plaignent pas. Beaucoup ont connu d'autres hôpitaux, des couloirs à angles droits, des murs sales de mauvais présages, des soins donnés avec mauvaise humeur. « Ici, on est bien traité », confie une vieille dame qui achève dans une chambre ensolée de médecine générale sa longue tournée des hôpitaux du Var.

Comme d'autres, elle n'a jamais possédé, chez elle, un fauteuil de cuir semblable à celui dans lequel, près de la fenêtre, elle ferme les yeux pour mieux retenir des souvenirs qui se brouillent. La télévision est gratuite pour tous. Le téléphone est installé à côté des cinq cents lits. « Nous tenions à ce que cela ressemble le moins possible à un hôpital », note la directrice.

Malgré cette volontaire confusion des genres, « Draguignan » ne tient pas du miracle dans l'habituelle grisaille de l'univers médical. Rien d'un cas unique : toutes les constructions récentes s'éloignent du vieux modèle des mouroirs anonymes et cherchent à éliminer les clés d'un humanisme solitaire de la maladie. Cet établissement-là est simplement un peu en avance sur son temps provincial, la préfiguration de ce que le pays proposera demain comme moyenne nationale. Un hôpital général, dit « de proximité », pour rattrapper l'injustice faite aux chefs-lieux de département par rapport aux grandes villes dotées de CHU.

## « Snobisme »

Depuis 1985, les malades du haut Var ne sont plus obligés de gagner la côte, Nice, Marseille ou encore Fréjus pour se faire soigner. L'hôpital possède « un plateau technique » aux normes, un bloc opératoire et une unité de réanimation, des lits de soins intensifs, des services de chirurgie, de cardiologie, de gynécologie-obstétrique, etc. Ce n'était pas un luxe : préfecture fantôme, peu à peu vidée de toute influence économique au profit du bord de mer, la ville aurait mérité un nouveau centre public depuis près de trente ans.

Le vieux hôpital, avec ses salles communes, s'accroît guère plus que des indignes. Les autres avaient le choix entre les cliniques privées, propriété d'un adjoint au maire, et

« la fuite vers la Côte », surtout vers Fréjus, où, en prévision du déclin de Draguignan, on avait laissé l'hôpital local se surdimensionner.

La médecine hospitalière a connu un destin inverse de toutes les activités dracénoises. Le changement de site, la modernisation, ont coïncidé avec le départ en retraite de vieux médecins et avec l'arrivée de plus jeunes chefs de clinique venus de toute la France. Les succès du centre ont été rapides, en chirurgie, en cardiologie. « Aujourd'hui, le snobisme, c'est de venir accoucher chez nous », explique un interne. L'hôpital, cet été, aura son scanner. On en parle depuis des mois en ville, et la nouvelle a provoqué un afflux d'inscriptions, même parmi les simples migrants.

La ville est fière de ses cubes des collines. Même la bourgeoisie évite désormais, sauf pour des analyses ou des interventions très spécialisées, de se rendre à Nice. « Le phénomène est le même dans toute la France, note un chirurgien. Les gens ne veulent plus de ces longues attentes pour des rendez-vous loin de chez eux, de ces voyages en ambulance. La proximité, à travers la maladie, est devenue une revendication. »

« Draguignan » se situe dans la moyenne haute de l'appareil hospitalier, entre les CHU, les grandes unités intensives où avance la recherche, et le traitement des pathologies moyennes que l'hôpital renvoie vers les cliniques, la médecine privée ou les centres de réadaptation fonctionnelle. Le taux de remplissage dépasse 80 %, et, selon M<sup>me</sup> Escrivà, c'est déjà trop. Au-delà, les services sont encombrés de lits dans les couloirs, les patients changent de service en fonction des places disponibles. L'hôpital tourne trop vite, avec moins d'attention, moins d'humanité.

La modernité même du centre, l'expansion hospitalière, font naître des besoins difficiles à réfréner dans un univers de souffrance. Les dépenses de pharmacie sont en augmentation de 20 % par an, patients et médecins estimant mériter les meilleurs médicaments. Des chefs de service souhaitent pouvoir disposer d'un matériel moderne, de pacemakers, de pinces à autopsie pour l'abdomen, etc. Indéniables progrès, mais mal adaptés à un hôpital limité par les statistiques. Bon nombre d'interventions se présentent ici trop rarement pour qu'on autorise une recherche, une dépense régulière. Impensable d'y développer par exemple un centre de chirurgie cardiaque, malgré le désir de certains médecins. Ou de pratiquer l'in vitro, malgré les compétences d'une jeune gynécologue.

La spécificité de « Draguignan »,



Espace moderne, sur un décor de collines, l'hôpital de Draguignan

c'est la bonne médecine d'un pays développé. Une chirurgie sûre. L'application de techniques éprouvées ailleurs. Pas une médecine au rabais pour ville moyenne. La juste équité nationale : un réel confort de soins, une rapidité d'intervention, et surtout cet « accompagnement » du malade, toujours présent, rarement trouvé. Cela doit être notre réelle spécialité, dit M<sup>me</sup> Escrivà. Notre compétence véritable.

Malgré son dynamisme, la solidarité entre ses équipes, l'hôpital n'échappe pas aux vieux maux connus. Le mandarinat, même relatif, puisque « Draguignan » soigne sans professeurs. Les querelles ou les préférences de services. Le laisser-aller des horaires de consultations externes. Le besoin de hiérarchie. « Depuis l'arrivée des TUC, même les filles de salle vont mieux car elles ont quelqu'un à commander », plaisante un médecin. La loi du silence entre médecins sévit ici aussi, les

plus jeunes hésitant à dénoncer les fautes de leurs aînés.

Défauts chroniques de tout le système hospitalier, simplement moins sensibles ici. Défauts dépassés par la recherche d'un style propre, « d'une plus grande préoccupation du malade ». « C'est cela l'avenir d'un hôpital comme celui-ci, note un chirurgien : sa disponibilité plus grande que dans un CHU. »

## « Quatre-vingt-dix pour cent de ma chance »

Le docteur Giannoni, chirurgien-dentiste en ville, se souviendra sans doute longtemps de son séjour au centre des collines. Après une opération à cœur ouvert, deux pontages, il est victime d'un éclatement de la rate au cours d'un accident de circulation. « 90 % de ma chance, dit-il, viennent du fait que cet hôpital existait. Tout était prêt, ils m'attendaient. Ils m'ont opéré. »

Depuis, le docteur Giannoni est devenu un ardent défenseur de « son » hôpital. Pendant son séjour, il a invité beaucoup d'amis, de proches, « à venir voir par eux-mêmes ». Il a souvent croisé un clochard, aussi bien traité que lui. Il s'est étonné de ne pas voir de malades allés dans les couloirs. Il a loué la gentillesse, la nourriture, l'environnement général.

M<sup>me</sup> Escrivà et la direction cherchent les moyens de rendre cet hôpital toujours plus opérationnel. « Réduire son intervention aux choses importantes, limiter les bilans de santé inutiles, les analyses déjà faites à l'extérieur, éloigner les soins primaires. » Tout cela dans un but : préparer l'hôpital à la prochaine étape souhaitée pour cette médecine hospitalière intermédiaire : son humanisme. Plus qu'ailleurs, le sujet est ouvertement abordé ici. Comment viser à la fois la compétence et à un meilleur accompagnement du malade ? « Nous n'avons pas été

formés à ça, reconnaît un obstétricien. Et pourtant, tout le monde sait bien que c'est cela notre avenir. »

« Cela » occupe déjà beaucoup de médecins et d'infirmières sur tout, et d'aides-soignantes : le service de médecine générale, lieu géométrique de tous les soucis du centre. Un service sans autre définition que le temps qui passe, l'inévitable. L'ultime étape. Un four-tout où se retrouvent ceux pour qui la chirurgie ne peut rien. Beaucoup de vieux, surtout des vieux. Le « créneau », en termes économiques, la charge à venir, du point de vue de la direction. Beaucoup de questions non résolues pour les médecins. Et un quotidien désespérant pour le personnel soignant.

Ils occupent tous les lits, visages blanchis, corps diaphanes, mourant lentement de presque rien. Parce que en 1990 les vieux meurent seuls, sans famille, loin de chez eux. Emportés, l'hiver, par une sale grippe qui n'a rien fait pas. L'hé, par la désolation.

À la fenêtre de sa chambre, une vieille dame regarde les collines en parlant du port de Saint-Tropez. On croirait qu'elle prie, mais jointes, minuscule dans sa robe de chambre, l'aide-soignante lui raconte les bateaux, le port qu'elle ne reverra plus. Chaque jour, le même dialogue, absurde et touchant, à propos d'un bord de mer inaccessible. L'aide-soignante confie : « Je n'y peux rien, à chaque fois, je suis toujours aussi émue, j'invente des descriptions, de peur qu'elle se réveille de ses pensées. »

La médecine générale, c'est aussi le lien des révoltes contre l'impuissance, des infirmières épuisées nerveusement. « Ici, on ne voit jamais des gens qui vont bien ». Elles envient le service de gynéco, marqué par les cris du début de la vie. Elles disent : l'hôpital, c'est la prison. « Mais ici, c'est la prison avec la peine de mort », ici se forge dans la désespérance la spécialité hospitalière de l'avenir, au prix des dépressions, des démissions et de l'effort. Ici, s'aventure, douloureusement, une autre attitude, réaliste et digne, face à la mort promise.

Le personnel égrène des questions à usage universel de la décennie à venir. Comment rester quand on est certain que la vie perd à tous coups ? Pourquoi s'acharner sur des vieillards qui, peut-être, n'en demandent pas tant ? « Draguignan » s'enorgueillit de n'abandonner personne. Service public oblige. Mais quel sort se réserve un service qui accueille que des patients dont le seul malheur, à la fin, « est d'être âgés et d'avoir toutes les maladies » ? Tout l'hôpital, dans ses étages inférieurs, travaille à maintenir en vie, à soigner, sauver, mieux qu'ailleurs souvent, déjà plus humanement. La médecine générale paie seule ce tribut à la réussite de la médecine moderne. Sans réponse.

Accompagner... assurer le droit à la proximité dans une société individualisée, c'est aussi allonger cet étau de la fin promise. L'hôpital de Draguignan, comme les autres, réfléchit à toutes les solutions d'avenir, l'hospitalisation à domicile, les hôtels de convalescence. Il cherche des réponses ; se sait déjà mieux adapté aux demandes des malades. Il assume les effets hospitaliers de la longévité permise par la science. Mais il bute toujours sur la mort. « Quand on a la chance de travailler dans un centre comme celui-ci, dit un jeune médecin, de mieux s'entendre qu'ailleurs, de voir des patients plus confiants, on a parfois tendance à oublier l'évidence. »

PHILIPPE BOGGIO

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP  
64, rue La Boétie, 45-63-12-66  
MINUTE 35 15 CODE A17  
plus OSP

Vente d'immeuble inscrit au Palais de Justice de PARIS, le Jeudi 5 avril 1990 à 14 h 30, en un seul lot  
**APPARTEMENT à PARIS 18<sup>e</sup>**  
44, rue de Clignancourt  
dans le Bât. B, au 4<sup>e</sup> étage porte cochère, face à l'école 2 comp. entrées, cuisine, w.c., séjour et chambre  
UNE CAVE dans le Bâtiment B  
Mise à Prix : 90 000 F  
S'adresser pour tous renseignements au cabinet de la SCP SCHMIDT au cabinet de la SCP SCHMIDT, 75, avenue de Wagram à Paris 17<sup>e</sup>, Tél. : 47-63-29-24.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le Jeudi 5 avril 1990 à 14 h 30, en deux lots  
**à PARIS 10<sup>e</sup>**  
1<sup>er</sup> lot - LOCAUX COMMERCIAUX  
60-62, rue du Château-d'Eau  
et 36, boulevard de Strasbourg  
Mise à Prix : 1 000 000 F  
2<sup>e</sup> lot - UNE BOUTIQUE  
36, boulevard de Strasbourg  
Mise à Prix : 200 000 F  
S'adresser pour tous renseignements à Maître M.-J. CHARPENTIER-GETTAMARE, avocat, 3, rue Danton 75006 Paris. Tél. : 43-25-52-12.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le Jeudi 5 avril 1990 à 14 h 30, en un seul lot  
**APPARTEMENT à PARIS 18<sup>e</sup>**  
37, rue Lamarcq au 5<sup>e</sup> étage  
comp. ent., 1 pcc, cuis., cab. toil., w.c., débarr., + cave  
Mise à Prix : 200 000 F  
S'adresser pour renseignements à M<sup>re</sup> TOSONI, avocat, 75011, 60, bd Voltaire, tél. : 43-55-54-36 - Au Greffe du Trib. de Gde Instance de Paris.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de Paris le JEUDI 5 AVRIL 1990, à 14 h 30  
**APPARTEMENT - 119 à 125, BD de GRENELLE**  
à PARIS (15<sup>e</sup>) - de 3 P. PRINC. - 2<sup>e</sup> ét. compl. D - CAVES 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup>  
M. à P. : 150 000 F S'adr. : SCP GASTINEAU, MALANGEAU et BOTTILLER-BOUSSAU, avocats associés à PARIS (6<sup>e</sup>) - 2, carrefour de l'Odéon - Tél. : 43-26-42-93 de 9 à 12 h  
Tous avocats TGI PARIS - Sur les lieux pour visiter.

VENTE au Palais de Justice de NANTERRE, Jeudi 5 AVRIL 1990, 14 h  
EN UN LOT  
**UN IMMEUBLE à PUTEAUX (92)**  
27, rue Godfrey  
comp. : 1 BAT. Elevé s/s-sol, rdc+1, 4 étages à usage HOTEL-CAFÉ-RESTAURANT.  
1 BAT. d'un rdc+ch. en rez-de-chaussée à usage de GARAGE  
**MISE A PRIX : 700 000 F**  
S'adr. à M<sup>re</sup> André MALLAH-SARKOZY, avocat, 184, av. Charles-de-Gaulle NEUILLY-SUR-SEINE (92) - Tél. : 46-24-02-13  
M<sup>re</sup> Bernard-Charles LEBERVIER, avocat, 20, quai de la Mélanie, 75001 Paris. Tél. : 43-33-14-08 - S/Place pour visiter, les 27 mars et 2 avril de 14 h 30 à 16 h 30 - 3 avril de 10 h 30 à 12 h 30.

Adjud. en l'Office notarial à PARIS 7<sup>e</sup>, 10, rue du Pré-aux-Clercs le Jeudi 5 avril à 15 h - d'un fonds de commerce de  
**OPTIQUE et LUNETTERIE**  
de vente d'appareils d'optique, de lunetterie, de photographie et de cinéma et tous travaux photographiques liés et exploités à PARIS 8<sup>e</sup>  
**14, bis rue Marbeuf**  
comportant le droit au bail des lieux  
M. à P. : 1 000 000 F outre les charges des loyers arriérés Ne P. E. Reinsée  
Cant. 400 000 F par Ch. de banque au compt.  
S'adr. à M<sup>re</sup> BARATTE & CARRE, not. ssa, à Paris 7<sup>e</sup>, 10, rue du Pré-aux-Clercs. Tél. : 45-48-13-08. M<sup>re</sup> SEGUI not. ssa, à Créteil (94), 50, avenue du Général-de-Gaulle tél. : 43-99-22-36.  
Visite sur place les 26 mars 1990 de 14 h à 17 h et 2 avril 1990 de 9 h à 12 h.

**L'ASTRADUL**  
Association des Traducteurs  
Diplômés de l'Université de Londres  
Vous propose une équipe de Traducteurs  
FRANÇAIS et ANGLAIS  
Tél. : 47-07-77-13 - 45-78-75-80 - 45-09-02-72  
R.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07  
Siège social : Institut Britannique de Paris

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
**ARTS**  
**Le Monde et SPECTACLES**

## « SOURDS ET MALENTENDANTS »

## LA MUTUELLE DE LA PRESSE ET DU LIVRE

Organise les lundi 2 et mardi 3 avril 1990 (service acoustique) deux journées réservées aux sourds et malentendants.

- Vous pourrez gratuitement faire réviser vos appareils auditifs.
- Essayer les nouvelles prothèses auditives ultra-miniaturisées.

PRENEZ RENDEZ-VOUS AU 40-39-75-75  
M.N.P.L. SERVICE ACOUSTIQUE  
29, rue de Turbigo, 75009 Paris

مركزنا من الامم



SCIENCES • MEDECINE

# L'étoffe des marchands

Arianespace, créée il y a dix ans, est aujourd'hui encore la seule société de lancement de satellites privée

L'E véritable début de l'histoire remonte sans doute au soir de Noël 1977, se souvient M. Frédéric d'Allest, PDG d'Arianespace. « Après mûre réflexion, j'ai rédigé une note à la direction du CNES qui disait à peu près ceci : « Nous avons entre les mains un très bon lanceur, mais, dans quelques années il ne nous en restera qu'un bel album de photos si nous ne mettons pas sur pied rapidement une société chargée de son exploitation industrielle et commerciale. » Dans le contexte de l'époque, l'idée relevait presque de l'utopie. Arianespace n'avait pas encore effacé l'échec cuisant de son lanceur Europe.

Aujourd'hui, dix ans après sa création - le 26 mars 1980 - Arianespace reste la seule société privée de « transport spatial » au monde, malgré les efforts des Américains qui, depuis trois ans seulement, tentent de suivre son exemple. Elle a annoncé la signature de son 80<sup>e</sup> contrat - pour le lancement du satellite français Télécom 2B - le jour même de son dixième anniversaire, et s'est adjugé la moitié du marché mondial de la mise sur orbite des satellites civils (et même 61 % des contrats signés en 1989). L'explosion en vol d'une Ariane-4, le 23 février dernier, ne semble pas devoir décourager les clients. Les trois prochains lancements devraient être la fin de l'été, murmurent les spécialistes.

Ce succès peut être attribué à la conjonction d'une bonne dose de chance, de certaines erreurs de la NASA et, surtout, de la clairvoyance d'un petit groupe de pion-

niers parmi lesquels M. Frédéric d'Allest, qui fut chef de projet Ariane, puis directeur des lancements au CNES avant de diriger Arianespace depuis sa fondation.

« Il était clair, dès 1977, qu'après avoir soutenu les efforts de développement du lanceur, les Etats membres de l'Agence spatiale européenne (ESA) ne continueraient pas à financer Ariane quand elle aurait atteint son rythme de croisière. Il fallait donc trouver des solutions extrabudgétaires par rapport à l'ESA pour son industrialisation et sa commercialisation », se souvient-il.

**Un premier contrat à l'exportation dès 1981**

Une étude de marché auprès des utilisateurs potentiels (on ne parlait pas encore de « clients ») montre que le projet est « risqué mais jouable ». Commencent alors les négociations juridiques (transferts de technologies, royalties, etc.) avec une ESA « un peu réticente au début ». L'Agence donne enfin son feu vert le 24 janvier 1980. Et, en deux mois, le projet est bouclé. Arianespace (elle a fallu s'appeler Transpace, mais le nom était déjà déposé par une compagnie américaine) sera une « société anonyme de droit privé française », dont l'objet est « la production, la commercialisation et le lancement des fusées Ariane développées dans le cadre de l'Agence spatiale européenne ». Ses actionnaires, français à près de 60 %, sont le CNES (34,30 %), onze banques et treize sociétés européennes ayant, pour la plupart, participé au développement du lanceur.

Restait à convaincre les clients. « Nous avons commencé par faire des propositions à l'organisation

internationale de communications Intelsat. Le premier tir d'Ariane n'avait pas encore eu lieu. Les Américains, en revanche, avaient derrière eux le programme Apollo, et il était difficile d'expliquer pourquoi nous nous mettions à vouloir tirer des pétards chez nous, alors qu'ils allaient sur la Lune. Un haut responsable de la NASA a d'ailleurs qualifié Ariane de « old stuff » (matériel dépassé) devant le Congrès, qui l'interrogeait sur les dangers potentiels de la concurrence européenne.

« Heureusement pour nous, poursuit M. d'Allest, les Etats-Unis se sont lancés dans la politique du « tout navette ». Cela devait permettre, pensaient-ils, de diminuer les prix de lancement par dix. Ils se trompaient lourdement. On l'a vu depuis. Et, très vite, les retard et les problèmes dans la mise au point ont, de plus, inquiété les clients. Ces derniers ne voulaient pas, par ailleurs, être limités à un seul système de lancement après l'abandon des lanceurs traditionnels par la NASA ».

Les commerciaux d'Arianespace ont su profiter adroitement de la brèche. Le premier contrat à l'exportation fut signé (aux Etats-Unis) dès 1981. Et, au moment de l'explosion de la navette Challenger qui devait paralyser le programme spatial américain pour trente-deux mois à partir de janvier 1986, les Européens avaient conquis très exactement 50 % du marché civil des lancements de satellites : 44 contrats de part et d'autre.

Personne n'aurait imaginé, cinq ans plus tôt, une percée d'une telle ampleur.

Même pas M. d'Allest et ses amis : leur objectif de départ (visé et révisé à la hausse) était, en effet,

de conquérir 34 % du marché.

Le secret réside sans doute dans la démarche résolument commerciale que, dès l'origine, les Européens firent les seuls à adopter.

« Nous avons voulu, avant tout, mettre au point un outil industriel et commercial susceptible de viser le marché mondial : les débouchés européens étaient trop limités pour une industrie aussi lourde. Nous avons une politique de lancements multiples. Afin d'optimiser les coûts de lancement, donc de pouvoir offrir les meilleurs prix, les performances et la taille de nos lanceurs sont étudiées pour exporter deux satellites du type le plus courant. C'est vrai aussi pour le futur lanceur lourd européen Ariane-5, qui entrera en service à partir de 1995. Il devra emmener en orbite l'avion spatial Hermès. Mais c'est la taille de ce dernier qui a été étudiée pour être compatible avec celle des charges utiles commerciales les plus courantes d'Ariane-3, et non l'inverse ».

**Les « adversaires loyaux » et les autres**

Arianespace est seule au monde dans ce cas. Les fusées américaines Atlas-Centaur, Thor-Delta et Titan ont été développées avant tout pour les besoins des militaires. Ce qui était un avantage au départ (pour des raisons budgétaires) est aujourd'hui un inconvénient. Le Pentagone reste le principal client des firmes américaines. Un client hégémonique dont les besoins sont parfois difficilement compatibles avec une démarche commerciale efficace vers le secteur civil.

Seul l'Atlas-Centaur de General Dynamics semble pouvoir se mesurer vraiment avec le lanceur européen qui le retrouve d'ailleurs

depuis peu face à lui sur la plupart des contrats à l'exportation. Mais Arianespace garde une longueur d'avance avec son futur lanceur, le M. Lovelace, patron de General Dynamics, fait d'ailleurs aujourd'hui campagne auprès des autorités américaines pour le développement d'un nouveau lanceur sur le thème : « Nous allons nous faire manger par l'Europe et l'Ariane-5 ». Un bel hommage indirect de la part d'un concurrent », lance M. d'Allest.

Si les Américains sont des « adversaires loyaux », il n'en va pas de même des Soviétiques et des Chinois, qui, pour prendre pied sur le marché mondial, proposent des prix de dumping, systématiquement inférieurs (généralement de 30 %) à ceux d'Arianespace. Européens et Américains se sont mis tacitement d'accord pour faire front ensemble : ces pratiques devront cesser, faute de quoi les gouvernements occidentaux refuseront systématiquement de donner le feu vert indispensable à la sortie de leur territoire des « matériels technologiques sensibles » que constituent les satellites à lancer.

Ces péripéties démontrent, s'il en était besoin, que la compétition est rude. M. d'Allest en est bien sûr conscient. « Il nous faut maintenant consolider nos positions. Nous n'avons pas l'intention de tenter d'acquiescer plus de 50 % du marché mondial », déclare-t-il. Pour des raisons politiques, certains contrats nous seront toujours refusés. Et les clients préfèrent disposer de plusieurs possibilités de choix, par sécurité. De plus, dépasser la cadence actuelle de tir supposerait que nous augmentions la taille de nos installations, ce qui ne serait pas rentable ».

La diversification est, par ail-

leurs, à l'ordre du jour : « Notre métier, c'est le transport spatial. Contrairement à ce que disent les mauvaises langues, nous ne sommes pas condamnés au monopole ». Arianespace a déjà signé en juillet dernier avec la firme américaine Orbital Science Corporation (OSC) un contrat pour exploiter en Europe le système Pegasus de petite fusée lancée depuis un avion gros porteur dont cette société achève actuellement la mise au point.

« Nous étudions aussi avec eux la possibilité de développer un petit lanceur à partir d'étages américains ou européens », révèle M. d'Allest. Marché visé : celui des mini-satellites (100 kilos à 200 kilos en orbite géostationnaire, à 36 000 kilomètres d'altitude et jusqu'à 1 tonne en orbite basse, à 250 kilomètres ou 300 kilomètres) qui, estiment les experts, risque d'apparaître dans les années à venir à côté de celui des « gros » engins de 2 à 3 tonnes en orbite géostationnaire. « Nous en sommes encore au stade des études, mais si le marché se révèle porteur, nous pourrions concrétiser dans un avenir assez proche », affirme M. d'Allest.

Arianespace est enfin, bien entendu, candidate au titre d'opérateur du futur avion spatial Hermès, même s'il doit rester pour longtemps « un programme de démonstration technologique et d'intervention de l'homme en orbite » (traduction : sans aucun intérêt commercial). Le business a parfois quand même besoin de l'étoffe des héros à pour faire rêver les foules et... les clients.

JEAN-PAUL DUFOUR

## La palette des magdaléniens

Suite de la page 17

L'étude d'une autre peinture des grottes profondes de Niaux a donné des résultats d'un tout autre ordre. Là, il s'agit d'une fissure naturelle de la roche qui a été barbouillée de rouge, d'où le nom de « vulve » qui lui a été donné. AGLAS a révélé que la peinture remonte à l'hémistère pure (de l'oxyde de fer rouge) et ne correspond donc pas du tout à l'une des compositions complexes utilisées par les artistes magdaléniens.

Or, d'une part, les premières études de Niaux faites par l'abbé Breuil et Emile Cartailhac avant la guerre de 1914-1918 ne mentionnent aucune part cette « vulve ». D'autre part, à côté de la « vulve », les initiales « TD » sont tracées, elles aussi, avec de l'hémistère pure.

Les nouvelles techniques d'analyse ouvrent des voies de recherche dont le développement sera sûrement énorme. Déjà, à la demande de M. Clottes et toujours avec l'accord de la sous-direction de l'archéologie, les prélèvements ont commencé dans quelques autres grottes ornées de l'Arège (Fontanet les Trois-Frères, Le Portel).

Un prélèvement réalisé sur le Grand Sorcier, œuvre principale de la grotte des Trois-Frères, a montré que la peinture est d'une composition identique à celle de la grotte

toute proche d'Enlène et qu'elle est donc probablement, elle aussi, du Magdalénien moyen. Ce qui confirme les hypothèses précédemment émises.

Bien sûr, selon le projet élaboré par la direction des antiquités préhistoriques de Midi-Pyrénées et de la LRMF, ce pourrait être le tour des grottes du Tuc-d'Audoubert (très proche d'Enlène, et des Trois-Frères), du Mas-d'Azil, de Bédoulet et de Marsoulas, toutes situées en Arège.

M. Clottes espère aussi qu'un prélèvement de 1 milligramme dans un des dessins au fusain de Niaux pourra être fait par M<sup>lle</sup> Hélène Valladas (Centre des faibles radioactivités de Gif-sur-Yvette), de façon que celle-ci puisse faire une datation au carbone 14 sur le Tardéroc, une « machine » qui n'a que trois ans et qui, elle aussi, se contente d'échantillons microscopiques.

On espère enfin, dans un avenir plus ou moins proche, avoir des prélèvements des peintures des autres grottes ornées des Pyrénées, de Dordogne, d'Espagne. Ainsi pourrait-on avoir, pour l'ensemble des grottes ornées, des bases de comparaison plus objectives que celles qui sont, actuellement, fondées principalement sur les styles.

YVONNE REBEYROL

## Le temps éclaté

Suite de la page 17

Le temps s'écoulerait du même coup réversible, du moins au plan théorique. Les équations fondamentales de la dynamique et de la relativité n'imposent en effet aucune direction privilégiée à la variable temps, par rapport à laquelle les lois de la physique deviennent toutes symétriques.

Le sens commun vacille, bien sûr, à cette assertion. Mais les concepts sont ténus. Dans la théorie de la relativité, le temps apparaît comme un paramètre permettant d'étiqueter en ordre croissant des points-événements, réunis par une chaîne causale ou susceptible de l'être. Le principe de causalité, qui nous permet d'ordonner les événements qui arrivent dans le monde en fonction de la propagation de causes vers des effets, s'impose ainsi progressivement au cours du siècle, comme une loi universelle de la nature. Au détriment de la notion de devenir - aspect du temps relatif à l'évolution et à l'irréversibilité - que d'aucuns ne sont alors pas loins de considérer comme un concept anthropomorphique, lié à notre façon d'appréhender le monde.

### L'objectif contre le subjectif

L'objectif contre le subjectif, en quelque sorte. Mais cette vision, qui conférerait un statut royal à la causalité, fut à son tour battue en brèche au cours des quinze dernières années. Grâce notamment au développement de la mécanique quantique, on s'est aperçu, en effet, que cette propagation de causes vers des effets n'était pas applicable à tous les phénomènes, assez subtils il est vrai, que le principe de causalité ne pouvait expliquer à lui seul. L'impossibilité - mise en évidence au début des années 80 - de décrire séparément certaines propriétés des objets quantiques, même distants l'un de l'autre (1), n'en constitue qu'un exemple parmi d'autres.

« La conclusion de cette expérience est qu'il existe dans la nature une inséparabilité fondamentale, telle que deux systèmes ayant interagi dans le passé sont toujours solidaires, quelle que soit leur distance actuelle », souligne Remy Lesienne, auteur d'un récent ouvrage sur le temps (2). Le principe de causalité relativiste donnerait ainsi une image incomplète du temps, parce qu'elle le dépourrait de sa flèche. Considérée pendant des siècles comme une notion « subjective », l'irréversibilité serait-elle donc, finalement, une propriété du monde ? De nombreux physiciens ne sont pas loins de le penser, qui s'efforcent désormais, à l'échelle microscopique, de

donner à ce concept une base objective.

Pour affiner cette distinction désormais nécessaire entre temps et causalité, d'autres chercheurs ont suivi une voie différente. Loin de la physique nucléaire, où le temps de désintégration des particules sont incroyablement brefs, ils ont choisi d'aborder un domaine où le temps prend son temps, où il joue un rôle plus concret que dans les sciences physiques. Remy Lesienne est de ceux-là. Physicien nucléaire de formation, ce passionné d'épistémologie s'est récemment converti vers la biologie - précisément pour y étudier la loi du temps.

« Quand on interroge avec nos instruments le comportement des objets les plus simples de la nature, la flèche du temps n'apparaît pas, explique-t-il. Ainsi, une paroi élémentaire ne vieillit pas. Si elle existe à l'instant, elle a toujours la même probabilité de se désintégrer dans la seconde qui suit... L'irréversibilité, en revanche, apparaît dans les systèmes plus complexes. Elle prédomine notamment dans le domaine de la biologie, où l'on trouve, du cerveau humain à la plus petite bactérie, des systèmes éminemment organisés ».

Du fait du déroulement de la vie de la naissance à la mort, inductible chez tous les êtres vivants, le sens commun a admis depuis longtemps l'irréversibilité du temps biologique. Au plan scientifique, en revanche, les relations complexes qui entretiennent le temps et la vie ne se sont précisées que très récemment. Avec des résultats qui, selon certains, pourraient avoir sur ces disciplines des conséquences incommensurables - à l'image, estime Remy Lesienne, « de la découverte de Galilée dans le domaine de la physique ».

### Un peu comme un code morse

« On commence à se rendre compte que le temps joue un rôle tout à fait fondamental dans les sciences biologiques, précise-t-il. Pas simplement comme un paramètre par lequel on mesure le taux d'évolution des choses, mais comme un élément moteur essentiel du vivant. » Ainsi la chronobiologie, au cours de ce siècle, a-t-elle permis de découvrir que l'organisme vivant était régi par des rythmes internes, par des horloges biologiques aux rouages complexes.

De même, on sait désormais que l'expression du programme génétique nécessaire au développement de chaque espèce est régie par un contrôle temporel extrêmement précis, dont on commence tout juste à ébaucher les règles. Et la mort même s'interprète peut-être à jour comme un mécanisme génétique programmé dans le temps, à en croire les récentes expériences menées sur les

mouches drosophiles, qui permettent, par simple manipulation de certaines horloges internes, de prolonger leur vie active (le Monde du 14 février).

Il est enfin un autre domaine de la biologie, peu exploré jusqu'ici, où le temps pourrait jouer un rôle de première importance : la transmission de l'information dans le système nerveux central. « Jusqu'à un passé récent, on croyait que l'information transportée localement se traduisait simplement par la fréquence moyenne de décharge des cellules nerveuses. On estimait que seul le nombre d'impulsions par seconde, mais non la répartition dans le temps de ces impulsions, avait une signification quant à la réponse d'un neurone à une stimulation donnée, explique Remy Lesienne. Mais les recherches en cours montrent que l'information, au contraire, pourrait être transportée et codée dans les silences, les intervalles plus ou moins longs qui séparent les différentes impulsions nerveuses. » Un peu comme dans le code morse, dont l'alphabet se décline au rythme des signaux sonores et de leurs intervalles.

En collaboration avec une équipe de biologistes américains, le physicien reconstruit s'est efforcé de décrypter, pendant deux ans, le langage temporel impliqué dans la transmission de l'information nerveuse dans le cortex visuel du

macaque. Approuvé par le CNRS et les National Institutes of Health (NIH) américains, ce programme de recherche n'a donné à ce jour que des résultats ponctuels, impossibles à généraliser. Mais la notion de langage temporel de l'information nerveuse est aujourd'hui devenue suffisamment sensible pour motiver un certain nombre de scientifiques, unis par la volonté de comparer leurs résultats et d'explorer cette nouvelle piste de recherche.

Si les années à venir devaient confirmer le rôle du temps dans le fonctionnement cérébral, ne pourrait-on supposer que la pensée humaine, manifestation la plus élaborée du vivant, doit en partie son développement à cette faculté temporelle du cerveau ? La flèche du temps serait alors bien réelle. Tournez vers le futur, irréversiblement.

CATHERINE VINCENT

(1) Lors de la désintégration d'états atomiques avec émission de photons, il apparaît ainsi que deux photons, même éloignés l'un de l'autre, gardent la mémoire de la polarisation de l'autre photon.

(2) Les Fils du temps, Remy Lesienne, Ed. Presses du CNRS.

**Conférences / débats**

Dans le cadre du **MOIS DE LA MER**

**jeudi 29 mars à 15h**

**«Qualité des eaux du littoral»**  
par François Madelain  
Invité

**mardi 3 avril à 15h**

**«Les tremblements de terre naissent au fond des mers»**  
par Patrice Lardeau  
Invité

(scoeur payant)

**ICELANDAIR**

**Islande**

**BIENVENUE AU PAYS QUE LA LUMIERE A CHOISI**

ALANTOURS vous propose de découvrir "votre ISLANDE". Voyages individuels, location de 4 X 4, randonnées à pied, à "Vélo de Montagne", à cheval, circuits accompagnés avec hébergement à l'hôtel, etc.

à titre d'exemple :

Circuit découverte	Circuit aventure
<b>"PANORAMA DE L'ISLANDE"</b>	<b>"L'ISLANDE SAUVAGE"</b>
Circuit accompagné 11 jours Paris/Paris 11.320 F	Randonnées en petits groupes 15 jours Paris/Paris 11.800 F

Demandez la brochure ALANTOURS "DESTINATION ISLANDE" à votre agent de voyage ou 5, rue Danielle Casanova 75001 PARIS Tél. : (1) 42 96 59 78

un vrai spécialiste de l'Islande.

ALANTOURS LIC 1053







# AGENDA

## CARNET DU MONDE

**Naissances**  
- Véronique et Gilles MAIRE ont la joie d'annoncer la naissance de  
Adrien,  
le 24 mars 1990.  
115, boulevard Bessières,  
75017 Paris.

**Décès**  
- Mario-Magdelaine André,  
son épouse,  
Marie-Suzanne André,  
Blandine et Jean-Michel Roger,  
Thibaut et Florent,  
Guy André,  
Agathe André,  
Odile André,  
ses enfants et petits-enfants,  
Les familles Pollio et François,  
Toute sa famille,  
ont la tristesse de faire part du retour à Dieu de  
M. Fernand ANDRÉ,  
ancien élève de l'École polytechnique,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1939-1940,  
survécu à Versailles, le 24 mars 1990.  
La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 28 mars, à 11 heures, en l'église Saint-Symphorien de Versailles.  
« Aimez-vous les uns les autres comme je vous ai aimés. »  
Saint-Jean, XV.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

3, allée des Gardes-Royales,  
78000 Versailles.  
- On nous prie d'annoncer le décès de  
Jeannine AUBOYER,  
conservateur en chef honoraire  
du Musée Guimet,  
officier de la Légion d'honneur,  
commandeur des Arts et des Lettres,  
commandeur  
du Gorkha Dakshina Bahu.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 30 mars 1990, à 16 heures précises, en l'église Saint-Augustin, Paris-8, suivie de l'inhumation dans la sépulture familiale, au cimetière du Père-Lachaise.  
De la part de  
ses très nombreux amis.

- Le président Ghislain Poullet-Kervin  
Et le bureau,  
Les associations,  
Et les membres du comité de direction du  
Syndicat de la presse artistique française (SPAF),  
ont la tristesse de faire part du décès de leur vice-président d'office  
Jeannine AUBOYER,  
historienne d'art,  
conservateur en chef honoraire  
des Musées nationaux,  
officier de la Légion d'honneur,  
commandeur des Arts et des Lettres,  
commandeur  
du Gorkha Dakshina Bahu.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 30 mars 1990, à 16 heures, en l'église Saint-Augustin, Paris-8, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.  
SPAF,  
61, rue de Miromesnil,  
75008 Paris.

- Son fils,  
Nicolas Celers,  
ses parents,  
Jeanette et René Celers,  
sa grand-mère,  
Rose Bourillon,  
ses frères et sœur,  
Pierre Celers,  
Monique et Paul Bertina  
et leur fille Magali,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part de la disparition brutale de  
docteur Catherine CELERS,  
survécu le 21 mars 1990, à l'âge de trente-cinq ans.  
L'inhumation aura lieu le mercredi 28 mars, à 14 heures, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris-20, entrée place Gambetta, où l'on se réunira.

- M. et M<sup>me</sup> Roger David,  
ses parents,  
M<sup>me</sup> Hélène David,  
sa grand-mère,  
M<sup>me</sup> Jeannine David,  
et tante  
Yvonne Gossier,  
font part du décès de  
Pascal DAVID,  
âgé de trente-trois ans.  
La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Senonches, le mercredi 28 mars 1990, à 15 heures.  
31, rue Louis-Pontet,  
28220 Senonches,  
141 bis, rue de Valmy,  
75010 Paris.

- Jean et Sabine Dollé,  
François et Michelle Dollé,  
Hélène et Jean Mercadier,  
Claude et Sabine Dollé,  
Ses seize petits-enfants et leurs conjoints,  
Ses vingt et un arrière-petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Alice Dollé,  
sa sœur,  
Et toute sa famille,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Gaston DOLLÉ,  
ingénieur général du génie maritime  
(CR),  
officier de la Légion d'honneur,  
survécu à Paris, le 23 mars 1990, dans sa quatre-vingt-troisième année.  
70, rue d'Assas,  
75006 Paris.

- Le président Henri de Benoist,  
Le président Philippe Neeser,  
Le conseil d'administration de l'Association générale des producteurs de blé et autres céréales (AGPB),  
Le conseil d'administration de l'Institut technique des céréales et des fourrages (ITCF),  
Le conseil d'administration de l'Union française pour le développement de l'économie céréalière (UNIFRAINS),  
Et tous leurs collaborateurs,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
M. Jean-Claude DUBOST,  
directeur général de l'AGPB  
et de l'ITCF,  
directeur délégué d'UNIFRAINS,  
survécu le 24 mars 1990, dans sa quarante-huitième année.

La messe sera célébrée en l'église Saint-Martin de Sacy-en-Brie (Val-de-Marne), le jeudi 29 mars, à 9 h 15.  
Un temps de prière sera lieu en l'église de Clermont (Aisne), le jeudi 29 mars, à 17 heures, avant l'inhumation au cimetière de la commune.  
Ni fleurs ni couronnes.

Projet d'offrande à la fondation FERT (Fondation pour l'épanouissement et le renouveau de la Terre), 1, avenue Marceau, 75116 Paris, pour distribuer le pain gratuit aux plus démunis et soutenir les cultures vivrières en pays défavorisés.  
AGPB, ITCF, UNIFRAINS,  
8, avenue du Président-Wilson,  
75116 Paris.

- M<sup>me</sup> Marcel Garand,  
son épouse,  
Ses enfants et petits-enfants,  
Sa famille,  
Et ses amis,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Marcel GARAND,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1939-1945,  
survécu le 25 mars 1990, dans sa soixante-deuxième année.  
Obèques en l'église Notre-Dame de la Gare, place Jeanne-d'Arc, Paris-13<sup>e</sup>, le mercredi 28 mars, à 16 heures.  
Ni fleurs ni couronnes.  
2, rue des Terres-en-Carré,  
75013 Paris.

**CARNET DU MONDE**  
Renseignements : 42-47-48-49.  
Tarif de la ligne H.T.  
Toutes rubriques ..... 87 F  
Abonnés et actionnaires ..... 77 F  
Communications diverses ..... 90 F  
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

- Le docteur Serge Golea,  
Nickie et Gérard Caro,  
Caroline et Anne-Christine,  
Benoist et Martin Golea,  
Véronique et Nicolas,  
Christine Golea (?),  
ont l'immense peine de faire part du décès brutal de  
Denise GOLEA,  
née Goguelin,  
survécue le 24 mars 1990.  
Ses obèques auront lieu dans l'intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part à ceux qui l'ont connue et aimée.  
Docteur Serge Golea,  
90 bis, avenue Henri-Martin,  
75116 Paris.

- M<sup>me</sup> Meline Grégoire,  
M. et M<sup>me</sup> Robert Allouane  
et leur fille,  
M. et M<sup>me</sup> Gilles Buffet  
et leurs fils,  
M. et M<sup>me</sup> Alain Bréau  
et leurs filles,  
Les familles Grégoire, Acker et Jerry,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Roger GRÉGOIRE,  
commandeur de la Légion d'honneur,  
président de section honoraire  
au Conseil d'Etat.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 29 mars 1990, à 10 h 30, en l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris-5<sup>e</sup>.  
(Lire page 10.)

*Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

**MÉTÉOROLOGIE**  
Evolution probable du temps en France entre le mardi 27 mars à 0 heures et le 1<sup>er</sup> avril à 24 heures.  
Mercredi et jeudi, le temps restera très nuageux dans l'ensemble. Les précipitations s'affaibliront progressivement, se limitant à quelques pluies d'été et aux rosées nocturnes ; le mistral et le remouant souffleront fort.  
A partir de vendredi, l'amélioration sera plus franche. En effet, le soleil fera de belles apparitions dès vendredi après-midi. Le week-end devrait être bien ensoleillé, mais une ondée orageuse pourrait se manifester dimanche après-midi sur l'ouest du pays.  
Mercredi : averse de neige sur les massifs. Orages en Corse.  
Toute la journée, le temps sera très nuageux à couvert sur l'est du pays avec de la pluie ou même de la neige à partir de 500 mètres sur les Vosges, les Jura, les Alpes, et des orages seront encore possibles en Corse avec de la neige au-dessus de 500 mètres.  
Sur les Pyrénées, le ciel restera très chargé avec des chutes de neige au-dessus de 500 mètres. Sur le Massif Central, des averse de neige se produiront en haute altitude. Partout ailleurs, le ciel restera nuageux malgré quelques apparitions du soleil. En cours de journée, le ciel se couvrira sur la Bretagne, et à l'aube des pluies brèves. Mistral et remouant souffleront fort jusqu'à 80 km/h.  
Les températures minimales iront de -1 degré à -3 degrés dans l'intérieur, de 3 degrés à 6 degrés près du littoral atlantique et de 6 degrés à 7 degrés près de la Méditerranée. Les maximales iront de 6 degrés à 8 degrés dans le Nord-Est et le Centre, de 8 degrés à 10 degrés dans le Lyonnais et le Nord, 10 degrés à 12 degrés près du littoral atlantique et 13 degrés à 15 degrés près de la Méditerranée.  
Jeudi : averse sur l'Est et la Corse. Eclaircies ailleurs.  
Les averse avec des chutes de neige au-dessus de 500 à 800 mètres persisteront sur la Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté, le Lyonnais, les Alpes et la Corse. Ailleurs, après la dissipation des brumes matinales et la dissipation des brumes de la Normandie aux pays de Loire, le soleil brillera, et les éclaircies alternent avec les nuages ; mistral et remouant souffleront toujours fort jusqu'à 80 km/h.  
En Manche, les vents de nord seront modérés jusqu'à 40 km/h.

Les températures minimales seront stationnaires ou en légère hausse sur l'Ouest. Les maximales seront en légère hausse.  
Vendredi 30 mars : nuageux le matin, belle après-midi.  
Le matin, les nuages seront très présents sur la plupart des régions. Le ciel sera même très nuageux, voire couvert, près des côtes de la Manche, sur la chaîne pyrénéenne, ainsi que sur l'Alsace, la Franche-Comté, l'est du Massif Central et les régions alpines. On pourra encore observer quelques précipitations éphémères sur le relief et des averse sur la Corse et l'extrême Sud-Est. Cependant, en fin de matinée, des éclaircies apparaîtront. Le soleil devrait se montrer généralement tout au long de l'après-midi. Quelques rizières nuageux persisteront toutefois sur les Alpes et près des Pyrénées.  
Les températures minimales seront comprises entre 3 degrés et 6 degrés près de la Méditerranée et entre 0 degré et 4 degrés ailleurs. Les températures minimales évolueront entre 12 degrés et 16 degrés sur la moitié nord, le Centre et le Centre-Est et entre 14 degrés et 17 degrés sur la moitié sud.

Samedi 31 mars : journée ensoleillée.  
Le temps sera généralement bien ensoleillé dès le début de la journée ; en effet, les brèves de brume et de brouillard seront assez rares le matin et très localisées. Quelques nuages pourront affecter toutefois le futur de l'extrême sud-est de notre pays. Dans l'après-midi, des nuages élevés viendront voiler le ciel des régions proches de l'Atlantique.  
Les températures maximales resteront très fraîches, mais les maximales seront en légère hausse, compte tenu du large ensoleillement.  
Dimanche 1<sup>er</sup> avril : orageux à l'ouest, beau temps à l'est.  
Comme la jour précédente, les brumes seront rares, et il fera beau dès le matin. L'après-midi, le temps restera bien ensoleillé sur la moitié est. En revanche, les nuages élevés se feront de plus en plus nombreux sur les régions de la moitié ouest, où le temps deviendra lourd et orageux. Les températures minimales seront en hausse d'environ 3 degrés à 4 degrés. Les maximales seront encore en hausse, en particulier sur une moitié ouest. Elles s'échelonneront entre 14 degrés et 20 degrés, atteignant 22 degrés dans le Sud-Ouest.

- M<sup>me</sup> Lucet,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis Lucet,  
Catherine,  
Christophe et Pascale Lucet,  
Sophie, Marc,  
Jean-Philippe,  
M. et M<sup>me</sup> Patrick O'Connell,  
Valérie et Christophe Allain-Dupré  
et leurs enfants,  
Charlotte et Louis-Marie Briere  
et leurs enfants,  
Aymarie,  
Les familles Lucet, Meyer, Philippe,  
Labey et Michoux,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Charles LUCET,  
ambassadeur de France,  
commandeur de la Légion d'honneur,  
de l'Ordre national du Mérite.  
Les obèques auront lieu en l'église Saint-Charles de Monaco, 22, rue Legendre, Paris-17<sup>e</sup>, le jeudi 29 mars, à 8 h 30.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
9, rue de Thame,  
75017 Paris.  
Ambassade de France au Sénégal,  
Ambassade de France en Indonésie.

Né en 1910, Charles Lucet avait fait des études de droit et était diplômé de l'École des sciences politiques. Il était entré dans le corps diplomatique en 1938. En poste à Washington de 1935 à 1942, il avait été rattaché par le gouvernement de Vichy au service des affaires africaines et océaniques à Alger. Charles Lucet avait été sous-directeur d'Afrique à l'administration centrale (1945-1946), délégué général auprès des Nations unies (1953-1955), ministre conseiller à Washington (1956-1959), directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay (1960-1965) avant d'être nommé ambassadeur à Washington. En 1972, il avait été nommé ambassadeur à Rome. Il avait pris sa retraite en 1976.

- M. Jean Michal,  
son épouse,  
Emmanuel et Geneviève,  
Denis, Renaud,  
Marie-Geneviève et Robert,  
Claire, Elodie, Clément,  
Christiane,  
Brigitte et Eric,  
Coline, Malik,  
ses enfants,  
et ses petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Chaire MICHAL,  
née Lereboullet,  
survécue à Paris, le 17 mars 1990, dans sa soixante-quinzième année.  
Les obèques ont eu lieu le 22 mars, à Royes (Sèvre), dans l'intimité.  
Une messe sera célébrée le samedi 7 avril, à 11 h 30, crypte Saint-François-d'Assise, de l'église Saint-Sulpice, entrée rue Saint-Sulpice, à Paris-6<sup>e</sup>.  
46, boulevard Raspail,  
75007 Paris.

- Le doyen  
Et l'ensemble du personnel de la faculté de sciences économiques et de gestion de l'université de Bourgogne, ont la grande tristesse de faire part du décès de  
professeur Claude PONSARD,  
fondateur et directeur honoraire  
de l'Institut  
de mathématiques économiques,  
directeur du Laboratoire d'analyse  
et de techniques économiques,  
survécue à Paris, le 24 mars 1990.

- Ses collaborateurs,  
Anciens élèves,  
Et amis,  
de l'Institut de mathématiques économiques,  
du conseil d'administration de l'Institut de mathématiques économiques,  
du Laboratoire d'analyse et de techniques économiques,  
ont la douleur de faire part du décès de  
professeur Claude PONSARD,  
fondateur et directeur honoraire  
de l'Institut  
de mathématiques économiques,  
directeur du Laboratoire d'analyse  
et de techniques économiques,  
survécue le 24 mars 1990, à Paris.

- M<sup>me</sup> André Ribert,  
Jean-Philippe et Anne Ribert,  
Patrice et Mido Ribert,  
Joëlle et Nicolas Rostkowski,  
ses enfants,  
Ses petits-enfants,  
Et toute sa famille,  
ont la grande tristesse de faire part du décès de  
docteur André RIBERT,  
survécue à Clamart, dans sa quatre-vingt-troisième année.  
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Clamart, place Ferrari, jeudi 29 mars 1990, à 14 heures.  
L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale à Arsy (Oise).  
« Et nous allons, suivant le rythme de la lame, braver notre infini sur le fin des mers. »  
Lire la suite page 22

**SITUATION LE 27 MARS A 0 HEURE TU**  
**PRÉVISIONS POUR LE 29 MARS A 12 HEURES TU**



**TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé**  
le 26-3-1990 à 6 heures TU et le 27-3-1990 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	10	0	N	LOS ANGELES	19	12	C
ALGER	13	5	P		LUXEMBOURG	10	2	N
BARCELONE	11	-1	D		MADRID	14	-2	D
BRESCIA	8	3	C		MARSA MARCIA	25	25	D
BREST	10	1	C		MEXICO	23	23	B
CARL	9	3	N		MILAN	6	3	P
CHERBOURG	8	3	C		MONTREAL	4	-11	D
CLERMONT-FERRAND	8	3	C		MOSCOW	18	1	C
DIJON	8	3	C		NAIROBI	26	17	N
GRENOBLE	9	3	C		NEW-YORK	12	2	D
LILLE	8	3	C		OSLO	12	-3	N
LIMOGES	8	3	C		PALMI-DEMAI	15	3	D
LYON	7	3	C		PEKIN	13	2	P
MARSEILLE	12	3	C		RIO-DE-JANEIRO	27	24	C
NANCY	8	3	C		ROME	17	1	P
NANTES	10	3	C		SINGAPOUR	32	26	C
NICE	12	3	C		STOCKHOLM	7	-6	D
PARIS-MONTS	8	3	C		SYDNEY	26	20	D
PAU	8	-1	D		TOKYO	12	5	N
PERPIGNAN	10	3	C		TUNG	17	1	P
RENNES	8	3	C		VARSOVIE	18	-2	N
STRASBOURG	10	3	C		VIENNE	8	5	N
						10	5	C

**TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé**  
le 26-3-1990 à 6 heures TU et le 27-3-1990 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	10	0	N	LOS ANGELES	19	12	C
ALGER	13	5	P		LUXEMBOURG	10	2	N
BARCELONE	11	-1	D		MADRID	14	-2	D
BRESCIA	8	3	C		MARSA MARCIA	25	25	D
BREST	10	1	C		MEXICO	23	23	B
CARL	9	3	N		MILAN	6	3	P
CHERBOURG	8	3	C		MONTREAL	4	-11	D
CLERMONT-FERRAND	8	3	C		MOSCOW	18	1	C
DIJON	8	3	C		NAIROBI	26	17	N
GRENOBLE	9	3	C		NEW-YORK	12	2	D
LILLE	8	3	C		OSLO	12	-3	N
LIMOGES	8	3	C		PALMI-DEMAI	15	3	D
LYON	7	3	C		PEKIN	13	2	P
MARSEILLE	12	3	C		RIO-DE-JANEIRO	27	24	C
NANCY	8	3	C		ROME	17	1	P
NANTES	10	3	C		SINGAPOUR	32	26	C
NICE	12	3	C		STOCKHOLM	7	-6	D
PARIS-MONTS	8	3	C		SYDNEY	26	20	D
PAU	8	-1	D		TOKYO	12	5	N
PERPIGNAN	10	3	C		TUNG	17	1	P
RENNES	8	3	C		VARSOVIE	18	-2	N
STRASBOURG	10	3	C		VIENNE	8	5	N
						10	5	C

**TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé**  
le 26-3-1990 à 6 heures TU et le 27-3-1990 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	10	0	N	LOS ANGELES	19	12	C
ALGER	13	5	P		LUXEMBOURG	10	2	N
BARCELONE	11	-1	D		MADRID	14	-2	D
BRESCIA	8	3	C		MARSA MARCIA	25	25	D
BREST	10	1	C		MEXICO	23	23	B
CARL	9	3	N		MILAN	6	3	P
CHERBOURG	8	3	C		MONTREAL	4	-11	D
CLERMONT-FERRAND	8	3	C		MOSCOW	18	1	C
DIJON	8	3	C		NAIROBI	26	17	N
GRENOBLE	9	3	C		NEW-YORK	12	2	D
LILLE	8	3	C		OSLO	12	-3	N
LIMOGES	8	3	C		PALMI-DEMAI	15	3	D
LYON	7	3	C		PEKIN	13	2	P
MARSEILLE	12	3	C		RIO-DE-JANEIRO	27	24	C
NANCY	8	3	C		ROME	17	1	P
NANTES	10	3	C		SINGAPOUR	32	26	C
NICE	12	3	C		STOCKHOLM	7	-6	D
PARIS-MONTS	8	3	C		SYDNEY	26	20	D
PAU	8	-1	D		TOKYO	12	5	N
PERPIGNAN	10	3	C		TUNG	17	1	P
RENNES	8	3	C		VARSOVIE	18	-2	N
STRASBOURG	10	3	C		VIENNE	8	5	N
						10	5	C

assurant à couvrir sur tout le pays avec la pluie ou même de la neige à partir de 500 mètres sur les Vosges, le Jura, les Alpes, et des orages seront encore possibles en Corse avec de la neige au-dessus de 800 mètres.

Sur les Pyrénées, le ciel restera très au-dessus de 500 à 800 mètres persisteront sur la Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté, le Lyonnais, les Alpes et la Corse. Ailleurs, après la dissipation des brumes matinales et la disparition des brumes de la Normandie aux pays de Loire, le soleil brillera, et les éclaircies



## AGENDA

## CARNET DU Monde

Suite de la page 21

Bernadette Picard, Sylvain, Noël, Hamah, M. et M<sup>me</sup> Fernand Robin, Et leur famille, M<sup>me</sup> Jean Picard, Et sa famille, font part du décès de

Jean-François ROBIN,

le 24 mars 1990.

83, rue des Feuillants, 96000 Paitia.

M<sup>me</sup> Jean de Rougemont, M. le professeur et M<sup>me</sup> Jacques de Rougemont, leurs enfants et petits-enfants, M. Yves de Rougemont, ses enfants et petits-enfants, et M<sup>me</sup> Catherine Bertrand, M. et M<sup>me</sup> Renaud Leonhardt, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Courais, Loué, Bonnier et Rougemont, font part du décès de

docteur Jean de ROUGEMONT,

le 20 mars 1990.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Die, le 22 mars.

« Vaux », 26150 Die.

— Clément TEMPELAERE,

s'est éteint le 25 mars 1990, dans sa soixante-douzième année.

De la part de Jean-Marie Tempelaere, son épouse, Agnès et Laurent Heureau, Odile et Michel Ignat, Anne et Dominique Pannani, Claire et Bertrand Mansard, ses enfants, Jean-Baptiste, Mathieu, Julien, Elise, Antoine, Jean-Michel, Cécile, Mathilde, Sarah, Pauline, Hugo, ses petits-enfants,

Il a rejoint dans la paix son fils

Daniel,

décédé le 14 mars 1987.

Les obsèques auront lieu le jeudi 29 mars, à 10 h 45, en l'église Notre-Dame-de-Beauregard à La Celle-Saint-Cloud.

Ni fleurs ni couronnes.

4, les Mouettes, 78170 La Celle-Saint-Cloud.

## Soutenances de thèses

— Institut d'études politiques de Paris, le jeudi 5 avril, à 14 heures, 56, rue des Saints-Pères, salle 401. M. Kyong Wook : « Les forces armées soviétiques face à la diversité des nationalités — situation et perspectives — un mécanisme d'intégration ? ».

## CAMPUS

## Le tabac à Lyon-III

Si les étudiants de Lyon n'ont pas manifesté leur mécontentement cette année, en dépit de conditions de travail déplorables, c'est parce qu'ils savaient que la municipalité s'apprêtait à les aider, analyse aujourd'hui Jean-Michel Dubernard, adjoint, chargé de l'enseignement. En effet, la ville de Lyon vient d'acquiescer la manufacture des tabacs, un bâtiment de 46 000 mètres carrés, situé dans le huitième arrondissement, moyennant la somme de 35 millions de francs.

Ce geste de M. Michel Noir marque une rupture avec la politique de l'ancienne municipalité, qui se refusait à « payer pour du béton ». La nouvelle équipe a estimé qu'elle devait sortir de ses compétences pour accueillir les 20 000 étudiants qui doivent s'ajouter, d'ici à la fin de l'année 1993, aux 78 000 déjà présents dans l'agglomération.

C'est l'université Jean-Moulin (Lyon-III) — et elle seule — qui occupera le bâtiment. En échange, elle cédera une partie de ses locaux actuels aux deux autres universités lyonnaises. Une ouverture partielle est prévue pour la rentrée 1990, mais l'ensemble de l'établissement ne pourra être libéré que fin 1992, après le départ de la SEITA.

R. Re

## Au ministère

M. Roland Peylet, ingénieur des Ponts et Chaussées, conseiller technique au cabinet de M. Lionel Jospin, a été nommé directeur adjoint de cabinet, en remplacement de M. Pierre Trincal, nommé directeur du Centre national de documentation pédagogique.

## Maîtres spécialisés

Un guide des « maîtres spécialisés » accrédités par le

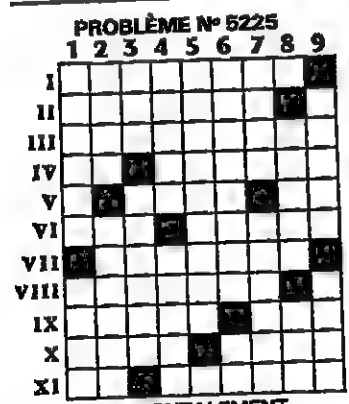
conférence des grandes écoles

vient de paraître.

Ces programmes, de quatre trimestres au minimum, sont accessibles aux titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou d'école de gestion, ou d'un DEA, ou d'un diplôme équivalent français ou étranger.

► CNGE, 80, boulevard Saint-Michel, 75272 Paris Cedex 08. Tél. : 43-26-25-37.

## MOTS CROISÉS



## HORIZONTALEMENT

I. A du plaisir à s'étendre. — II. Après la pluie mais avant le beau temps. — III. Eut une attitude très attachante. Chevalier, à la montagne. — IV. S'agit d'un drôle d'oiseau. Qui ne nous trahira pas. — V. On l'on peut en voir de toutes les couleurs. — VI. Partie prénommée. — VII. Vit sur un grand pied. Se rendra. — VIII. Au nom du pair. S'intéresse aussi bien aux poissons qu'aux insectes. — IX. Consolide un assemblage. Eau. Sur le Danube. — X. Une dynastie. Parfois noir au marché. — XI. Demi, n'est pas vraiment un homme. Se fait parfois avec hésitation.

## VERTICALEMENT

1. Ne veulent pas nous laisser en paix. — 2. Matière pour un bon jarret. Mousse au café. — 3. Un

grand prince à qui l'on doit l'instruction. Pronom. — 4. Fleuve. Dieux. Un agrément d'autrefois. — 5. Se voient parfois à côté des fraises. Préparation. Va avec tout. — 6. Endroit où l'on peut mettre tout ce qui est plat. Donné par le chef. — 7. Pour ceux qui aiment le naturel. Utile pour élever. — 8. Qui peuvent exploser si on les pique. — 9. Parfois trouvées au logis. Qui a donc compté.

## Solution du problème n° 5224

## Horizontalement

I. Recommandation. — II. Ecoules. Unisson. — III. Cartouche. Tiare. — IV. Ode. Treillis. Do. — V. Né. Birte. Is. — VI. Ca. Adresse. Arc. — VII. Isolées. Austère. — VIII. Apeurées. IX. Ignorantes. Pô. — X. Arénicole. Ptu. — XI. Taon. Unir. — XII. In. Etonnant. Il. — XIII. Odet. Retraite. — XIV. Nis. Atténué. Roc. — XV. Russes. Riens.

## Verticalement

1. Réconciliation. — 2. Ecailées. Grandir. — 3. Curé. Néo. Eau. — 4. Oit. Balconnet. — 5. Méridie. Ri. As. — 6. Meurtre. Accorte. — 7. Ascètes. Nô. Nets. — 8. Hies. Atlanta. — 9. Duel. Sapée. Arno. — 10. An. Lieues. Unau. — 11. Titis. Su. Entier. — 12. Isis. Atr. — 13. Osa. Crés. Prière. — 14. Nord. Crépi. On. — 15. Néon. Eson. Secs.

GUY BROUZY

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ Ou peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Mardi 27 mars

## TF 1

20.40 Cinéma : Signes extérieurs de richesse. ■ Film français de Jacques Monnet (1983). Avec Claude Brasseur, Josiane Balasko, Jean-Pierre Marielle.

22.20 Magazine : Ciel, mon mardi ! Invité : Georges De Caunes. Sujets : L'injustice de la justice ; les voleurs.

0.05 Journal, Météo et Bourse.

## A 2

20.40 Cinéma : Les babas cool. □ Film français de François Leterrier (1981). Avec Christian Clavier, Marie-Anne Chazel, Anémone.

22.05 Magazine : Carnets de route. Présenté par Christine Ockrent. Thème : Guerre à la cuisine.

23.00 Informations : 24 heures sur la 2.

23.15 Météo.

23.20 Magazine : Du côté de chez Fred. Les loups.

## FR 3

20.35 Magazine : La marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavalli. Thème : Étre PS en 1990. Avec Pierre Mauroy, premier secrétaire du parti ; Olivier Duhamel, professeur à Paris-IV ; Jérôme Jaffré, conseiller de « l'écart de l'opinion 1990 » ; Hélène Fontanaud ; Frédéric Mouton, conseiller de « Que reste-t-il de ces mairies ? ».

22.15 Journal et Météo.

## TF 1

13.35 Série : 21 Jump Street. 14.30 Club D'été.

16.50 Le top jeune. 16.55 Sport : Football.

18.45 Avis de recherche. 18.50 Feuilleton : Santa-Barbara.

19.20 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 Tirage du Tac-O-Tac.

19.55 Divertissement : Pas folles, les bêtes ! 20.00 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.

20.45 Variétés : Sacrée soirée. Spécial Holiday on ice, en direct du Palais des sports.

22.35 Série noire : Le Salon du prêt-à-séjour. De Joel Soria, avec Hugues Quester, Jeanne Guelp.

0.00 Journal, Météo et Bourse.

## A 2

13.40 Série : L'homme qui tombe à pic. 14.30 Éric et Noël.

16.00 Magazine : En avant, Astérix ! 17.05 Jeu : Des chiffres et des lettres.

17.25 Magazine : Giga. 18.30 Série : Mac Gyver.

19.20 INC. 19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné ! Présenté par Patrice Laffont.

20.00 Journal et Météo. 20.45 Série : Les héroïnes de Colette.

Le film en herbe de Serge Meynard, avec Marianne Basler, Martine Rod.

22.05 Magazine : My télé la rich. De Bernard Rapp et Marie-France Kosmowski.

23.00 Informations : 24 heures sur la 2.

23.15 Météo. 23.20 Magazine : Du côté de chez Fred. L'écriture William Burroughs.

## FR 3

13.30 Magazine : Montagne (rediff.). 14.03 Magazine : Carte verte.

14.30 Jeu : Cherchez la France. 15.03 Magazine : Dans la cour des grands.

17.05 Magazine : Une pêche d'enfer. 17.30 Feuilleton : Guillaume Tell.

17.55 Dessin animé : Denver, le dernier dinosaure.

18.03 Magazine : C'est pas juste. 18.30 Jeu : Questions pour un champion.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.

20.05 Jeux : La classe. 20.35 Variétés : Les grands.

Emission de Jean-Pierre Cottat et Maxime Lefrancier. 2. Edith Piaf. Avec Catherine Ringer, Jacques Weber, David, Des Des Bridgewater, Peco, Georges Moustaki, Gérard Bianchini, Liene Folly, Daniel Guichard, Serge Gainsbourg.

## Audience TV du 26 mars (BAROMÈTRE Le Monde / SOFRES/NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	54,0	Santa Barbara 21,6	PUB. 5,8	Actual. régio. 18,2	Bde annonce 2,0	Pub 3,1	Hulk 2,8
19 h 45	58,1	Roue fortune 25,9	Dessinez 11,5	19-20 infos 11,5	Multe part 3,9	Bde annonce 2,5	An. c. cœur 2,9
20 h 16	70,4	Journal 26,5	Journal 17,0	Le Cesse 11,4	Pub 3,4	Journal 5,4	Pub 5,5
20 h 55	74,5	Raid c. Mafu 20,8	Minerve 90 15,7	La marée... 19,2	Ent. de 2,9	Drag. à tr. va 10,6	Ost. Wend 5,9
22 h 08	68,7	Raid c. Mafu 20,5	Minerve 90 10,7	La marée... 20,0	Ent. de 3,0	Drag. à tr. va 9,0	Ost. Wend 5,7
22 h 44	33,6	Méditations 8,3	Am. en France 13,4	Sor 3	Lun sport 1,2	Vendredi 13 4,2	Vole Jackson 2,1

## CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Itinéraire d'un enfant gâté. ■ Film français de Claude Lelouch (1988). Avec Jean-Paul Belmondo, Richard Anconina, Béatrice Agenin.

22.30 Flash d'informations. 22.40 Cérémonie des Oscars. Rediffusion des meilleurs moments.

## LA 5

20.40 Cinéma : Le jeu de la mort. □ Film américain de Robert Clouse (1978). Avec Bruce Lee, Hugh O'Brian.

22.30 Série : China beach. 23.30 Magazine : Réussites.

0.00 Journal de minuit.

## M 6

20.35 Téléfilm : Permission de minuit. D'Anson Williams, avec Tempestt Bledsoe, Clifton Davis.

22.15 Magazine : Ciné 6. 22.30 Cinéma : Keoma. ■ Film italien d'Enzo G. Castellari (1975). Avec Franco Nero, Woody Strode, Olga Karlatos.

0.00 Six minutes d'informations.

## Mercredi 28 mars

21.55 Magazine : Mille Bravo. Présenté par Christine Bravo. Avec Paolo Bonolis, Volodymyr (dessinateur), Ricky Ford (jazz) ; Les Éclipses (chœur brésilien) ; Laurent Cabasso (piano) ; Raphaël Faye (guitare) ; Paris Texas Ensemble ; Skatco (comique gestuel) ; Goudard (pénitencier).

22.15 Journal et Mille Bravo. 22.35 Magazine : Mille Bravo.

23.35 Musique : Carnet de notes. Concours pour guitare, de Haydn, par l'Ensemble orchestral de Haute-Normandie, dir. Jean-François Béranger, et Alexandre Legay, guitar.

## CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : Mort sur ordinateur. De Sheldon Larry, avec Joe Spano, David McCallum.

15.05 Documentaire : Poison, l'arme fatale. De Mike Linley.

15.35 Téléfilm : Le doute. De John Lingo, avec David Hemmings, John Hargreaves.

17.20 Cabaret caïenn. Croc-note show : Folkards ; Super Mario Bros et princesses Zelda.

En clair jusqu'à 21.00. 18.15 Dessins animés : Ce cartoon. Présenté par Philippe Denis.

18.30 Top 50. Présenté par Marc Tesson.

19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gluck et Antoine de Caunes.

20.30 Cinéma : Fatal beauty. ■ Film américain de Tom Holland (1987). Avec Woody Goldburg, Sam Elliott, Ruben Blades.

22.40 Flash d'informations. 22.45 Cinéma : Saigon.

L'enfer pour deux flics. □ Film américain de Christopher Crowe (1987). Avec William Defoe, Gregory Hines, Fred Ward (v.o.).

0.25 Cinéma : Thérèse Raquin. ■ Film français de Marcel Carné (1953). Avec Simone Signoret, Raf Vallone, Sylvie.

## LA 5

13.35 Série : L'homme qui valait trois milliards. 14.40 Série : Le renard.

15.30 Série : Bergac. 16.40 Dessins animés.

Les tripes (rediff.) ; Lutin et Lutinette ; Magie bleue.

17.35 Magazine : En route pour l'aventure.

18.00 Dessins animés. Olive et Tom, champions de foot ; Mado.

18.50 Journal Images. 19.00 Magazine : Reporters.

19.40 Dessin animé : Manu. 19.45 Journal.

20.30 Drôles d'histoires. 20.40 Téléfilm : Justice express.

De Richard Martin, avec Jean Leclerc, David Joff.

## LA SEPT

20.05 Documentaire : Cézanne. De Jean-Marie et Danièle Hallet.

21.05 Documentaire : Claude Berri rencontre Léo Castelli, marchand d'art. De Claude Berri.

22.05 Documentaire : Les sentiers de la réussite (2). D'Alel Dhanout.

22.30 Magazine : Imagine. 23.00 Documentaire : Histoire parallèle. De Philippe Grand.

23.40 Jazz soundies collection.

## FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine. En direct du Salon du livre. Thème : Le savoir, un jeu dangereux ?

21.30 Calcutta (rediff.). 22.40 Nuits magiques. Littérature.

0.05 Du jour au lendemain.

## FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 28 octobre 1989 lors du Festival d'automne de Paris) : D'une étoile oubliée, Libération (deux extraits du Cycle 11, Butsumyo, Sappho Hildes, d'Eny, par l'orchestre de percussion musicale électroacoustique (sons concrets travaillés en studio) ; Yuri Nara, voix, Fatima Miranda, voix et accompagnement.

22.30 Gala des traditions. Club d'archives. Leonid Kogan, violon. Œuvres de Prokofiev, Mozart, Beethoven, Berg, Brahms.

22.30 Débat : Victimes du terrorisme, entre loi et révolte. Animé par Gilles Schneider.

23.30 Magazine : Nomades. 0.00 Journal de minuit.

## M 6

13.25 Série : Cosby show (rediff.). 13.55 Feuilleton : Dynastie.

14.45 Téléfilm : Le testament. De John Llewellyn Mowat, avec Kate Jackson, Fanny Fawcett-McLennan.

16.00 Informations : M 6 express (et à 17.00).

16.05 Jeu : Match music. 17.25 Informations : M 6 info (et à 18.25).

17.30 Série : L'homme de fer. 18.30 Série : Incroyable Hulk.

19.25 Série : Les années coup de cœur. 19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Cosby show. 20.35 Téléfilm : Hors jeu.

De Buzz Kulik, avec Jack Warden, James Caan. Deux amis passionnés de foot.

21.55 Série : Le Saint. 22.45 Magazine : Le grave et le balancé. De Charles Villeneuve.

23.45 Musique : Boulevard des chips. (et à 0.35).

0.00 Six minutes d'informations.

## LA SEPT

14.30 Méthode Victor : Anglais. 15.00 Feuilleton : Les Bertini (3<sup>e</sup> épisode).

D'Egon Mont. 16.30 Documentaire : La Pologne comme jamais vue à l'Ouest (3).

De Marcel Lohmeyer. 17.25 Court métrage : Le voyage.

De Beniamin Berez. 18.00 Cinéma : Donne-moi tes yeux. ■ Film français de Sacha Guitry (1943).

Avec Geneviève Guitry, Sacha Guitry, Marguerite Monnot.

19.35 Court métrage : Une lettre. De Philippe Condroyer.

19.50 Documentaire : Les géants (2). De Claude Flouret et Robert Menchouls.

21.00 Téléfilm : Alcayon. De Fabrice Casseville.

22.30 Magazine : Dynamite. De Benoit Delphine et Mathias Sanderon.

23.00 Téléfilm : Noir péché. De Jean-Marie Straub et Danièle Huillet.

Film d'animation : Les habitants. D'Arthur Pechelin.

## FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.

22.00 Communauté des radios publiques de langue française. 22.40 Nuits magiques. Littérature.

0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Philip Dick.

## FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 10 septembre 1989, lors du Festival de Ludwigsburg) : Quatuor à cordes n° 2 en sol majeur, op. 18, n° 2, de Beethoven ; Quatuor à cordes n° 2 en ré majeur, op. 34, de Brahms, par le Quatuor de Tokyo (Pascal Coudan, Kiyoshi Ikeda, violons, Kazuhiko Isumura, alto, Sadao Harada, violoncelle, et Barry Douglas, piano).

22.20 Concert du GRM. Moments, de Giné ; Solai Mémoire, de Bouché.

23.07 Jazz-club. En direct du club Lionel Hampton de l'Hotel Méridien à Paris. Le groupe Ultramarine avec Mario Canonge (claviers), N'Guyen Le (guitare), Pierre-Olivier Govin (basse), Etienne Mispelle (basse), Sago (percussions), Tchoko (batterie).

صكنا من الامل



BILLET

Première  
privatisation  
en Pologne

Dans la France de 1988, on avait pris des précautions sémiotiques en parlant, à propos des privatisations, de « capitalisme populaire ». Dans la Pologne de 1990, le capitalisme, dénué de ce qualificatif fort suspect à l'Est, vient de faire ses premiers pas avec la privatisation d'une petite banque, la BIG (Bank Inicjatyw Gospodarczych).

Alors que 15 000 actions étaient mises en vente, la demande a porté sur 22 857 titres. Les particuliers, dont la banque nationale polonaise limite la participation à 20 % des titres émis - c'est-à-dire 3 000 actions - ont réclamé plus de 9 000, a indiqué la BIG dans un communiqué publié lundi 26 mars. Pour un pays qu'on dit saigné à blanc, cela fait tout de même 3,2 millions de francs (chaque titre en valait 359) qui étaient prêts à s'investir, alors qu'en l'absence de marché boursier les titres ne seraient pas facilement échangeables.

L'enthousiasme des Polonais pour cette première privatisation n'est pas sans rappeler celui des Moscovites pour le hamburger-frites-coma lors de l'ouverture du premier Mac Donald, au début de l'année. En attendant de découvrir les aspects moins plaisants du capitalisme occidental, les habitants des pays de l'Est se délectent de ses symboles.

Quelle est la part du calcul économique dans les motivations des investisseurs polonais qui ont acheté de la BIG ? C'est assez difficile à dire. Il n'est pas question, apparemment, de prendre le contrôle de l'établissement. L'essentiel de l'émission était réservé aux institutions et à l'augmentation de capital (passée de 1 milliard de zlotys à 2,5 milliards, soit de 600 000 à 1,5 million de francs) laisse une part prépondérante aux actionnaires publics (auparavant, la banque était détenue à 99 % par l'Etat polonais). Mais la BIG a annoncé son intention de procéder prochainement à une nouvelle augmentation de capital en émettant 15 000 titres supplémentaires. La procédure choisie est donc la décade progressive et prudente de la part de l'Etat. Est-ce l'ébauche d'une méthode ?

S. GH.

Pertes records  
pour les caisses  
d'épargne  
américaines

L'année 1989 a été catastrophique pour les caisses d'épargne américaines qui ont perdu 19,2 milliards de dollars (environ 111 milliards de francs), le pire résultat dans l'histoire de ces banques spécialisées dans les prêts personnels et les prêts hypothécaires, en crise depuis plusieurs années.

C'est également la troisième perte record consécutive. En 1988, les caisses d'épargne avaient déjà perdu 13,4 milliards de dollars (environ 77 milliards de francs) et l'année précédente 7,8 milliards (environ 45 milliards de francs).

Le Bureau de Contrôle des Prêts, qui a rendu publics ces résultats lundi 26 mars, a souligné que l'essentiel des pertes étaient intervenues dans des institutions contrôlées par l'Etat ou en passe de l'être. (AP)

M. Lévy-Lang devrait être nommé  
président du directoire de Paribas

Alors que l'action de la Compagnie financière de Paribas est encore particulièrement chahutée en Bourse en ce début de semaine, le conseil d'administration de la société devrait décider, le jeudi 29 mars, d'une importante transformation des structures de sa direction.

Ce projet prévoit l'instauration d'un directoire, que présidera M. André Lévy-Lang, actuellement président de la Compagnie bancaire (filiale de Paribas) et d'un conseil de surveillance, que présidera l'actuel PDG, M. François-Poncet.

Les échecs sont souvent riches en péripéties. Celui de Paribas, dans son OPA sur la Compagnie de navigation mixte, débouche aujourd'hui sur l'effacement relatif de son président, M. Michel François-Poncet, et sur la montée en puissance d'un brillant outsider, M. André Lévy-Lang, actuel président de la Compagnie bancaire. Si le conseil d'administration, qui se réunira le 29 mars, en approuve le projet, la Compagnie financière de la rue d'Antin se dotera d'un directoire dirigé par M. Lévy-Lang et d'un conseil de surveillance patronné par M. François-Poncet. Resterait ensuite à convoquer une assemblée générale extraordinaire qui devra approuver la refonte de l'organigramme.

Cette modification des structures de Paribas est la résultante d'un ensemble confus de stratégies hétéroclites qu'il est difficile de démêler. Tout d'abord, il est clair pour l'ensemble du monde financier que la montée en puissance de M. Lévy-Lang est la suite logique d'un double échec : celui de M. Michel François-Poncet dans son OPA sur la Mixte et

celui de M. Gérard Eskeszy, administrateur de Paribas et président de Pargesa dans sa tentative de prendre la tête de Paribas.

Ce dernier, profitant de l'affaiblissement du président actuel de Paribas, M. François-Poncet, avait cherché avec l'appui de certains actionnaires de Paribas et même pendant un temps, avec l'appui de M. François-Poncet lui-même, à prendre une position préminente au sein de la compagnie de la rue d'Antin. Cette tentative a cependant tourné court, en raison de l'opposition des pouvoirs publics mais aussi de l'UAP (actionnaire de Paribas), qui y aurait vu une menace pour ses intérêts belges.

D'autre part, la liquidation de Drexel Burnham Lambert n'a pas été sans affaiblir la position de M. Eskeszy au sein de Pargesa. L'alliance de M. Paul Desmarais, président de Power Corp, et de M. Albert Frère, président de Frère Bourgeois au sein de Pargesa, aurait placé M. Eskeszy au rang de simple mandataire révocable à merci.

Un rôle  
déterminant

La deuxième stratégie en jeu autour de Paribas est celle que mène M. Marc Fournier, président de la Compagnie de navigation Mixte. Avec 12 % du capital de Paribas, celui-ci avait tout intérêt à déstabiliser Paribas pour promouvoir l'arrivée d'un nouveau président. Celui-ci devrait se sentir d'autant moins déshonoré de faire la paix qu'il n'aurait été pour rien dans le déclenchement des hostilités. Son rôle lors de la prochaine assemblée générale extraordinaire pourrait bien être déterminant... à moins qu'un accord avec M. Lévy-Lang n'intervienne entre-temps. Les échanges très vifs qui ont

lieu depuis deux jours sur le titre de la Compagnie financière montrent en tout cas que M. Fournier n'entend pas se faire oublier.

Une troisième stratégie pourrait être incarnée par les cadres de Paribas, qui, à la suite de l'échec de l'OPA sur la Mixte, souhaiteraient modifier les structures et le management. Selon certaines rumeurs, des représentants de la technocratie seraient même allés conseiller à M. Marc Fournier de lancer une OPA sur Paribas pour accélérer les remaniements. Une quatrième stratégie pourrait être décelée chez les actionnaires étrangers de Paribas qui se plaignaient de n'être pas représentés jusqu'à au conseil d'administration.

Enfin, on peut s'interroger sur les intentions d'actionnaires aux intérêts aussi hétéroclites qu'AXA, les AGF, le Crédit lyonnais ou l'UAP. S'il est clair que l'UAP soutient M. Lévy-Lang, on peut s'interroger sur les objectifs poursuivis par M. Michel Albert ou le Crédit lyonnais.

En tant que président du directoire, M. Lévy-Lang aura donc fort à faire. Il devra unifier le management de Paribas tiraillé par des luttes internes, redonner une vocation à un établissement déstabilisé par l'échec de son OPA sur la Mixte et surtout pacifier les actionnaires français et étrangers de Paribas. Bien des questions restent donc en suspens : qui, outre M. Lévy-Lang fera partie du directoire ? M. Eskeszy en sera-t-il membre ? Quel sera le rôle réel de la technocratie par rapport à l'actionariat ? Quel sera le rapport de forces entre le conseil de surveillance et le directoire ? etc.

YVES MAMOU

La guerre des fabricants  
de lessives

Le BVP tente  
de moraliser  
la publicité écologique

Le Bureau de vérification de la publicité (BVP) vient d'émettre une « recommandation » à l'intention des annonceurs et des publicitaires pour tenter de moraliser l'usage des arguments écologiques dans la publicité. Ceux-ci ne doivent pas tromper le consommateur ni constituer un acte de concurrence déloyale.

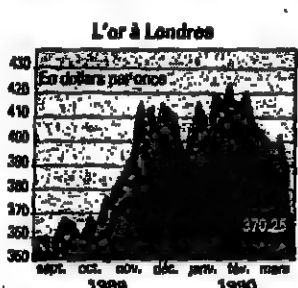
On assiste en effet à une explosion de ces « éco-publicités » en faveur de réfrigérateurs, de piles électriques, de sacs plastiques, mais aussi de cosmétiques, d'insécticides et, bien sûr, de lessives. Le tout sur le fond de guerre publicitaire et judiciaire qui oppose l'allemand Henkel (Le Chat Machine) au français Rhône-Poulenc sur les lessives avec ou sans phosphates. Le tribunal de Nanterre a ordonné le 26 mars à Henkel de cesser sa campagne pour « publicité tendancieuse, voire mensongère vis-à-vis des lessives avec phosphates » : l'insupportable vieux jeune homme sur fond champêtre et bucolique va donc disparaître de nos écrans.

M<sup>me</sup> Neiertz, secrétaire d'Etat chargée de la consommation, juge nécessaire « d'élaborer une règle du jeu » et envisage la création d'un Comité d'éthique scientifique et indépendant, tandis que le gouvernement prépare un « Label environnement » qui pourrait compléter les messages publicitaires.

J. D.

A la suite de ventes massives  
Les cours de l'or sont tombés  
à leur plus bas niveau depuis cinq mois

Les cours de l'or se sont brusquement effondrés le lundi 26 mars sur les grandes places de cotations, à la suite de divers mouvements de ventes dont les origines n'ont pas toujours été clairement identifiées. A Londres, l'once de métal fin perdait 22,5 dollars pour clore à 366,76 dollars, son niveau le plus bas depuis cinq mois. La chute était comparable à New York et à Zurich, où l'or s'établissait respectivement à 369,5 dollars et à 362 dollars l'once.



Pendant que la persistance des tensions en Libanie stimule le dollar au détriment du métal jaune, les informations selon lesquelles la Chine s'approprierait à augmenter sa production d'or pour honorer une partie de sa dette extérieure ont aussi pesé sur les cours. La persistance de taux d'intérêts élevés handicape également les investissements en métal jaune.

Enfin, d'aucuns faisaient état de ventes soviétiques destinées à compenser les manques de liquidités et à gagner des dollars. Les analystes londoniens estimaient le 26 mars que les prix pourraient enfoncer prochainement le plancher des 350 dollars l'once.

E. F.

Renault, des métiers, des hommes

D'un côté, des étudiants de grandes écoles, de l'autre, des cadres de Renault. Questions d'actualité, questions de fond, un éclairage original sur la réalité des métiers de Renault aujourd'hui.

Dans ce numéro, p. 49 du « Supplément Emploi »  
« Les métiers des Études et Recherche »  
La 03/04/1990 : « Les métiers de la Production et des Méthodes »



Un polytechnicien, industriel de la finance

Quand une entreprise est plongée dans une crise de management, il lui faut à tout prix trouver, en son sein ou à l'extérieur, des hommes d'une intelligence rapide, capables de prévoir l'avenir et aussi dotés d'un charisme indéniable, afin de séduire et d'entraîner leurs collaborateurs. Dans le cas de Paribas, le nom d'André Lévy-Lang, président de la Compagnie bancaire, sa filiale, avait été discrètement prononcé depuis quelques mois : il vient de sortir, et c'est justice.

L'intelligence et la rapidité d'esprit, M. Lévy-Lang les possède, c'est le moins que l'on puisse dire. Né à Alexandrie (Egypte) en 1937, de parents qui avaient fui la Turquie de Kemal Ataturk, André Lévy-Lang est envoyé à Bordeaux chez l'un de ses oncles, pour faire ses études secondaires au lycée Montaigne. Après une préparation au lycée Louis-le-Grand à Paris, c'est en 1956 l'entrée, à titre étranger, à l'Ecole polytechnique, d'où il sortira major. Du jamais vu : comme il n'est pas français, on inventera pour lui un rang spécial, le *admiral*. Privé de sortie dans les grands corps, les Mines en l'occurrence, puisque égyptien, il est naturalisé Français quelques semaines après et admis à faire son service militaire dans la recherche opérationnelle du ministère de l'air.

L'ami  
de Jacques de Fouchier

Ensuite, c'est comme ingénieur de recherches qu'il passera deux ans au Commissariat à l'énergie atomique, avant d'entrer, en 1962, à la Société de prospection électrique Schlumberger, où il passera douze ans. Dès le début, cet homme petit et mince, à l'œil bleu, est tuant. L'un de ses chefs vient se plaindre : « Lévy, c'est un problème : pour l'occuper, cela m'occupe à plein temps ». La société l'envoie acquiescer ses diplômes à l'université de Stanford en Californie, avant de diriger à Minneapolis (Minnesota) le marketing d'une filiale d'EMR Computer, pour essayer de concurrencer IBM. Un pari perdu d'avance. Mais ce sera une expérience profitable des lois du marché et de la vie professionnelle américaine.

Encore quatre ans comme directeur de département des Compteurs Schlumberger et, en 1974, une mutation brusque. André Lévy-Lang, qui s'est marié en 1962 à M<sup>me</sup> Catherine Lang, aujourd'hui présidente de tribunal, ne veut pas repartir à l'étranger : ce serait au détriment de l'éducation française de ses trois enfants. Son président, Jean Riboud, aujourd'hui décédé, parle de lui à Jacques de Fouchier, président de Paribas, à qui il avait racheté la Compagnie des compteurs et aussi fondateur du groupe de la Compagnie bancaire et de ses filiales de crédit spécialisées.

C'est à ce que cet ingénieur va faire la preuve de sa réelle capacité d'adaptation. Au bout de deux ans, André Lévy-Lang est membre du comité directeur, puis du directoire en 1979, qu'il finira par présider en 1982, à quarante-cinq ans. André Lévy-Lang va devoir gérer la grande crise des remboursements anticipés de crédits, provoquée par la baisse des taux d'intérêt, auparavant très élevés et qui affectent gravement la filiale UCB.

Par ailleurs, son groupe affronte la concurrence des banques de dépôts, avides de reconquérir le marché des particuliers, abandonné aux établissements spécialisés au lendemain de la guerre. Utilisant leurs dépôts à vue non rémunérés, elles peuvent consentir des crédits à des taux moins élevés que ces établissements, qui, dépourvus de guichets, empruntent toutes leurs ressources sur le marché financier.

La Compagnie bancaire souffre mais résiste, et même prospère grâce à un métier forgé depuis trente ans et notamment un habile management du

contentieux. Elle déploie des innovations constantes : la carte Aurore de CETELEM, qui accorde un crédit permanent aux clients et assure un paiement immédiat aux commerçants ; CORTAL, organisme de vente par correspondance de placements financiers à court terme. La véritable développement, la compagnie ne le cherche à l'étranger en exportant son savoir-faire, d'abord à Florence, associée avec la caisse d'épargne locale, puis, seule, en Grande-Bretagne, où l'implantation dans le crédit immobilier grandit comme un champignon, etc. A l'heure actuelle, les filiales étrangères représentent 20 % du chiffre d'affaires du groupe et 35 % de ses profits, en attendant bien davantage.

En même temps, André Lévy-Lang recrute des hommes tels que Michel Cleuret, qui lance CORTAL et est parti l'an dernier chez BSN pour s'occuper de fromages italiens ; François Henrot, maître des requêtes au Conseil d'Etat, un spécialiste de la commercialisation des télécommunications ; et bien d'autres.

Deux ans président de la Commission des affaires financières de l'Association française des banques, il prêche inlassablement pour la vérité des prix, notamment dans la fixation du coût réel des ressources bancaires, essentiellement les dépôts, dont il veut libérer la rémunération pour cibler, bien entendu, les banques à guichets, ses féroces concurrentes. Récemment, il s'est fait l'apôtre de la « titrisation », c'est-à-dire de la mise sur le marché des créances bancaires, système dont son groupe serait l'un des premiers bénéficiaires.

Mais aujourd'hui, il va devoir sauter le grand pas, c'est-à-dire « monter » à la direction générale de la maison-mère, comme l'avait fait, vingt ans auparavant, Jacques de Fouchier, son mentor et son ami. Mais c'était à l'époque pour convenir de remplacer le PDG Jean Reyre, reconstruit de Paribas après la guerre et limogé par son conseil d'administration pour avoir un peu outrepassé ses pouvoirs dans la bataille avec Suez pour le contrôle du CIC. A cet égard, il convient de remarquer que, tous les dix ans à peu près, Paribas se paie une crise : 1969, 1981, 1990... Cette fois-ci, la mutation est susceptible de s'effectuer en douceur : le conseil de surveillance, canoné dans un rôle présumé stratégique, sera - si l'assemblée générale extraordinaire approuve la modification des statuts - présidé par M. Michel François-Poncet, l'actuel PDG ; et le directoire dirigera la maison, avec une présidence taillée sur mesure pour M. Lévy-Lang.

Régenter les barons  
de la rue d'Antin

Ce dernier aura pour handicap de connaître moins bien les grandes entreprises et devra régenter les barons de la rue d'Antin à Paris, siège de Paribas. Mais son expérience internationale le servira. C'est un des rares patrons français à parler l'anglais plus que couramment : il faut l'avoir vu à New-York plancher avec succès, dans leur langue natale, devant les impitoyables analystes américains, pour leur raconter la Compagnie bancaire et essayer de leur vendre ses actions. En fait, de la communauté française, André Lévy-Lang, sous ses dehors discrets, est de la classe de ses grands prédécesseurs à Paribas, les Reyre, Fouchier, Moussa, Haber. Sa nomination comme dauphin mettra fin à l'intérim de M. Michel François-Poncet. Celui-ci occupait le huitième rang de l'état-major de Paribas lorsqu'il fut nommé PDG par son ami, M. Chirac, en 1988. Malgré son mérite évident et son sens de l'équipe, il n'a pas convaincu ses actionnaires.

FRANÇOIS RENARD



## ÉCONOMIE

## SOCIAL

### Retraite à soixante ans Les partenaires sociaux veulent de nouveau rencontrer le gouvernement

Le CNPF et les syndicats, à l'exception de la CGT, ont adopté ensemble lundi 26 mars un communiqué demandant « une rencontre commune avec le gouvernement » pour déterminer sa participation dans le cadre de l'ASF (Association pour la gestion de la structure financière) qui prend à sa charge l'impact de l'abaissement à soixante ans de

l'âge de la retraite sur les régimes complémentaires.

Les partenaires sociaux proposent que le gouvernement finance une partie des anciennes garanties de ressources. Pour leur part, les pouvoirs publics ont déjà fait savoir qu'ils étaient disposés à consacrer un milliard de francs pour les trois derniers trimestres de 1990.

### La CFTC et la CGC vont signer l'accord sur le travail précaire

La CFTC et la CGC ont fait savoir, le 26 mars, que leurs instances avaient décidé de signer le projet d'accord sur le travail précaire négocié dans la nuit du 23 au 24 mars avec le CNPF et la CGPME (le Monde du 27 mars). L'approbation finale de la CFDT ne devrait pas non plus soulever de difficultés. Sa commission exécutive a indiqué, le 26 mars, qu'elle « proposera au bureau national des 4-5 avril la signature de la CFDT ». En revanche, Force

ouvrière semble moins décidée. La réunion du bureau confédéral, prévue pour lundi, a été repoussée officiellement pour des raisons de calendrier. Mais M. Paul-Louis Hofman, qui dirigeait la délégation FO et n'était pas très favorable, ne pouvait y être présente. De son côté, la CGPME a « convoqué en urgence » pour le 29 mars un comité directeur confédéral extraordinaire « pour apprécier s'il convenait ou non de signer ce projet ».

### FO veut étendre les grèves aux PTT à partir du 3 avril

Alors que la grève lancée le 19 mars par la CGT restait peu suivie (3,7 % le 26 mars, 1,8 % le 27 au matin), avec des participations plus fortes en Aquitaine et en Midi-Pyrénées (23 %), Force ouvrière a appelé à « une généralisation » de ce mouvement, pour le 3 avril. Au cours d'une conférence de presse, lundi 27 mars, M. Jacques Marçot, secrétaire général de la fédération FO des PTT (20,17 % des voix lors des dernières élections professionnelles), a longuement critiqué le projet gouvernemental réformant les PTT.

De son côté, le groupe socialiste d'entreprise PTT « apporte son soutien à la démarche engagée par le ministre des PTT », M. Paul Quilès. Mais « il entend profiter du débat parlementaire pour enrichir le projet de loi » sur deux points : les services financiers de la Poste, estimant que « le refus d'autoriser la Poste à participer à la distribution de prêts aux particuliers menace le développement de ces services » ; les conditions de recrutement des contractuels, pour lesquels des « règles très strictes » doivent être utilisées.

## INDUSTRIE

### Rhône-Poulenc se dégage de la fabrication des non-tissés

Après trois ans de croissance externe, Rhône-Poulenc, le numéro un français de la chimie, entre dans une phase de désinvestissement. La direction du groupe a ainsi décidé de se désengager progressivement des activités dans la fabrication des non-tissés. Elle filialisera ces activités, l'une exercée à Colmar (Haut-Rhin) dans le domaine de l'étanchéité, l'autre à Bezons (Val-d'Oise) dans la stabilisation des sols (autoroutes, retenues d'eau...), puis cédera immédiatement la majorité dans le capital des nouvelles entreprises, respectivement au groupe allemand Freudenberg et à la firme autrichienne Polyfelt. A moyen terme, Rhône-Poulenc se retirera complètement de ces affaires. Le

prix de cession n'a pas été communiqué.

Depuis la fin de 1986, Rhône-Poulenc a racheté aux États-Unis, l'agrochimie d'Union Carbide, la chimie minérale de Stauffer, les spécialités de GAF et de RTZ, l'aspirine de Monsanto et, au Canada, les vaccins de Connaught. En supposant rattaché l'OPA amicale sur le laboratoire américain Rorer, Rhône-Poulenc aura ainsi dépensé l'équivalent de plus de 40 milliards de francs. Si le financement de ces opérations est bouclé, le groupe n'en a pas moins besoin d'argent.

En l'occurrence, il choisit de se retirer des activités dans lesquelles il juge ne plus avoir de chance d'occuper un jour une place mondiale.

ANDRÉ DESSOT

### Les rapprochements dans la sidérurgie

### Les avancées d'Usinor-Sacilor aux États-Unis

Le troisième sidérurgiste américain, LTV Corp., a annoncé, lundi 26 mars, qu'Usinor-Sacilor lui avait proposé d'ouvrir des discussions pour examiner la possibilité pour le français de prendre une participation minoritaire dans LTV Steel, sa filiale acier. Le groupe français ne confirme pas.

Depuis plusieurs mois, le rumeur court en France : Usinor-Sacilor, sorti de quinze ans de crise, va racheter un sidérurgiste américain, ce qui lui permettrait de se hisser au deuxième au premier rang mondial de l'acier. Le petit jeu consiste donc à chercher la proie que le Français pourra croquer. Aujourd'hui, c'est le nom de LTV Steel, numéro trois américain de l'acier, qui est le plus cité. La situation financière du groupe américain alimente la rumeur : depuis quatre ans, il bénéficie de la protection de la loi sur les faillites (chapter 11) et ses dettes vis-

à-vis des caisses de retraite sont importantes. LTV a d'ailleurs déjà vendu ses produits longs et la semaine dernière ses incroyables (le Monde du 16 mars) à Usinor-Sacilor.

Cette opération relance la rumeur. D'autant qu'un autre argument milite en ce sens : depuis plusieurs mois, Usinor-Sacilor pousse les feux aux États-Unis. Une stratégie tout en douceur, dictée par une démarche « produits » avant tout. Elle l'a conduit, d'abord, à acheter des centres de distribution (Interstate Steel) pour améliorer la finition de ses importations d'acier ordinaire.

Le porte-parole d'Usinor-Sacilor reconnaît que le groupe envisage la signature d'un contrat de confidentialité, qui permettra l'accès aux comptes de LTV Steel. Mais il souligne que cela ne préjuge en rien la suite des événements. Et il « laisse » aux responsables de LTV « la responsabilité » de l'annonce d'une entrée minoritaire dans le capital de LTV Steel, sans pour autant la démentir.

## ENTREPRISE NATIONALE DE MÉTALLURGIE ET TRANSFORMATION DES MÉTAUX NON FERREUX METANOF

Nécessite pour les besoins annuels de fonctionnement de ses unités :

- 1 - Du concentré de zinc sulfuré (zinc 52 % à 57 % minimum)
- 2 - Des billettes aluminium (6063 - Diamètre 216 et 172 mm)

Les fournisseurs intéressés qui ont la capacité de satisfaire sa demande sont invités à se faire connaître auprès de la direction commerciale - EN METANOF BP. 227 GHAZAOUET 13 400 (Algérie).

Tlx. : 18 992  
Fax. : 7-32-22-03.

## L'EXPORTATION

LES GARANTIES  
COFACE

Un atout déterminant pour la croissance de votre entreprise.

Essentielle pour le développement économique national, l'exportation est également indispensable à votre expansion.

Elle vous permet :

De mieux appréhender la concurrence

donc, de renforcer vos capacités d'innovation

donc, de diversifier vos produits

donc, d'élargir votre marché

donc, de bénéficier d'économies d'échelle

donc, d'accroître votre rentabilité

Tout en créant des emplois et en valorisant votre image.

Pour exporter plus, exporter mieux, exporter sereinement

#### Exporter plus

- Développer votre chiffre d'affaires en abordant de nouveaux marchés.
- Enregistrer davantage de commandes en pratiquant une politique de crédit souple à un coût avantageux.
- Accroître votre compétitivité en facturant dans la devise de vos clients.

#### Exporter mieux

- Consolider des courants commerciaux existants ou contourner un dispositif protectionniste en créant, en toute sécurité, une structure locale.
- Pérenniser vos relations commerciales avec les clients dont la solvabilité est confirmée.
- Répondre positivement à des commandes exceptionnelles ou exigeant une fabrication spécifique.

#### Exporter sereinement

- Vendre à une clientèle sélectionnée pour éviter les mauvais payeurs.
- Être alerté dès que la situation d'un acheteur se détériore.
- Vous décharger sur l'assureur des actions en recouvrement.
- Améliorer vos possibilités de financement bancaire.
- Conforter votre rôle de chef d'entreprise en vous dégageant de tout souci lié à la gestion de vos risques.



Exportez gagnant.

Siège social : 12, cours Michelet, cedex 51 - 92065 Paris-La Défense  
Tél. : (1) 49.02.20.00 - Minitel : 3614 Coface

5511 من الاموال



## ÉCONOMIE

### AGRICULTURE

#### Un entretien avec le président de la FNSEA

« Les agriculteurs ont un rôle essentiel dans l'équilibre de l'espace rural », nous déclare M. Raymond Lacombe, à l'ouverture du 44<sup>e</sup> congrès de son organisation

Le 44<sup>e</sup> congrès de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), qui se déroule du 27 au 29 mars à Versailles, sera l'occasion pour son président M. Raymond Lacombe, d'exprimer les inquiétudes du monde agricole. Celles-ci ne manquent pas, tant sur le plan national, avec la persistance de la sécheresse, la crise du marché du mouton et la délicate gestion des quotas laitiers, qu'à l'échelon européen. Le gel des prix agricoles communautaires pour la campagne en cours et la concurrence probable des produits agricoles venus de l'est sont autant de contraintes pour l'agriculture française, dont nul ne mesure

encore bien l'ampleur. Au congrès de Versailles seront désignés les membres du nouveau conseil d'administration, mais c'est seulement le 4 avril que ce nouveau conseil aura le bureau de la FNSEA, ainsi que son président, son secrétaire général et son secrétaire général adjoint.

L'actuel président, M. Raymond Lacombe, et le secrétaire général, M. Luc Guyau, devraient être reconduits dans leurs fonctions. M. Michel Ledru, actuel secrétaire général adjoint, ne devrait pas se représenter. Pour respecter un équilibre géographique, son successeur devrait être issu d'une région du nord de la Loire.

« Quels sont les enjeux de ce 44<sup>e</sup> congrès ? »

Pour le syndicalisme agricole, le débat porte sur l'évolution et l'adaptation aux grands équilibres de la société française. Les agriculteurs ont un rôle essentiel à jouer dans l'équilibre de l'espace rural et l'aménagement du territoire. Le syndicalisme agricole doit aussi se préoccuper de l'accompagnement de la production notamment en restaurant le couple syndicalisme-coopération comme axe du développement agricole.

« La coopérative est un prolongement de l'exploitation agricole et elle constitue un contrepoids au phénomène des concentrations des entreprises multinationales. Ce débat entre coopération et syndicalisme doit se prolonger au niveau européen et contribuer à créer un dynamisme interne dans la perspective d'un syndicalisme fort et puissant.

« Le récent décret du gouvernement qui permet à la confédération paysanne de revendiquer une place dans certains organismes remet en cause la traditionnelle unité du syndicalisme agricole. Face à cette situation, comment la FNSEA va-t-elle réagir ? »

« La FNSEA a toujours été très largement ouverte au pluralisme syndical. Depuis 1946, elle permet l'expression de toutes les philosophies et de toutes les idéologies. Ce qui, est irritant dans le décret du 1<sup>er</sup> mars, c'est qu'il s'agit d'un décret d'opportunité qui ne respecte pas les conditions prévues dans la Constitution de 1946 sur la représentativité syndicale. Plutôt que les 600 000 exploitants adhérents, les 30 000 syndicats locaux et la réunion régulière de nos instances, le gouvernement a préféré retenir le critère des suffrages obtenus aux élections des chambres d'agriculture.

« Nous estimons que ce critère est obsolète et n'a pas de fondement. Dès le début du congrès nous débattrons à huis clos de ce problème. Notre intention est en effet d'attirer le décret devant le Conseil d'Etat. Par ailleurs, nous demanderons au congrès une position de principe plus stratégique sur la manière de poursuivre le travail de concertation avec les pouvoirs publics français. Jusqu'ici la FNSEA a privilégié une démarche constructive. Mais si on s'obstine à organiser la surenchère, la FNSEA pourrait prendre des positions plus démagogiques et plus incisives.

#### Revoir l'ensemble des équilibres

« Parmi les questions internationales, deux d'entre elles, la réunification de l'Allemagne et les relations avec les Etats-Unis dans le cadre du GATT, vous concernent directement. Comment abordez-vous ces problèmes ? »

« L'unification allemande est désormais inscrite dans l'histoire. Il faut en prendre acte. La politique agricole commune à Douze doit intégrer cette nouvelle donne. Mais il faut en envisager les conséquences. Notamment il est indispensable que la frontière avec l'est devienne plus élastique. Il faut aussi revoir l'ensemble des équilibres de



Raymond Lacombe

production tels que les quotas laitiers ou les quantités maximales des garanties. Par exemple, les 10 millions de tonnes de céréales produites par l'Allemagne de l'est devront être ajoutées aux 160 millions de tonnes européennes.

« En ce qui concerne les négociations sur le commerce mondial, nous estimons que l'Europe a baissé sa garde devant les Etats-Unis. En dépit des accords signés en avril dernier à Genève, les Etats-Unis continuent en effet de mener une politique maladroite d'aides à leur agriculture. Par exemple, la dotation annuelle au programme de subvention va augmenter de 39 % en 1990 et atteindre 900 millions de dollars (5,2 milliards de francs). Les Européens, eux, ont mené une politique de maîtrise de la production et de démantèlement des aides à l'exportation. Mais au lieu d'utiliser ces arguments dans la négociation, on a l'impression qu'ils ne cherchent pas à affronter les Etats-Unis dans ce débat mondial.

« Face à la sécheresse qui sévit sur la France, quelles mesures préconisez-vous ? »

« Dès le mois de juin 1989, j'avais demandé aux pouvoirs publics d'organiser un débat sur la gestion de l'eau en France avec l'ensemble des partenaires concernés. Nous n'avons pas été entendus. Pour éviter aux cultivateurs de s'engager dans des cultures, comme le maïs, qui exigent beaucoup d'eau, j'ai demandé il y a deux mois au ministre de renégocier à Bruxelles les quantités maximales par produit. Cela n'a pas été fait, et il ne reste guère plus d'une semaine avant les semences.

« Par ailleurs, nous estimons que le projet de loi sur l'eau actuellement en préparation doit être débattu au plus haut niveau et non au travers du prisme de l'écologie. Les besoins en eau ne cessent d'augmenter, nos réserves sont insuffisantes.

« Comment vous défendez-vous contre les attaques qui prétendent que les agriculteurs sont des pollueurs ? »

« Toute activité économique comporte des nuisances. Mais il est faux de nous reprocher de ne pas essayer de limiter celles qui proviennent de l'activité agricole. Il faut aussi savoir que toute contrainte ou dépense supplémentaires devront avoir des répercussions sur les prix. Par ailleurs, on ignore trop souvent le rôle des agriculteurs dans l'aménagement rural.

« La nature ne s'entretient pas toute seule et de ce point de vue les agriculteurs sont les meilleurs écologistes de France. Même si parfois cela devient très difficile. C'est par exemple le cas pour les éleveurs de moutons. A la suite de certaines mesures qui favorisent la Grande-Bretagne et les importations de provenance de Nouvelle-Zélande, les prix ne cessent pas de chuter. En un an, ils ont baissé de 30 %, et les éleveurs abandonnent cette production.

« Dans votre rapport au congrès, vous souhaitez donner une image positive de l'agriculture. Qu'est-ce que cela veut dire ? »

### FINANCES

#### Après l'arrivée des AGF

#### Certains actionnaires veulent sortir de la BFCE

Le rattachement de la Banque française pour le commerce extérieur aux AGF prévoyait le maintien de la BNP, du Crédit agricole, du Crédit lyonnais et de la Société générale. Mais ces derniers refusent le dispositif.

La direction du Trésor n'aurait pas tiré les conclusions de la réglementation et de la concurrence qu'elle a pourtant elle-même promulgué sur le marché financier. Telle est la conclusion que les dirigeants des banques commerciales tirent de l'arrivée des pouvoirs publics vis à vis du sauvetage en cours de la Banque française pour le commerce extérieur. Venant de banquiers qui ont tous occupé des positions de premier plan dans l'administration des finances, la remarque ne manque pas de sel.

Depuis qu'au printemps 1989, la commission bancaire a demandé à la BFCE de réajuster le niveau de ses provisions pour risques pays (900 millions), rien ne va plus entre la rue de Bercy qui contrôlait la BFCE et les actionnaires (Banque de France et Caisse des dépôts pour 24,55 % des titres, Caisse centrale de coopération pour 0,9 %, le Crédit national, la BNP, le Crédit lyonnais, la Société générale et le Crédit agricole pour 10 % chacun). Ces derniers qui affirment avoir fait de la figure à peine intelligente lors des conseils d'administration n'ont pas senti l'urgence de passer à la caisse. En affirmant son retrait et en préten-

dant laisser aux « actionnaires » le soin de réajuster le niveau des provisions de la BFCE, le Trésor a déclenché une querelle qui risque de faire date dans l'histoire de la tutelle. Les banquiers ont refusé de payer d'abord, puis exigé que la Banque de France fasse l'essentiel en tant qu'actionnaire majoritaire. Jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée du côté du fisc. La remise au pot des actionnaires sera donc défilée et l'Etat fera sa part via les contribuables.

Le montage prévoit l'entrée des AGF dans la BFCE par échange de papier avec les banques commerciales (soit 40 %). Mais aucune des quatre banques commerciales n'a envie de rester présente dans le dispositif. Bien entendu, pour ramener les fortes têtes à la raison,

l'Etat peut envoyer des contrôleurs fiscaux ou s'intéresser de près aux quelques privilèges de certains établissements (les très profitables dépôts des notaires au Crédit agricole, par exemple), mais on n'en est pas encore là. L'administration fiscale n'a pas non plus rendu son verdict. Les hostilités ne manqueront donc pas de rebondir si les propositions de l'administration connues. Certains observateurs misent aussi sur la rupture du front des banques commerciales : les nationalisées demeurant contraintes et forcées dans le dispositif AGF/BFCE tandis que les privatisées pourraient se dégager moyennant une honnête contribution au pot de la restructuration.

Y. M.

#### Accord CGE-Dumez sur Framatome

Epilogue dans le dossier de la restructuration du capital de Framatome ? CGE et Dumez ont annoncé, mardi 27 mars, un accord d'ensemble prévoyant notamment une vente par Dumez des 12 % qu'il détient dans le constructeur de chaudières nucléaires. En outre, Dumez acquiert la contrôle de CGE-distribution, troisième groupe français dans le domaine de la distribution générale de matériels électriques détenu à 100 % par CGE. Ce groupe n'en conservera que 34 %.

Ce paquet de titres, additionné

aux actions détenues par la CGE (40 %), donne au groupe présidé par M. Pierre Suard une large majorité dans la capital du constructeur de chaudières nucléaires, malgré l'opposition de son patron, M. Jean-Claude Leny. Ces accords « envisagés », qui font tomber Framatome dans le giron de la CGE, « devraient être arrêtés et exécutés avant la fin du mois d'avril », précise Dumez dans un communiqué publié mardi. Ils risquent d'ouvrir une nouvelle épreuve de force autour de Framatome.

L'EXIGENCE EST UNE FORCE : Série N° 1

Quand on vise la perfection, on découvre que c'est une cible qui bouge.

Une entreprise satisfaite de ses

progrès peut vite découvrir que ses clients ne le sont

pas. ■ Cette conviction a poussé Motorola à multiplier

par 100 la qualité de ses produits

depuis 1981. ■ Notre philosophie est

simple : ne jamais se satisfaire

du niveau de qualité atteint et mettre sans cesse la

barre encore plus haut. ■ Nos exigences

en termes de qualité sont définies

par le programme Six Sigma : pas

plus de 3,4 défauts par million de pièces

d'ici 1992. ■ C'est l'objectif que se sont

fixés les 3 000 collaborateurs de Motorola en France,

notamment dans les usines de Toulouse, Angers et

Bordeaux. ■ Aujourd'hui, nous savons que la satisfac-

tion totale de nos clients n'est pas un

but utopique. ■ Et nous faisons tout

pour l'atteindre.



ELECTRONIQUE AUTOMOBILE  
L'usine d'Angers fabrique la moitié de nos 10 millions récepteurs électroniques pour automobiles d'automobiles avec un niveau de qualité de moins de 3,4 défauts par million de pièces sur 12 mois d'usage.



RADIO COMMUNICATIONS  
Distribution de postes portables Motorola par les principaux réseaux pour assurer la sécurité des communications. Ce matériel répond à des exigences de fiabilité, de puissance, de portée, de sécurité, de simplicité d'usage et de produits dérivés.

La Force De Nos Convictions.

MOTOROLA

Jean-Marie Chauvier

#### URSS : Une société en mouvement

Un regard libre sur un peuple en quête de libertés.  
Claude JULIEN, Diplôme (in pièce)  
Un livre riche et un excellent lectorat.  
François SCHWASSER, La Nouvelle Obscurité

éditions de l'aube

OFACE





## Crédit d'équipement des PME

### FICHE D'INFORMATION

#### Emprunts du CEPME garantis par l'Etat, mars 1990

Le directeur du Crédit d'équipement des PME a décidé, dans sa séance du 15 février 1990, de procéder à l'émission de titres d'un montant nominal de un milliard trois cents millions de francs.

Cette émission est autorisée par arrêté du ministre de l'économie, des finances et du budget.

#### Charges relatives à l'opération

Le produit de l'émission s'élèvera à 1 305 880 000 F. Le montant net encaissé par le Crédit d'équipement des PME s'élèvera à environ 1 286 324 700 F après déduction sur le produit ci-dessus des rémunérations globales dues aux intermédiaires financiers pour 18 956 300 F (TVA incluse) ainsi que des frais légaux et administratifs pour environ 600 000 F.

#### I. — EMPRUNT 10,20 % MARS 1990/2000

MONTANT : 1 milliard de francs représenté par 200 000 obligations de 5 000 F nominal.

PRIX DE SOUSCRIPTION : 100,75 %, soit 5 039 F par obligation dont prix d'émission : 100,193 %, coupon court : 0,587 %.

DATE DE RÈGLEMENT DES SOUSCRIPTEURS : 9 avril 1990.

DATE DE JOISSANCE : 19 mars 1990.

DURÉE : 9 ans et 344 jours à compter du 9 avril 1990.

INTÉRÊT : Les obligations rapporteront un intérêt annuel de 10,20 %, soit 510 F par titre, payable en une seule fois le 19 mars de chaque année, et pour la première fois le 19 mars 1991.

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT : 10,16 %.

AMORTISSEMENT NORMAL : Les obligations seront amorties en totalité le 19 mars 2000 par remboursement au pair.

AMORTISSEMENT ANTICIPE : Le crédit d'équipement des PME s'interdit de procéder pendant toute la durée de l'emprunt à l'amortissement anticipé des obligations par remboursement.

En revanche, il se réserve le droit d'amortir par anticipation ces obligations en procédant à toute époque et sans limitation de prix, à des rachats en Bourse, notamment dans le cadre du fonds de régulation indiqué ci-dessous.

Le Crédit d'équipement des PME se réserve également la possibilité d'amortir par anticipation tout ou partie de l'emprunt par voie d'offres publiques d'échange, d'achat ou de rachat de titres, sans limitation de prix.

Les titres ainsi rachetés ne pourraient être revendus et seraient annulés.

ASSIMILATION : Les titres seront assimilés aux titres 10,20 % mars 1990/2000 — code SICOVAM 11 682 — dès le 11 avril 1990.

Les 200 000 obligations — code 11 682 — seront cotées le 21 mars 1990.

A compter du 11 avril 1990, l'ensemble de ces obligations sera regroupé en un placement unique.

PRISE FERME : La présente émission fait l'objet d'une prise ferme par un groupe d'établissements dirigé par le BNP, la Banque Indosuez, le CIC Paris et l'UGP.

#### II. — EMPRUNT 9,70 % 1990/1998

MONTANT : 300 millions de francs représenté par 60 000 obligations de 5 000 F nominal.

PRIX DE SOUSCRIPTION : 99,38 %, soit 4 968 F par obligation, dont prix d'émission : 97,872 %, coupon court : 1,488 %.

DATE DE RÈGLEMENT DES SOUSCRIPTEURS : 9 avril 1990.

DATE DE JOISSANCE : 12 février 1990.

DURÉE : 7 ans et 309 jours à compter du 9 avril 1990.

INTÉRÊT : Les obligations rapporteront un intérêt annuel de 9,70 %, soit 488 F par titre, payable en une seule fois le 12 février de chaque année, et pour la première fois le 12 février 1991.

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT : 10,09 %.

AMORTISSEMENT NORMAL : Les obligations seront amorties en totalité le 12 février 1998, par remboursement au pair.

AMORTISSEMENT ANTICIPE : Le crédit d'équipement des PME s'interdit de procéder pendant toute la durée de l'emprunt à l'amortissement anticipé des obligations par remboursement.

En revanche, il se réserve le droit d'amortir par anticipation ces obligations en procédant à toute époque et sans limitation de prix, à des rachats en Bourse, notamment dans le cadre du fonds de régulation indiqué ci-dessous.

Le Crédit d'équipement des PME se réserve également la possibilité d'amortir par anticipation tout ou partie de l'emprunt par voie d'offres publiques d'échange, d'achat ou de rachat de titres, sans limitation de prix.

Les titres ainsi rachetés ne pourraient être revendus et seraient annulés.

ASSIMILATION : Ces obligations seront assimilées aux obligations 9,70 % 1990/1998 — code SICOVAM 11 653 — le 11 avril 1990.

Les 60 000 obligations — code 11 653 — seront cotées le 18 mars 1990.

A compter du 11 avril 1990, l'ensemble de ces obligations sera regroupé en un placement unique.

PRISE FERME : La présente émission fait l'objet d'une prise ferme par un groupe d'établissements dirigé par le BNP, la Banque Indosuez, le CIC Paris et l'UGP.

#### III. — DISPOSITIONS COMMUNES

FONDS DE RÉGULARISATION : Le Crédit d'équipement des PME s'engage, si cela est nécessaire au bon fonctionnement du marché, à racheter des titres en Bourse dans la limite de 10 % des titres restant en circulation au début de chaque période annuelle d'intérêts. Dans le cas où les rachats n'auraient pas atteint la limite de 10 % suivie pour une année considérée, il pourra procéder à l'acquisition du solde les années suivantes.

Les titres ainsi rachetés ne pourraient être revendus et seraient annulés.

ASSIMILATION : Au cas où le Crédit d'équipement des PME émettrait ultérieurement de nouveaux titres entièrement assimilés aux présents titres, notamment quant au moment nominal, aux intérêts, à leurs échéances, aux conditions et dates d'amortissement, aux garanties, le Crédit d'équipement des PME pourra veiller, pour l'ensemble de ces titres, les opérations d'amortissement qui pourraient être effectuées, sans aucune distinction, sur les titres des émissions successives.

FORME DES TITRES : Les titres pourront revêtir la forme au porteur ou nominative au choix des titulaires. En application de l'article 94-1 de la loi n° 83-1160 du 30 décembre 1983 (loi de finances pour 1984) et du décret n° 83-369 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, les droits des titulaires seront représentés par une inscription en compte à leur nom :

— chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres au porteur ;

— chez l'émetteur et, si le titulaire, chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs.

La SICOVAM assure la compensation des titres entre les teneurs de compte.

Les titres seront inscrits en compte et négociables le 11 avril 1990.

RÉGIME FISCAL : Le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que le lot met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

En l'état actuel de la législation, les intérêts des titres émis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1987 perçus par des personnes physiques sont :

• soit, sur option, soumis au prélèvement forfaitaire de 16 % libératoire de l'impôt sur le revenu ;

• soit pris en compte pour le détermination du revenu taxable à l'impôt sur le revenu.

Un prélèvement social exceptionnel de 1 % est d'autre part acquies sur les intérêts jusqu'au 31 décembre 1990.

Pour les revenus perçus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1988, l'abattement global sur les dividendes d'actions et les produits de titres est porté à 8 000 F, pour les personnes célibataires, veuves ou divorcées, et 16 000 F, pour les couples mariés soumis à une imposition commune.

COTATION : Les titres feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote officielle (Bourse de Paris).

GARANTIE DE L'ÉTAT : Le service des emprunts en intérêt, amortissement, impôts et frais accessoires est garanti par l'Etat.

L'émission sera ouverte le 26 mars 1990 et pourra être close sans préavis.

BUT DE L'ÉMISSION : La présente émission contribue au financement des activités du Crédit d'équipement des PME et de ses filiales.

La notice, prévue par la loi, est publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires du 26 mars 1990.

A notre connaissance, aucun élément nouveau intervenu depuis les 22 mai et 9 octobre 1989, dates des vices ci-après approuvés par la Commission des opérations de Bourse n'est susceptible d'affecter d'une manière significative la situation financière de la Société.

— Vues n° 89-194 sur la note d'information publiée à l'occasion de l'émission de l'emprunt du 29 mai 1989.

— Vues n° 89-446 sur la fiche d'information comprenant les résultats trimestriels publiés à l'occasion de l'émission de l'emprunt du 16 octobre 1989.

Le président du directoire

Michel PRADA

#### VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE

Par application des articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 67 833 du 28 septembre 1967, la Commission des opérations de Bourse a approuvé, sur la présente fiche, le visa n° 90-113 en date du 20 mars 1990.

Le rapport annuel de l'exercice 1988, la note n° 89-194 du 29 mai 1989 ainsi que la fiche n° 89-446 du 9 octobre 1989 sont disponibles sur simple demande au Crédit d'équipement des PME. Service de la communication,

14, rue du 4-Septembre, 75002 PARIS. Tél. : (1) 42-98-80-83.



PUBLICIS, fondée en 1926 par Marcel BLEUSTEIN-BLANCHET, a réuni son Conseil de Surveillance le 23 Mars 1990, pour approuver les comptes de l'exercice 1989 présentés par le Directoire, présidé par Maurice LEVY.

Pour la première fois, ces comptes intègrent la nouvelle dimension de notre branche communication à la suite de l'alliance formée avec FCB, 4<sup>e</sup> agence américaine.

Les comptes consolidés du Groupe PUBLICIS, dont la structure et le périmètre ne sont pas comparables avec ceux de l'année dernière, font apparaître un chiffre d'affaires de 14,7 milliards de F. contre 8,6 milliards de F. en 1988 et un bénéfice net consolidé, part du Groupe, de F. 141 920 000 en progression de 15%.

Le résultat net consolidé total est de F. 239 108 000 et la marge brute d'autofinancement de F. 334 975 000.

Les branches principales ont concouru comme suit à l'activité du Groupe :

#### Publicis Communication

Notre Groupe publicitaire a été élu Groupe de Communication Européen de l'année et classé premier Réseau Européen par le magazine américain Advertising Age. Il a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 12,2 milliards de F. et un résultat net consolidé, part du Groupe, de F. 127 685 000.

PUBLICIS CONSEIL et ses filiales, installées en France dans 17 villes ont réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 3,9 milliards de F.

PUBLICIS/FCB EUROPE, présent dans 15 pays et 34 villes a réalisé un chiffre d'affaires de 8 milliards de F.

Rappelons que PUBLICIS COMMUNICATION détient une participation de 20% dans l'agence FCB COMMUNICATIONS, élue meilleure agence des Etats-Unis en 1989 et qu'elle a acquis une participation de 35% dans la COMPAGNIE FINANCIERE INTERPLANS dans le cadre de sa stratégie de déploiement dans l'achat d'espaces.

#### Médias et Régies

Ce secteur a représenté un chiffre d'affaires consolidé de 2,5 milliards de F. en hausse de 18,4% et un bénéfice net consolidé, part du Groupe de F. 35 277 000.

#### Autres activités

Cette branche a réalisé avec les DRUGSTORES PUBLICIS, l'informatique, l'immobilier et les activités financières un chiffre d'affaires de 297 millions de F., en progression de 8%, et un résultat net consolidé, part du Groupe de F. 9 142 000, en progression de 16%.

#### Publicis S.A.

Les revenus financiers de PUBLICIS SA, la Société mère du Groupe, se sont élevés à F. 58 569 379 contre F. 49 047 783 en 1988, et son bénéfice net s'établit à F. 44 971 637 contre F. 36 678 873, (hors profits exceptionnels nets de F. 354 726 386), en hausse de 23%.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires convoquée le Mercredi 20 Juin 1990 à 11 heures, la distribution d'un dividende de F. 8 par action, en progression de 20%, ce qui représente avec l'impôt déjà payé au Trésor, un revenu global par action de F. 12. Rappelons qu'à la suite du réajustement du capital social intervenu en 1989, le capital social de PUBLICIS S.A. est composé de 3 223 032 actions de F. 50 nominal.

## Lt Simco

Le Conseil d'administration, réuni le 22 mars 1990, sous la présidence de Monsieur Georges Mazaud, a pris connaissance des faits les plus marquants de la société et arrêté le bilan et le compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 1989.

#### RÉSULTATS

Le résultat courant de l'exercice 1989, après dotation aux amortissements et aux provisions, s'élève à F. 292 249 284 contre F. 273 462 402 en 1988, soit une augmentation de l'ordre de 7%.

Les plus-values nettes de cessions ayant été de F. 36 135 435 (contre F. 146 992 915 en 1988 où l'on avait enregistré une opération d'arbitrage tout à fait exceptionnelle), le résultat total de l'exercice s'établit à F. 328 758 924 contre F. 417 153 391 en 1988.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, convoquée le 5 juin 1990 à 10 h 30, de distribuer un dividende de F. 27,80 par action contre F. 26,40 au titre de l'exercice 1988, et un dividende de F. 13,90 aux actions nouvelles créées jouissance 1<sup>er</sup> juillet 1989.

Comme l'an dernier, ces dividendes pourront, au choix de l'actionnaire, être payés en actions de la société ou en numéraire.

#### CESSIONS ET INVESTISSEMENTS NOUVEAUX

Le montant des cessions de l'exercice s'est élevé à F. 63 600 500 correspondant à la vente de 197 appartements.

Le Conseil d'administration ayant confirmé sa volonté de poursuivre activement les opérations d'arbitrage du patrimoine, quatre nouveaux ensembles immobiliers, tous situés en province, seront mis en vente en 1990.

Dans le même temps, SIMCO s'est porté acquéreur à Paris et dans la région parisienne de trois immeubles d'habitation à construire, représentant un engagement total de l'ordre de 220 millions de francs.

#### EXPLOITATION DU PATRIMOINE

Le montant cumulé des loyers émis pour les trois premiers mois de 1990 s'élève à F. 106 637 000 contre F. 96 973 000 pour la même période de 1989 (+ 10 %), le taux moyen d'occupation des appartements, des bureaux et des locaux commerciaux avoisinant 100 %.

Il convient également de rappeler que les renouvellements de baux commerciaux intervenus au cours des douze derniers mois engendrent en année pleine un supplément de loyers de F. 13 400 000.

Dans ces conditions, les perspectives de chiffre d'affaires et de résultats pour 1990 restent favorables en dépit des contraintes nouvelles qui sont apparues en ce qui concerne les baux d'habitation.

34, rue de la Fédération  
75737 Paris Cedex 15  
Tél. : 40-61-66-20

**A défaut du Lamy Fiscal  
vous pouvez  
éventuellement  
consulter cet ouvrage...**



Cela dit, si vous cherchez l'ouvrage de référence à la fois exhaustif et pratique qui vous permettra de tirer le meilleur parti de la réglementation fiscale, sans vous faire aspirer par l'inflation des textes législatifs, c'est plutôt le Lamy Fiscal qu'il vous faut.

Pour vous procurer le Lamy Fiscal téléphonez au plus vite au 01 42 98 80 83

Pour agir en connaissance de cause.

صلى الله عليه وسلم



## TECHNOLOGIES

En vedette au Salon de la production sonore de Montreux

### De vieux enregistrements retrouvent la qualité des disques compacts

Grâce aux nouvelles techniques informatiques de création et de traitement, le son devient un véritable matériau, une pâte modelable à volonté en temps réel. Un logiciel californien permet ainsi de supprimer tous les craquements et parasites des vieux enregistrements, pour les restituer en disques compacts d'une qualité irréprochable.

4 000 m<sup>2</sup> d'exposition, 203 marques représentées, près de 10 000 visiteurs professionnels, le succès remporté par la 38<sup>e</sup> convention de l'AES (Audio Engineering Society) à Montreux montre que le marché des systèmes de production et de création sonores est en excellente santé. Un marché qui s'adresse avant tout aux studios d'enregistrement ainsi qu'aux studios de post-production audiovisuelle. La crise du disque, qui a frappé de plein fouet au début des années 80 ce secteur réputé fragile, n'est plus qu'un mauvais souvenir. L'engouement pour le disque compact, l'explosion des radios FM, contribuent largement à relancer la production discographique (+ 30 % en 1989). Il est vrai que le prix du disque compact a baissé de près de 300 % entre 1983 et aujourd'hui.

Les studios d'enregistrement fleurissent de nouveau un peu partout, et notamment en Europe où l'on en recense aujourd'hui près de 3 000 (dont environ 300 en France). Si l'on en juge par le nombre important de visiteurs en provenance de Hongrie, de RDA, de Pologne, d'URSS, l'Europe de l'Est s'apprête également à se lancer dans la course aux équipements. Un formidable marché que les japonais, Sony en tête, discrets mais omniprésents sur les stands, n'ont pas l'intention de laisser passer.

Tables de mixage cliquant comme des sapins de Noël, vu-mètres à la pelle, potentiomètres, câbles et prises en tous genres, les studios d'enregistrement tiennent à la fois de l'usine de l'automobile et du cockpit d'Airbus. Rien à voir avec une chaîne hi-fi, même sophistiquée. Cette image qui fait tant rêver le grand public et que le show-business entretient soigneusement est en train de changer.

L'apport des techniques informatiques réduit considérablement la taille des équipements tout en multipliant les capacités de traitement sonore et de stockage. Ainsi la table de mixage avec magnétophone multipistes intégrée entièrement numérique présentée cette année par Yamaha (DMR 8) tient sur une petite table. La performance est de taille lorsqu'on sait qu'un équipement équivalent, mais analogique, tient environ quatre à cinq fois plus de places.

Ainsi, la table de mixage, les unités de traitement (réverbération,

égalisation, etc.) et les magnétophones sont désormais regroupés au sein d'une seule et unique station de travail audio-numérique. L'ingénieur du son tendance 1990 est né derrière un écran et manipule un clavier d'ordinateur ainsi que quelques interfaces. Les potentiomètres qui servent aux réglages des différents paramètres (timbre, intensité, etc.) apparaissent directement à l'écran. Le réglage s'effectue par l'intermédiaire d'une souris ou d'un clavier de contrôle simplifié.

#### Retour aux « bons vieux boutons »

Les constructeurs restent prudents quant à l'économie des systèmes proposés. Il s'agit là d'un point fondamental, surtout lorsque l'on connaît le conservatisme qui règne chez certains techniciens du son. Conçus par des informaticiens, les premiers prototypes de stations de travail, apparus en 1986 avaient de quoi faire peur. On ne manipule pas des sons, on ne mélange ni ne crée de la musique, comme on entre des données chiffrées dans un tableau. Désormais, les « bons vieux boutons » sont de retour sur les faces avant des appareils, même si l'envers est bourré de microprocesseurs.

La console Memory, fabriquée par la firme française SAJE, répond à ce cahier des charges. Cette console de sonorisation, destinée au théâtre et dont un exemplaire est en exploitation à l'Opéra Bastille, est un savant compromis entre le contrôle visuel sur écran et le contrôle tactile, sur des potentiomètres à commande numérique. Comme l'explique P. Berge, ingénieur son et responsable du département son de l'Opéra Bastille, « le contrôle informatique permet d'éliminer les tâches répétitives. Le gain de temps est considérable. Le technicien du son peut se consacrer à la préparation puis à la diffusion d'effets spéciaux et de mélanges jusqu'alors difficiles, voire impossibles, à réaliser en direct ».

A l'inverse, les systèmes proposés par les firmes américaines Waveframe, Soundtools ou New England Digital (qui commercialise la gamme Synclavier) offrent une ergonomie qui repose sur le couple écran/souris (ou interfaces équivalentes). Une fois échantillonnées, les différentes sources sonores externes (voix, instruments, etc.) sont stockées en mémoire vive (RAM). Avantage principal d'un tel procédé : toute manipulation de bande est éliminée. Le son devient un véritable matériau, une pâte modelable à volonté en temps réel. De plus, les différents traitements (mélange, filtrage, compression, changement de hauteur tonale, etc.) peuvent être essayés puis comparés avant d'être éventuellement mémorisés sur un support externe.

Disque dur, CD-WORM (disque optique inscriptible une seule fois), bandes au format DAT, forment actuellement l'essentiel de ces supports. Comme le précise l'un des développeurs du système Di-Axis, « le stockage des données numériques reste un problème essentiel. Chaque minute de son nécessite environ 5 Mb de mémoire ». L'adoption d'un procédé de compression des données sonores est donc essentielle pour faire chuter les coûts encore prohibitifs du stockage sur disque dur et lancer définitivement les systèmes d'édition et de montage numériques.

La petite firme grenobloise Digigram (moins de dix employés) crée la surprise en lançant une carte (PCX3) à insérer sur un PC-AT qui permet de diviser par cinq l'espace mémoire nécessaire au stockage du son. Compression et décompression s'effectuent en temps réel sans perte de qualité audible, du moins à en juger par la démonstration sur le stand.

Ancien chercheur à l'IRCAM et responsable de l'ex-unité de recherche et développement audio-numérique de Lucas-Film, Andy Moorer est actuellement à la tête de Sonic Solutions. Cette société californienne présente une série de produits modulaires, compatibles entre eux, qui forment l'une des stations de travail les plus puissantes et les mieux conçues du moment. Elle s'organise autour d'un Macintosh II avec écran couleur haute résolution.

#### Éliminer les bruits parasites

La puissance de calcul du système permet notamment d'effectuer plusieurs tâches simultanément, ce qui se traduit par un gain de temps appréciable. La présentation des multiples pages-écran est particulièrement soignée. L'écran consacré aux fonctions de mixage reprend une configuration directement issue des consoles classiques afin de ne pas dérouter l'utilisateur.

Le logiciel No noise qui équipe la station mérite à lui seul l'éloge. Ce logiciel permet un « nettoyage » numérique des bruits parasites inhérents aux souffles des bandes magnétiques analogiques. Les bruits de souffle des disques 33 et 78 tours et autres craquements. L'enregistrement à restaurer est tout d'abord copié tel quel sur un support numérique (DAT, PCM). Le logiciel élimine alors un diagnostic quant à l'origine des différents bruits parasites contenus dans l'enregistrement original. Les craquements sont éliminés un par un, sans aucune manipulation de bande ni de montage. Chaque « collage » numérique est d'autant moins perceptible que le bruit éliminé est plus précis. Une fois éliminé, est comblé par interpolation.

La réduction du souffle ou des bruits de frottement est obtenue après intégration et analyse par l'ordinateur de l'empreinte parasite du support original. Chaque seconde de la bande est analysée plus de 50 millions de calculs par seconde. Quant au résultat, il est tout simplement remarquable. De très nombreuses compagnies discographiques et cinématographiques utilisent d'ores et déjà ce système. Disneyland Productions a récemment ressorti de nouvelles copies de ses premiers films avec des bandes son entièrement restaurées (dont *La Belle au bois dormant*). Le *Bohème* dirigé par Ravel lui-même en 1932 vient également d'être restauré par Phonogram. RCA réédite en compact son prestigieux catalogue de jazz Blue Bird débarrassé de tout

#### La télé sur son écran d'ordinateur

Et la télé sur son écran d'ordinateur ? Le logiciel de télévision, vient de mettre au point un système permettant d'intégrer une image animée (émission de télévision, film saisi par une caméra située au point d'observation du bâtiment) dans un écran d'ordinateur. Tout en effectuant son travail habituel, l'utilisateur du micro peut ainsi voir ces images, « à la soustraite », dans le coin de son écran informatique. Une première application a été conçue pour le nouveau siège de l'EF1. D'autres utilisations sont envisagées : dans le domaine de la sécurité ou de l'industrie : pour transmettre par exemple dans un hôtel proche d'un centre de congrès, des images des débats. Ce système est relativement peu coûteux à mettre en place. En effet, les images de signal vidéo sont transmises sur le réseau local du bâtiment. Leur digitalisation est assurée efficacement sur le micro-ordinateur lui-même à l'aide d'une carte électronique conçue à cet effet.

En marge d'Expobois à Villepinte

### Le bois dont on fait bien autre chose que des flûtes



Un matériau aussi traditionnel que le bois pourrait dans un proche avenir nous réserver bien des surprises. Utilisé traditionnellement dans la construction ou la fabrication du papier, il entre déjà dans la composition de produits alimentaires ou textiles. Qu'il s'agisse de donner un peu de consistance aux crèmes glacées ou d'être amalgamé aux principes actifs pour constituer des comprimés pharmaceutiques, le bois est déjà là où on l'attendrait le moins. Les industriels japonais en seraient déjà convaincus. En France, en revanche, les entreprises du secteur ne se sentent guère concernées. Et les laboratoires de recherche universitaires qui conduisent des études sur ces sujets n'arrivent guère à les convaincre de prendre le relais pour exploiter leurs résultats. A l'occasion du Salon Expobois, qui se tiendra du 29 mars au 3 avril au parc des expositions de Paris-Nord à Villepinte, Pierre Pignatelli, ancien directeur général à la recherche scientifique et technique, qui fut aussi directeur des recherches de Saint-

Gobain, actuellement consultant en stratégie industrielle, a l'intention de lancer un cri d'alarme (1). « Si des industriels ne se décident pas très vite, nous risquons d'être pris de vitesse », affirme-t-il.

Plusieurs laboratoires français mènent des recherches dans ce domaine. A Grenoble, sur le campus de Saint-Martin-d'Hères, l'équipe du professeur Marguerite Rinaudo, directeur du centre de recherche CNRS sur les macromolécules végétales, a mis au point un petit réacteur qui, par un simple traitement mécanique, permet de décomposer des copeaux ou des déchets de bois en éléments très fins. « Qu'il s'agisse de bois, de paille, de carcasses de crustacés, d'amandes... ce système peut valoriser l'importe quel déchet agricole. De très nombreuses applications restent encore à imaginer », affirme Marguerite Rinaudo. La technique utilisée est en fait vieille de dix ans. Elle fut développée au Canada par la société Stak.

Technip en a acquis la licence pour le monde sauf pour l'Amérique du Nord. Elle consiste à envoyer des copeaux de bois pendant une minute environ dans un réacteur : imprégnés de vapeur d'eau, ils sont soumis à une forte pression pouvant atteindre 40 bars. La détente fait ensuite exploser le bois en très petites particules. Cette technique avait été expérimentée au début des années 80 par Technip dans le cadre du plan Carboval. En se dégradant, la cellulose du bois se décompose en effet en sucres qui peuvent ensuite être traités et utilisés comme carburant. Mais ces travaux perdirent de leur intérêt en raison de la baisse du prix du pétrole. Marguerite Rinaudo est aujourd'hui convaincue que des unités beaucoup plus petites, d'un coût de l'ordre de 500 000 francs, pourraient en revanche être utilisées de manière rentable. Ces unités, qui se nourriraient de déchets ramassés en nettoyant les forêts, pourraient par exemple produire des engrais biodégradables. De quoi ravir les écologistes !

A l'université de Montpellier, Joseph Gril, chargé de recherche au CNRS, s'intéresse, lui, aux procédés qui permettent de stabiliser le bois. Il travaille dans le cadre du groupement scientifique Rhéologie du bois, qui réunit plusieurs équipes de recherche de l'Hexagone et a fait de l'étude de la déformation du bois leur thème prioritaire. Pour éviter que le bois ne gonfle ou ne se rétracte par exemple en fonction du degré d'humidité, il met au point des réactions chimiques qui permettent d'insérer des molécules dans la structure du bois, empêchant ainsi que des molécules d'eau n'entrent dans la matière. Un industriel japonais, Daiken, utilisait déjà ce type de méthode à une échelle industrielle, affirme Joseph Gril, de retour de plusieurs années passées au Japon. Ce constructeur de panneaux (planchers, cloisons, revêtements) pour la construction a lancé des contreplaqués de bois acétylés. « A partir de ce type de techniques, on peut obtenir des matériaux très variés », affirme Joseph Gril. Mais l'économie du bois ne lui est pas favorable. Car « le prix du bois est basé sur l'essence, non sur les performances. Cette situation devrait changer d'ici à deux ans », estime-t-il. Un délai qui pourrait inciter les industriels européens à se lancer dans l'aventure.

ANNE KAHN

(1) Un débat sur les nouvelles méthodes de travail du bois et les nouveaux débouchés pour les sous-produits des industries du bois aura lieu au centre d'exposition de Villepinte, le 2 avril à 15 h 30.

#### PREFECTURE DE L'ISERE - AVIS D'ENQUETE (rappel) PROLONGEMENT DE LA LIAISON FERROVIAIRE A GRANDE VITESSE, dite « TGV PARIS Sud-Est » jusqu'à VALENCE

MODIFICATION DU PROFIL EN LONG DE LA LIGNE ET DES OUVRAGES D'ART POUR LES COMMUNES DE SAVAS-MEPIN, MEYSSIEZ ET MOIDIEU-DETOURBE ENTRAÎNANT MODIFICATION DES FOS DE MEYSSIEZ ET SAVAS-MEPIN

Le public est informé qu'une enquête portant à la fois sur l'utilité publique de la modification du profil en long et des ouvrages d'art sur les communes de SAVAS-MEPIN, MEYSSIEZ et MOIDIEU-DETOURBE, dans le cadre du prolongement jusqu'à VALENCE de la liaison ferroviaire à grande vitesse dite « TGV PARIS Sud-Est » sur le territoire des communes de SAVAS-MEPIN, MEYSSIEZ et MOIDIEU-DETOURBE et sur la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols des communes de MEYSSIEZ et SAVAS-MEPIN est ouverte pendant trente-huit jours, du 26 mars au 3 mai 1990.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête d'utilité publique du projet accompagné d'un registre d'enquête sera à la disposition du public en sous-préfecture de VIENNE et dans chacune des communes concernées et les dossiers de mise en compatibilité du plan d'occupation des sols accompagnés également de registres d'enquête dans les communes de MEYSSIEZ, SAVAS-MEPIN, ainsi qu'en sous-préfecture. Ainsi, toute personne intéressée pourra en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux et consigner éventuellement ses observations sur les registres d'enquête ou les adresser par écrit à la commission d'enquête en sous-préfecture de VIENNE - BP 116 - 38029 - VIENNE Cedex.

La commission d'enquête, dont le siège est en sous-préfecture de VIENNE, est composée de :

**Membres titulaires**  
- M. Jean CELEUX, ingénieur Arts et métiers et de l'Ecole supérieure de l'électricité, en retraite.  
- M. André RICHARD, ingénieur en retraite.  
- M. Michel DELAHAYE, ingénieur, directeur des études et travaux Ste-Pierre.

**Membres suppléants**  
- M. André ANDRIEU, ingénieur divisionnaire des TPE, en retraite.  
- M. André CHANAL, retraité du service des travaux du génie.  
Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public dans les conditions suivantes :

- Sous-préfecture de VIENNE, le 3 mai 1990, de 14 h 30 à 16 h 30.  
- MEYSSIEZ, le 24 avril 1990, de 14 heures à 16 heures.  
- SAVAS-MEPIN, le 24 avril 1990, de 15 heures à 17 heures.

Copies du rapport et des conclusions de la commission d'enquête seront mises à la disposition du public pendant un délai d'un an à compter de la clôture de l'enquête en préfecture de l'Isère, en sous-préfecture de VIENNE, en mairie de MEYSSIEZ, MOIDIEU-DETOURBE et SAVAS-MEPIN.

Les personnes intéressées pourront obtenir communication de ces documents en s'adressant au préfet de l'Isère (3<sup>e</sup> direction - 2<sup>e</sup> bureau).

**Le Monde**

**VOTRE PROCHAIN RENDEZ-VOUS AVEC L'EMPLOI**

**MERCREDI 28 MARS**  
(numéro daté 29 mars)

**PLUS DE 3 PAGES D'ANNONCES CLASSÉES**

- Carrières européennes en entreprises
- L'international
- Le Monde des cadres

**LE MONDE**  
point de rencontre des grandes ambitions



## Produits de luxe

## CADRE DEVELOPPEMENT SOCIAL

Holding d'un très important groupe international de produits de luxe, nous voulons renforcer notre capacité de service auprès de nos sociétés filiales, en aidant à détecter et préconiser des solutions sociales compétitives et adaptées aux réalités concrètes du terrain.

Rattaché au responsable des affaires sociales du Holding, vous serez amené à prévoir et étudier les évolutions en matière de droit social et de relations sociales. Vous participerez à la gestion du personnel Holding. Pour cette fonction impliquante, nous recherchons une personnalité ouverte et créative, alliant sens de la synthèse et de la précision.

Agé de 25-30 ans, vous avez une formation juridique BAC + 4 minimum avec une spécialisation en ressources humaines et/ou en management. Vous avez acquis une première expérience de la fonction affaires sociales en entreprise et la pratique du droit social. Vous êtes à même de vous exprimer, de lire et d'écrire en anglais.

Les perspectives d'évolution sont celles d'un groupe international en croissance brillante.

Poste basé à Paris 8ème.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la réf. M 31/3510 B à :

**EGOR PRESTIGE ET CREATION**  
8, rue de Berni - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SUEDE UNITED KINGDOM

## Conseil en Ressources Humaines

## Diriger

## Egor Provence-Côte d'Azur

EGOR Ressources Humaines complète son implantation nationale par l'ouverture d'une direction régionale à Aix-en-Provence.

Constituer et animer une équipe, nouer des relations de confiance avec les acteurs économiques de la région, développer un chiffre d'affaires avec une exigence de service et de qualité, gérer profitablement son entité, s'intégrer dans le réseau des unités du groupe (40 en Europe). Telles seront les missions diversifiées de notre Directeur Régional d'Egor Provence Côte d'Azur.

De formation supérieure, son expérience professionnelle lui a permis de connaître et de comprendre les organisations des entreprises et les hommes qui les composent. Agé d'environ 35 ans, il désire exercer une "activité libérale" dans un groupe international de conseil.

Pour un entretien confidentiel, merci d'adresser un dossier complet sous référence M 19/2700 BX.

**GROUPE EGOR**  
8, rue de Berni - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SUEDE UNITED KINGDOM

BOURJOIS

Responsable  
des Relations Humaines

**BOURJOIS** occupe une place de leader incontesté dans le domaine des parfums et des cosmétiques. Notre succès repose sur la qualité de nos produits et l'implication de tous.

De formation supérieure en gestion du personnel, vous possédez une solide expérience des relations humaines en entreprise industrielle.

Comme nous, vous pensez que l'optimisation du potentiel humain et des relations entre les hommes est une donnée indispensable à la réussite.

Nous vous proposons de gérer les ressources humaines et les services généraux de l'un de nos sites industriels - environ 300 personnes - situé à Pantin (93), regroupant principalement une unité de fabrication de parfums et cosmétiques, un centre de distribution et un laboratoire de recherche.

Vous aurez en charge le recrutement du personnel ouvrier et ETAM, la formation, la paie et la gestion du personnel. Avec la Direction Générale des Relations Humaines, vous contribuerez à améliorer les outils de gestion, la motivation des salariés et la communication interne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence LM-RH-03 à **BOURJOIS - Développement des Ressources Humaines** - 12, 14, rue Victor Noir - 92521 Neuilly-sur-Seine Cedex.

PARIS

UN PROFESSIONNALISME ECLATANT

**COFLEXIP, Leader Mondial pour la fabrication et l'installation « clé en main » de conduites flexibles, recherche, pour faire face à son développement international et à l'extension de sa gamme de produits :**

UN ADJOINT AU DIRECTEUR  
DE LA DIVISION PLAN ET BUDGET

Le candidat participera notamment à l'élaboration des plans pluriannuels et aux options stratégiques associées.

Cette fonction suppose une approche marketing et financière, en étroite collaboration avec les filiales opérationnelles internationales (Brésil, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Norvège, Singapour).

Une formation de type Grande Ecole de Commerce ou Ingénieur, complétée par une formation de Management, est souhaitée. Une expérience professionnelle internationale de 5 ans minimum, de préférence dans le domaine pétrolier (marketing, gestion), est nécessaire.

Ce poste offre des perspectives intéressantes de carrière internationale à moyen terme.

Des déplacements à l'étranger de courte durée sont à prévoir.

Poste basé à Paris

Les personnes intéressées doivent adresser leur dossier (C.V. + lettre manuscrite + photo + prétentions) à la Société **COFLEXIP** Direction des Ressources Humaines - 23, avenue de Neuilly, 75116 PARIS

JEUNES CADRES  
RESSOURCES  
HUMAINES  
LYON

Pour rester leader sur nos marchés, nous devons nous préparer aux enjeux à venir : Conception de nouveaux produits, mutations technologiques, relance de nos systèmes d'information, apprentissage de nouveaux métiers...

Nos challenges sont nombreux.

Nous pensons que les hommes sont la richesse première de l'entreprise et nous voulons leur donner les moyens d'évoluer.

Dans cet esprit nous souhaitons renforcer notre équipe Emploi-Formation avec :

ANIMATEUR DE  
FORMATION

(Réf. EFR 003-01)

A 24/27 ans, vous avez une formation supérieure de type Ecole de Commerce ou Université et êtes reconnu pour vos qualités relationnelles, votre sens de l'analyse. Un fort esprit d'équipe et une envie de vous investir dans une activité soutenue.

Vous allez participer à l'élaboration du plan de Formation, concevoir et mettre en place les actions appropriées, rechercher et assister les différents intervenants.

A l'écoute du personnel, vous jouerez également un rôle de conseil dans votre spécialité.



CREDIT AGRICOLE DU SUD-EST

CHARGE DE  
L'EMPLOI

(Réf. EFR 003-02)

De formation supérieure (BAC + 4) vous possédez une première expérience du recrutement en cabinet ou entreprise que vous souhaitez valoriser dans une fonction élargie.

Vous prendrez en charge des missions complètes de recrutement (cadres et commerciaux essentiellement) et mènerez des actions de notoriété auprès des écoles. Dans le cadre de la gestion des carrières, vous participerez à la mise en place d'un marché interne de l'emploi et développerez des outils d'aide à la décision.

Faites nous part de vos compétences et motivations

adressé au poste choisi à :

CREDIT AGRICOLE DU SUD-EST - Service Emploi -

69541 CHAMPAIGNE AU MONT D'OR CEDEX



Leader mondial dans le secteur de l'image grand public, notre haute technicité nous a propulsés dans les technologies de pointe intéressant les entreprises. La satisfaction des utilisateurs est notre objectif majeur. Dans l'immédiat, deux postes sont à pourvoir :

## Chef de région S.A.V. : copieurs et imprimantes

Réf. JK/1M

Vous aurez la responsabilité d'une équipe de plus de 40 techniciens implantés à Paris et en province et serez secondé par 4 chefs de secteur. Votre mission : assurer la mise en œuvre des moyens humains et matériels propres à garantir la satisfaction de nos clients reprographie, en relation étroite avec nos commerciaux. De nombreux déplacements sont à prévoir. Vous avez 35 ans, vous êtes ingénieur (électrotechnique ou Arts et Métiers) avec une expérience réussie du management d'équipes SAV : nous capitaliserons sur vos aptitudes de gestionnaire et votre sens du contact.

## Chef de région S.A.V. : systèmes d'information

Réf. JK/2M

Vous aurez, de Paris, à suivre la moitié Nord de l'hexagone dans ses activités de service après-vente. Vous dirigerez et animerez une équipe de 25 techniciens répartis dans votre région. Il vous faudra gérer les moyens matériels nécessaires et négocier vous-même les contrats de maintenance les plus importants. Ceci implique une présence sur le terrain à 50 % de votre temps. Vous avez à la base une bonne formation technique (ingénieur ou diplôme d'études supérieures) et une solide expérience de « responsable » (manager, négociateur et gestionnaire de 5 à 10 ans). Vous êtes familiarisé avec l'environnement informatique.

Pour ces deux postes, l'anglais courant est nécessaire. Merci d'adresser rapidement votre candidature, à notre conseil, en précisant la référence : **INFRAPLAN** - 63 Boulevard Raspail - 75006 PARIS

INFRAPLAN PARIS/BARCELONE



ECS, leader européen de la location d'ordinateurs IBM (1500 pers., 9 milliards de CA) recherche :

Chargé(e) de  
Recrutement

Exigence Compétence, Europe

Nous connaissons une forte croissance et intégrons environ 300 collaborateurs et cadres par an.

Ce contexte exige de la part de ses consultants attachés à la Direction de Relations Humaines, un réel investissement : ils se fixent comme objectifs l'exigence et la qualité.

Vous aurez en charge des missions de recrutement dans leur intégralité et participerez à d'autres activités du service (forums, relations écoles, entretiens internes, etc...).

Psychologue (niveau DESS), 30 ans environ, vous ferez valoir vos capacités à engager un travail de fond. Et c'est ainsi qu'à terme, vous pourrez évoluer vers d'autres fonctions relations humaines, au siège ou dans les filiales.

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite sous référence FN 449 à ECS SA - Relations Humaines, 29 Avenue Mac-Mahon 75017 Paris.



VOTRE AVENIR EN 3 LETTRES

RESPONSABLE  
ETUDES ECONOMIQUESCHAMBRE DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE  
DE NANTES

Active et entreprenante, la CCI de Nantes poursuit son œuvre d'incitation, d'initiation et de valorisation.

Pour améliorer leur puissance d'impact, ses dirigeants veulent intégrer leur Responsable des Etudes Economiques.

Opérationnel sur ses chantiers (60 % du temps), garant de la qualité du fonds documentaire, il pilote la méthodologie des études menées par et pour les services de la CCI et participe au marketing des communications.

Agé de 28 - 30 ans environ, vous êtes issu d'une très solide formation économique. Maître de Projets, vous dominez la technique. Déjà autonome, vous êtes réaliste, porteur d'enthousiasme et de solutions concrètes.

Rémunération : 160-200 KF brut.

Merci de faire parvenir votre dossier complet sous réf 41009 ECO/M à **KEY MEN - DANIEL PORTE CONSULTANTS** - 9 rue du Couëdic - 44000 NANTES. Tél : 40 89 63 04.

KEY MEN

GRUPPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

501 من الاميل



## CONSULTANT RECRUTEMENT

une formation de psychologue  
le réalisme de l'entreprise  
l'efficacité d'un conseil

Le Cabinet ETAP vous demandera beaucoup car nous-mêmes et nos clients sommes exigeants.

Nous vous demandons :

- une formation de psychologue (Bac + 5 ans) et de bonnes connaissances en techniques projectives ;
- l'expérience de l'entreprise ou la volonté de l'acquérir, en profondeur, en étant pénétré de la conviction qu'une responsabilité de conseil ne peut s'assumer que par l'acquisition d'une indéniable compétence ;
- la capacité de vous adapter à tous les aspects du recrutement : réalisation de bilans psychologiques et professionnels, recherches par approche directe ou par annonces, ...

Nous vous proposons :

- de vous intégrer au sein d'une équipe de professionnels, prêts à partager son expérience ;
- de collaborer avec les entreprises les plus renommées ;
- selon vos compétences, d'assurer d'emblée ou progressivement l'intégralité d'une activité de conseil.

Si vos aspirations rejoignent les nôtres, écrivez-nous.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 13 A 17884 M  
Discretion absolue

Membre de Syntec

71 rue d'Auteuil 75016 Paris



## ASSISTANT GESTION RESSOURCES HUMAINES

Au cœur de la Savoie, nous sommes une Société industrielle, leader européen dans son domaine et rattachée à un Groupe Français de premier plan. Nous conjugons productivité et développement des hommes et recherchons, pour assister la Direction des Relations Humaines, un JEUNE CADRE DIPLOME Droit - Sciences PO - ESC... désireux de s'ouvrir aux multiples volets de la fonction humaine et sociale.

Il interviendra dans :

- la gestion administrative du personnel : mise en place d'un nouveau système de gestion permettant d'optimiser le traitement et la diffusion des informations.
- la gestion prévisionnelle des ressources humaines : participation aux études sur les moyens et les méthodes, à leur mise en œuvre sur le terrain.

Ce poste, particulièrement riche et formateur, implique rigueur, créativité et sens du dialogue et constitue un tremplin pour une évolution dans le Groupe.

Ecrire sous réf. 12 A 1785 0 M à : Annie SANTAMARIA  
115, rue Turenne - 33000 BORDEAUX  
Discretion absolue.

Membre de Syntec



dans le cadre de l'optimisation de ses circuits d'information et de l'harmonisation de ses procédures, tant en France que dans les filiales étrangères, recherche, pour compléter une équipe de trois personnes, un :

## Organisateur international senior

H/F

Rendront compte au Directeur du Département Organisation et Système d'Information, en liaison avec les décideurs et les opérationnels des filiales, ses interventions porteront sur la conduite de missions d'organisation et de mise en place de systèmes d'information, plus particulièrement dans les domaines industriel et distribution.

Après analyse des postes de travail, il définira le cahier des charges, établira les procédures, assurera la mise en place des systèmes et leur suivi par un audit opérationnel.

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'ESSEC, ESCP, SUP DE CO... justifiant d'une expérience, de 5 ans environ, de missions ou de projets d'organisation en Cabinet ou dans le secteur de la distribution. La pratique de la méthode Merise est un atout supplémentaire de réussite, la maîtrise de l'anglais impérative. Les déplacements à l'étranger sont de l'ordre de 70 %.

Sylvie CATHELAIN vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'elle traite confidentiellement, en mentionnant votre rémunération actuelle, de manière à ne pas vous déranger si celle du poste lui était inférieure. Référence 904/M au 7 rue de Monceau - 75008 Paris. Tél. 42.89.30.25.

GRP Gilbert Raynaud & Partners  
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

## ADEGE

Conseil en marketing

POUR FAIRE FACE AU DEVELOPPEMENT DE NOTRE DEPARTEMENT BANQUE-ASSURANCE NOUS RECHERCHONS

UN DIRECTEUR DE CLIENTELE

UN CONSULTANT JUNIOR

Nous intervenons auprès de grands groupes européens sur trois secteurs (banques et assurances, grande distribution, grande consommation). Notre ambition : devenir un important cabinet de conseil Européen.

Notre vocation est d'aider nos clients à concevoir leur stratégie marketing, à définir leurs clientèles cibles, à les conquérir et à les fidéliser.

Avec eux et chez eux, nous mettons en place leur système d'information marketing (SIM), outil de pilotage et de contrôle de cette stratégie.

Notre métier nous conduit à être à la pointe des techniques de traitement de l'information et justifie un investissement important de notre part, en recherche et développement.

DIRECTEUR DE CLIENTELE : vous serez le garant de la satisfaction de nos clients. Vous animerez une équipe et gèrerez votre centre de profit. Préalablement, vous découvrirez notre métier et nos standards.

Diplômé grande école (Centrale, Mines, HEC...), vous avez quatre à cinq ans d'expérience (commercial, marketing ou système d'information), un bon sens de l'écoute et la volonté d'entreprendre.

CONSULTANT JUNIOR : en relation directe avec nos clients et en tandem avec un ingénieur, vous participerez à la réalisation de nos missions. Préalablement, vous bénéficierez d'une solide formation à notre métier et à nos standards.

Diplômé grande école, vous avez une première expérience, le conseil vous attire.

Postes basés à Lyon. Déplacements courts et fréquents.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à Nadine Rosier-Chiriac, ADEGE S.A. - 32 Rue Neuve - 69002 LYON. Nous l'étudierons rapidement en toute confidentialité.

## BTP et formation professionnelle à Lyon...

L'Institut Régional de Formation du Bâtiment et des Travaux Publics Rhône-Alpes est un organisme unique en France. Créé par les organisations professionnelles régionales, il a pour mission de concevoir et délivrer des formations techniques en alternance, ainsi que de la formation continue, répondant aux besoins effectifs des entreprises. Certaines de ses activités seront regroupées à l'automne dans des locaux neufs et construits sur mesure par les fédérations de tutelle qui créent en parallèle la fonction de

### Directeur de l'Institut (250/300 kF)

En relation étroite avec la Présidence et le Secrétariat Général de ces fédérations, vous avez la responsabilité du fonctionnement de l'Institut : en particulier, vous recueillez et évaluez les besoins des fédérations, assurez le montage pédagogique et financier de ces projets ainsi que leur promotion. Vous recherchez et animez les différents partenariats associés à ces projets. Vous contrôlez la gestion de l'ensemble, notamment l'emploi des ressources.

Diplômé de l'enseignement supérieur technique, vous apporterez idéalement à 40 ans une expérience significative et variée des métiers du BTP. Motivé par les problèmes de formation, vous avez déjà participé activement à l'élaboration et à l'animation de projets pédagogiques à contenu technique. Vous êtes également un homme de relation et de négociation.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 8531 A à BERNARD JULHIET RHONE-ALPES, 2 quai du Commerce 69009 LYON.



Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles



## PRENDRE LA RESPONSABILITE DU DEPARTEMENT RELATIONS PUBLIQUES DE NOTRE SOCIETE

Voilà une opportunité qui devrait séduire et passionner un homme ou une femme âgé(e) de 32 ans minimum, ayant une excellente maîtrise de l'anglais, de formation supérieure (Sciences PO, Sciences ECO ou équivalent), volontaire, ambitieux, diplomate, ayant le goût de réussir et acceptant pour cela de s'impliquer dans un challenge difficile mais motivant.

Sous l'autorité du Directeur de la Communication, en relation avec les Directeurs de Division (Bureaucratie, Imagerie, Santé...), et la Direction Internationale, cet excellent professionnel de la communication, sera chargé de concevoir, réaliser et animer, au bénéfice de l'ensemble des secteurs de l'entreprise, une politique des Relations Publiques offensive et efficace.

Membre du "Comité Image" il participera activement à l'élaboration de la politique de communication de la Société.

Dans le cadre de son activité, il devra motiver, animer et gérer une équipe de 5 personnes dont un responsable du service de presse.

Une expérience de quelques années des Relations Publiques en agence ou en entreprise serait un atout supplémentaire.

Nous vous remercions d'adresser rapidement votre C.V. + photo + salaire actuel, sous la référence LM 1140 à Bernard G. ALLEN au

CABINET BOTH Département Sélection Recrutement 3 bis, rue des Ecoles - 75004 CHATOU



## UN MONDE OUVERT. DES HOMMES EN MARCHE...

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle. Aux A.G.F., nous agissons. Notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (25 000 personnes, 40 milliards de C.A., conseil dont près de 25 % d'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la route en avant est toujours la plus longue. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous releverons de nouveaux défis.

## Chargé de la communication

La direction du réseau d'agences recherche un Chargé de la communication pour sa Délégation Régionale Ile de France.

Vous possédez, outre une formation supérieure, la maîtrise des différentes techniques de communication.

Vous avez par ailleurs, d'évidentes qualités relationnelles, l'esprit d'initiative et de décision, le sens des responsabilités et une bonne disponibilité.

Vous serez chargé de promouvoir l'image des A.G.F. en assurant au niveau régional :

- la communication,
- les relations publiques (création d'un réseau de relations avec les instances locales, les médias...),
- les animations de manifestations (définition des thèmes, prévisions des coûts et organisation de manifestations à caractère économique et social, sportif ou culturel).

Pour mener à bien votre mission, vous prendrez de nombreux contacts (Direction de la Communication, Délégation Régionale, Agences...) et bénéficierez d'une large autonomie d'action.

Si ce poste vous motive, adressez votre candidature et rémunération souhaitée, sous référence DRA 25, à Danielle RUBIALTA - Département Gestion de l'Emploi AGF - 33, rue La Fayette 75009 PARIS.

AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE



## JUNGHEINRICH

Grand Constructeur européen, leader du stockage à encombrement réduit recherche pour son S.A.V. (150 p.) en plein développement, un

## Formateur bilingue allemand

- Electromécanicien confirmé ou enseignant technique, vous voulez donner une dimension supérieure à votre carrière. Au sein d'une petite équipe, vous étudiez en relation avec la RFA les nouveaux produits. Vous construisez et vous menez les stages (en Français) destinés à nos techniciens et à nos clients.

- Le poste est basé à VELIZY (78).

Adresser CV, photo et prétentions à JUNGHEINRICH FRANCE - Service du Personnel - 14, avenue de l'Europe - 78140 VELIZY.

Mercuri Urval



## Consultants Ressources Humaines

Peat Marwick  
Consultants est  
membre du réseau  
mondial KPMG.  
A Paris,  
200 professionnels  
de haut niveau  
accompagnent les  
entreprises dans leur  
évolution.

Notre Centre de Compétence Organisation et Ressources Humaines s'est fortement développé sur le plan européen. Les missions qui lui sont confiées sont de plusieurs types: définition d'une stratégie sociale, audit de la fonction Ressources Humaines, optimisation des systèmes de rémunération, implantation des systèmes de paie et gestion du personnel, gestion du changement. Son développement nous conduit à rechercher des Consultants Ressources Humaines expérimentés.

Pour vous, l'un des facteurs-clés de la réussite de l'entreprise, c'est la mobilisation de son personnel.

De formation supérieure, vous souhaitez maintenant valoriser votre expérience acquise en entreprise ou dans le domaine du conseil. Vous pourriez l'enrichir au sein de notre cabinet qui, par son environnement international et la diversité de ses missions, vous assure de réelles perspectives d'évolution.

Isabelle Régier vous remercie de lui adresser votre candidature sous référence 931-46 à Peat Marwick Consultants - Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE.



Peat Marwick Consultants

SI VOUS SAVIEZ CE QU'EST LE CONSEIL CHEZ PEAT MARWICK, VOUS Y SERIEZ DÉJÀ

## Une nouvelle génération d'atelier de génie logiciel: Maestro II.

Softlab est une des premières sociétés Allemandes dans le domaine des logiciels. Avec son produit Maestro, plus de 25 000 installations de par le monde dans les domaines de l'industrie, de la banque et assurance, de la logistique et du transport elle possède un environnement de développement leader sur le marché mondial.

Dans le cadre du développement de l'atelier Maestro II et de la réalisation d'outils pour la méthode Merise, nous recherchons des collaborateurs qui, après une période d'environ 6 mois passée à Munich au sein de l'équipe de développement, seront basés à Paris pour:

- Préparer le lancement de Maestro II/ Merise sur les marchés français et sud-européens par des activités de conseil et de support ventes.
- Mettre en place le support de Maestro II/Merise pour la France et l'Europe du Sud.

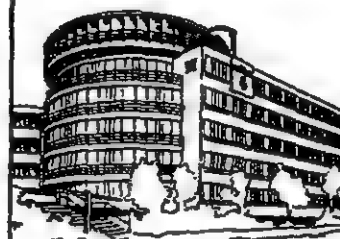
De formation supérieure (BAC + 5) vous possédez une solide expérience dans le développement de produit ou de projet, et une connaissance approfondie de la méthode Merise. Bien sûr vous maîtrisez l'anglais.

Si vous aimez le contact avec les clients, le travail en équipe et si vous êtes prêt à prendre des responsabilités nous voudrions absolument faire votre connaissance. Nous vous aiderons à réaliser vos objectifs professionnels dans une société jeune et dynamique.

Si vous êtes intéressé, nous vous remercions de prendre contact avec Bernd Mayer au numéro suivant: (09.49) 899 30 01-354 ou bien d'adresser votre dossier de candidature à

Softlab GmbH, Personalabteilung  
Zamdorfer Straße 120  
8000 Munich 80  
République Fédérale Allemande

softlab



Responsable  
gestion  
des comptes  
sociétaires

impact développement

LE CONSEIL ET L'ACTION

Nous sommes une importante Mutuelle destinée aux Professionnels de la Santé. Nous recherchons le RESPONSABLE de notre service de GESTION DES COMPTES SOCIÉTAIRES.

Vous aurez à organiser les activités de cette structure (encaissements, décaissements, contentieux) et à animer une équipe de 12 personnes. Vous serez par ailleurs l'interlocuteur privilégié de nos sociétaires.

De formation supérieure (École de Commerce, Gestion ou Universitaire), vous justifiez d'une expérience de l'encadrement acquise de préférence dans le milieu des Assurances ou bancaire.

A vos qualités de rigueur, vous ajoutez une bonne assise relationnelle et des talents d'animateur.

Si vous souhaitez nous répondre, merci d'adresser votre lettre, C.V. et photo en indiquant vos prétentions, à notre Conseil IMPACT DÉVELOPPEMENT, 26 rue Brunel, 75017 PARIS, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

LYON

Notre cabinet de forte notoriété est spécialisé dans le recrutement de Cadres et de Dirigeants. Nous renforçons nos structures et recherchons un

## CONSULTANT CONFIRMÉ

Dynamique et tenace, vous souhaitez vous investir dans un métier passionnant et rejoindre une équipe de professionnels.

Nous vous proposons de développer notre clientèle, de mener des missions par approche directe ou par annonces, avec la perspective d'évoluer vers des responsabilités élargies.

A 30/40 ans, de formation supérieure, vous disposez d'une expérience professionnelle réussie en Cabinet ou en entreprise dans des fonctions de Direction.

Merci d'envoyer votre CV sous la réf. C-90 M à Média-System - 55 place de la République, 69002 Lyon qui transmettra.

## DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Pays de Loire

Cet organisme à vocation économique est un partenaire de la vie industrielle de sa région (I.A.A. High-Tech, Mode...).

Ses dirigeants recherchent le Conseiller en Innovation et en Développement Technologique qui va identifier puis faire germer les projets à forte valeur ajoutée.

Autonome et entrepreneurial, il va progressivement construire une équipe d'animation technique et économique.

Ce poste peut être une excellente plate-forme d'intégration dans notre région.

Agé de 28/35 ans environ, issu d'une grande école d'ingénieurs et/ou de gestion, vous associez une expérience réussie dans votre spécialité et une bonne vision de l'entreprise. Vous possédez le réalisme et les qualités relationnelles qui vous permettront d'être reconnu dans les milieux industriels locaux.

Rémunération 240 - 280 KF.

Merci de faire parvenir un dossier complet de candidature sous réf. 41011 TEC/M à KEY MEN - DANIEL PORTE CONSULTANTS - 9 rue du Couédic - 44000 NANTES. Tél: 40 89 63 04.

KEY MEN

GROUPE DANIEL PORTE GROUPE LIANT

LABORATOIRES DE THERAPEUTIQUE MODERNE

LTM

Important laboratoire pharmaceutique en développement, filiale d'un puissant groupe international, nous recherchons un

## JEUNE PHARMACIEN OPTION INDUSTRIE

Jeune diplômé ou avec une première expérience de 2 à 3 ans, vous assurerez la responsabilité du magasin de matières premières et articles de conditionnement ainsi que de la centrale de pesées. Sous la responsabilité d'un Chef de Service, vous animerez un secteur d'environ 40 personnes.

Cette première fonction importante vous permettra d'appréhender l'environnement de production où vous serez amené à évoluer et à prendre des postes de grande responsabilité.

Langue: anglais.

Poste basé à Châtillon (Ain) où le logement peut être assuré.

Merci d'envoyer votre dossier (lettre, CV, photo, prétentions) à: 726 6 notre Conseil: A2M - Brigitte Fournier 361, rue Garibaldi - 69007 LYON. Tél. 78.69.20.93



## Entreprise d'Editions Techniques

recherche:

## INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE

Votre formation initiale et votre capacité d'adaptation vous permettent d'analyser toute question d'ordre technique, électronique, mécanique, bâtiment, chimie... avec ses implications sur l'économie et l'environnement.

Vous aimez contribuer à définir les meilleures normes et les meilleurs standards de produits nouveaux en relation directe avec les demandes et les besoins du grand public.

Vous êtes capable de travailler en autonomie et de vous insérer dans une équipe d'ingénieurs et de techniciens expérimentés. Ce poste, basé à PARIS, exige la pratique courante de l'anglais, nécessaire aux échanges avec nos partenaires européens.

Merci d'adresser votre dossier de candidature au cabinet que nous avons mandaté pour cette recherche: PROFESSION : CONSULTANTS Département Recrutement 42, rue du Faubourg Poissonnière - 75010 PARIS (sous la référence U/6668)

## CONSULTANT

EN ORGANISATION MANAGERIALE DE DÉVELOPPEMENT

Diplômé d'une Grande École, de préférence ingénieur, vous avez enrichi votre formation de compléments sérieux, tels que comptabilité, informatique, bureautique.

Un passage réussi (3 à 5 ans) dans une importante organisation industrielle ou de services vous a permis de vous familiariser avec l'un ou plusieurs des grands domaines de gestion de l'entreprise.

Vous pensez être capable de démontrer une capacité d'autonomie et de réflexion personnelle.

Vous serez accueilli par une équipe de haut niveau, où la qualité de travail est de rigueur, où la confiance réciproque va de soi, et à laquelle vous pourrez vous intégrer durablement. Les missions que nous confions s'accompagnent d'une formation appropriée et nous avons le souci de votre développement personnel et professionnel.

Notre base est à Paris. Si vous désirez être des nôtres, adressez votre dossier (c.v., lettre manuscrite, prétentions) sous référence 3545 à AXIAL, 27, rue Talbot, 75008 Paris, qui transmettra.

LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

RECRUTE PAR VOIE DE CONCOURS

20 SOUS-PRÉFETS

CONDITIONS D'ADMISSION: - Être âgé de 25 ans au moins et de 35 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 1990.

- Justifier de l'admissibilité à l'un des concours d'entrée à l'École nationale d'administration.

DATE DES ÉPREUVES ÉCRITES: 10 mai 1990

CLOTURE DES INSCRIPTIONS: 14 avril 1990

RENSEIGNEZ-VOUS: Tél. (1) 45-71-56-62

سكزا من الامل



## CHARGE DE MISSION AFFAIRES NOUVELLES



CHAMBRE DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE  
DE NANTES

Pour stimuler les transferts technologiques et la création d'entreprises hautement innovantes, la CCI de NANTES recherche un **Chargé de Mission aux Affaires Nouvelles**.

Prospectant dans les laboratoires et les centres R et D, vous y rechercherez les opportunités, vous contribuerez à mettre en place les partenariats et les moyens financiers nécessaires aux créations et aux transferts, puis conduirez les projets à terme.

Agé de 30 - 35 ans environ, issu d'une excellente formation supérieure scientifique ou économique, vous présenterez une expérience ouverte du R et D, de l'entreprise et de l'animation. Curieux d'applications technologiques, vous avez un goût réel pour la concrétisation.

Rémunération : 200 - 240 KF

Merci de faire parvenir votre dossier complet sous réf 41010 NW/M à KEY MEN - DANIEL PORTE CONSULTANTS - 9 rue du Couëdic - 44000 NANTES - Tél : 40 89 63 04

KEY MEN

GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

## RESPONSABLE DEVELOPPEMENT DE MARCHES

Industries chimique - pharmaceutique - fermentations

Filiale de Ferruzzi, l'un des plus importants groupes agro-industriels, CERESTAR est le leader européen des produits amyliques. La société française (plus d'1 milliard de francs - 450 personnes) recherche l'ingénieur qui assurera le développement des secteurs chimiques, pharmaceutiques et des fermentations. Au sein d'une équipe de trois personnes rattachée au directeur du développement, il a pour mission d'identifier et d'analyser les opportunités offertes par ces différents marchés en matière de développement de nouveaux produits. Il intervient dans la promotion et la réalisation des essais et prépare une évaluation complète du produit en vue de sa

commercialisation. Il entretient par ailleurs des relations étroites avec les centres européens de recherches du groupe. Ce poste s'adresse à un ingénieur chimiste, âgé d'au moins 28 ans, possédant une première expérience d'environ trois ans acquise dans le secteur pharmaceutique ou un doctorat en biochimie appliquée. Une bonne connaissance des fermentations est un atout supplémentaire ainsi que la pratique de l'anglais. Basé à Vélizy (78), le poste suppose des déplacements. Ecrire à F. CHEMARIN en précisant la référence A/S8498M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.38. (PA Minitel 36.15 code PA)



Cerestar

Gruppo Ferruzzi

PA Consulting  
Group

Creating Business Advantage

## CHARGES D'ETUDES D'AMENAGEMENT SENIOR

Après 4 à 5 ans d'études supérieures en géographie aménagement, vous avez acquis une expérience de 6 à 10 ans des études de développement, aménagements touristiques et des collectivités locales. Vous vous conformez à la conduite d'études de développement et d'aménagement touristiques : définition de stratégies et de politiques, élaboration de programmes pluriannuels d'actions. Votre capacité d'animation associée à vos qualités d'analyse, de synthèse et d'esprit d'initiative, vous permettront de développer l'activité études et expertises conseil du Département Tourisme et Loisirs. Ces postes basés à Clermont-Ferrand et à Metz pourront évoluer vers une fonction de Chef d'Etudes.

Réf : CAS

## CHARGE D'ETUDES MARKETING SENIOR

De formation supérieure marketing vous avez une expérience professionnelle de 6 à 10 ans du marché du tourisme et des loisirs à développer votre créativité, vos qualités d'analyse, de synthèse et de rédaction. Dans le cadre de la conception et la conduite d'études de marché qualitatives ou quantitatives, vous participerez au sein d'une équipe pluridisciplinaire de conseil, à la réalisation d'études de développement et d'aménagement touristiques. Responsable de chargés d'études débutants ou confirmés, vos capacités personnelles d'animation, d'écoute et de conviction vous permettront de développer l'activité études et conseil marketing du Département Tourisme et Loisirs.

Poste basé à Clermont-Ferrand pouvant évoluer vers une fonction de chef d'études.

Réf : CUMS

## CHARGE D'AFFAIRES SENIOR

De formation scientifique ou économique (BAC + 4/5), vous possédez une solide expérience du montage d'opérations de préférence touristique avec des collectivités locales au cours desquelles vous avez développé les approches financières, techniques, administratives et juridiques. Nous vous confions la conception et la conduite d'études de faisabilité d'investissements physiques, ainsi que le montage et le suivi d'opérations de même nature dans le domaine du tourisme et des loisirs. Votre grande capacité de négociation et de conviction associée à votre professionnalisme vous permettront de développer l'activité montage d'opérations du Département Tourisme et Loisirs et d'envisager une évolution vers une fonction de chef de projet/chef d'agence.

Poste basé à Clermont-Ferrand

Réf : CAS

## CHARGE D'ETUDES TOURISME SENIOR

De formation géographique ou urbaine vous avez, de par votre expérience de 5 à 10 ans des études d'aménagements touristiques et de loisirs, acquis une parfaite connaissance des collectivités locales. Si pour l'essentiel de votre mission vous conduirez des études d'aménagement et de développement touristique, vous concevrez également des programmes d'études et négociations des comités. Créatif, vos qualités d'analyse, de synthèse et rédactionnelles, votre goût de l'organisation et de l'autonomie associée à votre sens des relations humaines vous permettront de mener à bien le développement de l'activité études et expertises conseil du Département Tourisme et Loisirs.

Ce poste basé à Metz pourra évoluer vers une fonction de chargé d'affaires ou de chef d'agence.

Réf : CETS

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et présentations) sous référence choisie à Monsieur REGNIER SOMMAIL B.P. 28 - 63001 CLERMONT-FERRAND cedex.

Groupama se positionne au premier plan des groupes français d'assurances. Notre direction marketing se renforce en intégrant de nouvelles compétences.

## PRENEZ EN CHARGE NOTRE MARKETING DIRECT

Garant de l'organisation et du développement des opérations de marketing direct nationales et régionales, vous les intégrerez au sein du mix et suivrez la qualité des prestations fournies. Vous serez bien entendu l'interlocuteur des conseils extérieurs. Vous

êtes âgé de 28 ans minimum, de formation supérieure (ESC ou équivalent) et avez acquis une expérience d'au moins 3 ans dans le domaine du traitement quantitatif des informations. Vous êtes un bon utilisateur micro et êtes capable de rédiger des cahiers des charges informatiques. Réf. A/R9721M.

## DEVELOPPEZ NOTRE SYSTEME D'INFORMATION MARKETING

En liaison avec l'informatique, vous constituerez de réelles bases de données marketing à partir des fichiers clients existants. Vous réaliserez des segmentations du portefeuille client selon des critères liés aux comportements de la clientèle et aux potentialités de développement. Vous êtes âgé de 28 ans minimum, de formation supérieure

orientée vers la statistique (ENSAE, ISUP, économétrie...) et avez acquis une expérience marketing d'au moins 3 ans dans le domaine du traitement quantitatif des informations. Vous êtes un bon utilisateur micro et êtes capable de rédiger des cahiers des charges informatiques. Réf. A/R9722M.

Ces postes sont basés à Nolsy-le-Grand (accès direct RER). Ecrire à notre conseil C. BUSO en indiquant votre rémunération actuelle ainsi que la référence choisie - PA Consulting Group 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74. (PA Minitel 36.15 code PA)



GROUPAMA  
ASSURANCES

PA Consulting  
Group

Creating Business Advantage

## CABINET INTERNATIONAL DE RECRUTEMENT PAR APPROCHE DIRECTE, MEMBRE DE L'APROCDER,

**Chargé(e)  
de  
Recherche**

renforce son équipe et souhaite intégrer un(e) Chargé(e) de Recherche qui aura pour mission d'assister les consultants dans l'identification et l'approche des candidats. Agé(e) de 25/30 ans environ, de formation supérieure, le(e) candidat(e) aura une excellente connaissance de l'entreprise, une bonne maîtrise de la langue anglaise et de l'outil informatique. Une expérience de la fonction en cabinet est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, s/réf. CRM, à Mme GASPARD, 26 rue des Boulangers 75005 PARIS

## GROUPE DE PRESSE ECONOMIQUE recherche

## JOURNALISTES CONFIRMES

De très bon niveau, connaissant bien les questions africaines et les Africains, et possédant de solides bases d'économie.

## UN REDACTEUR EN CHEF

Confirmé, ayant l'expérience d'un grand journal et connaissance de la presse internationale.

Adressez vos dossiers de candidature (lettre de présentation et C.V.) s/réf 8849 le Monde Publiété, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris

## Autrement

L'écoute, la vision, le "nez"... les cinq sens en éveil et l'intelligence en action, la pertinence des analyses et des recommandations, c'est la base du métier de conseil en recrutement de cadres et dirigeants. Il exige passion et rigueur, optimisme et créativité, persévérance, volonté, humour et humilité... beaucoup pour un seul homme !

Venez partager la force collective des Conseils en Recrutement Associés, créés il y a 4 ans : 10 professionnels très confirmés basés à Paris et Lyon, un savoir-faire (annonce et approche directe), des expériences diversifiées dans tous secteurs d'activités, des moyens puissants et évolutifs, des relations de partenariat avec clients et candidats. Membre de Syntec, nous bénéficions d'alliances de premier plan en France et à l'étranger.

Venez vivre "autrement" votre métier de consultant senior à Lyon. De formation supérieure, vous avez environ 5 à 10 ans d'expérience dont 3 au moins dédiés à la gestion de l'encadrement et au recrutement, en conseil et/ou entreprise. Ecrivez vite sous Réf. 500.01 M à Yves Loire, Directeur-Associé, Les Conseils En Recrutement Associés - 1 avenue Georges Pompidou, BP 3211 - 69403 Lyon Cedex 03

LES CONSEILS  
EN RECRUTEMENT  
ASSOCIES



Nous sommes une société de presse professionnelle.

Nous recherchons

## 1 secrétaire de rédaction-maquettiste

formé(e) sur PAO Macintosh. Il (elle) sera responsable de la maquette de 2 revues mensuelles haut de gamme. Sans artistique et de la couleur.

Merci d'adresser lettre, CV photo et prétentions à NIOUBIZ - Marie-Laure GUERIN 54, rue Etienne-Marcel, 75002 PARIS.

## LA VILLE D'AMIENS (80)

recrute

## UN DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

Par voie de mutation, de détachement ou de contrat de la fonction publique territoriale ou d'Etat.

Chargé de la direction du Département des ressources humaines, il devra conduire la réorganisation de ce secteur et mettre en œuvre les plans d'actions définies dans le projet d'entreprise de la ville. Il sera responsable de l'élaboration et du suivi du budget du personnel et de l'introduction de tableaux de bord sociaux.

Sa mission portera également sur la mise en place d'une gestion prévisionnelle des emplois et des carrières et d'un plan de formation.

Profil :

- connaissance impérative des dispositions statutaires régissant la F.P.T. ;
- facultés relationnelles, aptitudes à la négociation et à la gestion de conflits ;
- disponibilité.

Le poste correspond à un emploi d'administrateur ou de directeur territorial.

Candidature manuscrite avec curriculum vitae et photo à adresser à : Monsieur le Député-Maire de la Ville d'Amiens Direction générale des services B.P. 2720 - 80027 AMIENS CEDEX

AVANT LE 10 AVRIL 1990

## EMONITEUR

recherche

## JOURNALISTE H/F

Ayant le goût du contact et de la communication par l'écrit, vous couvrirez tous les domaines du cadre de vie : urbanisme, architecture, techniques de construction.

Formation architecte, ETP ou équivalent souhaitée.

Contrat à durée déterminée de quatre mois renouvelable.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + prétentions à : PUBLICATIONS DU MONITEUR - Sylviane NICOLAS Direction du personnel - 17, rue d'Uzès, 75002 PARIS.



**G**roupe financier spécialisé dans les produits de placement et l'ingénierie financière destinés tant aux entreprises qu'aux particuliers, nous avons à notre actif :

- des produits de qualité et à forte notoriété;
- une capacité d'innovation permanente;
- la maîtrise du marketing direct depuis 10 ans.

**CARDIF**

## Marketing produits financiers

Pour participer à notre développement, nous recherchons un candidat de formation HEC, ESSEC, débutant ou avec une 1<sup>ère</sup> expérience du marketing de services possédant :

- de bonnes qualités rédactionnelles,
- un sens certain du contact,
- un esprit à la fois rigoureux et ouvert,
- une volonté de s'investir au sein d'une équipe jeune qui "bouge".

Intégré au sein d'une équipe dont la mission s'articule autour des axes suivants :

- participation aux actions marketing,
- élaboration des campagnes de marketing direct,
- rédaction de plaquettes et divers documents commerciaux,
- rôle d'appui auprès des succursales étrangères.

Si vous voulez évoluer dans un contexte novateur, adressez votre candidature à Blandine GUERARD - COMPAGNIE BANCAIRE - 5, avenue Kéiser - 75116 PARIS, sous réf. 607.

COMPAGNIE BANCAIRE

Dans un contexte de mutation, le D.R.H. de notre société, filiale d'un important groupe industriel, basée près d'Amiens, s'adjoint un

## RESPONSABLE DE LA FONCTION PERSONNEL

de formation supérieure + une expérience d'au moins 5 ans, acquise de préférence en milieu industriel.

Il travaillera en étroite collaboration avec le Directeur des Ressources Humaines pour mettre en place une politique novatrice de personnel et sa mission sera axée sur la gestion prévisionnelle des hommes et des emplois, l'évolution des méthodes d'intéressement, la mise en œuvre et le suivi du plan de formation, la relation et les négociations avec les partenaires sociaux et la communication en général.

Le poste requiert une forte présence sur le terrain et une bonne connaissance de la langue anglaise.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. 864 M à Chantal DHERBIER - PLEIN EMPLOI 10, rue du Mail - 75002 PARIS.

**plein emploi**  
à l'écoute du talent

## Responsable formation dans l'industrie

Nous sommes un des tout premiers groupes industriels français.

Notre Direction des Relations Sociales souhaite aujourd'hui renforcer son équipe Formation et Communication Interne.

Le véritable Chef de Projet que nous souhaitons intégrer sur des missions de formation, conçoit et organise les actions nouvelles, maintient et développe les actions engagées, propose des méthodes et outils principalement à partir des demandes des sites industriels dans le cadre des objectifs de la Direction Générale.

Professionnel de la Formation, à 30/32 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, votre expérience de 7 ans environ a été acquise

surtout en entreprise industrielle.

Vous y avez développé vos qualités d'analyse, d'écoute, d'animation et de persuasion. Basé en très proche banlieue parisienne Ouest, ce poste, qui implique des déplacements en province, représente une ouverture de carrière véritable (sites industriels, filiales...).

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. M/165 X, à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris. Minitel : 42.36.10.30.

**CONSEIL**  
RESSOURCES HUMAINES

## Responsable de la gestion des ventes

**evian**

24 milliards de CA,  
1500 personnes,

une expansion constante

sur le marché français

avec ses marques

Evian, Badoit,

Framil, Athlon, et

toujours en position

de leader mondial

de l'exportation

d'eaux minérales.

**BSN**

Pour Evian, la satisfaction du client est l'impératif n° 1. Ceci implique une synergie très forte entre les responsables de vente et le service qui gère les commandes ainsi qu'une excellente capacité à dialoguer avec le client sur le traitement de ses commandes, les conditions commerciales et les opérations promotionnelles.

Le responsable de la gestion des ventes devra animer son équipe d'une dizaine de personnes à ce niveau de performance. Il formera et mobilisera ses collaborateurs pour en faire de véritables correspondants commerciaux, maîtrisant la relation avec le client. Il les aidera à exploiter le nouveau système informatique actuellement mis en place. Homme de rigueur, il gèrera efficacement un budget promotionnel important.

Pour mener à bien cette mission, il est nécessaire d'allier le goût de l'animation et de la formation d'une équipe à de réelles capacités à organiser, gérer et contrôler.

Un diplôme d'école supérieure de commerce est indispensable ainsi que 5 ans d'expérience commerciale dans un poste axé sur la relation client-fournisseur.

C'est une fonction aux enjeux importants : y réussir vous ouvrira des perspectives d'évolution dans le Groupe BSN.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 77M à Hervé & Millet Conseil, 27 rue des Vignes, 75016 Paris.

**HM** Hervé & Millet Conseil

HEROUILLE-SAINT-CLAIR prépare l'avenir

Le Maire recherche un :

## DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES DE LA VILLE

Chargé(e) de diriger l'ensemble des services de la Mairie, vous aurez, dès votre entrée en fonction, pour mission de mettre en œuvre, avec l'équipe des cadres de la Ville, une réorganisation des services. Si vous avez entre 30 et 40 ans environ, si vous bénéficiez d'une expérience de quelques années dans une fonction similaire (échelle indiciaire : S.G.A.) et êtes motivé(e) par la réalisation de projets exigeant une forte sensibilité aux méthodes de management des collectivités territoriales, adressez un dossier de candidature à notre conseil :

POINTS CLÉS MANAGEMENT - 94, rue de Varenne - 75007 PARIS  
(à l'attention de Véronique LAUBIE, réf. : HSC 901)

Filiale du Groupe ACP, notre cabinet est spécialisé dans la recherche d'informaticiens, d'organiseurs et de monéticiens.

Notre croissance nous incite aujourd'hui à intégrer un(e)

## CONSULTANT(E) EN RECRUTEMENT

Vous avez :

- Une formation supérieure (Ecole de Commerce, Université...)
- Une première expérience de 1 à 3 ans du recrutement de cadres pour le secteur tertiaire ou pour l'industrie, de préférence au sein d'un cabinet de conseil.

Responsable de vos comptes, vous prendrez entièrement en charge des missions de recrutement et développerez votre clientèle.

Vos qualités de contact, votre perspicacité et votre sens commercial seront des atouts déterminants pour ce poste.

Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre manuscrite), sous réf. CR à Evelyne LIPERE, ELECTIQUE - 4 bis rue de Cléry - 75002 PARIS.

**ELECTIQUE**

Notre Directeur Général recherche son

## ATTACHÉ DE DIRECTION

pour lui confier :

- La réalisation d'études stratégiques (marketing, évaluation financière, etc...)
- Des missions de représentation internes ou externes.
- L'élaboration de dossiers ponctuels et "délicats".

Le candidat idéal aura 28 ans, une formation Grande École de Gestion (IEP PARIS, ISA, ESCP ou équivalent), une première expérience en entreprise (secrétariat général, etc.) et, surtout, une réelle aptitude aux contacts, un esprit de synthèse et des facilités de rédaction.

La connaissance du milieu de la communication sera un "plus" apprécié.

Poste à pourvoir dans une ville universitaire agréée du Sud de la France et dans une P.A.E. (1.000 personnes) en expansion.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :  
BLEU Publicité sous réf. 80452 M  
17, rue du Docteur Lebel  
94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra

**legrand®**

Leader européen de l'appareillage électrique d'installations  
9 milliards de chiffre d'affaires  
18.000 collaborateurs

recherche pour son siège social à Limoges

## ASSISTANT FORMATION

De formation supérieure dans la fonction personnelle, vous avez une expérience de l'industrie.

Nous recherchons un jeune cadre pour assister notre responsable de formation dans le recueil et l'analyse des besoins, proposer des actions, mettre en place le plan et réaliser le suivi.

Nous vous proposons d'intégrer une équipe dynamique, évoluant dans un contexte où la formation est une donnée essentielle.

Cette offre vous intéresse,

Merci d'adresser, sous référence AC/3.2, lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions à :  
LEGRAND, Direction du Personnel - Service Recrutement  
128, avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny  
87045 LIMOGES CEDEX

LES EDITIONS LEGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES  
Éditeurs des Dictionnaires et Codes permanents recherchent H/F

## ASSISTANT

Département formation continue

Vous avez le niveau licence en Droit, et de préférence une expérience réussie dans ce type de fonction.

## DELEGUE COMMERCIAL

Département Relations Extérieures

Vous êtes diplômé d'une école de commerce, possédez une bonne culture en droit et êtes attiré par des déplacements à travers la France.

Pour ces deux postes nous souhaitons rencontrer des hommes ou femmes de communication, d'environ 30 ans, méthodiques, expérimentés, tenaces et aimant le travail en équipe. Nous offrons un salaire à la hauteur des missions proposées et de solides avantages sociaux.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, prétentions et une enveloppe à votre adresse à la Direction du Personnel EDITIONS LEGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES - 19, rue Péclet, 75015 PARIS.

CONTESSE

صكنا من الامم



## Acheteurs

(1) 42.27.40.27

**BON**

Branches biscuits.

1<sup>er</sup> producteur

euro-péen

avec les marques

Lu, Heudebert,

l'Alsacienne, Bello...

présent dans 9 pays

avec 57 usines...

Soudeux de valoriser la fonction Achat, fonction clé dans l'accroissement de notre compétitivité, nous offrons 2 postes d'Acheteurs. Dans le cadre du développement d'une stratégie Achat dont vous êtes l'un des éléments moteurs, vous donnez aux achats la dimension correspondant aux enjeux qui y sont liés (mise en place de nouvelles procédures). Associé dès l'origine aux projets de produits nouveaux, vous menez les négociations de nos marchés pour optimiser les approvisionnements des usines.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs Agro ou de Gestion, avec 3 ans d'expérience environ, vous maîtrisez l'outil informatique et pratiques l'anglais. Les 2 postes sont basés à Athis-Mors (proche Paris).

Pour en savoir plus, appelez le (1) 42.27.40.27 ou adressez votre candidature en prévoyant votre rémunération actuelle sous réf. MH 26 M2 à BON, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75081 Paris Cedex 08.

## LA CONDUITE DE GRANDS PROJETS TELLE QUE VOUS L'IMAGINEZ

### CONSULTANTS

Au sein d'un Groupe de Conseil en management (100 consultants), nous mettons notre savoir-faire au service des Directions financières, industrielles et logistiques. Notre objectif est d'accroître leurs performances en les assistant dans la définition de leurs choix essentiels et en mettant en œuvre les solutions retenues. Si vous avez une expérience en méthodes d'organisation en « gestion financière et comptable », « gestion de production et de distribution », « productique et logistique », et de bonnes connaissances en informatique... Si vous possédez une expérience réussie de la conduite de projets (3 à 7 ans) en cabinet et/ou en entreprise dans les domaines suivants : « élaboration de schémas directeurs et conception de systèmes

d'information, « diagnostic d'organisation d'entreprise », « mise en place de projets centraux et départementaux (SAP, MC Cormack, MSA, SIGA, COPICS, PRODSTAR, MAPICS...) », « conception et mise en œuvre de grands projets industriels et logistiques ».

Si face à des problématiques précises et variées vous imaginez des solutions créatives et pertinentes...

Si vous vous investissez totalement dans un projet, de sa conception à sa mise en œuvre, avec un sens aigu des résultats et dans le respect des objectifs... Si vous vous épanouissez dans le travail en équipe, la réflexion, l'autonomie et l'initiative...

Alors nous sommes faits pour vous rencontrer.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Guy Richard, 17 rue Louis-Rouquier, 92300 Levallois-Perret.



**EUREXPERT**  
CONSEIL  
MEMBRE  
D'Eurogroup

### LE CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ISÈRE RECRUTE

#### 2 SOUS-DIRECTEURS

pour la direction de la santé et de la solidarité par voie de détachement ou de mutation

##### PROFIL :

- Administrateur ou directeur territorial ou grade de l'Etat équivalent.
- Bonnes connaissances de l'action sociale.
- Bon gestionnaire.
- Excellentes qualités d'encadrement.

##### FONCTIONS :

##### SOUS-DIRECTEUR

- Encadrer et coordonner les activités des circonscriptions d'action sociale qui regroupent l'ensemble des personnels sociaux et médico-sociaux de terrain.
- Fournir au directeur de la santé et de la solidarité et aux services fonctionnels aide sociale à l'enfance, services départementaux d'action sociale et protection maternelle et infantile, les éléments de gestion permettant la définition des grands axes de l'action sociale.
- Assurer la mise en application sur le terrain de la politique sociale.
- Assurer la consolidation des informations provenant des circonscriptions d'action sociale concernant les partenaires extérieurs.

##### SOUS-DIRECTEUR

- Encadrer et coordonner les activités de la sous-direction qui regroupe les services de l'aide sociale générale (bénéficiaires individuels) et des actions sociales départementales (établissements et services subventionnés sur le budget du Conseil général).
- Mettre en place des indicateurs permettant une vision financière globale.

Les candidatures sont à adresser avant le 15 avril 1990 à :

Monsieur le Président du Conseil général de l'Isère  
Direction de l'administration générale  
Service du personnel  
**HOTEL DU DÉPARTEMENT**  
7, rue Fantin-Latour, BP 1096  
38022 GRENOBLE CEDEX

### La Chambre de Commerce et d'Industrie de ROUEN recrute

#### PLUSIEURS CADRES

pour assurer la promotion du tissu industriel régional

##### 1. Réf. COM :

Mission : conseil en entreprise (fonction commerciale), organisation et gestion de salons professionnels, animation d'un réseau de relations inter-entreprises et de banques de données de sous-traitance.

Profil : ESC ou grande Ecole commerciale, maîtrise de gestion Dauphine.

Ce poste nécessite une maîtrise de la fonction commerciale et une expérience industrielle.

##### 2. Réf. CTE :

Mission : conseil en stratégie d'entreprise, étude et élaboration de dossiers de création et transmission d'entreprises industrielles, aide à la gestion courante des PMI.

Profil : ESC ou équivalent, maîtrise sciences économiques ou administration des entreprises, Dauphine.

Ce poste nécessite d'excellentes connaissances en gestion (comptabilité, finance, contrôle de gestion...).

##### 3. Réf. PRO :

Mission : conseil en entreprise, technico-commercial d'un centre technique (conseil, formation).

Profil : BTS productique (ou équivalent), connaissances en CFAO, robotique, électronique appréciées.

Tous ces postes nécessitent le goût des contacts humains, une capacité d'initiative et d'autonomie, un esprit créatif.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo et prétentions à :

Jean-Paul VIDAL  
Chambre de Commerce et d'Industrie de Rouen  
BP 641 - 76007 ROUEN CEDEX  
(en précisant la référence du poste)

SODEXHO, groupe international de services, leader français de la restauration collective, recherche pour sa structure Achats un :

## RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Directement rattaché au Directeur des Achats, vous intervenerez dans tous les domaines de la fonction : comptabilité, fiscalité, paie de 40 personnes, problèmes juridiques...

Agé d'environ 27 ans, de formation ESC ou DUT mais nécessairement titulaire du DECS, vous avez une première expérience en cabinet ou au sein d'une direction financière.

Vous serez le véritable bras droit financier du Directeur de la structure. Autonome et rigoureux, vous maîtrisez parfaitement l'informatique.

Pour ce poste basé à Saint-Quentin, merci d'adresser lettre + CV + photo + prétentions, sous réf. LM86 RAF, à SODEXHO, Mme HUG - BP 67 - 78185 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.

**SODEXHO**  
Là où vivent les hommes.

### RESPONSABLE FONCIER

Promotion Immobilière PARIS  
Une société de Promotion Immobilière nationale, filiale d'un grand Groupe de BTP, recherche un

#### RESPONSABLE FONCIER

Rattaché au Directeur Général, il sera chargé de rechercher des opérations immobilières nouvelles sur Paris et sa région tant d'habitations que de bureaux et de locaux d'activité.

Le candidat devra avoir un sens aigu des opportunités à saisir et une facilité à tier des contacts aux meilleurs niveaux avec les prescripteurs fonciers (collectivités locales, SEM, relations privées, etc.).

Une expérience en la matière serait un plus. Le salaire sera motivant en fonction de l'expérience et des résultats.

Ce poste est basé à Paris.

Adresser C.V. + photo + lettre manuscrite + prétentions à :

ODECO - 8, rue Villiot - 75012 PARIS



ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS  
recherche pour un emploi à plein temps le

### RESPONSABLE (H/F) DU DÉPARTEMENT ÉDITORIAL PHILOSOPHIE, ANTHROPOLOGIE, RELIGIONS

Formation universitaire de haut niveau et solide expérience éditoriale exigées.

Adresser lettre + C.V. et prétentions à :

LOUIS LECOMTE  
Encyclopædia Universalis - 10, rue Vercingétorix  
75008 Paris Cedex 14



Groupe leader du sol industriel  
(750 personnes)  
recherche

### Secrétaire Général Adjoint

Chargé de seconder le secrétaire général dans ses tâches de gestion administrative, suivi des assurances, analyse des contentieux.

Agé de 25 à 35 ans environ, le candidat de formation juridique aura nécessairement une expérience significative dans le même secteur d'activité.

Environnement de travail dynamique et performant, dans une région privilégiant la qualité de la vie.

Poste basé à GRENOBLE.

Rémunération fixe 200 KF + prime d'intéressement.

Envoyer CV + photo sous référence LA 390 M au Florian Mantione Institut, Conseil en recrutement, "Les Echelles de la ville", BP 9227, 34043 Montpellier Cedex 01 ou consulter la définition de fonction sur le MINTEL 3615 code SOTTEL.

**Florian Mantione Institut**  
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

### Une importante clinique privée implantée dans l'est de la France RECHERCHE SON

#### RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES (H/F) 200 à 220 KF

Il prendra en charge l'ensemble de la fonction du personnel :

- gestion administrative (480 personnes),
- gestion des effectifs,
- gestion des ressources humaines (recrutement, formation, communication interne),
- relations sociales (DP, CE, CHSCT).

De formation supérieure, vous avez une expérience de 3 à 5 ans du secteur hospitalier.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et copie des diplômes s/n° 8852 le Monde Publicité 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

### ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS

Le Centre d'Évaluation des Aptitudes Professionnelles, service rattaché à la Direction du Personnel, recherche des

#### CONSEILLERS EN RECRUTEMENT

Votre profil :

Titulaire d'un DESS de psychologie du travail, vous possédez si possible une expérience significative dans le domaine du recrutement.

Votre rôle :

Au sein d'une équipe dynamique, vous prendrez en charge des missions d'évaluation et de reconversion pour les différents établissements hospitaliers.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo) à :

CEAP

47-83, boulevard de l'Hôpital - 75651 PARIS CEDEX 13

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



# Le Monde de la Fonction Commerciale

Puissant groupe international spécialisé dans l'élaboration des métaux recherche pour l'une de ses divisions leader sur le marché français (CA 800 millions de francs) son

## MANAGER COMMERCIAL FRANCE

Rattaché au Directeur de la division et membre du comité de direction de celle-ci, il aura pour mission essentielle de :

- élaborer et proposer la stratégie commerciale et en assurer la mise en œuvre,
- animer, motiver et gérer la force de vente et le service administration commerciale (17 personnes dont 4 cadres),
- assurer les relations et négocier personnellement avec les clients (grands distributeurs) les plus importants dans un souci permanent de développement du CA et des marges et d'amélioration de la qualité du service et de l'image de la société auprès de la clientèle.

Ce poste sera confié à un candidat impérativement de formation supérieure (école de commerce) rompu aux négociations auprès de réseaux de grossistes industriels - si possible second œuvre bâtiment - et possédant une expérience réussie d'animation d'une force de vente et de gestion d'une ligne de produit.

Poste : Paris.

Rémunération : 320 000 F. +

Ecrire sous réf. 138 - 1727/0 M

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75015 Paris



"Digital, des réseaux pour le monde"

Digital, leader mondial des Réseaux Informatiques et des Systèmes Intégrés d'Information.

## Ingénieurs commerciaux

L'originalité de nos produits, leur adaptation à un contexte international.

Un style très personnel de Management, un profond respect de la réussite individuelle.

Une expansion impressionnante : 20 % de Chiffre d'Affaires en plus cette année et 650 MF d'investissements.

Toutefois nous avons encore besoin de compétences et de talents !

Vous avez un diplôme de Grande Ecole, ou Bac + 5 Universitaire avec deux

ans au moins d'expérience dans la vente de Systèmes et de Produits Informatiques complexes.

Alors, venez nous rejoindre.

Adressez votre candidature sous la référence MON 918 à : DIGITAL EQUIPMENT FRANCE Service du Recrutement de la Région Parisienne 43, Bd Diderot - 75012 PARIS.

Digital Equipment France

## PLUS PERFORMANT QUE JAMAIS !



Avec nous, relevez le défi des années 90

PSA : 155 milliards de francs de Chiffre d'Affaires et 156.000 personnes, la volonté et les moyens de devenir le premier constructeur européen.

## CADRES GRANDES ÉCOLES

Créatif, enthousiaste, animé de l'esprit de compétition, vous êtes à la fois homme de terrain et de marketing.

Vous voulez exercer des responsabilités correspondant à votre formation et à vos aspirations.

Vous recherchez une société dynamique offrant une grande variété de postes formateurs dans un environnement professionnel stimulant. Alors, rejoignez notre

## DIRECTION COMMERCIALE

L'animation du réseau, les développements marketing ou l'organisation de la logistique et de nouveaux services à la clientèle constitueront votre première expérience.

Vos perspectives d'évolution seront à la mesure des objectifs ambitieux que nous nous fixons.

Venez gagner avec nous, écrivez-nous :

**AUTOMOBILES PEUGEOT**  
Direction Centrale du Personnel  
75, avenue de la Grande-Armée 75016 Paris

## GROUPES INTERNATIONAUX - PRODUITS DE LOISIRS

L'une de ses filiales (100 pers., 500 MF) basée en Belgique Nord-Ouest, et en développement très rapide, élargit ses structures et recherche un

## DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION COMMERCIALE

Rattaché à la Direction Générale et à la tête d'une équipe de 10 personnes, il sera chargé d'une double mission : arbitrage et coordination entre les divisions de l'activité commerciale ; logistique du circuit de vie des produits, analyse et exploitation des informations dans un contexte fortement informatisé (AS400).

Ce poste essentiel requiert un professionnel de ce métier : moins de 40 ans, formation supérieure technique, commerciale ou acheteurs. Expérience réussie de 10/15 ans au contact de la grande distribution et des produits de grande consommation. Bonnes connaissances informatiques nécessaires. Anglais exigé.

Nous vous garantissons une discrétion absolue et vous remercions d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV détaillé, rémunération, et photo sous réf. 9184 à notre Conseil :

**sélection conseil**  
18 RUE MEDERIC, 75017 PARIS

## Ingénieur et commercial : patron de notre département à moins de 30 ans

Au travers de notre équipe de 15 personnes, nous développons une activité de pointe avec le contrôle d'accès, la détection incendie et le désenfumage.

Nous appartenons à une société leader en Europe dans la fermeture du bâtiment, avec plus de 1.000 personnes, 500 Millions de francs de chiffre d'affaires et l'appui de notre groupe allemand.

Avec le soutien du Directeur Général et des services techniques, vous définissez et concevez la politique produit du département : élaboration du cahier des charges, interface avec le B.E. mécanique, études et suivi des projets et réalisations ; puis vous mettez en œuvre votre politique commerciale prospection et développement réseau avec vos collaborateurs.

De formation ingénieur, si possible des notions d'allemand, votre première expérience dans l'équipement électrique ajoute à un réel talent de commercial, de meneur et aussi d'organisateur, vous prédisposez à nous rejoindre.

Le poste est à pourvoir dans l'Est de la France.

Les entretiens auront lieu à PARIS ou STRASBOURG.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous réf. 7229 M (à noter sur courrier et enveloppe) au GROUPE BERNARD JULHIET ALSACE - 1/3, place Gutenberg - 67000 STRASBOURG.



**BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES ALSACE**

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

Des hommes, des semences

## JEUNE INGENIEUR COMMERCIAL

Orléans



La COOP DE PAU, plus de 2 Milliards de Francs de CA, est l'un des tout premiers Groupes semenciers européens opérant dans les semences de maïs, céréales à paille et tournefort.

Rattaché au Responsable Régional, ce jeune ingénieur a pour missions, sur son secteur : l'analyse du marché et la participation au plan marketing, la gestion d'un budget de promotion, l'animation des forces de vente des Distributeurs, les négociations commerciales et les relations avec les Prescripteurs.

De formation supérieure (agro, agri), notre candidat doit justifier d'une expérience dans la vente d'agro-fournitures. Bon négociateur, à l'aise dans les contacts à tous niveaux, il est disponible, autonome, organisé et, bien sûr, fortement motivé pour réussir dans ses objectifs.

Les conditions offertes, la notoriété des produits, l'appartenance à un Groupe dynamique et pionnier dans l'innovation technologique peuvent intéresser et retenir une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 62/3518 A à :

**EGOR PROMOTION**  
153, rue de Fontenay - 75006 PARIS  
Tél. : (1) 42.56.01.44

**EGOR**

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Nous sommes OCE GRAPHICS, FILIALE DU GROUPE OCE, LE SPÉCIALISTE EUROPÉEN DE L'IMPRESSION ET DE LA REPRODUCTION. NOTRE ORGANISATION : 900 PERSONNES DANS LE MONDE, 15 FILIALES, 2 CENTRES DE DÉVELOPPEMENT. NOTRE MÉTIER : L'INFORMATIQUE GRAPHIQUE. NOTRE STYLE : ACTIF, DIRECT. EN FRANCE, EN EUROPE ET AUX U.S.A., VOUS TRACERZ UN AVENIR À LA MESURE DE VOS TALENTS.

## ...Océ Graphics. Un avenir tout tracé !

### Promoteur produits

Diplômé d'une grande Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce, vous êtes bilingue anglais et souhaitez exercer vos compétences au sein d'un département marketing dans un environnement de haute technologie. Votre double sensibilité en informatique et en marketing vous permettra de prendre en charge l'analyse des marchés, la préparation d'outils promotionnels pour la force de vente et le lancement de nouveaux produits. Vous participerez aux salons professionnels et journées portes ouvertes en apportant expertise technique, goût des contacts et créativité. Une expérience ou connaissance du marché de la PAO serait un plus.

Réf. ML/PP

### Ingénieurs commerciaux

Diplômé d'une grande Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce, vous êtes attiré par les technologies CAO/DAO et souhaitez exercer vos talents de négociateur. Soucieux de promouvoir une image de service et de fiabilité, vous serez à l'écoute des besoins de nos clients Grands Comptes et des distributeurs et leur apporterez conseil et informations. Créatif et autonome, vous avez la volonté de relever, dans la rigueur, des challenges ambitieux.

Réf. ML/IC

VOUS AVEZ ENVIE D'AGIR, VOUS ÊTES RÉELLEMENT ENTHOUSIASTE. NOUS SAURONS VOUS MOTIVER, METTRE EN VALEUR VOS COMPÉTENCES ET RECONNAÎTRE VOS RÉSULTATS.

Écrivez à ANNICK DUNN, OCE GRAPHICS, 1, RUE JEAN LEMOINE, 94003 CRETEIL CEDEX.



L'entreprise de tous les desseins

Océ Graphics

## Animer, organiser, développer une équipe

PARIS (réf. 40 5240 M) - REIMS (réf. 40 5243 M)  
TOURS (réf. 40 5244 M) - LILLE (réf. 40 5245 M)

Importante société, leader sur son marché, assurances et prévoyance sociale, 700 personnes, 45 établissements. Notre volonté de développer nos services et le nombre de nos adhérents nous conduit à renforcer nos structures et à rechercher pour Paris, Reims, Tours, Lille des CHEFS DE CENTRE.

Organiser, motiver, animer une équipe d'une quinzaine de personnes dans les domaines de l'accueil, du conseil, de la communication et de la vente de nos produits. Superviser les techniciens du traitement informatique des dossiers. Telles sont les responsabilités qui vous seront confiées. Vous assurerez personnellement les relations avec nos prescripteurs.

A environ 28 ans, de formation supérieure, une première expérience de vente de services en secteur concurrentiel vous a donné le goût de la négociation à haut niveau. Vous souhaitez aujourd'hui vous exprimer pleinement dans la responsabilité d'une équipe.

Merci d'écrire sous réf. choisie à notre Conseil EQUIPES ET CARRIÈRES 4, rue de la Bienfaisance 75008 PARIS.



**EQUIPES ET CARRIÈRES**  
UNE EXIGENCE, LA REUSSITE

مكتبة الامم











## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 26 MARS

**Cours relevés  
à 18 h 06**

COMPANIES	VALEURS	Cost price	Prefer. cours	Dernier cours	% + -	COMPANIES	VALEURS	Cost price	Prefer. cours	Dernier cours	% + -	COMPANIES	VALEURS	Cost price	Prefer. cours	Dernier cours	% + -
3760	C.A.E. 3%	3820	3820	3820	+ 0.82	1200	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1710	Labell	1100	1100	1130	+ 6.81
3765	B.A.P. T.P.	1050	1081	1056	- 0.28	1205	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1715	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
3770	Châ. Fomier	1050	1081	1056	- 0.28	1210	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1720	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1055	Châ. Lyon T.P.	1050	1081	1056	- 0.28	1215	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1725	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1060	Ramont T.P.	1701	1708	1744	+ 2.88	1220	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1730	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1210	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1225	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1735	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1215	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1230	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1740	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1220	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1235	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1745	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1225	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1240	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1750	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1230	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1245	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1755	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1235	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1250	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1760	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1240	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1255	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1765	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1245	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1260	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1770	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1250	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1265	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1775	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1255	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1270	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1780	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1260	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1275	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1785	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1265	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1280	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1790	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1270	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1285	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1795	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1275	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1290	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1800	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1280	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1295	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1805	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1285	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1300	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1810	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1290	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1305	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1815	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1295	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1310	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1820	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1300	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1315	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1825	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1305	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1320	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1830	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1310	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1325	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1835	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1315	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1330	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1840	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1320	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1335	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1845	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1325	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1340	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1850	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1330	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1345	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1855	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1335	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1350	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1860	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1340	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1355	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1865	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1345	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1360	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1870	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1350	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1365	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1875	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1355	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1370	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1880	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1360	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1375	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1885	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1365	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1380	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1890	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1370	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1385	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1895	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1375	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1390	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1900	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1380	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1395	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1905	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1385	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1400	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1910	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1390	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1405	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1915	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1395	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1410	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1920	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1400	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1415	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1925	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1405	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1420	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1930	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1410	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1425	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1935	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1415	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1430	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1940	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1420	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1435	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1945	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1425	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1440	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1950	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1430	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1445	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1955	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1435	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1450	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1960	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1440	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1455	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1965	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1445	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1460	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1970	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1450	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1465	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1975	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1455	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1470	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1980	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1460	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1475	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1985	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1465	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1480	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1990	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1470	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1485	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	1995	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1475	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1490	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	2000	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1480	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1495	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	2005	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1485	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1500	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	2010	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1490	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1505	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	2015	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1495	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1510	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	2020	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1500	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1515	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	2025	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1505	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1520	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	2030	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1510	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1525	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	2035	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1515	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1530	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	2040	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1520	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1535	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	2045	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1525	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1540	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	2050	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1530	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1545	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	2055	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1535	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1550	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	2060	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10
1540	Châ. Fomier	1286	1281	1308	+ 7.35	1555	C.F. Fomier	800	800	800	- 0.00	2065	Lab. Belfor	2730	2760	2760	+ 1.10</

**Comptant** (selection)**SICAV**

(signature)

26/3

VALEURS	% du mont.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rechat net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rechat net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rechat net
Obligations																				
Emp. 8.80 % 77	127 70	7 402	C.L. Médiane	853	853	Magnésie Délégué	187	187	A.A.A.	1194 24	1077 40	Parole	488 11	473 38	Parole	657 43	473 38	Parole	657 43	473 38
Emp. 8.00 % 78/82	86 80	8 000	Clyon Ind.	2940	2940	Magnésie S.A.	365	365	Vismont S.A.	688 76	688 76	Phénix Phénix	118 26	114 82	Phénix Phénix	272 08	264 14	Phénix Phénix	272 08	264 14
10.00 % 78/84	100 26	8 007	Cofinor (L)	174	174	Midi Délégué	629 90	629 90	Rem. de l'Etat	878 77	878 77	Phénix Phénix	138 78	137 82	Phénix Phénix	765 70	737 27	Phénix Phénix	765 70	737 27
12.50 % 80/90	100 48	10 706	Cogit	371	371	Midi Délégué	629 90	629 90	A.E.F. Action Inc. CPN	1957 24	1168 53	Phénix Phénix	70 40	35 77	Phénix Phénix	235 18	232 90	Phénix Phénix	235 18	232 90
16.50 % 82	102 40	12 712	Cofinor	720	720	Rem. Ind. (L)	240 50	240 50	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
14.00 % 80 82	102 40	1 820	Co Indemnité	9010	9010	Rem. Ind. (L)	240 50	240 50	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
14.00 % 82 82	102 40	4 488	Co Indemnité	9010	9010	Rem. Ind. (L)	240 50	240 50	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
12.50 % oct. 84	103 88	8 648	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
11 % 84 86	115 50	8 986	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	100 32	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phénix	59 04	58 88	Phénix Phénix	59 04	58 88
10.25 % 84 86	101 50	8 394	CAMP	1216	1216	Co Indemnité	9010	9010	A.E.F. 2000	704	685 83	Phénix Phénix	34 28	37 77	Phénix Phén					

## Cote des changes

## Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix	COURS 26/1	COURS DES BILLET		MONNAIES ET DÉRIVÉS	COURS 26/1	COURS 26/1
			Actifs	Passifs			
Europe 50 t	8 758	8 678	5 590	5 999	Or 100 en devises	72500	85650
ESU (400 t)	8 758	8 678			Or 100 en devises	72500	70400
Allemagne (100 000)	357 100	338 830	338 930	347	Francs allemands (20 000)	428	418
France (100 t)	18 294	16 261	16 790	510	Francs français (10 000)	402	416
Belgique (100 t)	298 230	288 230	288 230	32	Francs belges (10 000)	402	416
Devises (100 t)	88 220	88 220	88 220	32	Francs suisses (20 000)	420	405
Denmark (100 t)	87 120	87 240		31 625	Schweizer	430	510
Finland (100 t)	18 294	16 261	16 790	510	Francs suisses (20 000)	420	405
Grèce (100 000 drachmes)	2 817	2 911	2 380	4 050	Francs de 10 drachmes	1362 50	1350
Irlande (100 t)	4 578	4 572	3 890	5 650	Francs de 10 drachmes	897 60	
Italie (100 t)	360 520	373 700	388	362	Francs de 10 drachmes	897 60	
Stgde (100 t)	67 340	62 420	60		Francs de 10 drachmes	897 60	
Portugal (100 t)	67 340	62 420	60		Francs de 10 drachmes	897 60	
Spain (100 t)	5 296	5 294	5	5 580	Or Londres	438	438
Portugal (100 t)	3 811	3 913	3 850	4 350	Or Zurich		
Argentine 100 t	3 811	3 913	3 850	4 350	Or Hongkong		
Japan (100 t)	3 721	3 688	3 593	3 810	Argent Londres		

Arg. Argent.	72 20	72 20	Egypte-Cote	1071 41	1042 70	Norvège	124870	12228 92	Valais	40870 08	40817 97 ♦
Canada N.E.	140	140	Egypte-Libie	1371 67	1324 08	Or. Association	123 35	123 03	Vaud	23956 11	23977 31
Ch. République	200	200	Egypte-Mali	409 43	447 73	Or. Méditerranée	2299 25	2226 41			
Ch. République-Zair	210		Espagne	1185 29	1198 18	Or. Nord	1944 15	1915 18			
Hongrie	240		États-Unis	1053 28	1050 50	Or. Suisse	147 51	145 30			
Indonésie	260		Europe	1125 85	1125 88	Orléans	1030 97	1032 35			
Malaisie	525		Euro-Zone	7470 30	7317 63	Orléansville	1063 09	1063 98			
Maroc, Tunisie, Portugal	130 40	170 80	France (des par 100)	1770 78	1767 78	Orléans	1228 14	1187 76			
Roumanie	170 40		France	114 82	114 82	Orléansville	6774 09	6749 01			
St-Gabriel-Emballage	1980	2140	France-Gabon	8674 34	8262 30	Orléansville	1896 39	1896 39			
Suisse-Mali	315 20	315 20	France-Guinée	271 20	271 85	Orléansville	554 94	553 32			
Tunisie	1837	1880	France-Haïti	196 28	120 80	Orléansville	80 14	80 25			
S.A.P.A.	672		France-Indonésie	482 72	485 14	Orléansville	187 58	178 05			
St-Laurent du Marais	425		France-Libie								
Ukraine	360										
Union Soviétique	19										
Union Soviétique	976										

e : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

**45-55-91-82, poste 4330**



